

Des livres pour l'été

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15367 - 7 F

VENDREDI 24 JUIN 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



La Russie «partenaire» de l'OTAN

BEAUCOUP de bruit pour rien ? Après avoir soufflé pendant des mois le chaud et le froid, la Russie a fini par adhérer, comme les autres, au « partenariat pour la paix » proposé par l'OTAN aux anciens membres du bloc soviétique. Le ministre russe des affaires étrangères Andreï Kozyrev a été le premier à noter l'effort méritoire consenti par la Russie : « il était plus difficile de franchir la porte (du partenariat) à un éléphant comme la Russie qu'à un petit caniche », avait-il déclaré à l'agence Tass.

Les « petits caniches » d'Europe de l'Est ont tous fait mine de se féliciter de cette adhésion, mais ils n'en pensent pas moins. Le nouveau « partenaire », soumis en apparence aux règles communes, a bien obtenu que soit reconnue sa différence, sinon sa prééminence. Tandis que M. Kozyrev paraissait, à une date choisie avec le plus grand soin - celle de l'anniversaire de l'attaque allemande contre l'URSS le 22 juin 1941 -, l'accord de « partenariat », un texte définissant les relations entre l'Alliance atlantique et la Russie était publié à Bruxelles.

La satisfaction, certes, n'est pas complète : le texte, curieusement intitulé « Relevé de conclusions », mais aussitôt qualifié de « protocole spécial » par M. Kozyrev, n'est pas signé. Il ne reconnaît à la Russie aucun droit explicite, annonce seulement que l'OTAN et Moscou vont développer « un vaste programme de partenariat individuel », au regard de la « dimension », à l'importance et au potentiel de la Russie. Il n'est pas question, comme l'avait souhaité le Kremlin, de concéder à Moscou un droit de veto sur les décisions de l'Alliance atlantique, mais seulement d'éviter toute « surprise » entre les deux partenaires.

Plus que la lettre d'un texte délibérément laconique, c'est ici l'esprit qui compte, la manière dont chaque partie interprétera ce double arrangement. Pour les dirigeants russes, le sens profond du « partenariat », c'est d'éviter l'adhésion à l'OTAN des pays d'Europe de l'Est : M. Eltsine l'a dit en son temps devant le président Clinton, sans être démenti, et on le redit aujourd'hui au ministère russe des affaires étrangères. L'OTAN, de son côté, n'a officiellement rien promis de tel, mais rien fait non plus pour dissiper l'ambiguïté. L'attitude de l'actuelle administration américaine donne même toutes raisons de croire que Washington préférera donner sur ce point satisfaction à Moscou.

BIEN entendu, pour nombre de « nationalistes » russes, le résultat obtenu à Bruxelles, est tout à fait insuffisant : la *Pravda*, dans sa rage, prétend même que cette adhésion « humiliante » a été signée à Berlin... Le Kremlin a pourtant de bonnes raisons de s'estimer satisfait de cette situation équivoque : avec un pied dans le « partenariat » et un pied en dehors, un pied dans la cour des petits, un pied dans la cour des grands, les Russes pourront s'appuyer, en fonction des circonstances, sur l'un ou l'autre, ou sur les deux.

Lire page 4

Le sommet de l'Union européenne à Corfou

Les Douze vont préciser leur plan pour l'emploi

Les chefs d'Etat et de gouvernement des douze membres de l'Union, réunis vendredi 24 et samedi 25 juin à Corfou, devront désigner le successeur de M. Delors à la tête de la Commission européenne. Ils feront le point sur la mise en œuvre du Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi. Ils délibéreront également de l'aide à accorder à l'Ukraine pour rendre possible la fermeture des deux réacteurs en activité à Tchernobyl.

BRUXELLES

de notre correspondant

Quel sort réserveront finalement les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze au Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, rédigé à leur demande par la Commission européenne et dont l'objet était de démontrer, à une opinion de plus en plus sceptique, la capacité de l'Union à se mobiliser pour lutter contre le chômage ?

En décembre dernier, le conseil européen de Bruxelles en avait approuvé les grandes orientations. Les décisions opérationnelles seront prises en décembre prochain à Essen, mais le rendez-vous de Corfou, vendredi et samedi, devrait permettre de mieux apprécier jusqu'à quel point les dirigeants des Douze

sont prêts à suivre les recommandations de Jacques Delors.

La plus concrète des mesures préconisées par le Livre blanc porte sur la mise en route d'un important programme de modernisation des infrastructures de transports et d'énergie. Depuis le conseil européen de Bruxelles, les « représentants personnels » des Douze, réunis au sein d'un groupe présidé par Hennning Christophersen, le vice-président de la Commission chargé des affaires économiques, ont identifié une trentaine de projets de transports. Ils ont proposé d'en retenir une première liste de onze suffisamment avancées pour que le premier coup de pioche ait une chance d'être donné avant deux ans.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite page 3

Légère accalmie sur les marchés des changes

Tandis qu'intervenait une sensible reprise sur les marchés d'actions et d'obligations, une relative accalmie était perceptible sur les devises. A Paris, jeudi 23 juin, le dollar était encore en légère baisse contre le franc français, à 5,4752 F contre 5,4810 F la veille. En revanche, le billet vert s'appréciait contre le mark allemand et contre le yen, respectivement à 1,6069 DM (contre 1,5980 DM la veille) et 101,25 (contre 101,18) yens. Les autorités américaines et japonaises se montrent cependant préoccupées par les conséquences économiques de la chute du dollar.

pages 20 et 23

Le sida, la justice et les chercheurs

En jugeant irrecevables les pourvois des parties civiles, mercredi 22 juin, la Cour de cassation n'a pour autant pas mis un point final à l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida. Refusant de se prononcer sur la qualification d'empoisonnement, les juges suprêmes laissent la porte ouverte à de nouvelles poursuites criminelles, considérant que la tromperie n'exclut pas l'empoisonnement. D'autre part, dans un entretien accordé au *Monde*, le professeur Jean-Paul Lévy, « patron » de la recherche française sur le sida, s'interroge de l'urgence d'une contre-évaluation médiatique des chercheurs en lieu et place de leur évaluation scientifique.

Lire page 10

La «Tétralogie» de Wagner au Châtelet

L'Or du Rhin et la Walkyrie, les deux premiers épisodes de la *Tétralogie* de Wagner sont donnés à guichets fermés samedi 25 et dimanche 26 au Théâtre du Châtelet à Paris. Le cycle complet verra cinq représentations, réparties entre la fin du mois de juin et l'automne. Les Parisiens, qui n'avaient pas vu le Ring depuis six ans, ont pris les places d'assaut. Une équipe de spécialistes a établi pour le *Monde* une discographie idéale du monument wagnérien.

Lire page 17

Football : contrat rempli pour les Etats-Unis

La Coupe du monde de football aux Etats-Unis a encore été marquée, mercredi 22 juin, par deux grosses surprises. Les joueurs du pays hôte ont quasiment obtenu leur qualification pour les huitièmes de finale, en battant (2-1) les Colombiens, à Los Angeles, qui étaient venus aux Etats-Unis avec de grandes ambitions. L'équipe américaine a gagné une partie de son pari. Dans le même groupe, à Detroit, la Suisse a aussi dominé la Roumanie (4-1). Battus au premier tour par l'Eire, l'Italie devait déjà disputer un match décisif jeudi 23 contre la Norvège.

Lire page 15

Arrivées sur le terrain après le feu vert de l'ONU

Des unités françaises sont engagées au Rwanda avec un objectif « très limité »

Les premiers éléments des unités françaises qui doivent pénétrer au Rwanda dans le cadre de l'opération « Turquoise » sont arrivés, jeudi 23 juin, à la frontière zairoise. Malgré des réticences confirmées par cinq abstentions - sur les quinze pays membres -, le Conseil de sécurité de l'ONU avait donné son feu vert,

mercredi soir, en autorisant l'emploi de « tous les moyens nécessaires ». Le ministre de la défense, François Léotard, a précisé que, dans un premier temps, l'opération aurait un objectif « très limité » : l'évacuation de réfugiés tutsis dans la région frontalière aux mains des forces gouvernementales hutues.



Lire nos informations pages 5 et 6

La pression de l'ordre moral

La défense des « valeurs » traditionnelles mobilise une partie de la majorité parlementaire, qui s'appuie sur le score de la liste Villiers

« Ordre naturel », « sens moral », « perversions », « hétérosexualité... ». Il flotte, depuis un an, comme un parfum d'ordre moral dans les hémicycles du Palais-Bourbon et du Palais de Luxembourg. Discret, mais insistant, parfois grinçant, ce changement de ton imprègne les débats, nourrit des amendements, motive des propositions de loi et finit par s'imposer comme un nouvel air du temps. Avec des thèmes favoris : la défense de la famille et la réhabilitation du mariage, la lutte contre les déviations, la dénoncia-

tion de cette crise morale qui serait à la source de tant de dérèglements sociaux...

Depuis le début de la législature, les députés de la majorité ont multiplié les initiatives. Pas moins de sept propositions de loi ont été déposées pour instituer, sous une forme ou sous une autre, un salaire maternel, incitant les femmes à rester au foyer pour élever leurs enfants. Cinq autres textes visent à supprimer les avantages fiscaux dont bénéficient les couples non mariés. Corriger ce que les auteurs de ces

propositions considèrent comme une injustice fiscale semble tourner à l'obsession : on a pu assister à un pillage intensif d'amendements lors de la session budgétaire d'automne, puis à l'occasion de la discussion, ces dernières semaines, du texte sur la famille et jusqu'au détour d'une des dispositions du projet de loi en cours d'examen sur l'habitat.

La jeunesse est également l'objet d'une touchante sollicitude. Récemment, comme pour mieux faire oublier les infortunes du « SMC-jeunes », ce sont cinquante-huit députés qui ont déposé une proposition de loi pour « interdire l'implantation de salles de jeux dits « d'adresse » près des établissements scolaires, de loisirs et des centres sportifs, considérant que les jeunes y perdent « le sens de la valeur de l'argent ». « Il faut préserver la jeunesse des tentations faciles, mais combien délébiles », soulignaient les signataires.

D'autres vieux débats, que l'on croyait classés, sont rouverts à la première occasion. A l'automne dernier, cent soixante-seize députés, « imprégnés de la pensée chrétienne et humaniste », selon leur propres termes, et « attachés, avant tout, au respect de la vie humaine », cosignaient une proposition de loi réclamant le rétablissement de la peine de mort dans « quatre cas » - meurtre d'enfant, récidive de crime de sang, assassinat précédé de sévices ou de tortures, meurtre commis sur agent de la force publique ou de l'administration pénitentiaire. De même pour l'interruption volontaire de grossesse : une proposition de loi, déposée en juin 1993, invite à supprimer son remboursement par la Sécurité sociale.

FREDERIC BOBIN
et GERARD COURTOIS
Lire la suite page 8

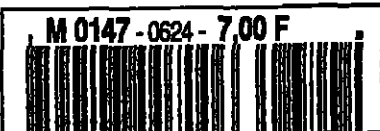
SIDA : FAUT-IL LEVER LE SECRET MEDICAL ?

Comment prévenir la montée des risques sans renforcer la crainte des malades ? Comment assouplir le secret médical sans toucher à l'un des droits essentiels de l'individu ? Médecins, responsables d'associations et de compagnies d'assurances confrontent leurs opinions.

A lire dans

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ou par abonnement au service client



A L'ETRANGER : Allemagne, 3 DM ; Andorre, 5 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 600 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 65 p ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Liban, 1,20 US\$; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 6 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 600 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 800 m ; USA, 2,50 \$ (A.V. 2 \$) ;

DÉBATS

LIBRE-ÉCHANGE

Cher Philippe, cher Jimmy...

Philippe de Villiers et Jimmy Goldsmith, qui conduisaient la liste la majorité pour l'autre Europe aux récentes élections européennes, ont multiplié les attaques contre le « libre-échange mondial ». Alain Madelin leur répond par un plaidoyer argumenté en faveur du libre-échange, qui, dit-il, n'est pas « un renoncement », mais « une volonté ».

par Alain Madelin

VOUS avez placé pour partie votre campagne électorale sous le signe du combat contre le libre-échange mondial. Celui-ci serait une sorte de folie collective qui frapperait la plupart des responsables économiques et politiques du monde et à laquelle, heureusement, vous échappiez. Comme je vous l'ai longuement écrit durant cette campagne, il s'agit là, à mes yeux, d'un mauvais combat. Ce n'était pas alors mon rôle de polémiquer avec vous, mais aujourd'hui votre succès m'oblige à rendre publics quelques-uns des arguments que je vous ai opposés.

Vous avez la tâche facile : faire partager vos peurs. J'ai une tâche plus difficile : plaider pour le libre-échange. Les faits semblent vous donner raison. Sous la pression de la concurrence étrangère, nous voyons des entreprises contraintes de fermer leurs portes. Mais ces faits sont trompeurs. Les bénéfices du libre-échange, s'ils sont plus difficiles à observer, n'en sont pas moins réels. Je vous apprécie trop, par ailleurs, pour ne pas croire que vous trouverez quelque bon sens à mes arguments, en espérant aussi qu'ils seront utiles à d'autres que vous.

1. « Votre réaction contre le libre-échange n'a rien de nouveau. Elle est de toutes les époques. Déjà, d'autres que vous, au début du siècle, dénonçaient la concurrence des travailleurs au rabais et les usines françaises établies en Pologne ou en Italie. Vous dites que la rapidité des moyens de communication modifie aujourd'hui le donne du libre-échange ? Hier, le textile parisien protestait parce que, avec le développement des chemins de fer, l'on assistait à « l'exode » des tissages et des filatures vers les Vosges pour « mettre les petits bergers des Vosges en concurrence avec les pauvres lingères brodeuses, mères de famille de Lyon ou de Paris ». Il est vrai que lorsque la machine à fabriquer les emplois est en panne et quand se prolongent les désordres financiers et monétaires, les arguments protectionnistes trouvent facilement écho.

2. — La protectionnisme repose sur une illusion d'optique : contre laquelle les manuels d'économie, autrefois, mettaient en garde dès leur première leçon. Si j'achète 100 francs une paire de chaussures importée, au lieu de celle que me propose à 250 francs un producteur français, il s'ensuit certes que

celui-ci, sauf à innover ou se diversifier, risque d'être contraint de réduire sa production, de débaucher, voire de disparaître.

Ce que l'on voit, c'est la destruction d'emplois. Ce que l'on ne voit pas, ce sont les 150 francs ainsi économisés. Ils me permettent d'acheter un livre ou d'aller au restaurant. Ce que l'on ne voit pas, non plus, c'est que les 100 francs repus par mon producteur étranger constituent une ordonnance sur la production française, ils reviennent indirectement, après bien des tribulations dans l'économie mondiale — dans l'économie française, sous forme d'achat de biens ou de services.

Si l'on dissipe ainsi cette illusion d'optique, on s'aperçoit que la concurrence internationale n'oppose pas une entreprise française à une entreprise étrangère — « eux contre nous » —, mais une entreprise française à d'autres entreprises « de chez nous », celles qui auront bénéficié des 150 francs de mon gain de pouvoir d'achat et du retour des 100 francs acquis par l'étranger.

3. — Il n'y a pas de différence de nature entre la peur du libre-échange et la peur des machines. Une main-d'œuvre étrangère bon marché fait-elle baisser les prix et détruit-elle nos emplois ? Une machine qui économiserait de la main-d'œuvre ferait de même. Autre illusion d'optique : à la destruction d'emplois visible correspond un gain de productivité qui se déverse dans l'économie, provoquant la création de nouvelles richesses et de nouveaux emplois. Telle est la thèse qu'Alfred Sauvy s'est employé toute sa vie à illustrer. Telle est aussi la simple observation des faits, qui montre que les pays les plus robotisés sont aussi ceux qui connaissent le moins de problèmes d'emploi. Au nom de la protection de l'em-

ploi visible, faut-il condamner le progrès et remplacer nos camions par des brouettes ?

Ce qui est machinal, la machine le fait ou le fera, et ce qu'une main-d'œuvre bon marché fait aujourd'hui au-delà de nos frontières, nos machines le feront encore meilleur marché demain. Cette chance ainsi donnée aux hommes d'échapper aux tâches les plus ingrates ne condamne pas plus l'emploi, elle nous oblige, en revanche, à remettre en cause nos rigidités pour accompagner les mutations nécessaires, à inventer les nouveaux emplois de demain et même, sans doute, à réinventer le travail.

Faut-il harmoniser les jours de soleil ?

4. — Rien ne justifie la peur des délocalisations. D'abord parce que 100 francs d'achat à une entreprise délocalisée, c'est, comme on l'a vu, 100 francs destinés à revenir dans l'économie française.

Ensuite, parce que les délocalisations sont une manifestation de l'internationalisation croissante de l'économie et des entreprises. Elles favorisent leur développement international et servent souvent de tête de pont à leurs exportations. Le Japon, les États-Unis ou même l'Allemagne délocalisent ou internationalisent leurs productions plus que nous sans que pour autant, bien au contraire, on y compte davantage de chômeurs !

Enfin, parce que rien n'est irréversible. Il existe heureusement un grand nombre d'exemples réussis de relocalisation. La créativité, l'innovation, la robotisation, de nouvelles formes d'organisation du travail et de partenariat avec des entreprises sous-traitantes, la maîtrise des circuits de distribution, permettent à de nombreuses entreprises de faire aujourd'hui en

France ce qu'elles faisaient jusqu'à présent ailleurs.

5. — Le libre-échange n'exige pas l'égalité des conditions de concurrence. Le libre-échange, dites-vous, ne serait acceptable qu'entre Européens, et encore entre nations à niveaux de développement et systèmes économiques et sociaux comparables. Bref, les riches devraient échanger entre eux. Les plus pauvres pourraient leur acheter mais surtout pas leur vendre. Allons donc ! Ce qui fait l'efficacité de l'échange, c'est justement la différence des conditions de production.

Les climats, les aptitudes, les législations économiques, les charges publiques, l'abondance du capital, les salaires, sont autant de facteurs d'inégalité dans la concurrence. Faut-il raboter ces différences ? Et si oui, lesquelles ? Faut-il harmoniser la durée du temps de travail ou les impôts ? Si oui, par le haut, par le bas ? Faut-il harmoniser les jours de soleil pour préserver l'égalité des conditions de concurrence dans le tourisme ?

L'idée d'égalité des conditions de concurrence est une idée excellente pour une compétition sportive, pas pour l'économie. Si j'organise une régata, il est normal que je veille à l'égalité des conditions de concurrence ; si, en revanche, mon objectif est de délivrer un médicament le plus vite possible, la performance doit l'emporter sur toute autre considération.

6. — Les bas salaires ne sont pas pour autant du « dumping social ». Les pays à faible coût de travail importent, le ne représentent pourtant qu'une faible part de nos importations. Le pays avec lequel nous réalisons la plus large part de notre commerce, l'Allemagne, a des coûts de travail plus élevés que les nôtres. Les Allemands, dès lors, ne seraient-ils pas fondés à se

plaindre du « dumping social » des Français ?

Le haut salaire de l'un est toujours le bas salaire de l'autre. A Taiwan, les salaires sont plus élevés qu'au Portugal. Faut-il exclure le Portugal de l'Union européenne ? Faut-il que celle-ci ferme ses portes à la Pologne ou à la République tchèque ?

On parle volontiers de dumping social. Le dumping est une pratique réprouvable qui consiste à vendre un produit à l'extérieur à un prix inférieur à celui auquel il est vendu sur le marché national ou à un prix inférieur au coût de production. Cette définition du dumping ne s'applique en rien aux bas salaires pratiqués dans certains pays. Dans ces pays, d'ailleurs, les industries d'exportation sont celles qui offrent les meilleurs salaires. Si dumping social il y a, pourquoi ne pas parler de « dumping fiscal » pour les pays qui n'ont pas la chance de bénéficier du poids de nos impôts ou de « dumping des matières premières » lorsque le pétrole est bon marché ?

On dira qu'il y a dumping social parce que les pays à bas salaires n'ont pas intégré dans leurs prix le financement d'une protection sociale aussi complète que la nôtre. L'argument se retourne. Les pays les moins développés pourraient se plaindre de devoir nous acheter trop cher des biens d'équipement qui incorporent le poids de nos salaires plus élevés et de notre protection sociale.

Bas salaires et faible productivité

7. — Ne faisons pas du libre-échange le bouc émissaire de nos désordres monétaires. En fait, les bas salaires sont le reflet d'une productivité globale beaucoup plus basse. Le fait que les salaires des pays pauvres soient plus faibles que ceux des pays riches ne constitue ni un fait nouveau ni une hérésie économique. Si les salaires chinois, vietnamiens ou indonésiens sont beaucoup plus faibles que les salaires européens, c'est parce que la productivité moyenne y est plus faible. C'est, en principe, la fonction du système des taux de change que de corriger ces inégalités de productivité.

Au fur et à mesure que les pays les moins productifs se développent, leur monnaie devrait dans un même temps se réévaluer et se rapprocher de ce qu'on appelle la parité de pouvoir d'achat. Sur ce point, je vous concède volontiers qu'il ne peut y avoir de fonctionnement normal du libre-échange que lorsque les États s'abstiennent de manipuler les monnaies.

Or aujourd'hui — ce n'était pas le cas dans les périodes les plus prospères du libre-échange — beaucoup de problèmes d'écart de compétitivité ne relèvent pas du libre-échange en tant que tel

mais clairement d'ajustements monétaires.

8. — La préférence communautaire n'est pas la préférence pour l'emploi. Lorsqu'il s'agit de production de tomates, il est facile de donner un sens à la préférence communautaire, à l'origine du marché agricole commun. Mais que signifie celle-ci aujourd'hui appliquée à des produits industriels ? Compte tenu de l'internationalisation des productions, nous avons besoin d'importer des machines, des composants, des brevets... et il devient de plus en plus difficile d'identifier la source nationale de la valeur ajoutée. Quelle est la vraie nationalité d'un téléviseur Philips quand il est fabriqué en partie en France, en Thaïlande et en Allemagne ? Un Buli à base de composants étrangers est-il plus français qu'un IBM fabriqué à Montpellier ? Faut-il faire de ceux qui, dans la triste affaire du sang contaminé, ont fermé nos frontières au test d'un laboratoire américain ou au sang chauffé importé les glorieux précurseurs de la préférence communautaire ?

L'Histoire montre qu'un système de protection étendant l'incitation des entreprises à améliorer leur productivité, condamne les consommateurs à en faire les frais, et se paie au bout du compte par un chômage aggravé.

9. — La préférence communautaire est un impôt de plus. Fermer nos marchés, c'est contraindre le consommateur français à acheter un produit européen à un prix supérieur à celui d'un produit extra-européen. La différence entre ces deux prix constitue un prélèvement obligatoire de plus que le consommateur devra verser non pas à l'État mais au producteur européen. Il s'agit même d'un impôt sur les consommateurs les plus modestes, car cette préférence communautaire s'appliquerait en priorité sur les produits de grande consommation populaire.

10. — Le libre-échange n'est pas un renoncement, mais une volonté. Il est sûr que la rapidité des mouvements d'échange de capitaux et de la diffusion des technologies aujourd'hui entraîne une turbulence forte de l'économie à laquelle il faut savoir s'adapter. C'est pourquoi des protections provisoires sont parfois nécessaires, mais elles ne constituent pas une réponse durable. Le libre-échange n'est pas un renoncement, mais une volonté. La France l'a montré dans les négociations du GATT. Le libre-échange n'exclut pas la protection, mais celle-ci doit rester l'exception, et le libre-échange la règle.

Alain Madelin est ministre des entreprises et du développement économique.

PS

Défense de Michel Rocard

Pour certains partisans de Michel Rocard, on ne peut pas prétendre reconstruire la gauche en faisant appel aux anciens serviteurs du mitterrandisme, usés par leurs longues années de pouvoir.

par Frédéric Martel

DÉPUIS longtemps le nom de Jacques Delors est évoqué comme candidat de réserve pour l'élection présidentielle. Depuis le 12 juin, les murmures sont devenus tumultueux. Qui se plaindrait, au demeurant, de cette candidature ? On ne peut pas défendre Rocard et détester Delors, et vice versa. Jacques Delors est un homme respectable et ses idées peuvent être défendues, malgré un petit côté catho-de-gauche un rien

énervant et un ton balladurien de gauche, sinon du centre. Delors candidat, c'est bien. C'est juste. Mais n'est-ce pas une illusion, comme Pöcher ou Barre ?

Ce qui rend suspecte cette idée, c'est d'abord que la candidature Delors soit instrumentalisée par les vieux zébrés du mitterrandisme finissant : Roland Dumas (le drame de la Bosnie, ce ne serait pas un peu le sien, au fait, comme son soutien au régime actuellement meurtrier du Rwanda ?), Paul Quilès (les erreurs électorales de la gauche au pouvoir, le drame de la toxécomie, ce ne serait pas un peu les siens, au fait ?), Henri Emmanuelli, Louis Mermaz, André Labarrère, Jean Poperen... Peut-on vouloir reconstruire la gauche en exhumant la vieille soupe mitterrandiste, en tentant de recaser chez Delors des réseaux qui sont largement ceux de l'ancien président de la République ?

Ensuite, un procès est fait à Rocard sur l'Europe. C'est vrai, l'erreur — gravissime — est d'avoir exposé Rocard en première ligne comme tête de liste. On le savait pourtant, l'électorat socialiste traditionnel (précisément celui de Mitterrand en 1974 et 1981) avait massivement refusé, en 1993, le traité de Maastricht. Mais qui osera dire que Rocard pouvait faire mieux aux européennes ? Qui peut affirmer que cette défaite est seulement la sienne ?

Que faire maintenant ? Et avec qui ? La gauche doit se reconstruire. Mais elle ne peut pas le faire avec Henri Emmanuelli, Roland Dumas et les vieillards du mitterrandisme. Il faut supprimer les courants au profit de la formule majorité-minorité, changer le nom du Parti socialiste, qui ne signifie plus rien et le baptiser tout simplement « la gauche ». Au lieu de quoi, voici le retour de la vieille génération à travers le socialisme archaïque des années 70 d'Henri Emma-

nuelli. Il prétend prendre un virage à gauche. C'est un tournant vers les tendances les plus éloignées de la réalité que représente une certaine base militante du PS, par exemple celle des Landes. Le problème est de combler le fossé qui existe moins entre la direction du PS et les militants de base qu'entre cette base et la rue.

Il faut ensuite s'interroger sur l'« incompréhension » dont est victime Michel Rocard. C'est urgent. Comment le premier ministre qui a le meilleur bilan de quinze ans de mitterrandisme, qui a devancé tous les choix économiques et qui est resté à distance des « affaires » en est-il arrivé à assumer aux yeux de l'opinion les dettes et les déceptions du socialisme de gouvernement, à focaliser sur lui toutes les haines et de comble de la malhonnêteté, être attaqué aujourd'hui sur ce bilan par ceux qui, comme Roland Dumas, Louis Mermaz, Jean Poperen ou Henri Emmanuelli, en sont tout autant — et même davantage — responsables ? A qui profite le crime ? Certainement pas à la gauche moderne, responsable et probe. Certainement pas à ceux qui ont le sens de l'Etat et l'amour du service public.

En politique, cependant, nul n'est jamais mort même quand il est bien amoitié. Et qu'on le veuille ou non, il demeure, dans notre pays, une sensibilité légitime qui appartient à l'histoire de la gauche, fille de Pierre Mendès France et non de l'aventurisme populiste, une seconde culture de gauche, qu'incarne Michel Rocard et qui aura sans nul doute son candidat à l'élection présidentielle. C'est peu. C'est beaucoup.

Frédéric Martel est délégué national du PS (chargé de la lutte contre le sida), rocardien. Il ne souhaite pas être reconduit à ce poste par la nouvelle direction.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité exécutif :

Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bangeroux, directeur de la rédaction
Eric Pailhoux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :

Philippe Labarde

Rédacteurs en chef :

Thomas Fereznzi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction
Bruno de Camas, Laurent Grelhamer, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Bruno Frappat, directeur éditorial

Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat, délégué auprès du directeur général
Michel Tatu, conseiller de la direction
Daniel Verrier, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médecin :

André Laurens

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Feuvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),
Jacques Lecourne (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-55-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94602 VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

ITINÉRAIRES POUR L'EMPLOI

LE MAGAZINE

Marie-Claude BETBEDER

reçoit cette semaine

Hélène CHARLOT

Association Ecole et Vie locale

Une émission diffusée par 300 radios locales
(Liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)



INTERNATIONAL

Le Conseil européen de Corfou

La succession de Jacques Delors est au centre d'un vaste marchandage international

Le bal des nominations à la tête des institutions internationales est ouvert. Et le programme 1994 est particulièrement riche puisqu'il propose, outre la présidence de la Commission européenne - au menu du sommet des Douze qui s'ouvre vendredi 24 juin à Corfou -, le secrétariat général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la direction générale de la future Organisation mondiale du commerce (OMC) et le secrétariat général de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), chargée de mettre en œuvre la politique européenne commune de défense. De quoi faire tourner les têtes. Tout cela est en effet plus ou moins lié dans un vaste marchandage entre Européens pour certains postes, entre Européens et Américains pour d'autres, chaque Etat candidat à l'une de ces fonctions s'attendant plus ou moins, s'il était reculé, à des compensations.

Le calendrier aurait voulu que les festivités débutent par la nomination du nouveau secrétaire général de l'OCDE. Mais faute d'un consensus lors de la réunion ministérielle de l'Organisation, en juin à Paris, la décision a été repoussée après le sommet de Corfou, à l'issue duquel on devrait connaître le nom du successeur de Jacques Delors, dont le mandat à Bruxelles s'achève à la fin de l'année. Rien ne dit cependant que les Douze parviendront au consensus requis à Corfou. A la veille du sommet les dirigeants français - et d'autres probablement - en étaient à imaginer des formules de remplacement pour le cas où le succès de leur candidat (le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene)

devrait leur coûter trop cher en concessions sur d'autres postes.

Trois éminentes personnalités ont officiellement fait acte de candidature pour la difficile succession de M. Delors à Bruxelles. Outre M. Dehaene, le premier ministre belge, le premier ministre néerlandais, Ruud Lubbers, et Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé des relations économiques extérieures, se verraient bien à la présidence de la Commission. On parle également, en coulisses, de l'Irlandais Peter Sutherland, directeur général du GATT. Pour l'instant, M. Dehaene fait figure de grand favori, car il a la soutien de la France et de l'Allemagne. Cela n'a pas découragé pour autant les deux autres prétendants, qui ont pris récemment leur bâton de pèlerin pour aller défendre leur propre candidature dans les capitales européennes.

La France concurrencée à l'OCDE

Une fois le nouveau président de la Commission connu, la piste devrait être dégagée pour nommer, dans le courant juillet, le secrétaire général de l'OCDE. L'actuel titulaire, le Français Jean-Claude Paye, brigue un troisième mandat de cinq ans. Face à lui, trois autres candidats : le Britannique Nigel Lawson, ancien chancelier de l'Echiquier; l'Allemand Lorenz Schomerus, négociateur pour son pays lors du cycle de l'Uruguay; et Donald Johnston, président du Parti libéral canadien. Ce dernier a l'appui des Américains, désireux de mettre fin à l'eurocentrisme de l'Organisation. Un appui de poids quand on sait que les Etats-Unis contribuent à hauteur de 25 % au budget de l'OCDE.

En fait, les Américains souhaitent réformer ce club de pays riches, «élargir son rôle» vers le reste du monde, comme l'affirmait récemment le secrétaire d'Etat, Warren Christopher. A leurs yeux, Jean-Claude Paye n'est pas le meilleur candidat pour mener à bien cette mutation. Et puis, dix ans de bons et loyaux services, «ça suffit», clament-ils.

L'amertume des Néerlandais

De son côté, Peter Sutherland, qui sera resté un an et demi à la tête du GATT, a annoncé qu'il ne souhaitait pas diriger l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui doit se substituer au GATT en janvier ou au plus tard juillet 1995. Le problème de succession est ici encore plus délicat : les pays en développement, largement majoritaires au sein de l'OMC, souhaitent que le premier directeur de cette nouvelle organisation soit issu de leurs rangs. Pour l'instant, se sont portés candidats l'Indien Ramo Ruggiero et le Brésilien Rubens Ricuperio. On cite également les noms du président mexicain, Carlos Salinas de Gortari et du ministre du commerce néo-zélandais Philip Burdon. Et pourquoi pas Sir Leon Brittan? Bien qu'il ait affirmé n'être pas intéressé par ce poste, mais par celui de M. Delors, la France l'y verrait bien, comme une juste récompense pour celui qui défendit les intérêts européens dans les négociations du GATT.

Est en jeu, d'autre part, le poste de secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale, l'organisation chargée de mettre en œuvre la politique de défense

commune de l'Union européenne. Le mandat de l'actuel titulaire, le Néerlandais Van Eekelen, qui expire en juin, a été prolongé jusqu'à la fin de l'année pour entrer dans le jeu des répartitions et compensations, après qu'aurait été arrêté le nom du successeur de Jacques Delors à la Commission.

Enfin, si le secrétariat général de l'OTAN n'est pas officiellement vacant, son actuel détenteur, l'Allemand Manfred Wörner, est souffrant, et on suppose qu'il demandera bientôt que soit organisée sa relève. Certains avaient imaginé que ce poste, traditionnellement attribué à un Européen, puisse servir de lot de consolation conséquent pour les Pays-Bas, si la candidature de Ruud Lubbers à la Commission de Bruxelles était reculée. Mais, outre que les Pays-Bas ont déjà occupé ce poste, le désir qu'on prête à Frans Van den Broek de s'y porter candidat ne peut ni rassurer M. Lubbers ni sans doute faire l'unanimité des alliés.

Les Néerlandais pourraient néanmoins légitimement prendre ombrage de l'entente franco-allemande qui se fait aux dépens de leur candidat à la Commission européenne. Ils n'en sont pas en effet à leur premier motif d'agacement contre Paris : lors de l'attribution de la présidence de la BERD à Jacques Attali, il y a quelques années, la presse néerlandaise s'était déchaînée contre la France, qui prétendait rafter trop de postes à la tête des institutions internationales. Sur ce point, au moins, les Pays-Bas ne pourront plus faire grief à Paris.

ALAIN PUCHAUD et CLAIRE TREAN

Une présidence convoitée

Ardemment convoité, donc, le siège de Jacques Delors. Sur les trois candidats en lice, deux, Jean-Luc Dehaene et Ruud Lubbers sont premiers ministres et le troisième, Leon Brittan, brillant commissaire à Bruxelles, a toutes les capacités pour l'être un jour. Et n'est-on pas allé, il y a quelques mois, jusqu'à citer le nom de Felipe Gonzalez, voire celui d'Helmut Kohl? Comme il est loin le temps - c'était en 1972 - où Franco Maria Malfatti quittait, sans aucune hésitation, la présidence de la Commission pour un strapontin dans un gouvernement italien.

La fonction à l'époque était, certes, honorable, le président, installé au troisième étage du Berlaymont (l'immeuble de la Commission), régnait déjà sur une armée de fonctionnaires, la Communauté était à construire, mais il

ble : n'avait-il pas relancé, alors que personne n'y croyait plus, la marche vers le système monétaire européen? Le choix du Luxembourgeois Gaston Thorn (1981-1985) fut critiqué. Les Français (si l'on en croit Jacques Attali, les responsables de l'époque admettent s'être trompés) préférèrent cet ancien premier ministre du Grand-Duché au belge Etienne Davignon, alors vice-président de la Commission, personnel d'une tout autre stature.

Et puis commença l'ère Delors, c'est-à-dire une montée en puissance de la Commission, due à la fois à la passion de l'homme pour la cause communautaire, à ses méthodes de travail et à une conjonction politique particulièrement favorable puisque deux Européens réélus - MM. Kohl et Mitterrand - faisaient tourner avec lui le «moteur» franco-alle-



manquait l'essentiel : le pouvoir, l'influence. Conséquences : animal politique, s'abstenir. Mises à part, de 1958 à 1967, le premier président, d'Allemagne, Konrad Adenauer, les autres titulaires du poste n'auront pas laissé un souvenir inoubliable. Non pas tant par leur manque de compétence (encore que, dans certains cas...), mais par l'absence de projet politique de leurs commanditaires, à savoir les gouvernements.

Les «anciens» parlent, certes, de l'honnête Jean Rey (1967-1970), habile négociateur belge du Kennedy Round - déjà, le GATT - puis de l'éphémère Malfatti (1970-1972). Ils évoquent avec respect la haute figure du Néerlandais Sico Mansholt (1972-1973), un des pères de l'«Europe verte», et autour d'une lettre sur la «croissance zéro» qui fit palpiter d'aise les écologistes, bien peu nombreux à l'époque, et nourrit la colère de Georges Marchais.

Se succédèrent ensuite deux hommes aux tempéraments complètement opposés : François-Xavier Ortoli (1973-1977), le prototype même du haut fonctionnaire français, aussi rigoureux, secret et travailleur que peu imaginaire, et Roy Jenkins (1977-1981), l'homme politique britannique dans toute sa splendeur, d'ailleurs porté sur les bons bords de la «étude des dossiers», mais doué d'un «flair» incontesté-

mand de la Communauté; due aussi aux événements historiques de la fin des années 80 : la bloc de l'Est se fissure, l'Allemagne se réunifie, la CEE envisage la pôle de «réstructuration» d'une large partie du continent. A peine installé à Bruxelles, Jacques Delors lançait son fameux «objectif 1992» (en fait le grand marché de 1993) qui allait mobiliser les énergies pendant ces quelques années où la prospérité économique incitait au surcroît à l'euro-optimisme. Dès 1988, il en imaginait la suite, à savoir l'Europe monétaire, un projet qui allait devenir, après 1989 et jusqu'à la signature du traité de Maastricht, l'un des éléments fondamentaux d'accompagnement de la réunification allemande.

Rançon de la gloire : le président de la Commission est devenu ces dernières années le bouc émissaire de tous les ressentiments envers l'Europe. Il quittera sa fonction à un moment où l'avenir des institutions d'une Union en voie d'élargissement va faire l'objet d'un vaste débat et où certains pays, dont la France, inclinent plutôt à contenir, après ces dix années glorieuses, les pouvoirs de la Commission. Le haut niveau des prétentions à la succession de Jacques Delors n'en est pas moins le signe que la dimension de cette fonction a radicalement changé.

J.-A. F. et C. T.

Les Douze vont préciser leur plan pour l'emploi

Suite de la première page

A Corfou, on s'attend que les Douze confirment le caractère prioritaire de cette liste et s'engagent à ce que les sommes nécessaires à leur financement soient en tout état de cause mobilisées, sans cependant préciser, à ce stade, selon quelles modalités. D'ici décembre, des «tables rondes» réuniront, projet par projet, investisseurs publics et privés, afin de préciser le calendrier des travaux et le plan de financement.

Ce travail permettra d'apprécier si les ressources communautaires disponibles (provenant du budget européen et de la Banque européenne d'investissements, la BEI) suffisent, ou bien s'il faut envisager de recourir à des financements complémentaires, par exemple à des emprunts opérés par la Commission sur le marché (eurobonds). Hostiles au principe des eurobonds, plusieurs

pays membres, en particulier l'Allemagne et la Grande-Bretagne, assurent que les sommes disponibles seront suffisantes. Les Douze, plutôt que de continuer à se quereller sur cette question du financement, qui avait déjà concentré leur attention lors du conseil européen précédent à Bruxelles, ont décidé d'attendre pour la traiter d'en savoir davantage sur l'ampleur exacte des besoins.

S'agissant des gazoducs et des lignes électriques transeuropéennes, le groupe Christophersen a identifié huit projets dont la mise en œuvre mériterait d'être accélérée. Mais, contrairement à ce qui se passe pour les transports, cette réalisation ne pose pas, sauf à la marge, de problèmes financiers, les opérateurs étant le plus souvent parfaitement en mesure de mobiliser les capitaux nécessaires. Dans le cas des réseaux transeuropéens de transport, les chefs d'Etat et de gouvernements

insistent-ils le groupe Christophersen à aller au-delà des onze projets prioritaires, à envisager la mise en œuvre d'une seconde liste de dix projets? On l'a laissé entendre du côté français, en réaffirmant les critiques selon lesquelles les Douze resteraient très en deçà des ambitions du Livre blanc.

Pourtant, si l'on s'en tient aux chiffres dont on dispose aujourd'hui, tel sera bien le cas. «Au total, quelque 400 milliards d'euros d'investissements seront nécessaires dans les réseaux transeuropéens de transport et d'énergie au cours des quinze prochaines années, dont environ 250 milliards d'euros avant 1999... La Commission a établi une série de projets prioritaires pour les cinq prochaines années : 26 projets de transport représentant 82 milliards d'euros et 8 projets concernant l'énergie coûtant 12 milliards d'euros...», lit-on dans le Livre blanc. S'agissant du financement des réseaux transeuropéens, il était prévu dans ce même document une contribution proprement communautaire (le reste étant apporté par les Etats membres et par les investisseurs privés) de 20 milliards d'euros par an pendant six ans, soit 120 milliards d'euros, affectés, pour l'essentiel, aux infrastructures de transport.

Pas de «trésor caché»

Or où en est-on? Dans une communication sur «le financement des réseaux transeuropéens» soumis voici quelques semaines aux Etats membres, la Commission, après avoir rappelé que le total des investissements requis pour les réseaux de transport durant la période 1994/1999 demeure estimé à 220 milliards d'euros, note que le coût des dix premiers projets est évalué à 68 milliards d'euros, dont 32 milliards à mobiliser avant la fin du siècle. La contribution proprement communautaire, sur l'ensemble de la période 1994/1999, ne devrait pas excéder 12 milliards d'euros : 7 à 8 milliards provenant du budget de la Communauté et de la BEI, le reste, soit 4 à 5 milliards devant être trouvé sur le marché.

A tous égards - investissements programmés, financement communautaire - on reste donc, pour l'instant, très au-dessous de ce qu'annonçait le Livre blanc. Une évolution que, du côté français, on semble d'ailleurs considérer comme justifiée. «On en revient maintenant à des ordres de grandeur raisonnables. C'est vrai qu'on est loin des estimations de départ, lesquelles semblaient reposer sur l'idée qu'il y avait quelque part un trésor caché. Les contributions nationales, pour ne parler que d'elles, ne sont pas indéfiniment extensibles», commente un

Les onze projets de grands travaux jugés prioritaires

- Axe du Brenner : reliera l'est de l'Italie à l'est de l'Allemagne via l'Autriche avec une liaison ferroviaire à grande vitesse (passagers/marchandises)

Durée : onze ans de travaux pour l'achèvement total de l'axe Vienne/Berlin.

- TGV Paris - Bruxelles - Cologne - Amsterdam - Londres par le tunnel sous la Manche.

Durée : les Belges et les Néerlandais doivent encore se mettre d'accord sur le tronçon Anvers/Rotterdam. Les travaux sur la partie britannique pourraient se poursuivre jusqu'en 2002.

- TGV Sud : reliera Dax à Madrid (continuation du TGV Atlantique) et Perpignan (France) à Barcelone (continuation du TGV Méditerranée).

Echéance : 2002.

- TGV Est : reliera Paris à Metz-Nancy-Strasbourg-Luxembourg et l'Allemagne du Sud, avec des connexions ultérieures vers Berlin.

Démarrage prévisible des travaux en 1996.

- Ligne de la Betuwe : liaison ferroviaire pour relier le port de Rotterdam aux principaux centres industriels de la Ruhr, du Main et du Neckar en Allemagne.

Echéance : 2000.

- TGV Lyon-Turin : améliorera la desserte des Balkans et de l'Europe centrale en passant sous les Alpes.

Echéance : 2005.

- Autoroutes reliant le sud et le nord de la Grèce à la frontière bulgare.

Echéance : 2002.

- Autoroute Lisbonne-Valladolid-France

- Transport combiné en Irlande : permettra la connexion avec le réseau britannique.

Echéance : 2000.

- Aéroport de Malpensa à Milan : interconnexion avec le rail et la route dans le nord de l'Italie.

- Pont sur l'Oresund entre le Danemark et la Suède.

LIQUIDATION TOTALE

Tapis d'Iran - 70%

Avant fermeture pour travaux par l'autorisation préfectorale n° 120 LD 94.

MAISON DE L'IRAN

65, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS (8°)

Jusqu'au 30 juillet 1994 - Ouvert le dimanche 26 juin

DIPLOMATIE

Après plusieurs mois de négociations

La Russie a finalement signé avec l'OTAN l'accord de « partenariat pour la paix »

BRUXELLES

de notre correspondant

« Nous ne sommes pas à Yalta mais à Bruxelles. Il ne peut y avoir de confusion. » Ainsi André Kozirev a-t-il voulu rassurer le journaliste d'un pays balte qui lui posait une question dans laquelle perçait le soupçon d'un nouveau partage du monde après la signature de l'accord-cadre sur le « partenariat pour la paix » par la Russie, mercredi 22 juin au siège de l'OTAN. Rehaussé par la présence du secrétaire d'Etat Warren Christopher, l'événement aurait paru historique s'il n'y avait pas eu au préalable tant de mois de tergiversations et de finasseries de nature à faire douter de la pleine adhésion de Moscou à l'idéal de coopération que l'Alliance atlantique propose à ses anciens ennemis de la guerre froide. Loyalement, le ministre russe des affaires étrangères a d'ailleurs prévenu la presse : « Il ne s'agit pas de réaliser ce qu'il n'y aura pas de difficultés. »

Enfin, la Russie a dû renoncer à l'accord complémentaire distinct qu'elle voulait signer en même temps que l'accord-cadre identique pour les vingt pays (dont dix-sept anciens alliés de Moscou dans le bloc communiste) qui avaient déjà adhéré au « partenariat pour la paix ». Simplement, peu après la signature de l'accord-cadre, l'OTAN a diffusé un « relevé des conclusions des discussions tenues entre le conseil de l'Alliance Nord et le ministre des affaires étrangères de la Russie », document non signé par les parties, mais que M. Kozirev n'a pas pu s'empêcher d'appeler « protocole spécial » dans son allocution devant le conseil.

La nature juridique de ce document, qui a tant agité les diplomates pendant plusieurs semaines, est importante, dans la mesure où

les autres partenaires de l'OTAN ne voulaient pas de traitement de faveur pour Moscou. Quelque peu redondant, le contenu est presque aussi alambiqué que l'intitulé. C'était un mal nécessaire pour en finir avec d'ultimes tractations commencées quarante-huit heures plus tôt à Bruxelles entre Vitali Tchoukine, ministre adjoint des affaires étrangères en Russie, et Gebhardt von Moltke, assistant du secrétaire général de l'OTAN pour les affaires politiques.

Le « relevé des conclusions » indique notamment : « L'Alliance et la Russie sont convenues de développer un vaste programme de partenariat individuel correspondant à la dimension, à l'importance et au potentiel de la Russie. Elles sont convenues de mettre en route le développement de relations de coopération d'une grande portée entre l'OTAN et la Russie, à l'intérieur et à l'extérieur du « partenariat pour la paix ». Ces relations, qui visent à accroître la confiance et l'ouverture mutuelles, seront développées d'une façon qui rende compte des objectifs communs et qui complète et renforce les relations avec tous les autres États, sans menacer les intérêts de pays tiers, et dans la transparence pour tous. L'Alliance et la Russie sont convenues de poursuivre sur la voie d'un dialogue et d'une coopération larges et renforcées dans les domaines où la Russie a des contributions uniques et importantes à apporter, à la mesure de son poids et de sa responsabilité de puissance européenne, internationale et nucléaire majeure. »

Figurent au programme : « L'échange d'informations sur des questions relatives à des problèmes de politique et de sécurité ayant une dimension européenne ; des consultations politiques, en tant que de besoin, sur des questions d'intérêt commun ; une coopération dans

toute une gamme de domaines liés à la sécurité, y compris, en tant que de besoin, dans celui du maintien de la paix. »

Outre la prise en compte du poids particulier de Moscou, on retrouve là le principe « ni veto ni surprise » énoncé dès qu'il a été question de l'entrée de la Russie dans le « partenariat pour la paix ». En clair, Moscou devrait renoncer à bloquer certaines décisions de l'OTAN qui ne lui conviendraient pas, par exemple l'adhésion à l'Alliance atlantique d'un ancien membre du pacte de Varsovie. L'OTAN, pour sa part, semble s'engager à informer la Russie de ses initiatives les plus importantes. Moscou lui avait reproché de ne pas l'avoir averti, en février, de son ultimatum aux Serbes de Bosnie pour la levée du siège de Sarajevo.

Lors de la conférence de presse finale, un journaliste polonaise a demandé à M. Kozirev si la Russie s'opposerait à une adhésion de son pays à l'OTAN. « En tant que partenaire égal au sein de l'OTAN, nous aurons le même droit de dire ce que nous pensons », s'est contenté de répondre le ministre russe, qui a fait allusion à une prochaine rencontre avec son homologue polonais pour évoquer cette question.

Reprenant à son compte une question déjà posée par son gouvernement, un journaliste a demandé perfidement si la petite Lituanie pourrait prétendre à une « relation spéciale » avec l'OTAN dans le cadre du « partenariat pour la paix », à l'image du « précédent » créé avec la Russie. Sergio Belanzoni, secrétaire général délégué de l'OTAN, qui remplaçait Manfred Wörner, toujours empêché par des ennemis de santé, ne lui a pas laissé beaucoup d'illusions.

JEAN-DE LA GUÉRIÈRE

EUROPE

ALLEMAGNE

Le SPD serre les rangs derrière Rudolf Scharping

HALLE

de notre envoyé spécial

Dix jours après son échec aux élections européennes, le Parti social-démocrate allemand (SPD), réuni en congrès, mercredi 22 juin, à Halle, dans l'est de l'Allemagne, a donné carte blanche à son président, Rudolf Scharping, pour affronter le chancelier Helmut Kohl lors des élections législatives du 16 octobre. A quatre mois des échéances, les députés du SPD ont coupé court aux états d'âme, confirmant le ministre-président de Rhénanie-Palatinat comme candidat à la chancellerie par 479 voix sur 502.

M. Scharping jouait gros. Contrairement au Parti socialiste français, le SPD ne pouvait se permettre une nouvelle révolution de palais qui aurait été suicidaire. L'enjeu, pour le jeune président des sociaux-démocrates, secoué par deux échecs successifs, était de trouver le ton juste pour convaincre ses militants. A en croire les ovations qui ont ponctué sa presta-

tion et les commentaires unanimes de la presse, il a réussi.

A force de tendre la main vers le centre, M. Scharping avait fini par donner l'impression de ne pas représenter une réelle alternative. Son discours n'arrivait pas à accrocher. On lui reprochait d'être constamment sur la défensive par rapport au chancelier Kohl. Lors de la campagne des européennes, il avait suffi d'un rayon de soleil sur les prévisions économiques pour que le chancelier s'impose à nouveau comme le seul garant de cette Allemagne qui cherche sa place en Europe.

Du coup, les partisans d'une alliance entre le SPD et les Verts en avaient profité pour redresser la tête. M. Scharping leur a clairement signifié qu'il n'était pas question de prendre de tels engagements. « Nous sommes en campagne électorale, camarades, et là, chaque autre parti est un concurrent. Assez, maintenant, avec les discussions sur d'éventuelles coalitions », a-t-il martelé. Et les camarades ont applaudi.

Restait à marquer sa différence avec les partis au pouvoir. Il l'a fait sur deux points. En assurant que les préoccupations écologiques du SPD avaient leur place au cœur d'une stratégie économique fondée sur la croissance et la création d'emplois ; en dénonçant - dans l'ombre du chancelier Kohl, inattaquable sur ce terrain - les forces qui militent pour une conception ultra-libérale et nationaliste de l'Allemagne. Cette attaque visait le chef du groupe parlementaire CDU, Wolfgang Schäuble.

Ce ton nouveau va être mis ces prochains jours à l'épreuve. Dimanche ont lieu en Saxe-Anhalt des élections régionales qui montreront si le SPD a une chance de concurrencer le chancelier Kohl dans les Länder de l'Est. Et à Berlin, où ils gouvernent ensemble au sein d'une grande coalition, le SPD a entamé la lutte avec les chrétiens-démocrates en exigeant la démission du sénateur de l'intérieur (CDU) accusé de trop flirter avec l'extrême droite.

HENRI DE BRESSON

GÉORGIE

La Russie envoie 3 000 soldats dans le cadre de l'opération en Abkhazie

L'opération de maintien de la paix menée par les forces russes entre la Géorgie et la République séparatiste d'Abkhazie (ouest de la Géorgie) débutera dimanche 26 juin à 06h00, mercredi 22 juin, le vice-ministre russe de la défense, le général Grigori Kondratiev. Cinq bataillons russes, soit environ trois mille hommes, seront dépêchés dans les trois jours pour contrôler une zone tampon de 48 kilomètres le long du fleuve Ingouri, qui sépare l'Abkhazie du reste de la Géorgie.

Le retour des réfugiés géorgiens prendra « cinq, dix, quinze ans, peut-être plus », a déclaré, de son côté, le président du Parlement séparatiste abkhaze, M. Vladislav Ardzinba. L'accord conclu le 14 mai entre les deux parties avec la médiation de Moscou prévoyait le retour de plus de deux cent mille Géorgiens, chassés de leur pays lors des combats qui avaient vu Tbilissi perdre le contrôle de la République séparatiste en septembre dernier. - (AFP)

ESTONIE : protestation du gouvernement après le décret russe sur le tracé des frontières. - Une note de protestation du gouvernement estonien a été remise, mercredi 22 juin, à l'ambassadeur russe à Tallinn, à la suite du décret de Boris Eltsine visant à établir unilatéralement le tracé des frontières entre la Russie et l'Estonie. Cette dernière réclame deux territoires frontaliers qui lui appartenaient avant l'annexion soviétique de 1940. - (AFP)

LETONIE : réactions à la loi sur la citoyenneté. - La Russie reconstruira ses relations avec Riga en fonction de l'application de la loi sur la citoyenneté, a indiqué, mercredi 22 juin, le ministre russe des affaires étrangères. Cette loi, adoptée mardi par le Parlement letton (le Monde du 23 juin), a été également critiquée par les institutions européennes. Le président letton, Guntis Ulmanis, pourrait refuser de signer cette loi, très dure envers l'importante minorité russeophone de Lettonie. - (AFP)

RUSSIE : la Douma rejette le décret anticriminalité de Boris Eltsine. - La Douma, chambre basse du Parlement russe, a rejeté, mercredi 22 juin, le décret du président Eltsine sur la lutte contre la criminalité. Les députés ont jugé le décret contraire à la Constitution, au code pénal et aux libertés publiques. Ils ont également rejeté, pour la troisième fois, le projet de budget du pays, qui suscite l'opposition des milieux militaires en raison de la réduction des crédits à la défense. - (AFP)

TURQUIE

Un collectif d'avocats dépose un recours contre Ankara devant la Cour européenne des droits de l'homme

Roland Dumas et Ségolène Royal agissant, mercredi 22 juin, au nom d'un collectif de quatorze avocats dont six Français, ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme contre le gouvernement turc, nous signale notre correspondant à Strasbourg, Marcel Scotto. L'action des anciens ministres socialistes des affaires étrangères et de l'environnement vise l'incarcération, en mars dernier, de six députés d'origine kurde accusés de menées séparatistes et d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Quarante-huit heures après la levée de leur immunité par le Parlement d'Ankara, ils avaient été écroués. Les requêtes se fondent sur plusieurs articles de la convention de Strasbourg portant sur la liberté d'expression et le droit à un procès public et équitable.

« Procédure politique »

Outre la voie judiciaire, M. Dumas a engagé une « procédure politique ». Le groupe socialiste de l'Assemblée du Conseil de l'Europe a accepté de demander la tenue d'un débat d'urgence sur cette question au cours de la session de la semaine prochaine. L'objectif, indique encore notre correspondant, est d'obtenir la suspension de la représentation turque (douze députés) au sein de l'hémicycle et, au-delà, de faire pression sur le comité des ministres du Conseil de l'Eu-

rope afin qu'il sanctionne la Turquie sous la forme d'une exclusion provisoire.

Par ailleurs, la Cour européenne a tenu mercredi à Strasbourg, pour la première fois, une audience consacrée à un recours contre l'Etat turc dans une affaire impliquant une ressortissante chypriote grecque et déferée à la Cour par le gouvernement chypriote.

Accusations rejetées

De son côté, le gouvernement turc a rejeté mercredi le dernier rapport d'Amnesty international (le Monde du 23 juin). Le porte-parole de la diplomatie d'Ankara, Ferhat Ataman, a jugé que l'organisation de défense des droits de l'homme « se trompe complètement à propos de la Turquie » et que ses accusations « n'ont rien de vrai ».

Sur place, trois attentats dans des stations balnéaires ont fait près de vingt blessés, dont des touristes étrangers. Mardi, une bombe explosait dans une cafétéria de Fethiye puis deux, mercredi à Marmaris, également sur la côte de la mer Égée. Les autorités attribuent ces attentats - en dépit d'une revendication du Djihad islamique pour l'un d'entre eux - au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a lancé depuis l'année dernière une campagne contre les intérêts touristiques de la Turquie.

Un numéro spécial de «Dossiers et Documents»

La «cohabitation» israélo-palestinienne

De la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 à la Déclaration de principes israélo-palestinienne de septembre 1993, il s'est écoulé vingt ans pour que la logique de paix, paradoxalement mise en route par un conflit armé, prenne vraiment racine. Dans l'intervalle, le traité de paix israélo-égyptien de Camp David signé en 1979 a bien constitué les prémisses, mais son volet palestinien n'a jamais pu être appliqué. Le climat général demeurait dominé par la logique de guerre. C'est l'intifada, le soulèvement, en 1987, de la population des territoires occupés, qui a marqué un véritable tournant et la

guerre contre l'Irak en 1991 qui a permis la mise en route d'un véritable processus de négociations. L'accord israélo-palestinien d'Oslo d'août 1993 et la Déclaration de principes signée à Washington le 13 septembre de la même année, ont enfin consacré la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OIP sans laquelle rien n'était possible.

« Palestiniens-Israéliens : la cohabitation », un numéro spécial de Dossiers et Documents, fait le point de ces vingt années charnières de l'histoire du Proche-Orient.

► (Dossiers et Documents, juin 1994, 28 francs).

Pour la grâce de Marcus KLINGBERG

Marcus Klingberg, citoyen israélien, a été condamné en 1983 par un tribunal de son pays dans des conditions décevantes pour un esprit formé aux traditions judiciaires libérales : procès à huis clos, choix d'un défenseur agréé par les services de sécurité, détention sous un faux nom jusqu'à une période récente, mutisme absolu imposé au condamné et à sa famille, diffusion par les services de fausses rumeurs (folie, fuite à l'étranger, etc.) pour expliquer l'étonnante disparition, du jour au lendemain, d'un scientifique israélien de réputation mondiale.

La condamnation à vingt ans de prison sanctionne des faits graves du point de vue de l'Etat d'Israël : la transmission à l'URSS de renseignements sur les recherches effectuées à l'Institut de Nes-Ziona, où Marcus Klingberg exerçait des responsabilités importantes dans le domaine des armes chimiques et biologiques.

Selon ses proches, Marcus Klingberg, juif d'origine polonaise, croyait acquiescer ainsi une dette envers un pays qui l'avait accueilli en 1939 et qui lui avait permis de combattre, au sein de l'armée rouge, le fascisme hitlérien responsable de l'assassinat de la totalité de sa famille.

L'Union soviétique n'existe plus.

Marcus Klingberg, aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans, souffre d'artériopathie et d'angine de poitrine. Il a subi une hémorragie cérébrale. Le professeur Shlomo Shibolet, médecin expert commis à son examen, conclut : « Je n'ai aucun doute : d'un point de vue médical, le séjour en prison met la vie du professeur Klingberg en danger. »

Sans aucunement contester que n'importe quel Etat considère comme une infraction grave ces faits, ils ont été commis dans un contexte politique qui semble aujourd'hui appartenir à un passé bien révolu, et nous demandons au président de l'Etat d'Israël de consentir à un geste humanitaire en faveur d'un homme gravement malade qui, en tout état de cause, n'a pas agi pour de basses raisons, afin qu'il puisse vivre auprès de sa fille et de son petit-fils le temps qui lui reste.

AGUET Pierre, député PS (Suisse) ; AOUNIT Mouloud, secrétaire général du MRAP ; ATHERTON John, universitaire ; AUBRAC Lucie, dirigeante de la Résistance ; AUBRAC Raymond, dirigeant de la Résistance ; AZEMA Jean-Pierre, historien ; BALBAR Etienne, philosophe ; BEGUINOT Michel, député PS (Suisse) ; BELLET Robert, réalisateur de TV ; BERGE-LAVIGNE Maryse, sénateur PS de la Haute-Garonne ; BERGER Denis, professeur en sciences politiques ; BERQUE Jacques, professeur honoraire au Collège de France ; BERTRAND Michèle, philosophe, psychanalyste ; BLOCH Olivier, historien de la philosophie ; BLONDEL Eric, philosophe ; BODENMANN Peter, député PS, président du Parti socialiste suisse ; BRUGGER Cyril, député PS (Suisse) ; CAROBIO Werner, député PS (Suisse) ; CARRE Jean-Michel, cinéaste ; CARTAN Henri, membre de l'Académie des sciences ; CARTAN Nicole ; COCHET Yves, porte-parole des Verts ; COMTE Antoine, avocat ; DE DARDEL Nils, député PS (Suisse) ; DAURE-SARFATY Christine, présidente de l'Observatoire international des prisons ; DAYAN HERZBRUN Sonia, universitaire ; DEFORGES Régine, écrivain ; DELEIS André, ancien ministre, maire de Lens ; DELEUZE Gilles, philosophe ; DUMAS André, pasteur, doyen de la Faculté de théologie protestante ; ETIEMBLE, professeur honoraire de la Sorbonne ; DE FELICE Jean-Jacques, avocat ; FERRAT Jean, chanteur ; FRANCK Hans Gören, député suédois, représentant au Conseil de l'Europe ; GAILLOT Jacques, docteur d'Etat ; GALLISSOT René, professeur, Paris-VIII ; GAYSSOT Jean-Claude, député PC ; GROSS Andréas, député PS (Suisse) ; HALIMI Gisèle, avocate ; HASSOUN Jacques, psychanalyste ; HERZOG Andréas, député PS (Suisse) ; JACQUARD Albert, généticien ; JACQUES Paula, écrivain ; JEANPRETRE Francine, députée PS (Suisse) ; JOUFFA Yves, avocat ; KAHANE Jean-Pierre, mathématicien ; KAHN Axel, généticien ; KAHN Marcel, Français, professeur de médecine ; KESSLER Paul, physicien, Collège de France ; KIRKYACHARIAN Jean-Jacques, président du MRAP ; KRIVINE Alain, LCR ; LABICA Georges, philosophe ; LACOUTURE Jean, écrivain ; LEDERMAN Charles, résistant, sénateur PC ; LOWY Michaël, philosophe ; MATRE Jacques, sociologue ; MALER Henri, philosophe ; MATARASSO Léo, avocat ; MELENCHON Jean-Luc, sénateur PS ; MENDES FRANCE Marie-Claire, administrateur général de l'Institut Pierre Mendès France ; MESGUICH Daniel, acteur, metteur en scène ; MICHEL Jean-Pierre, député MDC ; MINKOWSKI Alexandre, professeur de médecine ; MORABIA Alfredo, médecin épidémiologiste à Genève (Suisse) ; MONOD Théodore, membre de l'Académie des sciences ; MOREAU Gisèle, conseillère PC de Paris ; MOTCHANE Didier, secrétaire national du MDC ; MOTCHANE Jean-Loup, universitaire ; MOULIN Anne-Marie, médecin, philosophe ; NOIRIEL Gérard, historien ; PARISI Joseph, chargé de recherche au Collège de France ; PERRAULT Gilles, écrivain ; PIERMONT Dorothee, députée au Parlement européen (Allemagne) ; PIHAN Jean, abbé, interné résistant ; DE LA PRADELLE Gérald, professeur de droit, Paris-X ; SCHWARTZ Laurent, mathématicien ; RAMBAULT Ginette, psychanalyste ; RAJSFUS Maurice, écrivain ; REBERIOUX Madeleine, présidente de la LDH ; RECHSTEINER Paul, député PS (Suisse) ; RODINSON Maxime, universitaire ; RUFFY Victor, député PS à Morrens (Suisse) ; SERREAU Coline, cinéaste ; SPIELMANN Jean, député Parti du Travail à Genève (Suisse) ; SURET-CANAL Jean, universitaire ; TESTART Jacques, biologiste ; TOULAT Jean, prêtre, journaliste, écrivain ; VERDIER Robert, vice-président de la LDH ; VERNANT Jean-Pierre, professeur au Collège de France ; VIDAL-NAQUET Pierre, historien ; VINCENT Jean-Marie, professeur en sciences politiques ; VOVELLE Michel, historien ; WLOS Roland, Comité de défense des droits de l'homme en France et dans le monde ; ZIEGLER Jean, député PS (Suisse) ; ZISYADIS Josef, député Parti du Travail à Lausanne (Suisse).

Si vous souhaitez vous joindre à cet appel, voici le nom et l'adresse de son avocat français : Maître Antoine COMTE - avocat à la Cour, 48 bis, rue de Rivoli, 75004 Paris.

AFRIQUE

L'intervention militaire française au Rwanda

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé de justesse la résolution présentée par la France

Malgré de nombreuses réticences, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mercredi 22 juin, la résolution 929, qui autorise la France et les autres pays qui pourraient participer à l'opération humanitaire au Rwanda à employer « tous les moyens » nécessaires, pendant « une période de deux mois », afin de protéger les civils et d'assurer la distribution de l'aide alimentaire.

WASHINGTON ET NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

Ce ne fut pas facile, il n'y eut pas l'unanimité et les critiques restèrent nombreuses et persistantes. Mais en approuvant, dans la soirée de mercredi 22 juin, le projet français d'intervention militaire au Rwanda, le Conseil de sécurité de l'ONU a franchi un pas de plus vers l'instauration de ce droit d'ingérence de la communauté internationale dans les affaires d'un pays membre qui ne la sollicite pas.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : ni le gouvernement du Rwanda - ou ce qui en tient lieu - ni, à plus forte raison, les rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) ne réclamaient la moindre intervention étrangère dans leur malheureux pays - ou ce qui en reste. Contrairement à toutes ses traditions et même à la lettre de sa Charte, l'ONU impose bel et bien une manière de droit d'ingérence humanitaire dans les affaires d'un Etat membre qui ne le demande pas. Et, là encore à l'encontre de toutes ses traditions, le Conseil de sécurité s'est plus loin en conférant à un seul des siens, en l'espèce la France, et non pas à une coalition multinationale, la charge d'exercer ce fameux droit d'ingérence.

Jean-Bernard Mérimée, le représentant de Paris à l'ONU, soulignait l'importance politique et pratique de cette évolution : « On se rend compte qu'on peut se passer de l'accord des parties concernées [le gouvernement à majorité hutu et le FPR], disait-il, pour autoriser une intervention humanitaire », laquelle est, en outre, « mise en œuvre par un seul pays ». Cela vient conforter le précédent en Somalie, où le Conseil, sans l'accord d'aucun des clans somaliens, autorisa l'intervention militaire des Etats-Unis pour sauver des centaines de milliers de personnes de la famine.

Mais les réticences sont nombreuses, comme en a témoigné le débat, mercredi, au Conseil. Fait exceptionnel, la résolution française autorisant une intervention militaire au Rwanda à des fins strictement humanitaires n'a été parrainée par aucun autre pays. Cela reflétait la peur que certains avaient de s'associer à une opération risquée, dont les conditions de succès ne sont nullement assurées, et les réticences des autres à

MAROC : des anciens détenus réclament une « indemnisation ». - Quatre membres d'un groupe d'anciens détenus, qui avaient officiellement « disparu » pendant neuf ans, ont réclamé, dans une lettre ouverte récemment adressée au ministre chargé des droits de l'homme, que les pouvoirs publics leur verse une « indemnisation légitime et non une assistance », comme cela leur a été proposé. Les quatre signataires avaient été emprisonnés « sans jugement préalable », de 1976 à 1985, dans les bagnes d'Agdz et de Qalaa-Magouna, dans le sud-est du pays. - (AFP)

TUNISIE : condamnation réduite pour un dirigeant communiste. - La cour d'appel de Gabès a réduit de six mois, lundi 20 juin, la peine prononcée en première instance à l'encontre de Hamma Hammami, dirigeant du Parti communiste ouvrier tunisien, a-t-on appris, mercredi, auprès de ses avocats. Il avait été condamné, en avril, à quatre ans et un mois de prison ferme. - (AFP)

l'égard d'une initiative qu'ils condamnent, en général ou en particulier.

Le texte - la résolution 929 - a été adopté par dix voix pour, cinq abstentions (Brésil, Chine, Nigéria, Nouvelle-Zélande et Pakistan), et aucune contre. Ces cinq abstentions sont significatives : des pays comme la Chine et le Brésil sont, par principe, opposés à l'intervention de l'ONU dans les affaires d'un Etat dont aucun des « représentants » - qu'il s'agisse, ici, de la majorité hutu ou de la minorité tutsie - ne l'a réclamée. Ils y voient une atteinte au respect de la sacro-sainte souveraineté nationale. C'est un sentiment plus largement répandu qu'on ne l'imagine au sein des Nations unies.

Soupons

sur les motifs

D'autres, parmi les quinze membres du Conseil, sont tout simplement soupçonneux des intentions de la France au Rwanda. Ils se méfient d'une initiative prise par une ex-puissance coloniale en Afrique. Ils ont des doutes sur les motifs d'un gouvernement français qui a soutenu le régime responsable de la mise en place des milices hutus ; ce sont ces bandes armées qui ont massacré des dizaines de milliers de membres de la minorité tutsie. La France n'a sans doute pas arrangé son cas en manifestant certaines difficultés, à Paris ou à New-York, à expliquer exactement ce qu'elle allait faire au Rwanda : où étaient ses soldats, où seraient récupérés puis regroupés les réfugiés qu'ils doivent protéger, etc.

« L'important est que la résolution soit passée », relevait M. Mérimée. Il n'empêche, le texte est empreint d'une extrême prudence, d'une timidité précautionneuse dans la définition de cette mission humanitaire, qui témoigne de l'ambivalence de nombreux membres de l'ONU. En gros, la résolution 929 constate que les renforts attendus pour « muscler » la force des Nations unies sur place, la MINUAR (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda), n'arrivent pas, que la situation n'en « exige pas moins une réaction urgente » et que la France étant la seule à bien vouloir en prendre le risque - avec le Sénégal -, son initiative est la bienvenue.

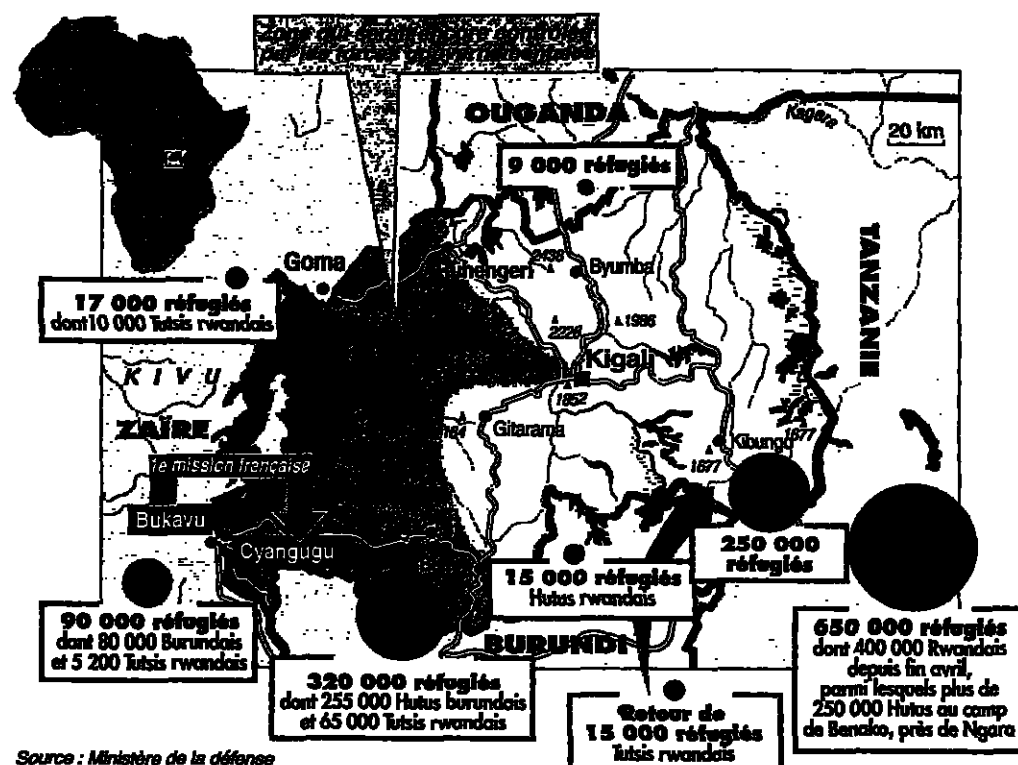
Seulement, elle doit être limitée dans sa durée, dans l'espace et dans son objet ; elle doit donner le temps aux effectifs de la MINUAR de passer de quatre cent cinquante à cinq mille hommes. L'idée qui soutient la résolution est la suivante : l'initiative solitaire de la France doit rester l'exception. C'est la MINUAR la force multinationale, qui représente le mode d'intervention « normal » de l'ONU.

Dans le texte, cela se traduit par de multiples précautions : l'intervention ne doit pas dépasser une durée de deux mois, après quoi les troupes françaises doivent céder la place aux renforts de la MINUAR ; en aucun cas, ces troupes ne « constitueront une force d'interposition » entre les parties en conflit au Rwanda (il ne s'agit pas de « voler » la victoire éventuelle au FPR) ; l'opération sera menée « de façon impartiale et neutre » ; elle a pour objet de contribuer « à la sécurité des personnes déplacées, des réfugiés et des civils au Rwanda ».

Elle n'en est pas moins placée sous le chapitre 7 de la charte de l'ONU qui autorise l'emploi de la force. Elle est qualifiée « d'opération multinationale », mais le Conseil relève qu'elle a bien « sous le commandement et sous le contrôle » d'un seul de ses membres, la France, qui est habilitée à faire usage de « tous les moyens nécessaires » à la mise en œuvre de la résolution.

L'appui distant des Etats-Unis

« L'initiative française poursuit un but exclusivement humanitaire, elle est motivée par la seule détresse des populations », a expliqué Jean-Bernard Mérimée ; « nos soldats au Rwanda n'auront pas pour mission de s'interposer entre les belligérants et encore moins d'influer de quelque manière que ce soit sur la situation militaire et politique dans ce pays ». Il ne s'agit pas non plus de se substituer à la MINUAR. La France est consciente des réserves des chefs de la MINUAR à son égard et des menaces que le FPR a proférées à l'encontre des hommes de l'ONU sur place depuis que Paris a fait connaître son initiative. « Nous ne voulons pas mélanger les deux forces précisément pour que la neutralité de la MINUAR a expliqué M. Mérimée,



Source : Ministère de la défense

ne puisse être remise en cause par l'intervention des troupes françaises.

Le seul soutien franc et massif est venu du secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali. Peu soucieux de multiplier les interventions dans le cadre de l'ONU et portant une certaine responsabilité pour les retards enregistrés dans l'acheminement des renforts de la MINUAR, les Etats-Unis ont apporté un appui distant à l'initiative française. Faisant fi de la formidable pusillanimité manifestée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans ce dossier, comme dans bien d'autres en Afrique, le délégué du Nigéria, Isaac Ayewah, a dit que le drame rwandais « devait être réglé dans un cadre africain ».

Les critiques les plus virulentes sont venues du représentant à New-York du FPR, Claude Dugaidi. « Cette résolution veut dire que l'ONU va parrainer une recrudescence des hostilités au Rwanda, a-t-il confié au Monde ; cette initiative est du colonialisme pur et simple, de l'arrogance, nous allons résister par tous les moyens aux Français ».

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Violents combats à Kigali

Les obus pleuvaient sur Kigali, mercredi 22 juin, pendant que la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) évacuait ses observateurs militaires sénégalais, congolais et togolais, menacés du fait de l'initiative française au Rwanda.

Le travail de l'ONU à Kigali a été rendu totalement impossible. Pendant la nuit, les tirs de roquettes et d'obus avaient été constants, tant dans les faubourgs que dans le centre de la ville. « Les bombes pleuvaient tout autour de l'hôtel », a déclaré un prêtre, l'un des derniers réfugiés de l'hôtel des Mille Collines où ne restent plus que quelques dizaines de per-

sonnes. La MINUAR a retiré de l'hôtel ses observateurs militaires et ses gardes tunisiens, par mesure de sécurité.

Un convoi d'aide pour Kigali a quitté l'Ouganda, mercredi, et devait atteindre la capitale rwandaise jeudi, escorté sur une partie du trajet par le FPR, a annoncé l'ONU. Ce convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) transporte 90 tonnes de secours d'urgence à bord de sept camions. Cette aide est destinée à 25 000 personnes qui ont fui les combats et sont réfugiées à Kigali. Enfin, un journaliste du quotidien *Libération* a été refoulé mercredi du nord du Rwanda vers l'Ouganda. - (AFP)

La résolution 929

« Déterminé à contribuer à la reprise du processus de règlement politique dans le cadre de l'accord de paix d'Arusha et encourageant le secrétaire général et son représentant spécial pour le Rwanda à (...) redoubler leurs efforts aux niveaux national, régional et international pour promouvoir ces objectifs (...)

Le Conseil de sécurité (...) prenant en considération les délais indispensables pour rassembler les ressources nécessaires au déploiement effectif de la MINUAR (...), notant l'offre faite par des Etats membres de coopérer avec le secrétaire général pour atteindre les objectifs de l'ONU au Rwanda et soulignant le caractère strictement humanitaire de cette opération, qui sera menée de façon impartiale et neutre et ne constituera pas une force d'interposition entre les parties (...), profondément préoccupé par la poursuite des massacres systématiques et de grande ampleur de la population civile au Rwanda, conscient de ce que la situation actuelle au Rwanda constitue une menace à la paix et à la sécurité dans la région :

1. (...) donne son accord à ce qu'une opération multinationale puisse être mise sur pied au Rwanda à des fins humanitaires jusqu'à ce que la MINUAR soit dotée des effectifs nécessaires ;

2. accueille favorablement aussi l'offre d'Etats membres de coopérer avec le secrétaire général afin d'atteindre les objectifs de l'ONU au Rwanda par la mise en place d'une opération temporaire, placée sous commandement et contrôle nationaux, visant à contribuer, de manière impartiale, à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda, étant entendu que le

coût et la mise en œuvre de cette offre sera à la charge des Etats membres concernés ;

3. agissant en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU, autorise les Etats membres coopérant avec le secrétaire général à mener l'opération (...) en employant tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs humanitaires (...)

4. décide que la mission des Etats membres qui coopèrent avec le secrétaire général sera limitée à deux mois (...), à moins que le secrétaire général ne considère avant la fin de cette période que la MINUAR renforcée est en mesure d'accomplir son mandat ;

5. accueille avec satisfaction les offres déjà faites par des Etats membres concernant des troupes destinées à la MINUAR renforcée ;

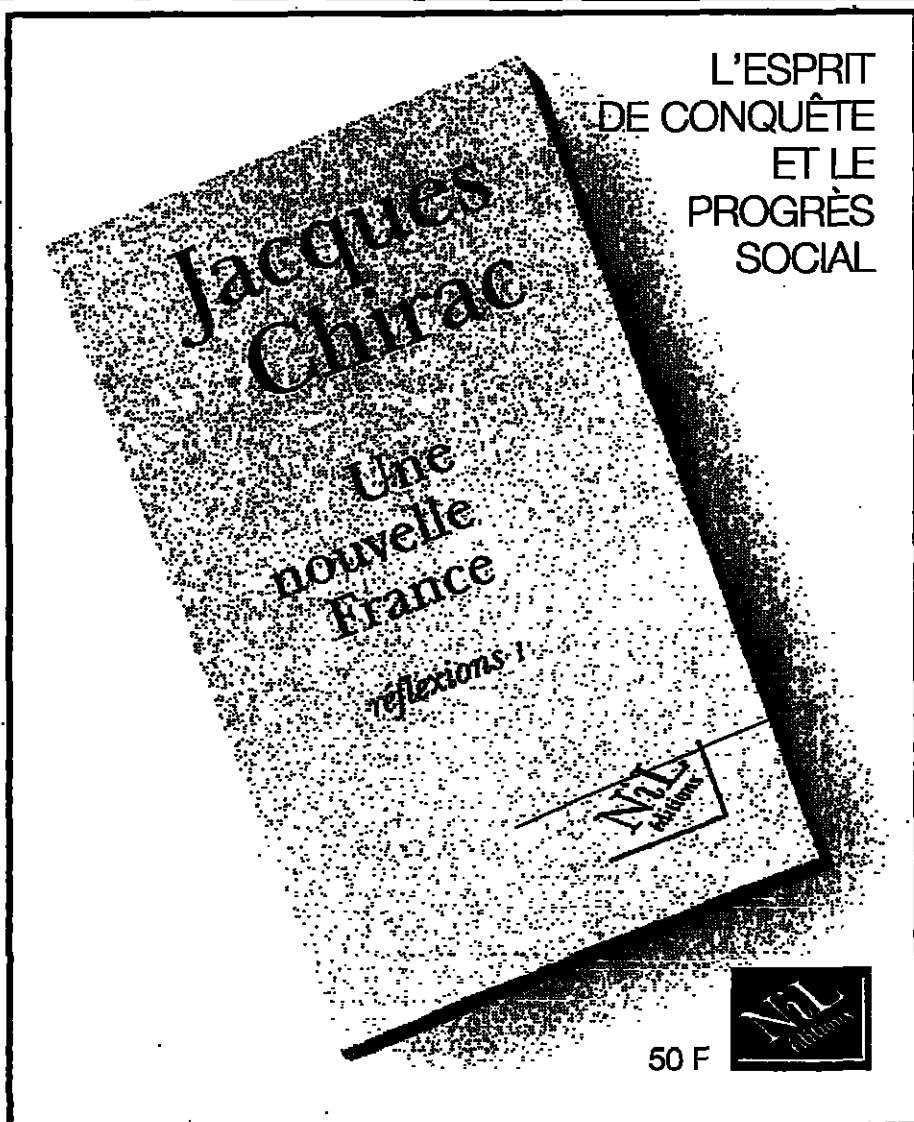
6. demande à tous les Etats membres de répondre de toute urgence à la demande du secrétaire général en ressources (...)

8. prie les Etats membres qui coopèrent avec le secrétaire général de se coordonner étroitement avec la MINUAR (...)

9. Exige que toutes les parties au conflit et autres intéressées mettent immédiatement fin à tous les massacres de populations civiles dans les zones qu'ils contrôlent et permettant aux Etats membres (...) d'accomplir pleinement leur mission (...)

10. prie les Etats concernés et, en tant que de besoin, le secrétaire général, de lui présenter régulièrement des rapports (...) sur la conduite de l'opération et sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs (...)

11. prie également le secrétaire général de lui faire rapport sur les progrès réalisés en vue du déploiement complet de la MINUAR renforcée (...) ainsi qu'en vue de la reprise du processus de règlement politique en vertu de l'accord de paix d'Arusha (...).



50 F

INTERNATIONAL

AFRIQUE

RWANDA

Une première opération-test

Le ministre de la défense, François Léotard, a confirmé, mercredi 23 juin, à Paris, que la première action du contingent français au Rwanda - à partir du Zaïre, où il devait être installé avec 600 hommes sur le terrain, dès jeudi - aura un objectif « très limité » (le Monde du 23 juin). Il s'agit de la protection de populations tutsies, de l'éthnie défendue par le Front patriotique rwandais (FPR), quelque 8 000 réfugiés qui seraient menacés dans la région de Cyanganga, aux mains des Hutus.

D'ici au 25 juin, il est prévu que la France, pour le besoin de sa mission à but humanitaire, approuvée par l'ONU et baptisée opération « Turquoise », déploie au Zaïre environ 2 500 hommes, dont un millier en provenance de métropole et le reste déployé de la Réunion, du Gabon, de Centrafrique et de Djibouti. Ces militaires français disposeront de 500 véhicules divers (des véhicules de l'avant, blindés VAB, des camions et des jeeps) et de quelque 40 avions ou hélicoptères (des Transall ou Hercules, quatre Jaguar d'appui tactique dans un premier temps, une dizaine de Gazelle et de Super-Puma). Les bases de départ au Zaïre sont situées à Goma et Bukavu, deux pistes aériennes proches de la frontière avec le Rwanda, et à Kigali (une piste, plus en retrait, à 500 kilomètres).

Ce dispositif, uniquement composé de professionnels, permet de « projeter » au Rwanda, pour l'aide humanitaire, un millier de soldats, soutenus depuis leurs bases arrière du Zaïre par environ 1 500 hommes. Il sera commandé par le général de brigade Jean-Claude Lafourcade, l'un des adjoints actuels du général qui est à la tête de la 1^{re} division parachutiste, stationnée en permanence dans le midi de la France.

M. Léotard a indiqué que les armées de pays européens et africains pourraient apporter leur concours en hommes ou en matériels. Le ministre de la défense a cité l'Italie (de qui il attend un renfort potentiel de 400 à 500 hommes), la Belgique (pour de la logistique), le Sénégal (une compagnie), la Guinée (une section, chacun). « Des contacts, a-t-il ajouté, avec les Américains, les Portugais et les Néerlandais ont lieu pour une contribution de logistique. »

Les réactions françaises

Le président François Mitterrand est intervenu, « longuement », sur le Rwanda, au cours du conseil des ministres, mercredi 23 juin, avant de présider un conseil restreint consacré à ce dossier. La teneur des propos du chef de l'Etat n'a pas été rendue publique, mais le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, a indiqué qu'il n'y avait aucune divergence au sein de l'exécutif français au sujet de l'intervention française.

Mercredi après-midi, à l'Assemblée nationale, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a pourtant reconnu qu'il y avait « certaines critiques et oppositions » à l'envoi de soldats français sur place, en particulier de la part des organisations humanitaires. C'est aussi le cas parmi les dirigeants politiques français. Les membres du RPR sont, certes, nombreux à s'être rangés aux arguments du gouvernement. « On ne peut qu'approuver cette opération strictement humanitaire (...) en attendant l'arrivée des forces de l'ONU », a ainsi déclaré, jeudi 23 juin sur Europe 1, leur chef de file, Jacques Chirac. Le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, a précisé que la France ne devrait pas « intervenir seule au Rwanda » et que cette « action internationale doit comporter une participation africaine ».

Les députés socialistes semblaient, dans l'ensemble, prêts à approuver l'engagement de la France, avec quelques réserves. Regrettant son caractère « tardif », l'ancien ministre de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, a néanmoins souligné la « nécessité » de cette intervention. En revanche, le PCF, par la voix d'André Lajoinie, s'est opposé vigoureusement à « cette aventure [qui] ne saurait résoudre aucun problème et ne pourrait qu'aggraver le sort tragique des populations concernées ».

La première action-test prévue consisterait, à partir de Bukavu, à franchir la frontière pour se porter, en territoire rwandais, dans la région de Cyanganga, où, selon les renseignements recueillis, il y aurait quelque 8 000 réfugiés tutsis à l'intérieur d'une zone contrôlée par les forces gouvernementales d'origine hutu.

C'est donc bien une opération « très limitée » dans une zone qui est contiguë de la frontière zaïroise. « Nous venons protéger des populations menacées, quelle que soit leur ethnicité », a expliqué M. Léotard. D'autres types d'actions auront lieu ultérieurement au vu des résultats de la première et « en fonction des reconnaissances de sites (qui auront été) identifiés et où des civils désarmés sont menacés », a encore précisé M. Léotard.

Le ministre de la défense a toutefois rappelé que la mission avait été placée sous « le chapitre 7 de la Charte des Nations unies », ce qui signifie que l'usage des armes est autorisé pour ce qu'on a appelé « la légitime défense élargie » à la sécu-

rité des troupes et pour « la protection des populations civiles » placées sous leur responsabilité.

« Nous n'avons pas l'intention de nous affronter avec qui que ce soit », a affirmé M. Léotard, ni de nous mêler des problèmes de politique intérieure. Nous maintenons des contacts avec le FPR pour qu'il perçoive notre action comme humanitaire. Nous voulons aider et encourager les ONG en protégeant les vies humaines. Nos soldats ont reçu des consignes précises pour éviter tout contact sur les lignes des combats et tout affrontement avec le FPR. »

Insistant sur le fait que la France passerait le relais aux ONG sur le terrain, le ministre a estimé que la mission « Turquoise » avait un terme - la fin du mois de juillet - et qu'elle devrait alors céder la place « le plus vite possible » à l'opération MINUAR des Nations unies. « Nous n'avons pas vocation, a conclu M. Léotard, à devenir une sorte de grande gendarmerie internationale. »

Les précisions de M. Ballardur

Lors de la séance de questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, mercredi 23 juin, Edouard Ballardur a détaillé devant les députés les « principes » de l'intervention française au Rwanda. Premier principe mis en avant par le ministre : l'obtention d'un « mandat du Conseil de sécurité des Nations unies ».

Deuxième principe : « D'autres pays ont décidé de se joindre, selon différentes modalités », à l'action de la France, a estimé le ministre, en insistant sur le rôle du Sénégal et en se prévalant du soutien de « très nombreux Etats africains francophones, lusophones et anglophones », de l'UEO, de propositions de soutien logistique du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et de la Belgique. « L'Italie pourrait même faire plus », a ajouté M. Ballardur.

Troisième principe de l'intervention française : « Il s'agit d'une

opération où il peut être fait usage de la force, mais avec un objectif uniquement humanitaire » de protection des populations civiles. « Celles qui sont menacées sont pour l'essentiel des populations tutsies en zone contrôlée par le gouvernement », a précisé M. Ballardur, avant d'indiquer que la France agit « de telle sorte qu'à partir des frontières », elle puisse « favoriser la sécurité des populations menacées et leur permettre de recevoir le secours des organisations humanitaires ». « En aucun cas, nos forces n'interviendront en profondeur dans le territoire rwandais ou ne prendront part dans des luttes internes au Rwanda ou à caractère régional », a-t-il ajouté.

Enfin, M. Ballardur a précisé que « l'opération sera de durée limitée ». « Le terme sera la fin du mois de juillet et cessera à l'arrivée » de la MINUAR (force d'interposition des Nations unies).

« Il n'y a aucune intention de ce genre », a rétorqué le ministre de la défense, François Léotard, en ajoutant que Paris resterait en relation avec le FPR « pour l'information heure par heure de nos intentions, pour bien montrer qu'à aucun moment, il n'y a l'intention belliqueuse ». (AFP, Reuters)

Selon Amnesty International

Des soldats français auraient entraîné des « escadrons de la mort »

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Lancé un défi au gouvernement français, Amnesty International a demandé à Paris d'enquêter sur les activités de militaires français qui auraient entraîné certains des auteurs des massacres au Rwanda. L'organisation de défense des droits de l'homme demande aussi de rendre publique toute information à ce sujet. Selon Amnesty, qui met en cause le détachement d'assistance militaire d'instruction (DAMI), la France était engagée aux côtés de la milice qui a été à l'origine des massacres. Andrew Clapham, d'Amnesty International, estime qu'il est de notoriété

publique que depuis 1991 des soldats français entraînaient des membres des forces rwandaises, mais c'est seulement maintenant qu'ils sont accusés d'avoir entraîné des membres des escadrons de la mort. Amnesty a répertorié plus de deux mille trois cents cas d'exécutions commises par des membres des forces de sécurité et des miliciens rwandais.

Par ailleurs, la Fédération internationale des droits de l'homme a lancé un appel pour que la France demande au Conseil de sécurité la création d'un tribunal international ad hoc pour juger les criminels de guerre au Rwanda.

A. B.-P.

Les précédentes interventions militaires françaises en Afrique

Depuis le début de la V^e République, les armées françaises sont intervenues à plusieurs reprises en Afrique au titre des accords de défense ou d'assistance militaire conclus avec différents pays ou pour évacuer des ressortissants menacés par l'éclatement de guerres civiles. La plupart de ces opérations ont été engagées sur la demande des autorités locales. Parmi ces actions, qui sont des missions définies par le Parlement dans le préambule des lois de programmation militaire qu'il adopte régulièrement, on peut notamment citer :

- 1962 : des troupes françaises contribuent à maintenir l'ordre public au Sénégal, après une tentative de coup d'Etat contre le président Léopold Sédar Senghor.

- 1964 : des parachutistes français débarquent au Gabon, pour soutenir le président Léon Mba.

- 1968 : à l'appel du président François Tombalbaye, des troupes françaises participent au Tchad à la lutte contre une rébellion dans le nord du pays. A plusieurs reprises, sur la

requête de ses successeurs, Félix Malloum ou Hissène Habré en particulier, les armées françaises se trouvent engagées au Tchad, notamment en 1978, 1983 et en 1986, dans des opérations contre une résistance soutenue par la Libye. A son maximum, cette intervention mobilisera 4 000 hommes et elle dure encore.

- 1977 : la France transporte des unités marocaines qui interviennent au Zaïre.

- 1978 : des parachutistes français, rejoints par des Belges, sautent sur Kolwezi, au Zaïre, pour l'opération « Bonite » qui consiste à récupérer des ressortissants européens pris en otage par des dissidents au Shaba.

- 1979 : après la déposition de l'empereur Jean-Bedel Bokassa, la France envoie un détachement en Centrafrique à la demande du nouveau chef de l'Etat, André Kolingba, qu'elle contribue à installer à Bangui avec l'opération « Barracuda ».

- 1986 : des parachutistes français portent assistance au Togo, à la suite d'une tentative

de coup d'Etat contre le président Gnassingbé Eyadéma.

- 1989 : environ 200 militaires français débarquent aux Comores, après l'assassinat du président Abdallah par des éléments de sa propre garde présidentielle.

- 1990 : des troupes françaises évacuent des ressortissants étrangers du Gabon, suite à des émeutes à Libreville et à Port-Gentil.

- 1990-1993 : l'armée française sauve - avec des détachements belges - des ressortissants étrangers au Rwanda, après l'invasion du nord-ouest du pays par des troupes du FPR soutenues par l'Ouganda. Au plus fort de cette crise, jusqu'à trois compagnies françaises auront stationné au Rwanda.

- Du 9 au 12 avril 1994 : cinq cents soldats français, quatre cents belges et une centaine d'italiens évacuent au Rwanda quelque mille quatre cents (dont quatre cent quarante-cinq Français) après l'attentat contre le président Juvénal Habyarimana.

NIGERIA

Vainqueur autoproclamé de l'élection présidentielle Moshood Abiola a été arrêté

Moshood Abiola, qui s'était proclamé le 11 juin président et commandant-en-chef des forces armées de la République fédérale du Nigeria, a été arrêté, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 juin, à son domicile dans la banlieue de Lagos, où il était revenu attendre la police après avoir bravé une nouvelle fois le régime du général Abacha.

LAGOS

de notre correspondant

Allant jusqu'au bout de sa démonstration politique, le vainqueur présumé du scrutin présidentiel du 12 juin 1993 - annulé par les militaires - se trouve désormais en prison, accusé de « trahison » par un gouvernement auquel l'opposition démocratique conteste toute légitimité. Il a été transféré à Abuja, la capitale fédérale, par les forces de sécurité.

Après dix jours de cache-cache avec la police, qui ne semblait guère pressée de l'arrêter, M. Abiola a fait une apparition publique très remarquée mercredi dans le centre de Lagos. Le milliardaire bienfaiteur du football

africain a choisi le jour de gloire de l'équipe nigérienne, qui venait de remporter son premier match de Coupe du monde, pour partager avec elle la vedette à la « une » des journaux.

Sous les ovations d'une foule enthousiaste, M. Abiola a pris la parole pendant la nuit d'une heure aux côtés de sa femme Kudirat et de plusieurs anciens gouverneurs et personnalités de la Coalition nationale démocratique, au premier rang desquelles l'ex-général Dan Suleiman. Ce dernier est une figure représentative de ces chrétiens de la « Ceinture centrale » du Nigeria, très présents au sein de la hiérarchie militaire, qui ont rejoint le sud-ouest yorouba, dans l'opposition au régime.

Le « président élu » a promis à ses partisans qu'il soumettra « dans les trente jours » la liste de son gouvernement, « seule autorité légitime du Nigeria » à l'approbation du Sénat, appelé à reprendre ses fonctions comme toutes les structures démocratiques dissoutes en novembre dernier par la junte. D'ici un mois, a-t-il affirmé, celles-ci « fonctionneront à nouveau et rempliront leurs obligations constitutionnelles » conformément

au serment fait par leurs membres devant les électeurs.

Puis, sous le nez des policiers postés au carrefour le plus proche, Moshood Abiola a effectué un tour du quartier triomphal, dans sa voiture découverte, avant de retourner dans sa résidence d'Ikeja d'où il s'était échappé le 11 juin dernier. Mis au défi de l'arrêter, le gouvernement a fini par obtempérer : six cents policiers ont cerné dans la nuit sa maison.

Si M. Abiola a choisi de suivre jusqu'au bout la logique du défi au pouvoir, c'est sans doute parce que toutes les tentatives de conciliation menées en coulisse au cours des dix derniers jours avaient échoué. Selon le quotidien *Champion*, propriété d'un milliardaire ivoirien hostile à Abiola, une offre de compromis - la réintégration en exécutif dans la « Conférence constitutionnelle » qui débute lundi à Abuja des dirigeants yoroubas qui avaient préconisé son boycottage - s'est heurtée à un refus très ferme de la part de l'oligarchie musulmane nordiste. Le général Abacha cherche pour sa part à raffermir le soutien de l'armée : il a entamé mercredi une tournée des garnisons les plus importantes.

MICHÈLE MARINGUES

ALGERIE

Une partie de l'opposition appelle à un « rassemblement des forces démocratiques »

Dans un entretien publié, mercredi 22 juin, par le quotidien algérois *l'Opinion*, le secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, s'est prononcé en faveur d'un « rassemblement des forces démocratiques » et a confirmé que des « contacts » en ce sens avaient été noués avec le Front des forces socialistes (FFS), présidé par Hocine Ali Ahmed. « Nous n'avons pas le choix, ni en tant que parti, ni pour l'Algérie », a souligné M. Sadi.

Ostensiblement conciliant, le dirigeant du RCD s'est dit prêt à rencontrer son homologue du FFS, « en public ou en privé, de jour comme de nuit ». Selon lui, la « polémique » qui a longtemps opposé les deux états-majors « ne sert ni le militant du RCD, ni le militant du FFS ». L'heure est, désormais, à la « convergence »,

a-t-il insisté. Ces propos font écho à ceux du FFS, qui avait réitéré, le 28 avril, son souhait de voir « s'unir l'ensemble des forces démocratiques ».

Récusant l'idée, fréquemment défendue, selon laquelle le RCD « a soutenu le pouvoir, même après la mort du président Bouedjaf », M. Sadi a eu des mots très durs à l'encontre du chef de l'Etat, le général à la retraite Liamine Zerroual : « Rien ne sépare Abassi Madani [président de l'ex-Front islamique du salut (FIS), actuellement emprisonné] de Zerroual, en termes de projet de société », a-t-il estimé. Pour le reste, « mis à part certains assassinats bien déterminés », le pouvoir n'aurait, selon lui, « aucun intérêt à s'impliquer activement dans la pratique généralisée du terrorisme ».

C'est, précisément, à l'occasion

du deuxième anniversaire de l'assassinat du président Bouedjaf, que le RCD a appelé à une manifestation, mardi prochain, à Alger. Le FFS, dont les instances dirigeantes se réunissent dimanche, ne devrait pas, a priori, participer à cette manifestation, à laquelle il n'a pas été officiellement convié. En revanche, ses militants installés en France organiseront, le même jour à Marseille, une réunion publique « pour la paix civile et la démocratie ».

Un juge assassiné à Bou-Saada. - Le juge d'instruction du tribunal de Bou-Saada (sud-est d'Alger), Salah Bouhadi, a été assassiné le 12 juin dernier, a annoncé, mercredi 22 juin, le syndicat national des magistrats. Ce meurtre porte à dix-neuf le nombre des magistrats victimes du terrorisme. (AFP)

INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Le président élu Ernesto Samper est soupçonné d'avoir reçu de l'argent du cartel de Cali

La publication, mercredi 22 juin, de plusieurs entretiens enregistrés sur cassettes, entre les frères Gilberto et Miguel Rodríguez - patrons de l'une des principales « familles » du cartel de Cali - et un journaliste de télévision, Alberto Giraldo, met gravement en cause le libéral Ernesto Samper, vainqueur de l'élection présidentielle du dimanche 19 juin.

BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

Selon ces enregistrements, plusieurs millions de dollars auraient été versés par les frères Rodríguez Orejuela, pour assurer la victoire de M. Samper au second tour. Ces révélations interpellent aussi, quoique moins nettement, l'entourage du conservateur, Andrés Pastrana, battu dimanche par quelque 120 000 voix de différence sur environ huit millions de suffrages exprimés. Elles mettent aussi en cause l'ancien directeur des services secrets colombiens, le général Maza Marquez, candidat à la présidentielle qui s'était rallié au second tour à M. Samper.

Andrés Pastrana affirme avoir lui-même reçu les cassettes à Cali, où il était en tournée la semaine dernière, des mains de « personnes non identifiées ». Rentré à Bogotá, il les remet au président sortant César Gaviria, qui ordonne une « enquête technique ». Les « voix » identifiées sont bien celles des frères Rodríguez et du journaliste Alberto Giraldo, qui admet sans difficulté avoir rencontré les deux frères.

M. Gaviria, envoie une copie du « document » à Ernesto Sam-

per et le transmet au procureur Gustavo de Greiff pour « enquête ». Ni le gouvernement ni les deux candidats ne font état de cette découverte explosive pendant trois jours. Seul indice du malaise qui couve : M. Pastrana demande solennellement à M. Samper de « s'engager sur l'honneur à démissionner, au cas où il serait établi que l'argent de la drogue avait financé sa campagne ». Lui-même est disposé, dit-il, à signer une déclaration identique. Le candidat libéral rappelle seulement que son « code d'éthique » rend impossible toute implication d'argent sale, et que ses comptes de campagne sont accessibles à tous.

Toute la presse publie le script des cassettes dès mercredi. Dans ces entretiens, les noms des trésoriers de campagne de MM. Samper et Pastrana sont cités mais, dans le cas de ce dernier, sans indication claire de compromission. En revanche, le général Maza Marquez apparaît nettement comme « émergeant » aux largesses du cartel de Cali qui, semble-t-il, comptait sur lui pour « renverser la tendance électorale », sur la côte Caraïbe.

Il apparaît aussi que les « négociations » avec les narcos étaient difficiles : ils exigeaient des personnalités « amies » dans le prochain gouvernement, ainsi que leur « légalisation ». Les tentatives de « soumission à la justice » des chefs du cartel de Cali, à la requête du procureur de Greiff, ont échoué depuis quelques mois en raison, semble-t-il, des conditions « abusives » posées par les trafiquants.

Ernesto Samper a promis mercredi qu'il limogerait ceux de ses collaborateurs qui seraient effectivement impliqués dans le scan-

dale. De son côté, le journaliste Alberto Giraldo a affirmé, dans un communiqué, « qu'aucun des trésoriers des candidats n'a accepté les offres du cartel de Cali ». Son rôle, dit-il, se bornait à une simple « démarche ». Tout dépend maintenant du procureur de Greiff, le « Monsieur propre » de la justice, qui s'est déjà très courageusement battu contre le cartel de Medellín.

MARCEL NIEDERGANG

Arrestation d'un chef de la guérilla. - Francisco Caraballo, chef de l'Armée populaire de libération (EPL), a été arrêté, mercredi 22 juin, dans une ferme de Cajica, à une trentaine de kilomètres au sud de Bogotá, a annoncé l'armée. M. Caraballo est accusé d'avoir organisé le massacre de ceux de ses anciens compagnons qui avaient abandonné les armes en 1991. Il commandait environ mille cinq cents insurgés qui étaient actifs dans la région d'Urabá et sur la côte caraïbe. - (AFP)

HAÏTI : s'ourdissement des sanctions financières américaines. - Le président Bill Clinton a signé, mercredi 22 juin, un décret visant à bloquer tous les biens aux États-Unis de citoyens haïtiens, qu'il s'agisse de propriétés foncières ou de comptes bancaires dans des banques américaines. Jusqu'à présent, ces sanctions financières américaines visaient six cent cinquante personnes, essentiellement les officiers supérieurs des forces armées d'Haïti, les civils appartenant aux gouvernements mis sur pied par les militaires et les membres de leurs familles. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

YÉMEN

Ryad fait du « lobbying » en faveur d'Aden

Venant de Londres où il avait été reçu par son homologue, le ministre saoudien des Affaires étrangères s'est entretenu, mercredi 22 juin, avec Alain Juppé. A Paris comme à Londres, le prince Saoud El Fayçal a surtout parlé de la guerre du Yémen et des conclusions que le Conseil de sécurité des Nations unies devrait tirer du non-respect par les belligérants du cessez-le-feu exigé par la résolution 924 du 1^{er} juin.

Pour Ryad, les choses sont claires : ce sont les « nordistes » qui poursuivent les hostilités en dépit de leurs multiples acceptations verbales de la trêve. Il faut donc qu'ils soient sanctionnés. S'il n'en tenait qu'au royaume et à ses partenaires au sein du Conseil de coopération du Golfe - le Qatar excepté -, il faudrait reconnaître la République démocratique du Yémen (RDY) autoproclamée par les « sudistes » le 21 mai dernier.

Le quotidien saoudien *al-Yom* a envoyé un ballon d'essai à ce sujet mercredi, suggérant « une reconnaissance du Sud » comme « solution radicale à la crise ». Cette proposition dit crûment ce que Ryad laisse entendre en termes plus ou moins diplomatiques. Le gouvernement saoudien n'a-t-il pas eu effet mention de prendre des « mesures » si la guerre au Yémen ne s'arrêtait pas ? Et la résolution 924 - qui ne fait allusion à un Yémen uni que dans son seul préambule - n'était-elle pas en grande partie inspirée par les Saoudiens ?

A ce stade du conflit cependant, une reconnaissance de la RDY n'est pas évidente, et ce pour plusieurs raisons : d'abord, de quelle RDY s'agit-il puisque les « nordistes » ont franchi les frontières de l'ex-Yémen du Sud d'avant l'unité proclamée en mai 1990 ? En deuxième lieu, les « nordistes » ont toujours l'avantage sur le terrain et continuent de proclamer leur attachement à l'unité, « par la force s'il le faut ». Il y a aussi le fait que la Ligue arabe a, jusqu'à présent,

affirmé son attachement à l'unité du pays.

Les choses commencent toutefois à bouger du côté de l'Égypte, dont le président a critiqué il y a une semaine l'insistance des « nordistes » à maintenir l'unité par la force. On aura aussi constaté un léger infléchissement de ton du secrétaire général de la Ligue. Ismat Abdel Méguid n'exclut plus totalement la séparation, mais à la condition qu'elle soit « agréée par les deux parties ».

Enfin, le Conseil de sécurité se borne pour l'instant à réclamer l'arrêt des combats pour que s'ouvrent des négociations. Fort de cette attitude, Paris continue de dire qu'il souhaite le maintien de l'unité par le dialogue.

Non sans une arrière-pensée toutefois : se démarquer des Saoudiens pour prendre une petite revanche après avoir perdu au cours des derniers mois, au profit des Américains, deux gros contrats avec Ryad dans les domaines de l'aviation

civile et des télécommunications. « L'Arabie saoudite comme la France souhaitent que le cessez-le-feu prescrit par l'ONU soit respecté par toutes les parties le plus vite possible », a déclaré M. Juppé. « Nous ferons tout notre possible pour restaurer la paix au Yémen », a dit le prince Saoud, insistant sur la nécessité de la mise en œuvre de la résolution 924. Pour que des décisions politiques puissent être prises, il faut en effet que les combats cessent. Les « sudistes » réclament des observateurs de l'ONU, que leurs vis-à-vis refusent. Washington a récemment suggéré que si Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, jugeait nécessaire la présence d'observateurs internationaux l'idée devrait être traitée dans un cadre « arabe ou islamique ». Un terrain où l'Arabie saoudite est reine.

MOUNA NAÏM

EN BREF

INDONÉSIE : avertissement gouvernemental à quatre journaux. - Un jour après avoir interdit trois importants hebdomadaires (*le Monde* du 23 juin), le gouvernement de M. Suharto a donné, mercredi 22 juin, un avertissement à trois quotidiens et à un magazine. *Le Jakarta Post*, le plus important quotidien de langue anglaise, *Media Indonesia*, *Sinar Pagi* et *Forum Keadilan* se sont vu demander de modérer le ton de leurs reportages à caractère politique. - (AFP)

PHILIPPINES : vingt-six morts dans un affrontement avec des rebelles musulmans. - Vingt rebelles musulmans et six soldats ont été tués, mercredi 22 juin, dans le sud de l'archipel, au cours de l'assaut donné contre le camp retranché des partisans d'un prêtre

catholique auteurs, la semaine dernière, du meurtre de quinze chrétiens, a-t-on appris de source militaire. L'opération a eu lieu dans l'île de Basilan contre le groupe islamiste Abu Sayyaf, qui réclame 111 000 dollars contre la libération du Père Cirilo Nacondo. - (AFP)

Un journaliste battu par un garde du corps palestinien. - Le correspondant de l'AFP à Gaza, qui, avec deux autres journalistes, devait être reçu, mercredi 22 juin, par le principal négociateur palestinien, Nabil Chaath, a été battu à coups de crosse de fusil par un garde du corps de ce dernier. Sakher Abou El Oun et ses camarades, qui ont été insultés, ne comprennent pas pour quelle raison ils ont été agressés alors qu'ils attendaient devant un bâtiment où se trouvait M. Chaath. - (AFP)

ILE-DE-FRANCE : LA RÉGION AU SERVICE DES AUTRES RÉGIONS

Pour accélérer les échanges entre les régions de France, l'Ile-de-France investit pour renforcer ses infrastructures de transport et de communication.



CONSEIL RÉGIONAL
ILE-DE-FRANCE

La mise en place de la nouvelle direction socialiste

Le PS sera réuni en congrès extraordinaire à l'automne

Dans un climat tendu, le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste, Henri Emmanuelli a fait adopter, mercredi 22 juin, par le bureau national ses propositions : réunion du conseil national début juillet, congrès à la fin du mois d'octobre, et une nouvelle direction, qui respecte scrupuleusement le dosage des courants. Il ne reste plus qu'un rocardien au secrétariat national.

■ **PRÉSENTIELLE.** - Interrogé sur l'hypothèse de la candidature de Jacques Delors à l'élection présidentielle, M. Emmanuelli a déclaré que la question est prématurée et que seuls les militants sauront à se prononcer sur cette question.

Un Henri Emmanuelli des grands jours, corréatif, agressif, déterminé à ne pas démentir sa réputation d'homme à poigne : le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste a bouleversé les rites, d'ordinaire plus policiers, du bureau national, en le présidant pour la première fois, mercredi 22 juin, dans une ambiance particulièrement tendue. Adoptant, selon l'un des participants, « un ton d'adjudant », coupant la parole à tout bout de champ, M. Emmanuelli a soumis au vote de ses amis sa proposition de réunir le conseil national le 3 juillet et un congrès extraordinaire à la fin du mois d'octobre. Il leur a présenté, en outre, la liste des membres du secrétariat national dont il souhaite s'entourer.

Les propositions de M. Emmanuelli, tant pour le congrès que

selon le nouveau terme adopté en manière de plaisanterie par ceux qui lui sont hostiles. « Nous venons de vivre un nouvel épisode de la vie du parti », a-t-il expliqué, en précisant qu'il n'avait pas été élu « après une manipulation ou un complot, mais après un vote démocratique ». Michel Rocard avait posé la question de confiance, a-t-il rappelé. Il en a tiré les conséquences.

Le premier secrétaire a rappelé, ensuite, qu'il avait toujours été favorable à une « consultation des militants » et qu'il entend donc convoquer un congrès extraordinaire pour la fin du mois d'octobre, afin d'établir avec les militants le positionnement politique du PS. Pour ce qui concerne les courants, contrairement à son prédécesseur, qui avait envisagé une réforme du règlement et le passage du scrutin proportionnel au scrutin majoritaire, le nouveau premier secrétaire estime que « la proportionnelle fait partie de l'histoire (des socialistes) », mais que l'on est passé d'une « forme légitime d'organisation des sensibilités à des excès auxquels (les socialistes) ont tous participé ». Sur ce sujet, « on a atteint un point limite dangereux », a-t-il dit. Ce ne sont pas les règlements qu'il faut changer, mais « les états d'esprit ». Le seul moyen de mettre fin à ces excès sera de dégager « une majorité et une ou des minorités ». M. Emmanuelli a insisté sur le fait qu'il ne souhaite pas être un premier secrétaire qui « n'aurait pas été élu par les militants ».

La candidature de M. Delors

Affirmant que la nouvelle direction n'avait pas été constituée à la suite d'un « dosage entre les courants », M. Emmanuelli, qui s'était trompé de feuille, a dû aller rechercher dans son bureau la liste manuscrite qu'il n'avait établie qu'en un seul exemplaire par crainte d'éventuelles fuites. Il l'a lue (voir ci-contre) dans un silence complet. La direction, qui passe de vingt-neuf à quatorze membres - il s'agit d'une équipe provisoire et resserée - comprend plusieurs « nouveaux » : deux poperénistes, Michel Debout et Jean-Louis Cottigny, maire de Beaune (Pas-de-Calais), un mermazien, le conseiller de Paris Claude Fleutiaux ; deux fabiusiens, Daniel Percheron, premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, et Jean-Yves Le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle ; pour la Gauche socialiste, Marie-Noëlle Lienemann, la mauroyiste Michel Rocard (le Monde du 21 juin), pour tenter de chasser la fâcheuse impression de « fabusellisation » (Fabius + Emmanuelli),

Sans attendre la réunion de son conseil national

Le PR décide de rester au sein du groupe UDF de l'Assemblée nationale

La création de l'Assemblée nationale d'un groupe autonome du Parti républicain est remise à plus tard. L'accès de ferveur auquel vingt-sept députés sécessionnistes avaient cédé, le 14 juin, en mettant la direction de leur parti devant le fait accompli - la création du groupe, aujourd'hui suspendue, des Républicains et Indépendants - est retombé, mercredi 22 juin, au cours d'une réunion présidée par Gérard Longuet.

Conscient des limites d'une manœuvre qui rendait assez médiocrement hommage aux mœurs de Clausewitz, M. Longuet a réuni les députés PR sur une motion permettant de concilier l'affirmation identitaire du PR et l'union au sein de l'UDF. Cette motion sera proposée au vote des militants le 26 juin, lors de la réunion du conseil national improvisé après l'initiative des vingt-sept.

Le texte affirme le principe de la candidature unique de la majorité pour l'élection présidentielle et demande que soit conclue au plus vite la réforme du fonctionnement de l'UDF. En termes diplomatiques, M. Longuet propose une garantie contre une annonce de candidature présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing engageant, malgré lui, le PR. En attendant, le PR « ne se sentira engagé

porte-parole du parti. L'absence de trésorier, poste jusqu'à occupé par le jospiniste Pierre Moscovici, a été justifiée par le souhait de voir cette fonction désormais confiée à un administratif, et non à un politique, alors que la situation financière du parti paraît critique.

Un débat a suivi ces propositions. Ainsi Yvonne Neiertz, députée de Seine-Saint-Denis, a-t-elle protesté contre l'absence des femmes au secrétariat national. Les rocardiens se sont interrogés sur la présence de M. Fuchs, en déplacement à l'étranger au côté de M. Mauroy et dont ils ne savaient pas s'il avait donné son accord. M. Jospin, dont le courant a éclaté avec la double candidature au poste de premier secrétaire de deux de ses membres (MM. Emmanuelli et Strauss-Kahn) et qui avait fait le choix de s'abstenir, a pris la parole sur un « ton glacial », pour rappeler qu'il « aurait préféré la stabilité ». Il s'est néanmoins déclaré prêt à poursuivre, avec Jean-Christophe Cambadélis, le processus des Assises de la transformation sociale, à condition qu'il n'y ait pas de démarche parallèle, ce qui visait à l'évidence M. Mélenchon, qui remplace M. Cambadélis au secrétariat pour ce qui concerne les relations extérieures.

Yvette Roudy, à qui M. Emmanuelli refusait de donner la parole, est partie en claquant la porte et en lançant un « bonne chance » amer. Le bureau a ensuite voté à l'unanimité le principe de la réunion du congrès (moins une abstention, celle du rocardien Alain Richard) et approuvé le nouveau secrétariat (moins un vote contre, M. Richard toujours, et une abstention, celle de la rocardienne Michèle André).

Interrogé au cours d'un point de presse, Henri Emmanuelli a refusé de s'exprimer sur l'élection présidentielle et l'éventuelle candidature de Jacques Delors. « Chaque jour a son obsession », s'est-il écrié en citant un proverbe espagnol, considérant que la question est prématurée et du seul ressort des militants, et qu'il n'est pas temps - comme le font par exemple Jack Lang ou le fabiusien Lucien Weygand - d'appeler à soutenir une candidature qui, pour le moment, n'existe pas. Sur la question d'un éventuel rapprochement du PS avec le MRG de Bernard Tapie, et sur la levée d'immunité parlementaire du député des Bouches-du-Rhône, M. Emmanuelli s'est une nouvelle fois écrié et a lancé : « Laissez-le vivre ! »

AGATHE LOGEART

Les élections européennes et la cassette du Front national

Le Front national avait-il le droit de diffuser, pendant la campagne officielle des élections européennes, une cassette de propagande contenant un « message de Jean-Marie Le Pen aux Français » ? La question peut se poser après la réponse négative fournie par la préfecture de Seine-et-Marne à une électricité qui s'était émue d'être destinataire de cette forme de propagande peu ordinaire.

Fonctionnaire de l'éducation nationale, cette électricité avait trouvé, le 3 juin, la cassette lepniste dans la boîte aux lettres de son école. Choquée par cette propagande, elle a saisi le préfet. Dans une lettre du 9 juin, les services de la préfecture lui ont répondu que « la distribution de cassettes audio à l'occasion d'une campagne électorale n'est pas autorisée ».

L'administration se fonde sur l'article 18 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des députés européens qui stipule : « Sont interdits tous modes d'affichage et de diffusion de documents de propagande autres que ceux définis par la présente loi et le décret subséquent ». Les cassettes ne figurent pas dans le matériel autorisé.

G. P.

L'action des défenseurs

La pression de l'ordre moral

Suite de la première page

Lors de la discussion des textes sur la bioéthique, la pression a été constante pour essayer de remettre en question le principe même de la loi Veil de 1975.

Autre terrain de prédilection pour les défenseurs des « valeurs » : le sida. Le débat sur le sujet est propice à tous les fantasmes et à tous les dérapages. On l'a constaté, à l'automne, au cours de l'examen d'un texte sur la santé publique, lorsque le Sénat a adopté un amendement visant à imposer aux tuberculeux un dépistage obligatoire du sida ; bon nombre de professionnels y avaient vu, alors, l'esquisse d'un contrôle policier des maladies infectieuses.

Cette conception de l'encadrement social a motivé d'autres initiatives parlementaires. On l'a vu lorsque Pierre Cardo, député (UDF) des Yvelines, a lancé l'idée de supprimer les allocations aux familles de jeunes délinquants ou encore lorsque Claude Gossuier (UDF, Paris) s'est employé sans succès à renforcer la répression des « squatters », au moment où la vague de froid du mois de novembre 1993 provoquait une vive émotion sur le sort des sans-abri.

Crise sociale, crise morale

La plupart de ces tentatives, dira-t-on, ont fait long feu. C'est indéniable. Comme le dit avec philosophie Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, « il est exact que ces velléités sont perceptibles, mais elles ne sont pas inquiétantes ». « Cela reste l'écume des choses, et si l'on regarde le bilan, aucune des lois votées depuis un an ne s'illustre par un caractère très réactionnaire », observe M. Devedjian.

Abécédaire des « valeurs »

Depuis avril 1993, les débats à l'Assemblée nationale ont été l'occasion pour la frange de la nouvelle majorité la plus attachée aux traditions d'exprimer ses convictions. De la famille à la peine de mort, en passant par l'immigration et les mœurs, l'abécédaire du combattant des valeurs peut se décliner ainsi :

— **Bons citoyens.** Charles-Amédée de Courson. « Notre régime fiscal est discriminatoire à l'égard des gens mariés, le mariage étant, qu'on le veuille ou non, la meilleure solution pour assurer l'éducation des enfants » (14 octobre 1993, discussion sur la partie « recettes » du budget 1994).

— **Les gens mariés** offrent à leurs enfants un cadre plus stable, donc plus propice à leur développement psychologique et affectif, et à la formation de bons citoyens français (3 juin 1994, débat sur le projet de loi relatif à la famille).

— **Déviante.** Ernest Chénier (RPR, Oise). « Une minorité de marginaux homosexuels et toxicomanes, remarquablement organisée, ont lancé une puissante campagne pour faire passer dans le droit non écrit, sous la pression, la législation objective de leurs perversions et leurs déviations. (...) Prisonnier du moule laxiste mis en place par la précédente majorité, contaminé par les éternuements de l'idéologie molle, le ministère de la santé a entériné l'état de déchéance sociale et morale engendré par ces déviations » (6 décembre 1993, lettre adressée aux députés).

— **Extranéité.** Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne). « Il s'agit de préciser les éléments permettant de prouver l'extranéité (...) de personnes de nationalité étrangère » (17 juin 1993, débat sur le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration).

— **Familles.** Louis de Brois (RPR, Côte-d'Or). « L'impulsion naît du peu de considération qu'accordent les médias, la télévision surtout, aux familles classiques : tout est fait, en apparence, pour ridi-

culiser ce moule de l'éducation qui reste néanmoins le plus efficace » (1^{er} juin 1994, débat sur le projet de loi relatif à la famille).

— **Français tout court.** Francis Delattre (UDF, Val-de-Marne). « Il est de règle, dans les quartiers difficiles, de respecter une proportion entre les Français d'origine étrangère et les Français tout court » (11 mai 1994, séance de questions au gouvernement).

— **Hédonisme.** Charles-Amédée de Courson (UDF, Marne). « Le développement de l'hédonisme, d'une certaine forme de liberté, qui, en autorisant et en permettant tout, croit permettre à nos concitoyens d'accéder au bonheur, est un trait majeur de notre société » (1^{er} juin 1994, débat sur le projet de loi relatif à la famille).

— **Mariage.** Christine Boutin (UDF, Yvelines). « Pourquoi ne pas osar rappeler que la famille est fondée sur le mariage ? » (2 juin 1994, débat sur le projet de loi relatif à la famille).

— **Ordre naturel.** Jean-Louis Beaumont (UDF, Val-de-Marne). « Ces projets de loi sont contraires à l'ordre naturel [et] conduisent à l'éclatement de la famille, qui est la seule communauté naturelle ayant vocation à concevoir, à accueillir et à éduquer les enfants » (7 avril 1994, débats sur les projets de loi « bioéthiques »).

— **Sens moral.** Roland Nungesser (RPR, Val-de-Marne). « Les criminologues considèrent qu'au bout de quinze à vingt ans de détention, la plupart des condamnés sont réduits à l'état de loques humaines, n'ayant plus ni vie spirituelle ni sens moral. (...) Il est noble et généreux d'espérer que tout criminel peut se réinsérer dans la société, mais il est réaliste de constater que, pour certains d'entre eux, les chances sont nulles » (20 octobre 1993, proposition de loi visant à rétablir la peine de mort dans « quatre cas », signée par cent soixante-seize députés).

La pression de l'ordre moral

de la société traditionnelle au sein de la majorité

émaillé d'aucun dérapage et il a permis à Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, de se féliciter de la « maturité » des députés dans ce domaine.

Si elles ont, pour l'heure, tourné court, ces diverses offensives trahissent, néanmoins, une tentation de plus en plus forte de placer le débat politique sur le terrain de la morale et des valeurs. Tout y contribue. Le poids écrasant de la majorité, tout d'abord, favorise les surenchères.

Comme le dit un député RPR, « la droite est diverse et, dans cet ensemble plus vaste, il est logique que les réactionnaires soient plus nombreux ». En outre, parmi la génération des députés fraîchement élus en mars 1993, nombreux sont les néophytes qui, par manque de maturité politique, « se laissent aller à des réactions instinctives et emboliser par les humeurs de l'opinion », observe un parlementaire plus chevronné. Au-delà, l'environnement idéologique est favorable. Lors de la première cohabitation de 1986-1988, l'éloge du libéralisme économique et social et le discours sécuritaire, emprunté au Front national, avaient alimenté l'essentiel du débat politique à droite.

Cinq ans plus tard, l'épuisement du modèle libéral, le développement massif de l'exclusion et la misère des banlieues « ont rompu le lien social, sans que l'on parvienne à trouver des réponses nouvelles aux problèmes de société », souligne Jean-Pierre Delalande, député (RPR) du Val-d'Oise.

Inévitablement, cette crise des repères a ouvert un nouvel espace à la « droite bien pensante » qui, comme le note Véronique Nieertz, député (PS) de Seine-Saint-Denis, « se raccroche à ses vieilles recettes ». Éducateur de choc, Ernest Chénier, député (RPR) de l'Oise, évoque la nécessité de renforcer l'encadrement social de la jeunesse. « Entre quatre et quinze ans, il faut transmettre un « surmoi » social fort aux jeunes citoyens », préconise-t-il, sans sourcilier. Pour sa part, Christine Boutin, députée (UDF) des Yvelines, catholique fervente et porte-drapeau de ce combat pour les valeurs, explique en quoi la crise sociale actuelle plonge ses racines dans une crise morale : « Si la société française, affirme-t-elle, a tant de difficultés sociales, tant d'échecs scolaires, tant de chômage même, bref, si elle est malade, cela vient d'un manque de repères essentiels ».

Bien des parlementaires de droite l'admettent, au point, comme beaucoup le soulignent, de se sentir plus à l'aise que par le passé pour affirmer leurs convictions religieuses. « Il est manifeste qu'il y a chez nos collègues un besoin de réinvestissement spirituel », observe M. Delalande, même s'il reconnaît, avec d'autres, que la constitution d'un véritable « lobby » de l'Eglise au Parlement « serait très mal vue », tant elle romprait le principe fondateur de la République laïque. Le père de la Morandais, mandaté par le cardinal Lustiger auprès des parlementaires, le sait fort bien, qui prend soin de n'afficher aucun prosélytisme (lire ci-dessus).

Il reste que les « activistes » de la morale tentent de peser de tout leur poids dans le débat qui va s'ouvrir d'ici à l'élection présidentielle. Ils s'y sentent d'autant plus encouragés que le succès de Philippe de Villiers, député (UDF) de Vendée, aux élections européennes, semble condamner les futurs candidats de droite à chasser sur ces terres. « Villiers est le prophète de la société française de demain », se réjouit M. Chénier. « Si les candidats de droite à la présidentielle

laissent ce débat de côté de crainte d'apparaître trop « ringards », il y aura d'autres gens qui porteront ces valeurs, car elles répondent à une attente de l'opinion », assure M. Boutin. Tout en se situant sur un autre terrain — celui de l'impératif moraliste — et en récusant les « intégristes qui veulent renvoyer les femmes au foyer », Louis de Broissia, député (RPR) de la Côte-d'Or, aboutit à la même conclusion. « Le vrai débat se jouera en 1995, prévoit-il. Il faudra que la candidate provoque un choc familial ».

La contagion serait-elle donc inévitable ? Jusqu'à présent, la prudence a prévalu. A l'instar de M. Barrot, de nombreux députés « sentent bien, dans leur circonscription », que la réponse proposée par les tenants de l'ordre moral est un peu courte face « aux problèmes de l'emploi » qui hantent les permanences. Cet embarras est perceptible chez les « épréidentables » : il est symptomatique, par exemple, que dans son livre *Une nouvelle France* (le Monde du 22 juin) Jacques Chirac se cantonne au constat de la dénatalité, sans verser dans la rhétorique familiale traditionnelle. Edouard Balladur lui-même a préféré, pour l'instant, décevoir ceux — nombreux — qui avaient trouvé dans son *Dictionnaire de la réforme* (lire ci-dessus) la promesse d'une grande politique familiale.

« Le premier ministre a sans doute craint d'être taxé de passivisme », analyse M. de Broissia, qui est aussi le directeur général du quotidien bourguignon *le Bien public* et qui avait contribué, sur le chapitre de la famille, à l'élaboration du projet de la majorité UDF-RPR en mars 1993. « Il est vrai, ajoute-t-il, qu'en France, la famille n'est pas un thème politique facile, tant il reste marqué du sceau de la devise péjorative « travail, famille, patrie ». La crainte des dérapages est permanente. » Le restera-t-elle longtemps ?

FREDERIC BOBIN
et GERARD COURTOIS

La famille selon Edouard Balladur

« Si, partout en Occident, les nations se dépeuplent, alors qu'ailleurs, dans le monde, les populations augmentent, c'est parce qu'ici la famille dépeuple. Le libéralisme du siècle dernier, l'émancipation et la permissivité de notre époque lui ont porté des coups dont elle a du mal à se relever. Cependant, si la réforme doit notamment s'assigner pour objectif la croissance régulière du peuple français, meilleur moyen de freiner une immigration excessive, si le tissu social doit être resserré, si l'adhésion de tous aux convictions communes qui fondent la nation doit être renforcée, alors, il faut réaffirmer le rôle et les droits de la famille. (...) »

(Edouard Balladur, *Dictionnaire de la réforme*, décembre 1992.)

EN BREF

PROCÈS : M. Le Pen débouté en appel contre M. Rocard. — La cour d'appel de Paris a infirmé, mercredi 22 juin, un jugement du tribunal correctionnel du 7 octobre dernier, condamnant Michel Rocard pour diffamation envers Jean-Marie Le Pen. L'ancien premier ministre a été relaxé, et le président du Front national débouté. Parlant de M. Le Pen, le 2 février 1992 sur TF1, M. Rocard avait déclaré : « Il a torturé en Algérie ».

La onzième chambre de la cour d'appel a déclaré que bien que le propos soit diffamatoire, M. Rocard devait bénéficier de

l'excuse absolutoire de la bonne foi.

MARTRES-TOLOSANE : le conseil municipal a été dissous. — Le conseil des ministres de mercredi 22 juin a décidé la dissolution du conseil municipal de Martres-Tolosane (Haute-Garonne), dont quinze des dix-neuf élus réclamaient, depuis des mois, la démission du maire auquel ils reprochaient de « se comporter en dictateur ». Les élus contestataires avaient occupé la mairie les 23 et 24 novembre 1993 afin de faire constater par le préfet de Haute-Garonne le « dysfonctionnement grave de la commune ».

POLITIQUE

Le Père de La Morandais ne veut pas de « lobby divin »

Institué de traquer les tentes de clergymen dans le Palais-Bourbon, le Père Alain Maillard de La Morandais se garde bien d'y faire tapage. Pourquoi diable aller arpenter les couloirs du Parlement quand on dispose d'un discret secrétariat au pied de la basilique Sainte-Clotilde, à deux pas de l'Assemblée nationale ? Depuis septembre 1992, le « conseiller moral et spirituel » que le cardinal Lustiger a donné aux élus, selon les termes de sa lettre de mission, cultive un jardin qui s'étend, à l'en croire, au Sénat, au Conseil économique et social, voire à l'hôtel Matignon.

Depuis la création du secrétariat pastoral d'études politiques, le Père rencontre. Les contacts sont, bien sûr, nombreux avec le groupe de spiritualité des Assemblées parlementaires qui organise retraites et pèlerinages, mais ils n'ont pas vocation à s'y limiter.

Docteur en théologie et en histoire, ancien sous-lieutenant des sections administratives spécialisées (SAS), engagé pendant plus de deux ans en Algérie — une expérience qui lui a inspiré un livre distancé —, le Père de La Morandais prétend à un titre arabisé, celui, en quelque sorte, d'émirance grise. Les messes de rentrée parlementaire, une veille de prière après la mort de Pierre Bérégovoy, un courrier spécial adressé à tous les battus des législatives, la présentation de la doctrine de l'Eglise lors de l'examen des projets de loi sur l'éthique biomédicale : les occasions ne manquent pas pour affirmer un rôle pourtant bien délimité à définir en République laïque et qui lui vaut, déjà, de sérieuses critiques auprès de ses ouailles supposées. « C'est un intriguant », assure-t-on, et pas seulement du côté des « bouffeurs de curé ».

Le sort des femmes

« Un métier de jongleur, assure-t-il. Je ne dois pas apparaître comme le lobby divin, ni comme l'auréole de la majorité. » Est-il question de la loi Falloux ? Le Père ne cache pas ses réserves : « Il aurait mieux valu un compromis, mais cela ne me regarde pas. Le lobby privé, en l'occurrence, c'est Cloupet [secrétaire général de l'enseignement catholique]. » Parle-t-on des projets de loi sur l'éthique biomédicale, le voici qui part d'un grand rire : « J'éclairerai les lanternes, je ne dis pas ce qu'il faut voter ! » Comme si ce

n'était pas, tout de même, implicite. « On ne peut pas raler en permanence contre l'absence d'éthique en politique et, en même temps, mettre sa morale dans sa poche », proteste le Père de La Morandais, qui franc cependant le sourcil à l'évocation du Combat pour les valeurs de Philippe de Villiers. « La tentation est forte, pour certains, de faire de leurs convictions un fonds de commerce, mais on ne doit pas se servir de l'Eglise. » « Quand j'écris à Philippe de Villiers, il ne me répond jamais. Je m'en tiens à ce que j'ai dit quand le poste a été créé, continue-t-il. Je ne « roule » pas pour les valeurs, ni pour la démocratie chrétienne. »

Pour conforter sa tâche de restauration de la crédibilité morale du monde politique, le curé de Sainte-Clotilde s'apprête à rédiger une « Adresse aux élus de la patrie », qui devrait être publiée avant la prochaine élection présidentielle. Effrayé par le sort qu'il croit réservé aux femmes en politique, il entend bien leur consacrer un chapitre corroboré, qu'il intitulerait volontiers : « Le repos du guerrier, ou noblesse oblige ».

GILLES PARIS

La commission des lois du Sénat propose d'amender la mesure portant assouplissement de la loi anticorruption

La commission des lois du Sénat a examiné pour avis, mercredi 22 juin, certains articles du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (le Monde des 7, 18 et 24 juin) et qui viendra en séance publique au Sénat le 28 juin.

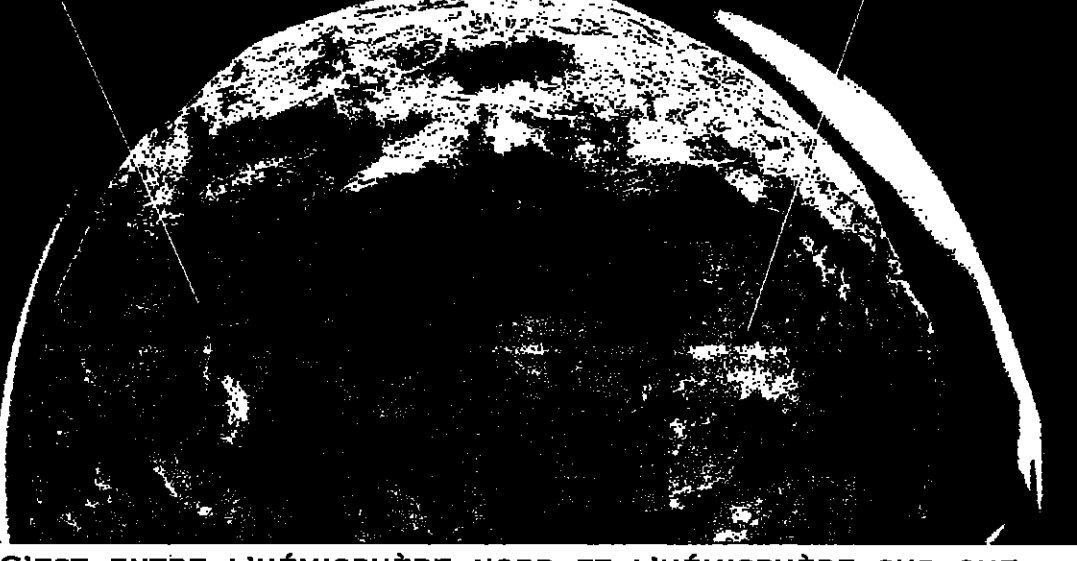
La commission propose deux modifications à l'article 43 du texte, qui assouplit la loi relative à la lutte contre la corruption en matière de délégation de services publics. Elle a d'abord décidé d'autoriser la prolongation d'une concession de service public lorsque le délégataire est contraint de réaliser des « investissements », sans plus de précision, non prévus au contrat initial. Elle propose, en outre, de fixer, dans la loi, à 500 000 francs le montant au-dessous duquel les délégations de service public, d'un montant peu élevé, pourront bénéficier d'une procédure simplifiée. Le gouvernement souhaitait fixer ce seuil par arrêté ministériel.

C'est là que Zeneca cherche les médicaments de demain.

C'est ici que Zeneca découvre de nouvelles couleurs.

C'est là que Zeneca a creusé pour trouver les plastiques biodégradables.

C'est ici que Zeneca améliore les rendements de l'agriculture.



C'EST ENTRE L'HÉMISPHERE NORD ET L'HÉMISPHERE SUD QUE ZENECA, GROUPE EUROPÉEN DE BIOSCIENCES NÉ DE LA SCISSION D'ICI LE PREMIER JUIN 1993, EXPLORE, DÉCOUVRE ET CRÉE DE NOUVELLES POSSIBILITÉS POUR AMÉLIORER LA SANTÉ, LA NUTRITION, L'ENVIRONNEMENT ET EMBELLIR LA VIE. LA PERFORMANCE ET LA QUALITÉ DE SES PRODUITS ONT FAIT DE ZENECA UN DES LEADERS RECONNU TANT EN FRANCE QUE DANS LE MONDE EN CE QUI CONCERNE LES SECTEURS DE LA PHARMACIE, DE L'AGROCHIMIE, DES SEMENCES ET DES SPÉCIALITÉS DE CHIMIE FINE OU DE BIOLOGIE. DANS UN ESPRIT DE PERPÉTUELLE INNOVATION, ZENECA CONSACRE CHAQUE ANNÉE PLUS DE QUATRE MILLIARDS ET DEMI DE FRANCS À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT POUR TROUVER LES MÉDICAMENTS DE DEMAIN, DES SEMENCES PERMETTANT D'AUGMENTER D'AVANTAGE LE RENDEMENT DES CULTURES, DE NOUVEAUX PRODUITS DE PROTECTION DES PLANTES OU ENCORE DES SPÉCIALITÉS DE TRÈS HAUTE TECHNOLOGIE. C'EST DANS LA TÊTE DES SEPT MILLE CHERCHEURS DU GROUPE ZENECA QUE S'IMAGINENT DE NOUVELLES SOLUTIONS POUR AMÉLIORER LA VIE DE CHACUN, LA VIE DE TOUS.

ZENECA

L'INTELLIGENCE AU SERVICE DE LA VIE.

ZENECA PHARMA, SOFIA, SES FRANCES, ZENECA SA (DIVERSITY COLOURS, RESINS, FINE CHEMICALS, BIOPRODUCTS, FLEXPOD, SAINT CLAIR DU RHÔNE ET STAIL) SONT DES SOCIÉTÉS DE ZENECA EN FRANCE.

Un entretien avec le directeur de l'Agence nationale de recherches sur le sida

Le professeur Jean-Paul Lévy : « Certains chercheurs utilisent les médias pour passer outre à l'évaluation scientifique »

Dans un entretien accordé au « Monde », le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS), commente les différentes tentatives de mise au point d'un vaccin contre le sida. Il s'agit en particulier de l'émergence d'une contre-évaluation médiatique des chercheurs, en lieu et place de leur « évaluation scientifique ».

« Il y a quelques jours, on apprenait que des volontaires, participant aux États-Unis à des essais de vaccination anti-sida, avaient été contaminés par le virus VIH (le Monde du 2 juin). A cette occasion, vous vous êtes « étonnés » de la manière dont sont menées ces expérimentations dans ce pays. Que s'est-il passé ?

— Ces expérimentations de vaccins prototypes sur des personnes à risques relèvent avant tout de la fuite en avant. Scientifiquement,

ces essais sont pour le moins prématurés. On fait n'importe quoi sous prétexte qu'il faut faire quelque chose.

« Le vaccin contre le sida ne correspond à aucun autre vaccin antiviral. Jamais, avec aucun autre vaccin existant, on n'a eu à traiter une infection virale chronique. Jamais, on n'a eu à traiter une maladie dans laquelle il n'y a pas de protection spontanée. On est dans une situation immunologique inédite, en présence d'un virus qui vit dans le système immunitaire. Il faut donc être très prudent quand on extrapole à partir des vaccins traditionnels. On n'est pas du tout dans la même situation biologique.

— Que risque-t-on à aller plus vite, comme voulaient le faire les Américains ?

— D'abord, un invraisemblable glissement, en trébuchant pour rien des centaines de personnes pendant des années. Mais le plus grave

n'est pas là. Il est lié au fait que l'on expérimente actuellement des vaccins dont on peut penser, avec une forte probabilité, qu'ils sont inefficaces. Preuve en est le fait que l'on n'arrive pas à obtenir des titres stables d'anticorps neutralisants ; que l'on n'obtient qu'une médiocre réponse parmi les cellules T tueuses, etc.

« En outre, les modèles expérimentaux dans lesquels on observe une protection se résument à très peu de choses. Il existe quelques chimpanzés protégés, mais de façon transitoire. Les animaux protégés ont, certes, un taux élevé d'anticorps neutralisants, mais simplement contre la souche de laboratoire. Ce modèle est donc loin d'être idéal et permet difficilement d'être extrapolé à l'homme.

« Il ne sert à rien de se leurrer et de raconter des histoires. Pour autant, il ne faut pas désespérer et

abandonner ces recherches. Nous avons de nombreux problèmes à résoudre. Et, pour cela, nous devons continuer à mener, avec le maximum de rigueur, des essais sur un petit nombre de volontaires. Dans les deux-trois années qui viennent, ils nous permettront, je l'espère, de disposer des informations de base essentielles qui nous manquent.

« Aujourd'hui, la question — éthique et scientifique — n'est pas de savoir dans combien de temps sera mis au point un vaccin contre le sida, mais si l'on arrivera un jour à mettre au point un tel vaccin. En sachant qu'il ne protégera vraisemblablement pas contre toutes les souches de virus tant la variabilité de ce dernier est grande.

« Pour en revenir à votre question, le danger de vouloir aller trop vite est considérable. Prenons l'hypothèse où le vaccin que l'on expérimente est inefficace. Dans le

cas de maladies comme la rougeole ou la polio, le danger d'une telle expérimentation aurait été que les gens « vaccinés » tombent malades au cours d'une épidémie. Mais ils l'auraient été de toute manière, vaccinés ou pas. Sans à envisager l'existence d'anticorps facilitants, ils ne couraient pas plus de dangers que les personnes non vaccinées.

« Dans le cas du sida, il en va tout autrement : cette maladie ne s'attrape pas durant les trois semaines d'une épidémie algébrique mais pendant toute une vie, par l'intermédiaire des contacts sexuels. On n'est pas du tout dans le même contexte épidémiologique. Laisser penser à quelqu'un qu'il est vacciné risque de l'amener à prendre des risques. C'est là le vrai problème posé par les expériences américaines. Se contenter parce que l'on se croit protégé.

« On ne peut rien conclure de ce type d'essai »

— Les conditions de recrutement des volontaires aux États-Unis n'étaient-elles pas satisfaisantes ?

« La plupart des essais américains ont été faits de façon tout à fait convenable avec des volontaires bien sélectionnés. Je vous rappelle qu'en France, nous consacrons un travail énorme à la sélection des volontaires : seulement 9 % d'entre eux sont sélectionnés. Mais dans le petit nombre d'essais où, aux États-Unis, des sujets à risques ont été inclus, on a probablement voulu avoir un aperçu de l'efficacité des vaccins prototypes. Scientifiquement, cela ne me semble pas très raisonnable. Pourquoi courir un tel risque ? En voulant faire vite, on finit par faire n'importe quoi. On ne peut rien conclure de ce type d'essai, pas même que ces vaccins sont inefficaces.

— Comment jugez-vous les déclarations de Jean-Claude Chermann annonçant qu'il compte, l'an prochain, expérimenter sur l'homme ce qu'il présente comme un vaccin contre le sida (le Monde du 23 juin) ?

« Répercutées par la télévision, ces déclarations sont très imprudentes. Elles provoquent quantité d'inquiétudes et de faux espoirs. D'un point de vue fondamental, ces recherches ne sont pas inintéressantes. Mais s'agissant d'une hypothétique vaccination, il faut veiller à ne pas extrapoler des données *in vitro*, d'abord au singe macaque, puis à l'homme. Vacciner avec un produit de ce genre — des anticorps anti-2 microglobulines — impliquerait de rompre la tolérance immunitaire contre cette protéine qui est massivement présente dans l'organisme.

« J'ajoute que le fait qu'un macaque réponde ne prouve pas que l'homme puisse également répondre. Et même s'il répondait, il est vraisemblable, étant donnée la masse d'antigènes existant dans l'organisme, que l'anticorps serait absorbé, ne pouvant ainsi s'attaquer au virus. Il existe en outre le risque de voir apparaître des complexes immuns circulants, dangereux pour le rein.

« Dans un futur proche, je ne vois pas comment les autorités sanitaires d'un pays — y compris les autorités américaines — pourraient se lancer dans l'expérimentation sur l'homme d'un vaccin prototype de ce genre. Il est indispensable, avant d'envisager quel que soit, de disposer des données de base sur sa faisabilité, sa toxicité et son efficacité. On en est très loin.

— Jean-Claude Chermann ajoute qu'il manque d'argent pour mener à bien ses travaux de recherche. Les chercheurs qui travaillent sur le sida manquent-ils selon vous de l'argent nécessaire ?

— Non. En ce qui concerne les pouvoirs publics, les budgets sont convenables. Mais il est vrai que

nous ne soutenons pas tous les projets de recherche. Nous faisons une évaluation scientifique préalable.

— En matière de recherche contre le sida, peut-on dire que plus on a d'argent, plus on a de chances de trouver vite un vaccin ou un traitement ?

« En dehors de la France et des États-Unis, nous constatons une régression inquiétante du soutien à la recherche sur le sida. Cela est vrai dans l'ensemble des pays européens, que ce soit aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves ou en Allemagne. À l'inverse, en France, l'effort des pouvoirs publics est important. À cela, il faut ajouter des fonds privés massifs qui rendent invraisemblable de prétendre que l'on n'a pas, en France, les moyens de mener à bien une recherche sérieuse sur le sida.

— On est en plein paradoxe : tandis que les associations d'aide aux malades, y compris Aet Up, prennent conscience de la nécessité d'une plus grande rigueur et sérénité dans la recherche, certains chercheurs ne reculent devant rien pour parvenir à une reconnaissance médiatique...

« Il faudrait ajouter que certains chercheurs utilisent les médias pour passer outre à l'évaluation scientifique. Je partage entièrement ce que vous dites à propos des associations. Beaucoup d'entre elles font un travail remarquable et indispensable.

« Ce qui m'inquiète, en revanche, c'est, chez certains scientifiques, une véritable poussée d'irrationnel avec cette idée selon laquelle la « science officielle » bloquerait leurs travaux. En filigrane, il y a l'idée que nous ne prendrions pas de risques. C'est faux. Tant que l'on reste dans le domaine scientifique, nous prenons des risques. Nous soutenons des projets risqués, même s'ils ont peu de chances d'aboutir. Mais à la condition qu'ils respectent les règles éthiques et qu'ils correspondent à des concepts scientifiquement raisonnables et à des méthodes scientifiquement applicables. Il n'y a pas de science officielle.

— Ne pensez-vous pas qu'une certaine carence dans l'évaluation scientifique des chercheurs explique pour partie l'apparition de ce « système d'évaluation médiatique » ?

« Il y a certainement eu des erreurs dans l'évaluation scientifique de certains chercheurs. Dans les deux sens d'ailleurs. C'est inévitable. Et il y aura toujours des chercheurs qui « dérapent », à un moment de leur vie, ne serait-ce que pour des raisons psychologiques, voire pathologiques.

« En revanche, l'émergence d'un contre-pouvoir médiatique, particulièrement télévisuel, est très préoccupante. C'est un contre-pouvoir qui n'en est d'ailleurs pas vraiment un dans la mesure où la télévision ne cherche pas à imposer quoi que ce soit. Elle glane des informations qu'elle ne se donne pas les moyens d'évaluer. Et il en sort un peu n'importe quoi, n'importe comment. Un certain nombre de scientifiques ont appris à se servir de la télévision comme d'une contre-évaluation. En cette fin de siècle, ce risque d'émergence de l'irrationnel est, à mon sens, un problème majeur de civilisation. »

Propos recueillis par FRANCK NOUCHI

L'affaire du sang contaminé devant la chambre criminelle de la Cour de cassation

La tromperie n'exclut pas l'empoisonnement

L'arrêt de la cour d'appel de Paris condamnant notamment les docteurs Jean-Pierre Allain et Michel Garretta pour leur rôle dans l'affaire du sang contaminé est désormais définitif. Mais la chambre criminelle de la Cour de cassation, en rejetant, mercredi 22 juin, les pourvois du docteur Allain et en jugeant irrecevables ceux des parties civiles, n'a pas pour autant mis un point final à cette affaire qui a d'ores et déjà fait plus de trois cents morts parmi les hémophiles, alors que mille deux cents d'entre eux sont contaminés par le virus du sida. Se refusant à se prononcer sur la qualification d'empoisonnement, l'arrêt des juges suprêmes laisse la porte ouverte à de nouvelles poursuites criminelles.

Ce pouvait être un arrêt très ordinaire. Sur les vingt et une pages de cette longue décision, dix-neuf sont consacrées, soit au rejet des pourvois formés par les docteurs Jean-Pierre Allain et Michel Garretta sur des arrêts incidents de la cour de Paris, soit au rejet de plusieurs pourvois formés contre l'arrêt du 13 juillet 1993 qui condamnait le docteur Michel Garretta à quatre ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende et le docteur Allain à la même peine de prison, assortie d'un sursis partiel pour deux ans. L'arrêt note qu'ils étaient poursuivis « pour avoir, entre le 21 mars 1985, et le 1^{er} octobre 1985 trompé (...) tous les hémophiles acquéreurs de produits sanguins dits concentrés, facteur VIII ou facteur IX de coagulation (...) sur l'aptitude à l'emploi, les risques inhérents à l'utilisation du produit, les contrôles effectués ou les précautions à prendre avec la circonspection que la tromperie a eu pour effet de rendre l'utilisation de la marchandise dangereuse pour la santé de l'homme ».

De leurs côtés, le professeur Jacques Roux, à l'époque directeur général de la santé publique, et l'ancien directeur général du Laboratoire national de la santé avaient été poursuivis pour non-assistance à personnes en danger. La cour d'appel avait condamné le

premier à trois ans d'emprisonnement avec sursis, alors que le second a, depuis l'arrêt, bénéficié d'une amnistie.

Parmi les condamnés, seul le professeur Jean-Pierre Allain s'était pourvu en cassation en présentant plusieurs moyens que la cour rejetait successivement en observant principalement que la cour d'appel avait développé des motifs « exempts d'insuffisances ou de contradictions » et que dans l'appréciation souveraine des faits, la cour avait « caractérisé en

déclaré Jean-Pierre Allain coupable, ils ne pouvaient, sans ajouter à cette prévention, retenir une qualification criminelle d'empoisonnement, comportant des éléments constitutifs distincts, au regard notamment de l'intention coupable essentiellement différente, et qui serait susceptible de poursuites séparées ».

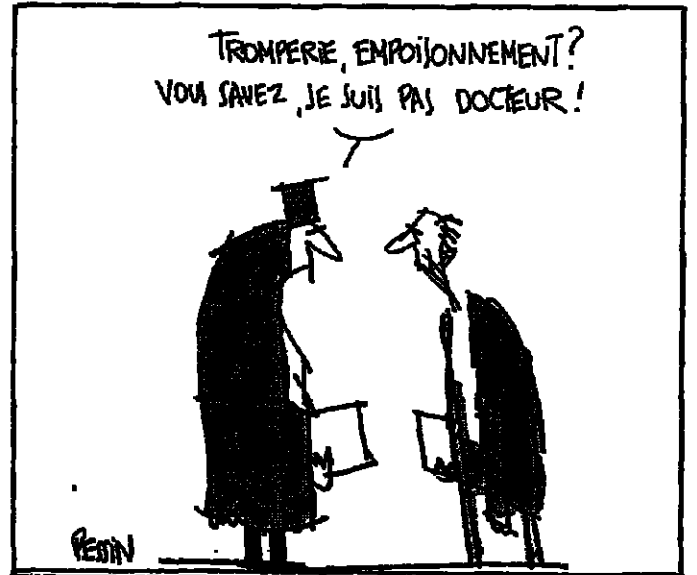
C'est par ce court paragraphe rédigé dans la forme absconse dont la Cour de cassation a le secret que l'arrêt prend une dimension particulière. La pré-

mière phrase affirme en termes difficiles, mais courts, que les juges d'appel n'avaient pas besoin de justifier leur compétence par des motifs « surabondants » puisque par ailleurs ils caractérisaient juridiquement le délit de tromperie. Mais les juges suprêmes se gardent bien ensuite de dire que cette compétence des magistrats correctionnels écarte l'empoisonnement. Ils se bornent à constater que la qualification criminelle d'empoisonnement « comporte des éléments constitutifs distincts (...) qui seraient susceptibles de poursuites séparées ».

En quelques mots, une porte est laissée ouverte, car, en d'autres termes, la Cour de cassation estime qu'une nouvelle instruction pourrait peut-être faire apparaître « les éléments constitutifs distincts » du crime d'empoisonnement. Aussi le président de la chambre criminelle, Christian Le Guénec expliquait à l'issue de l'audience : « Nous ne sommes pas capables de dire s'il y a eu ou non empoisonnement. Le problème reste entier. La tromperie et l'empoisonnement sont deux faits juridiques distincts ».

Chaque mot a été soigneusement pesé dans cet arrêt qui a demandé exceptionnellement plusieurs jours de rédaction, alors que la chambre criminelle a pour règle de rendre ses dispositions le jour même. Appliquant le droit dans sa plus stricte rigueur, la Cour s'est refusée à trancher un débat dont l'issue était pourtant attendue avec impatience. Il faudra donc encore attendre. Attendre que la question soit clairement posée à la Cour de cassation au travers d'un pourvoi formé contre un arrêt de la chambre d'accusation se prononçant sur la qualification d'empoisonnement dans le cours d'une procédure criminelle. Ce pourrait être à propos des docteurs Garretta et Allain, qui peuvent faire l'objet de nouvelles poursuites, mais ce pourrait être aussi à propos d'une personne visée par une plainte déposée pour empoisonnement dans l'affaire du sang contaminé.

Une nouvelle plainte



tous ses éléments tant matériels qu'intentionnels » le délit de tromperie reproché au docteur Allain. Il s'agit de la seule véritable réponse aux conclusions de l'avocat général Joseph Perroti, qui avait demandé la cassation de l'arrêt « pour motifs insuffisants et contradictoires ». A l'appui de cette affirmation, le magistrat avait soutenu que les faits qu'ils étaient présentés dans l'arrêt auraient dû conduire la cour d'appel à se déclarer incompétente au profit d'une juridiction criminelle, car à ses yeux ces faits caractérisaient le crime d'empoisonnement. En substance, les juges suprêmes lui rétorquent qu'il s'agit bien de « tromperie » et que la cour d'appel a bien rédigé son arrêt en qualifiant ce délit au regard des faits débusqués.

Mais ce délit est-il la seule infraction commise ? C'est bien de la tromperie, mais n'est-ce que cela ? L'avocat général et la fraction des parties civiles qui soutiennent l'empoisonnement avaient souhaité que le crime remplace le délit, sans envisager la présence simultanée des deux qualifications. Or, la chambre criminelle, tout en considérant que les pourvois des parties civiles sont irrecevables, se saisit d'office des moyens présentés par leurs avocats pour les rejeter après avoir déclaré : « Il ne peut être fait grief aux juges correctionnels des motifs surabondants par lesquels ils se sont reconnus compétents. Étant saisis de la prévention de tromperie dont ils ont, à bon droit,

10, place de la République

Chouchou's

sangriff

PARIS

Le cuir dans toutes ses formes au meilleur prix !

2, rue Chateaux (N° 10)

01 45 50 28 20

Dans une grande université

CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou Etudes

Départs possibles tous les 2 mois

année (8 mois) : 50 000 F env.

semestre (4 mois) : 28 000 F env.

Cours, logement, repas inclus

University Studies in America

CEPES, 42, avenue Daumesnil, 75007 PARIS

(1) 45 50 28 20

A M E N A G E M E N T D U T E R R I T O I R E

LE DROIT A LA DIFFERENCE

La Seine-et-Marne est en Ile-de-France, mais...

- Sa croissance démographique est la plus forte de France.
- Sa superficie est égale à la moitié du territoire de l'Ile-de-France.
- 387 Communes sur 514 ont moins de 2000 habitants.

La Seine-et-Marne demande le droit à la différence.

1 - Le non-rétablissement de la procédure d'agrément.

La Seine-et-Marne demande la liberté pour les nouvelles entreprises de s'implanter sans agrément administratif et l'arrêt des incitations à la délocalisation pour celles déjà installées.

2 - L'extension des aides.

L'Etat, par le biais de primes diverses, incite les entreprises à s'implanter hors de l'Ile-de-France.

La Seine-et-Marne demande à bénéficier des mêmes aides que celles accordées à la province.

3 - Le renforcement de la politique régionale pour l'emploi.

Face à la crise, la Seine-et-Marne demande à la Région Ile-de-France en concertation avec les Départements, le renforcement de la politique régionale d'aides directes aux entreprises.

Pour développer l'emploi et stopper la fuite des entreprises

Avec le Président Jacques Larché et le Conseil Général de Seine-et-Marne, ils s'engagent

J.C. AGISSON Conseiller Général, Maire de La Rochette	R. BOULLONNOIS Conseiller Général, Maire de Saint-Maur	E. DAILLY Vice-Président du Sénat	Ph. FRANCOIS Sénateur-Maire de Coulombs-en-Valois, Président de l'Union des Maires	D. IUNG Président B.T.P. Nord Seine-et-Marne	M.E. LAGOUTTE Vice-Président de la Chambre des Géomètres-Experts de Seine-et-Marne	L. LE CHANOINE Conseiller Général	J.C. MIGNON 1er Vice-Président du Conseil Général Député-Maire de Dammarie-les-Lys	R. PIAT Sénateur-Maire de St-Rémy-de-la-Vanne	A.M. SCHAFFNER Député-Européen, Conseiller Général
R. ANDRÉ Conseiller Général, Maire de Méry-sur-Seine	Ph. BOURGUIGNON Président Euro Disacetyl	Ph. DELLOYE P.D.G. de Corning-France	Ch. FROT Conseiller Général, Maire d'Egreville	J.L. IVAIN Président de la C.C.I. de Meaux	E. LAFOIX Conseiller Régional	E. LE GUEN Conseiller Général, Maire de Fécy	J. MORIN Conseiller Général, Maire de Faremoutiers	G. PILLET Conseiller Général, Maire de Grez-Armainvilliers	P. SEPTIERS Conseiller Général, Maire de Moret-sur-Loing
C. AVISSE Conseiller Général, Maire de Lagny-sur-Marne	O. ROURIOT Conseiller Général, Maire de Chassy	E. DESNEFANT Président de l'Union Départementale de Seine-et-Marne C.F.E.-C.G.C.	G. GROTTOY Conseiller Général	J. JAGGI Conseiller Régional	J. LARCHÉ Président de la commission des lois du Sénat, Président du Conseil Général de Seine-et-Marne	H. LIENHARDT Conseiller Régional	J. MORIN Conseiller Général, Maire de Faremoutiers	H. PIPARD Conseiller Général	G. SIMMER Président du S.I.E.P. Seine-et-Marne
E. BACQUÉ Conseiller Général, Maire du Vaudoué	R. BRUN Conseiller Général	R. D'HONDT Président du C.D.J.A.	J. HENNEQUIN Conseiller Général	G. JEFFRAY Député, Conseiller Régional, Maire de Torcy	G. JULIA Député, Vice-Président du Conseil Régional	J.L. LOUIS Président du S.I.E.P. Provins - Villiers-St-Georges	J.L. MOUTON Conseiller Général, Maire de Savigny-le-Temple	P. QUILLLET Député, Conseiller Général	C. TRON Président de la Chambre syndicale des Promoteurs Constructeurs de la Région Ile-de-France
J. BALLOT Conseiller Général	R. BRUZZO Président de la Chambre Syndicale des T.P. de Seine-et-Marne	R. DIZIER Conseiller Général	J. HEAULIN Conseiller Régional, Maire de Pontault-Combault	M. HOUEL Conseiller Général, Maire de Nemours	J.E. MARCILLY Président du District du Pays Créçois	J.L. MALLERET Président de la Chambre Syndicale de l'Industrie Horticole de Seine-et-Marne	M. NOÉ Conseiller Général, Maire de Soignolles-en-Brie	M. RECURT Conseiller Général	D. VACHEZ Conseiller Général, Maire de Noisiel
M. BAREYRE Conseiller Général, Maire de Courtenot	G. BURLAT Conseiller Général	G. DRUT Député, Conseiller Régional, Maire de Coulommiers	Ch. HOCHART Conseiller Général, Conseiller Régional, Maire de Nemours	M. HOUEL Conseiller Général, Maire de Comté-Sainte-Libaire	J. MARINELLI Conseiller Régional, Maire de Melun	E. MENAGER Président du S.I.E.P. Secteur III Marne-la-Vallée	C. PELLETIER Président de la Chambre d'Agriculture	J.E. ROBINET Conseiller Général, Maire de Sannois-sur-Seine	M. VALLIER Conseiller Général, Maire de Trilport
M. BARTHELEMY Conseiller Général, Maire de Villiers-St-Georges	E. COGNAT Député Conseiller Général	E. DUBRULLE Maire de Fontainebleau, Co-président du groupe ACCOR	G. EYMARD Député, Conseiller Général, Conseiller Régional	J.L. HYEST 1er Vice-Président du Conseil Général Député-Maire de La Madeleine-sur-Loing	E. MEUTEY Conseiller Général, Conseiller Régional, Maire de Vendrest	H. PETITPAS Président de la F.D.S.E.A.	A. PEYREFFITE Député, Maire de Provins	D. SATIAT Conseiller Général, Maire de Bray-sur-Seine	P. VITTE Président de l'Union Patronale de Seine-et-Marne
Y. BODIN Conseiller Régional	P. COUDRON Président du Syndicat des Industriels Laitiers de Seine-et-Marne	C. FOY Député, Maire de Chelles							
R. BONNEFOY Conseiller Général, Maire de Saint-Jean- Lez-Deux-Jumeaux									



A la cour d'assises de Savoie

Jeune fille modèle et parricide

La cour d'assises de Savoie a prononcé mercredi 22 juin à Chambéry huit années de réclusion criminelle à l'encontre de Véronique Girard, vingt ans, qui comparait pour tentative de parricides (le Monde du 21 juin). Poursuivie pour tentative d'assassinats, ses complices, Nicolas Dolquès, vingt-trois ans et Fabien Hans, vingt-deux ans, ont été condamnés respectivement à huit et dix années de prison.

CHAMBÉRY

de notre correspondant

Elle était « très gentille », Véronique Girard. Tour à tour, ses parents, sa sœur, ses professeurs et ses amis de lycée ou du club de natation de Chambéry, où elle s'entraînait régulièrement, sont venus dire devant les jurés tout le bien qu'ils pensaient de cette jeune fille plutôt timide, douce et jolie. « C'est simple, tout le monde l'aime », s'est écriée, en termes, sa sœur Magali, sa cadette d'un an. Véronique, décidément, c'était une perle !

D'ailleurs, elle disait toujours oui. Oui, à un père affectueux, routier de profession, qui l'emmenait parfois à travers l'Europe. Oui, à ses professeurs, qui lui demandaient de faire de son mieux alors qu'elle n'était qu'une élève plutôt médiocre et redoublait son BCP de secrétariat. Oui, à ses entraîneurs du club de Chambéry, qui lui faisaient aligner des longueurs de bassin. Choyée par un milieu familial uni et sans histoires, Véronique était toujours d'accord et elle n'a pas dit non lorsqu'un certain soir de février 1993, son petit ami Fabien Hans lui a suggéré, pour toucher l'héritage de ses parents estimé à 900 000 francs, de les assassiner, ainsi que sa sœur. Car, pour son malheur, Véronique avait « flashé » sur Fabien, rencontré un jour de l'été 1992.

Un scénario inspiré d'un feuilleton télévisé

Le visage de faux dur, le cheveu ras et l'air borné, Fabien Hans avait tout pour déplaire aux parents Girard. Il avait abandonné l'école à dix-sept ans et végétait de petit boulot en petit boulot. Impulsif, bagarreur, il avait déjà eu quelques démêlés avec la justice. Véronique s'en moquait. Fabien déclarait l'aimer et, amoureux pour la première fois de sa vie, elle ne pensait qu'à lui faire plaisir.

A ce couple qui menait désormais grand train, à en croire les cartes bancaires régulièrement « empruntées » aux parents Girard, était venu s'ajouter Nicolas Dolquès, un jeune chômeur à la dérive, fumeur de haschich. Lui aussi aimait l'argent, lui non plus n'en gagnait pas ; il a réclamé

250 000 francs comme prix de sa participation...

Un feuilleton télévisé avait inspiré un scénario qu'ils avaient mis plusieurs mois à mettre au point. Dans la nuit du 10 au 11 mars 1993, vers 1 h 45, Véronique entra discrètement dans l'appartement de ses parents, ouvrit la fenêtre de sa chambre et aidait Nicolas Dolquès à monter une bouteille de propane volée à la SNCF, pendant que Fabien Hans faisait le guet. Une fois la bouteille ouverte, elle se rendait ensuite dans la cuisine, tournait trois robinets de la cuisinière. Trois quarts d'heure plus tard, Nicolas Dolquès passait le coup de fil qui devait provoquer l'explosion.

La sonnerie du téléphone était électronique, il n'y eut ni étincelle ni explosion. Elle réveilla, en revanche, les parents de Véronique et leur sauva la vie. Déçus, les trois jeunes repassèrent à l'appartement le jour même, vers midi, pour venir aux nouvelles. Le temps pour Véronique d'entendre ses parents et sa sœur lui lancer : « Tu voulais nous tuer, hein ! Nous sommes allés à la police et ils te recherchent. » Mais la jeune fille n'écoutait déjà plus. Elle était repartie vers Annecy avec ses complices pour s'enquérir du prix d'une arbalète, avant de revenir à Chambéry compérer les prix d'une telle arme... et d'être arrêtée avec ses complices.

« Elle ne voulait pas véritablement assassiner les membres de sa famille, mais les mettre de côté, les faire disparaître, parce qu'ils entravaient sa relation avec Hans », ont déclaré les experts psychiatres, relevant la très faible quotient intellectuel de Véronique, à la limite de la débilité légère, tout en l'estimant toutefois responsable de ses actes. Infante, cette jeune fille ou folle d'amour, au point de perdre la raison, comme l'a plaidé son défenseur, M^r Max Joly, choisi par des parents qui lui ont depuis longtemps pardonné à leur fille ?

« Quel que puisse être son niveau intellectuel, on ne tue pas ses parents. » L'avocat général, Bruno Charve, frappé par l'absence de conscience morale du trio a estimé qu'un tel procès permettait de redécouvrir, « dans une société où la loi sur le béton de nos villes une jeunesse gavée de feuilletons télévisuels », l'irremplaçable nécessité de l'autorité et de l'éducation. A la suite d'un réquisitoire modéré, il a réclamé six ans de réclusion criminelle contre Véronique Girard, huit et dix contre Nicolas Dolquès et Fabien Hans. En infligeant huit ans à Véronique les jurés n'ont pas suivi son avocat et ses parents qui espéraient une faible peine de prison, assortie d'une mise à l'épreuve et sont même allés au-delà des réquisitions de l'avocat général.

PHILIPPE REVIL

A la suite d'études contestées

Le directeur général des services du conseil régional d'Alsace mis en examen et éconué

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Le directeur général des services du conseil régional d'Alsace, Philippe Garing, a été mis en examen, mercredi 22 juin, par Sophie Thomann, juge d'instruction à Strasbourg, pour corruption active, trafic d'influence, faux et escroquerie. M. Garing a été placé en détention. La chambre régionale des comptes, après avoir découvert, au cours d'une de ses enquêtes, des faits « susceptibles de recevoir une qualification pénale », avait, en janvier dernier, transmis le dossier au parquet. Celui-ci avait alors confié une enquête préliminaire à la section économique et financière du SRPJ. Au point de départ, il n'y avait qu'une facture payée par une filiale du groupe Bouygues, qui a obtenu de la région d'importants marchés de rénovation de lycées, pour des travaux effectués dans la résidence secondaire de M. Garing. Mais l'enquête a révélé d'autres faits

pouvant être reprochés au directeur général des services de la région. Ils sont liés à un projet remontant à 1990, dit Rhénania 2000, qui vise à faire de Strasbourg un centre important de production de télévision haute définition (TVHD), pour les études duquel près de 5 millions de francs ont déjà été dépensés. Deux dirigeants de sociétés associées à ce projet, Jean-Olivier Tédesco, président de RMR International, et Michel Meyer, gérant de CCV Consultants, ont été eux aussi mis en examen mercredi.

Fonctionnaire régional depuis 1976, M. Garing est le directeur général des services depuis plus de dix ans. Sa toute-puissance, facilitée par la très large délégation de pouvoir que lui a concédée Marcel Rudloff (CDS), président du conseil régional depuis 1980 et membre du Conseil constitutionnel depuis 1992, est depuis longtemps contestée, y compris par une partie de la majorité régionale.

MARCEL SCOTTO

POLICE

Réagissant aux dispositions sur les manifestations et la vidéosurveillance

M. Mitterrand met en garde le gouvernement sur son projet de loi pour la sécurité

François Mitterrand a « mis en garde » le gouvernement contre « le risque de restriction du droit de manifester » et les risques liberticides de la vidéosurveillance, mercredi 22 juin, lors du conseil des ministres qui a adopté le projet de loi d'orientation et de programmation pour la sécurité (le Monde du 23 juin). Le chef de l'Etat a suggéré que le gouvernement suive « les recommandations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés » sur la vidéosurveillance, a précisé le porte-parole de l'Elysée.

La défense des libertés est un domaine que le président de la République affectionne pour se démarquer de l'action du gouvernement. Avec sa panoplie de mesures relevant du « tour-sécurité », le projet de loi présenté mercredi par Charles Pasqua lui a en donné matière.

Au nom de la sécurité, des milliers de caméras épiant déjà nos gestes dans les rues ou les gares, les banques ou les magasins. Parce que la vidéosurveillance permet « de renforcer la sécurité de la voie publique et des lieux ouverts

au public », le projet du gouvernement veut lui donner un cadre légal. Parce que Charles Pasqua veut éviter qu'un contrôle trop tatillon vienne perturber le développement de la vidéosurveillance, son projet en exclut presque entièrement une intervention de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

« Big Brother »

Au nom de la vie privée et des libertés, le chef de l'Etat veut au contraire que la CNIL soit chargée d'empêcher les usages abusifs des caméras. Dans son avis sur le projet de loi, le Conseil d'Etat avait réagi comme à l'unisson : « Dans une matière qui touche de près aux libertés individuelles, l'intervention d'une autorité indépendante comme la CNIL, qui s'est déjà prononcée sur des questions de vidéosurveillance par des avis », paraît « indispensable », avait noté la haute juridiction.

Autant dire que les menaces orwelliennes du Big Brother (vous regarde) sont prises au sérieux par la CNIL, qui s'est saisie du dossier depuis le début des années 90. Mardi 21

juin, à la veille du conseil des ministres, la CNIL avait précisé, à l'unanimité, une recommandation sur la vidéosurveillance. Le président de la commission, Jacques Favet, avait aussitôt transmis le document à l'Elysée. Ce texte recommande notamment de « proportionner aux risques réellement encourus par la population, compte tenu des circonstances de temps et de lieu, l'usage de tels équipements ».

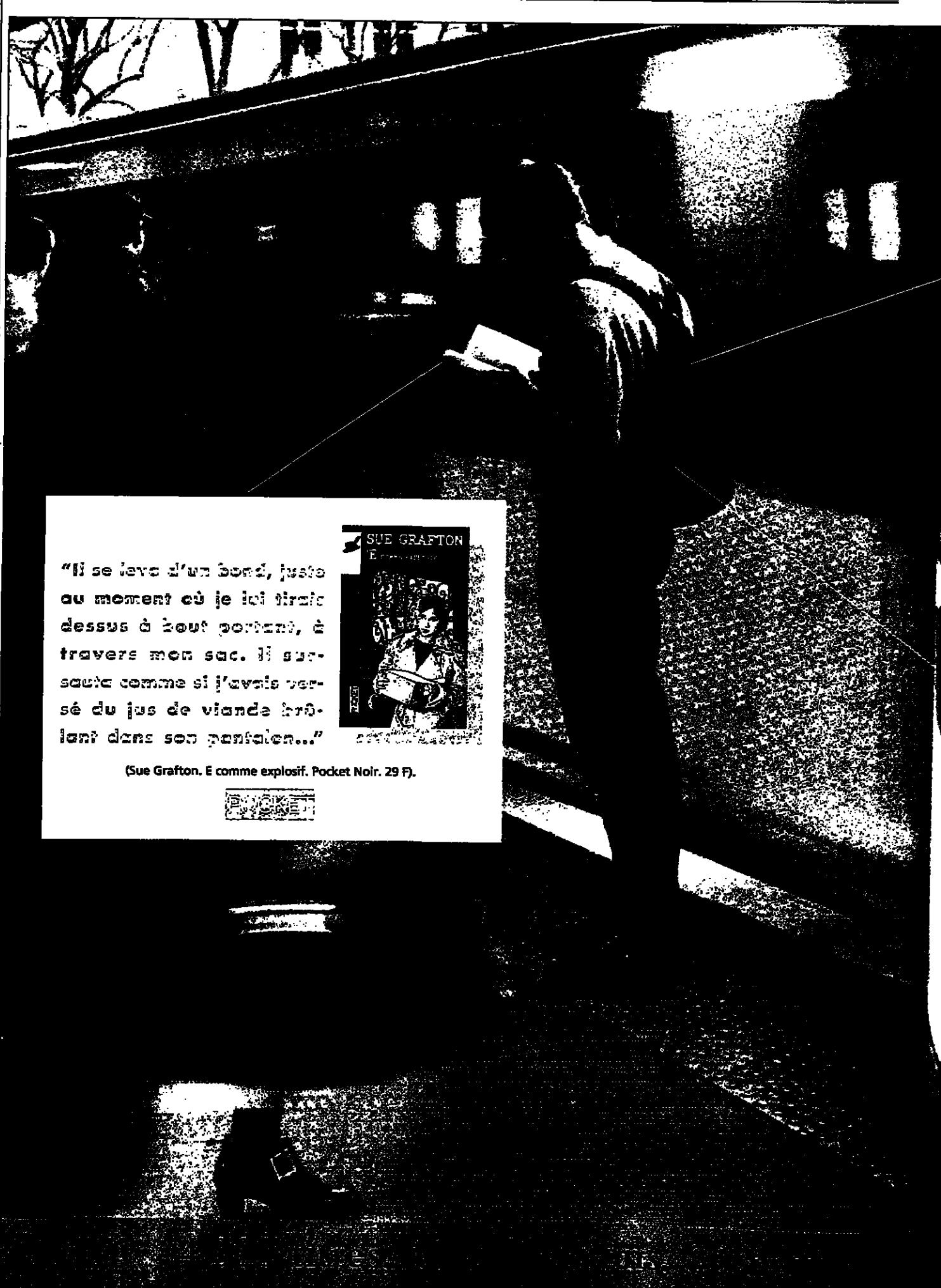
Un exemple du cauchemar qui pourrait accompagner les usages abusifs des images saisies par les yeux électroniques est signalé dans le rapport du 30 novembre 1993 que Louise Cadoux, vice-président délégué de la CNIL, a consacré à la vidéosurveillance : « Quelle information, plus qu'une image, mieux que la photo d'une personne, révèle les origines raciales de la personne, ou même ses opinions religieuses », écrit-elle, en citant le cas du foulard islamique.

On peut aussi penser aux colliers d'affiches et aux diffuseurs de tracts politiques, aux manifestants ou aux homosexuels. Or, la loi du 6 janvier 1978 relative « à l'informatique, aux fichiers et aux

libertés » impose le consentement exprès et préalable de la personne visée par l'enregistrement de ces données d'ordre racial, politique, syndical, religieux ou sexuel. Cette loi, qui a créé la CNIL, interdit aussi de conserver de telles données « sensibles ». A quoi le ministère de l'intérieur rétorque que la CNIL est seulement « compétente lorsque de telles images sont accompagnées d'un fichier nominatif ».

A la « mise en garde » présidentielle relative au droit de manifester, le ministère de l'intérieur a enfin répliqué qu'il ne faut pas confondre celui-ci avec « le droit de casser ». Les mesures du projet de loi — celles visant les personnes déjà condamnées pour violences ainsi que celles relatives à la fouille préalable des véhicules — contribuent « à garantir le bon déroulement de la manifestation », plaide le ministère. De son côté, le Syndicat de la magistrature a dénoncé « la dangereuse remise en cause, en violation de la Constitution, de droits fondamentaux tels que l'inviolabilité du domicile ou le respect de la vie privée ».

ÉRICH INCIVAN



SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

En prévision de la rentrée universitaire

M. Fillon propose une réorganisation en douceur des formations technologiques supérieures

François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a présenté, mercredi 22 juin en conseil des ministres, la nouvelle organisation des formations technologiques de l'enseignement supérieur, applicable dès la rentrée.

« J'ai choisi la solution qui présente le moins d'inconvénients. » huit mois après avoir constitué un groupe de travail, composé de représentants de l'administration, des établissements et du CNPQ, qui n'est d'ailleurs pas parvenu à adopter une position commune. M. Fillon s'est réfugié dans le statu quo. Misan plus sur sa « force de conviction » que sur la réglementation, il s'est contenté d'introduire des ajustements pour atteindre son objectif : doubler le nombre d'étudiants actuellement inscrits, environ deux cent mille, soit 10,4 % des effectifs de l'enseignement supérieur.

Recomposé en trois parties, le nouveau dispositif paraît simple, même si les relations entre ses différentes composantes sont beaucoup plus complexes. La filière courte, d'insertion professionnelle

à Bac + 2, repose sur les sections de techniciens supérieurs (STS, 235 000 étudiants en 1992) et les IUT, dont les effectifs, près de 90 000 étudiants, seront doublés d'ici à 1998, selon les contrats de plan Etat-région. Invités, malgré leurs réserves, (le Monde du 16 juin) à recruter plus largement des bacheliers technologiques, les directeurs d'IUT obtiennent satisfaction avec la reconnaissance d'une troisième année d'études, par alternance, sanctionnée par un diplôme ouvrant la voie du recrutement dans l'enseignement technique.

La deuxième filière consacre les instituts universitaires professionnalisés (IUP), créés en 1991, de bac + 1 à Bac + 4, et leur diplôme, encore controversé, d'ingénieur-maître, susceptible d'être transformé en diplôme d'ingénieur diplômé d'Etat après deux années d'expérience professionnelle. Ces 122 instituts, dont l'avenir était suspendu, intègrent toutes les formations technologiques de l'Université : Diplômes d'études scientifiques et techniques (DEUST), DEUG, licences et maîtrises de sciences et techniques, maîtrises

d'informatique appliquée à la gestion des entreprises (MAGE)...

Un moment tenté de reprendre le contrôle des habilitations, M. Fillon a en partie désarmé le conflit qui l'opposait aux directeurs d'IUT. Il a proposé la création d'une commission consultative des IUT et des IUP chargée également d'harmoniser leurs politiques et leurs moyens. En revanche, le financement de leur développement est loin d'être assuré.

La troisième voie de la filière, les écoles d'ingénieurs, ne subit aucune modification. Tout juste leur est-il demandé de stabiliser la progression de leurs effectifs (22,9 % depuis 1991).

Enfin, en complément des dispositions en faveur de la formation continue, par alternance, et, la validation des acquis professionnels, est créé un diplôme de troisième cycle en recherche technologique destiné aux ingénieurs et ingénieurs-maîtres des IUP, à condition qu'il s'agisse d'un travail personnel en liaison étroite avec l'industrie. »

M. D.

SCIENCES

Les Etats membres divisés sur le financement du projet

L'avenir du grand accélérateur du CERN demeure incertain

Alors que le conseil du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) doit, vendredi 24 juin, décider ou non d'engager la construction de son nouvel accélérateur géant, les Etats membres sont divisés sur les modalités de financement de ce projet de plus de 10 milliards de francs.

A la veille d'importantes décisions sur son avenir, le CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules), est aujourd'hui dans la tempête. Ou, plus exactement, le LHC (Large Hadron Collider), futur grand accélérateur de 27 kilomètres de diamètre, sur le lancement duquel le conseil du CERN devrait se prononcer vendredi 24 juin.

Ce vaste projet réclamerait un investissement de 2 660 millions de francs suisses (10 773 millions de francs français) pour fonctionner à partir de 2002. Cette somme pourrait être pratiquement couverte par les contributions budgétaires attendues entre 1995 et 2005, mais l'inflation risque d'alourdir quelque peu la note. Or,

en cette période de crise économique, les Etats membres ont affirmé que, s'ils construisaient le LHC, ils le feraient à budget constant. Il manque donc de l'argent que le conseil du CERN se propose d'obtenir de deux manières : par les contributions de pays comme les Etats-Unis ou le Japon, qui ne sont pas membres du CERN, mais dont les physiciens utiliseront les installations du LHC ; et par un supplément de crédits, « un geste » que la France et la Suisse, qui accueillent la machine sur leur sol (1), pourraient consentir.

Après l'abandon, fin 1993, du Superconducting Super Collider, son concurrent américain, (le Monde du 29 décembre 1993), le LHC doit être, selon ses promoteurs européens, « le fer de lance » de la physique mondiale. Les physiciens espèrent, en effet, réussir, grâce à lui, à recréer dans dix ans les conditions du tout début de notre univers lorsque, âgé d'à peine un millionième de millionième de seconde, il n'était pas plus gros qu'une tête d'épingle ! Avec à la clé la découverte du mystérieux « boson de Higgs » dont l'existence est nécessaire à la cohérence du « modèle standard » mis au point par les physiciens pour décrire les constituants élémentaires de la matière et leurs interactions.

L'engagement de l'Europe

Malheureusement la physique risque d'attendre. A la veille de la réunion du vendredi 24 juin, la situation était très tendue. Les principales difficultés viennent de l'attitude de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Ces deux pays, qui contribuent respectivement pour 22,5 % et 13,5 % aux dépenses du CERN, ont fait savoir que, si le LHC était construit, il devrait être à budget constant.

Les Français (17,5 % du budget) s'opposent à ces propositions. Pour eux, l'Europe doit faire dès maintenant la démonstration de son engagement sur le LHC. C'est seulement à ce prix, estime Paris, que les pays non membres du CERN désirant utiliser le LHC apporteront leur écot. Les autres Etats membres sont dans l'expectative. L'Espagne renégocie sa

dette (elle doit au CERN 14 milliards de pesetas, soit 600 millions de francs) et une réduction substantielle (-20 % sur cinq ans) de sa contribution. La Grèce, qui ne payait depuis des années que 40 % de sa contribution, accepterait, pour sa part, de faire un geste.

Les dernières réunions préparatoires entre Français, Allemands et Britanniques ont échoué. L'Allemagne a campé sur ses positions, expliquant que ses investissements en matière de recherche dans l'ex-Allemagne de l'Est, le financement de ses propres accélérateurs de particules DESY et HERA, et son rôle dans le projet mondial de réacteur à fusion thermonucléaire ITER ponctionnaient douloureusement ses finances.

Bonn a même proposé une modification des règles de vote au sein du CERN, demandant que les membres se prononcent à l'unanimité, de manière à obtenir un droit de veto. Actuellement, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des pays qui doivent représenter au total 55 % des contributions au budget du CERN. La France pourrait accepter de faire monter cette part à 60 % ou 65 % du budget, mais refuse la règle de l'unanimité. Elle serait prête, par ailleurs, à consentir « un geste exceptionnel en nature », sous réserve d'un engagement ferme de ses partenaires sur le financement du LHC jusqu'en 2007.

Les négociateurs français n'excluaient pas, à la veille de la réunion, que le conseil du CERN du 24 juin soit contraint de renvoyer les décisions à l'automne. Des rumeurs font état d'une intervention de François Mitterrand auprès du chancelier Helmut Kohl. Leur d'espérer ? Jeudi 23 juin, lors d'une réunion du comité des finances du CERN à Genève, tenue parallèlement aux rencontres préparatoires au conseil, l'Allemagne s'est retrouvée isolée, tous les autres membres, y compris la Grande-Bretagne, ayant approuvé le projet de budget pour 1995.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Par souci d'économie, le LHC devrait être réalisé dans le tunnel situé à cheval sur la frontière franco-suisse près de Genève, s'abritant aujourd'hui un autre accélérateur, le LEP.

SPORTS

Les Internationaux de Grande-Bretagne à Wimbledon

Guy Forget passe Arnaud Boetsch et Henri Leconte cassent

Guy Forget a franchi, mercredi 22 juin, le premier tour des Internationaux de Grande-Bretagne de Wimbledon, mais Arnaud Boetsch et Henri Leconte ont été les principales victimes françaises d'une troisième journée marquée par la chute de Michael Stich. Tête de série numéro deux et ancien vainqueur en 1991, l'Allemand a été battu par l'Américain Bryan Shelton, issu des qualifications (6-3, 6-3, 6-4).

Guy Forget a facilement battu l'Américain Doug Flach (6-1, 6-2, 6-2). Il rencontrera l'Américain Jim Courier (n° 5) au prochain tour. Arnaud Boetsch (n° 13) a été éliminé par le Russe Andrei Olhovskiy (6-2, 6-3, 7-5) comme Olivier Delaire dominé, au

deuxième tour, par Aaron Krickstein, l'ex-enfant prodige du tennis américain (7-5, 1-6, 7-6, 6-2). Henri Leconte, dont la rencontre avait été interrompue la veille par la nuit, a été encore victime de son dos et a été contraint à l'abandon à 3 jeux à 2 dans le cinquième set.

Chez les Françaises, Nathalie Tauziat a atteint le troisième tour en battant la Sud-Africaine Elina Reinach (6-3, 6-7, 6-2). Elle aura pour prochaine adversaire l'Espagnole Conchita Martinez (n° 3). En revanche, Isabelle Demongeot et Sandrine Testud ont disparu au premier tour, respectivement battues par l'Italienne Laura Golarsa (6-3, 7-6) et par l'Allemande Wiltrud Probst (6-2, 6-1).

Relancés par Pierre de Coubertin

Les Jeux olympiques modernes ont cent ans

Le pari était sublime : rétablir les Jeux olympiques de l'Antiquité. En 1859 et en 1870, un riche grec, Evangelos Zappas, avait échoué dans sa tentative de relancer les Jeux panhelléniques. Le 23 juin 1894, à l'issue d'un congrès international baptisé à la dernière minute « Pour le rétablissement des Jeux olympiques », le baron Pierre de Coubertin signe, dans un bureau de la Sorbonne à Paris, la naissance du Comité international olympique, qui allait présider aux destinées des Jeux modernes.

Aujourd'hui, cent quatre-vingt-

treize pays sont représentés au CIO, contre douze il y a cent ans. Juan Antonio Samaranch, président, accompagné d'Henri Standaert, président du Comité national olympique et sportif français et Michèle Alliot-Marie, ministre des sports, devaient dévoiler une plaque commémorative le jeudi 23 juin à la Sorbonne. Craignant que l'événement ne soit éclipsé par la Coupe du monde de football, les dirigeants olympiques ont préféré retarder de deux mois (du 29 août au 3 septembre à Paris) le congrès du Centenaire célébrant le siècle de l'olympisme moderne.

"Et soudain l'idée géante lui prit la tête un matin, contre laquelle Eric ne pouvait rien, sauf à les zigouiller tous les deux sa mère et lui sur les rails."

(Yann Queffelec. La menace. Pocket, 19 F).

POCKET



"PAUL LAMBERT ET LES SOIXANTE-DIX MILLE HABITANTS DE LA CITÉ DE LA JOIE COMPRIRENT QUE LA TRÊVE DE L'HIVER ÉTAIT TERMINÉE. L'ENFER ÉTAIT DE RETOUR. CE 17 MARS, C'ÉTAIT L'ÉTÉ."

(Dominique Lapiere. La Cité de la joie. Pocket, 40 F).

POCKET

Dominique Lapiere
La Cité de la joie



POCKET

[illegible]

Estimant que les besoins prioritaires du département ne sont pas assez pris en compte

Le conseil général de Seine-Saint-Denis s'oppose au projet du contrat de plan Etat-région

La majorité de gauche de Seine-Saint-Denis (21 communistes et 6 socialistes sur 40 élus) a exprimé, mardi 21 juin, son opposition au projet de contrat de plan Etat-région 1994-1998. Elle a estimé qu'il ne tenait aucun compte des besoins prioritaires du département.

Que ce soit en matière d'emploi, de formation, d'apprentissage, de transport, de santé, de logement, de cadre de vie... la majorité communiste et socialiste de Seine-Saint-Denis considère que le contrat de plan Etat-région n'est pas à la hauteur. Elle l'a fait savoir, mardi 21 juin. Bien que n'approuvant pas cette prise de position « abusive et excessive », l'opposition (UDF-RPR-non inscrits) a reconnu que, sur certains points, la majorité n'avait pas tort. Après plus de deux heures et demie de discussions, les conseil-

lers généraux communistes et socialistes ont décidé de réclamer le rétablissement des crédits de l'Etat « pour réaliser les grandes infrastructures répondant aux besoins et soutenant l'activité et l'emploi ; construire les huit départements d'IUT sur lesquels l'Etat s'est engagé ; moderniser toutes les gares de triage de la Seine-Saint-Denis ; développer tous les modes de transport en commun en rocades ; effacer les fractures urbaines des voies de communication à grand débit ; refuser les voies autoroutières et les péages urbains et améliorer la protection phonique des autoroutes existantes ; répondre à l'urgence en matière de logements et assurer dans chaque ville une présence suffisante de la police et des grands services de l'Etat ».

Les élus communistes, Daniel Mongeau (PCF), premier vice-président et maire de Bagnolet, Michel Berthelot, conseiller gé-

ral de Pantin, et Jean-Louis Mons (Noisy-le-Sec) se sont relayés pour dénoncer les délocalisations « alors que la Seine-Saint-Denis compte 106 000 chômeurs et 140 000 précaires », pour s'indigner de l'insuffisance des équipements sanitaires ou des transports en commun.

Malgré les « imperfections » et les « insuffisances »

« Comment ne pas s'élever contre le désengagement de l'Etat dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation qui est une véritable remise en cause du schéma Universitaire 2000 », a ajouté le président du groupe socialiste, Bernard Le Roux.

Reconnaissant que, sur ce point comme sur la baisse de la dotation de l'Etat à l'Ile-de-France ou les délocalisations, « les déséquilibres étaient bien réels », Ray-

mond Mège (UDF-adhérents directs), maire du Raincy et conseiller régional, ainsi que Claude Perès (UDF-rad.), maire de Rosny-sous-Bois, ont pour leur part regretté que « rien, absolument rien de ce contrat ne trouve grâce aux yeux du conseil général, ni la formation, ni la formation professionnelle qui est tout de même une nécessité si [nous] voulons cesser de fabriquer des chômeurs, ni le développement de PME-PMI, ni l'action de la région en faveur des plus démunis ».

Malgré ses « imperfections » et ses « insuffisances », les treize élus de l'opposition (8 RPR, 4 UDF et 1 non-inscrit) ont décidé d'apporter leur soutien à ce contrat qui, selon le conseiller général de Gagny, Michel Teulet (RPR), « s'inscrit sous le signe de la solidarité dans une France en quête de rééquilibrage ».

MARTINE BOULAY-MIÉRC

Lancement des travaux de la Maison de la culture du Japon à Paris

Atsuhiko Yatabe, ambassadeur du Japon en France, et Jacques Chirac, maire de Paris, ont présidé, mercredi 22 juin, la cérémonie du commencement des travaux de la Maison de la culture du Japon à Paris. Située sur un terrain de 1 670 mètres carrés, loué, pour une somme symbolique, à l'angle du quai Branly et de la rue de la Fédération, dans le quinzième arrondissement, cette maison devrait être inaugurée au plus tard à la fin de 1996. C'est l'aboutissement d'un projet lancé en 1982 et retardé pour des raisons financières.

La création d'un tel centre culturel avait alors été annoncée conjointement par le président de la République, François Mitterrand, et le premier ministre japonais de l'époque, Zenkō Suzuki. En mai 1989, deux comités furent constitués, en France et au Japon, pour réunir les fonds publics et privés nécessaires, soit près de 350 millions de francs.

C'est le plus gros investissement culturel japonais hors des frontières de l'empire, où n'existent pour l'instant que deux centres culturels modestes, à Berlin et à Londres.

Le bâtiment disposera d'environ 4 500 mètres carrés de surface utile selon les plans de l'architecte anglais Kenneth Armstrong, vainqueur en 1989 d'un concours international. La Maison de la culture abritera une salle de spectacle de quatre cent cinquante places, une salle de séminaire, des salles de cours, une salle d'exposition de 440 mètres carrés, une médiathèque de 640 mètres carrés, un service audiovisuel, un pavillon de cérémonie de thé sur le toit et un restaurant panoramique côté Seine.

OLIVIER SCHMITT

► Association pour la construction de la Maison de la culture du Japon à Paris, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 42-96-62-05.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

L'AFFRONTEMENT. Film suédois de Susanne Osten, v.o. : Utopia, 6 (43-28-94-65).

LES AVENTURES D'HUCKLEBERRY FINN. Film américain de Stephen Sommers, v.f. : Forum Orient Express, 1 (38-66-70-87) ; Rex, 2 (38-66-70-23) ; UGC Normandie, 3 (38-66-70-74) ; UGC Convention, 14 (38-66-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (38-66-70-45) ; Les Montparnasse, 14 (38-66-70-42) ; Métrol, 14 (38-66-70-41) ; UGC Convention, 15 (38-66-70-47) ; La Gambetta, 20 (43-38-10-98) ; 38-66-71-44.

BLESSURES SECRÈTES. Film américain de Michael Cotron-Jones, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (38-66-70-23) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-28-94-65) ; La Gambetta, 20 (43-38-10-98) ; 38-66-71-44.

BLUE CHIPS. Film américain de William Friedkin, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (38-66-70-55) ; Publicité Saint-Germain, 6 (38-66-70-55) ; Publicité Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; 38-66-70-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (38-66-70-55) ; v.f. : Rex, 2 (38-66-70-23) ; Gaumont Opéra Français, 9 (38-66-70-55) ; Gaumont Gobelins, 13 (38-66-70-55) ; Gaumont Aléa, 14 (38-66-70-55) ; Gaumont Convention, 15 (38-66-70-55) ; Pathé Clichy, 18 (38-66-70-22) ; La Gambetta, 20 (43-38-10-98) ; 38-66-71-44.

CONHEADS. Film américain de Steve Barron, v.o. : Espace Saint-Michel, 6 (44-07-20-48) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (38-66-70-55) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (38-66-70-42).

LES GRINCHOUX. Film américain de Donald Petrie, v.o. : Forum Horizon, 1 (38-66-70-83) ; Gaumont Marignan-

Concorde, 8 (38-66-70-55) ; George V, 9 (38-66-70-74) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; 38-66-69-24) ; v.f. : Rex, 2 (38-66-70-23) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 38-66-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12 (38-66-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13 (38-66-70-55) ; Métrol, 14 (38-66-70-41) ; Montparnasse, 14 (38-66-70-55) ; UGC Convention, 15 (38-66-70-47) ; La Gambetta, 20 (43-38-10-98) ; 38-66-71-44.

KILLER KID. Film français de Gilles de Maistre : Ciné Beaubourg, 3 (38-66-70-23) ; Les Trois Lumières, 6 (43-38-10-98) ; 38-66-70-42) ; UGC Convention, 15 (38-66-70-47) ; La Gambetta, 20 (43-38-10-98) ; 38-66-71-44.

LES LENINGRAD COW-BOYS RENCONTRENT MOÏSE. Film franco-allemand d'Alfred Kaurismäki, v.o. : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-28-94-65) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-38-10-98) ; 38-66-70-55) ; Gaumont Opéra Français, 9 (38-66-70-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (38-66-70-55).

MY FATHER, CE HÉROS. Film américain de Steve Miner, v.o. : Forum Horizon, 1 (38-66-70-83) ; UGC Odéon, 6 (38-66-70-74) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-38-10-98) ; 38-66-70-55) ; UGC Biarritz, 8 (38-66-70-81) ; 38-66-70-81) ; UGC Mafiot, 17 (38-66-70-81) ; v.f. : Rex, 2 (38-66-70-23) ; UGC Montparnasse, 14 (38-66-70-14) ; UGC Opéra, 9 (38-66-70-44) ; UGC Lyon Bastille, 12 (38-66-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13 (38-66-70-55) ; Gaumont Aléa, 14 (38-66-70-55) ; Mireux, 14 (38-66-70-39) ; Gaumont Convention, 15 (38-66-70-55).

L'ÉLITE SAUVAGE. Film italien de Silvio Agosti, v.o. : Latine, 4 (42-76-47-89).

QUAND HARRIET DÉCOUPE CHARLIE. Film américain de Thomas Schlamme, v.o. : Forum Horizon, 1 (38-66-70-83) ; Gaumont Ambassade,

8 (43-38-10-98) ; 38-66-70-55) ; UGC Normandie, 3 (38-66-70-83) ; v.f. : Rex, 2 (38-66-70-23) ; UGC Montparnasse, 14 (38-66-70-14) ; 38-66-70-14) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 38-66-81-09) ; UGC Gobelins, 13 (38-66-70-45) ; Métrol, 14 (38-66-70-41) ; Montparnasse, 14 (38-66-70-55) ; UGC Convention, 15 (38-66-70-47) ; La Gambetta, 20 (43-38-10-98) ; 38-66-71-44.

LES QUATRE DINOSAURES ET LE CROQUE-MAGIQUE. Film américain de Dick Zondag, Ralph Zondag, Phil Hibbelink, Simon Wells, v.o. : George V, 9 (38-66-70-74) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (38-66-70-83) ; Rex, 2 (38-66-70-23) ; UGC Montparnasse, 14 (38-66-70-14) ; 38-66-70-14) ; George V, 9 (38-66-70-74) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 38-66-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12 (38-66-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (38-66-70-45) ; Métrol, 14 (38-66-70-41) ; UGC Convention, 15 (38-66-70-47) ; La Gambetta, 20 (43-38-10-98) ; 38-66-71-44.

RAPA NUI. Film américain de Kevin Reynolds, v.o. : Forum Horizon, 1 (38-66-70-83) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-28-94-65) ; 38-66-81-09) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (38-66-70-55) ; UGC Normandie, 3 (38-66-70-83) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (38-66-70-13) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; 38-66-69-24) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (38-66-70-23) ; Breugnot, 8 (38-66-70-37) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 38-66-81-09) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 38-66-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (38-66-70-84) ; Gaumont Aléa, 14 (38-66-70-55) ; Gaumont Convention, 15 (38-66-70-55) ; Pathé Clichy, 18 (38-66-70-22).

TROP DE BONHEUR. Film français de Cécile Kahn : Ciné Beaubourg, 3 (38-66-70-23) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23) ; Le Belvédère, 8 (45-61-10-80).

La préparation de la rentrée scolaire

Querelle de chiffres sur les maternelles dans le dix-neuvième arrondissement

Après ceux du quartier de la Goutte-d'Or (« Le Monde » du 18 mai), des parents d'élèves du dix-neuvième arrondissement de Paris ont occupé une école maternelle pour réclamer l'ouverture de classes, en se fondant sur des listes d'attente dont la validité est contestée par le rectorat. Celui-ci envisage, cependant, d'affecter à l'arrondissement treize postes supplémentaires, dont sept en maternelle, afin de faire face à un afflux de population qui a déjoué toutes ses prévisions.

« La liste d'attente est un concept très flou », Pierre Lacroix, inspecteur académique chargé du premier degré au rectorat de Paris, prévient d'emblée les critiques de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) du dix-neuvième arrondissement. Des parents ont occupé symboliquement pendant une semaine, du 13 au 17 juin, l'école Brunet, au motif qu'en maternelle les listes d'attente cumulaient pour la rentrée prochaine approchaient de trois cents enfants en petite section. Ils entendaient également protester contre l'imprévision des services municipaux et académiques.

Dans une lettre en date du 9 mai, en réponse à des parents qui s'alarmaient de ne pouvoir inscrire leur enfant en maternelle, M^{me} Adonard, inspectrice de l'éducation nationale dans le dix-neuvième arrondissement, indiquait simplement que « la directrice de l'école [les] ayant informés tôt, il [leur] était possible de trouver un moyen de garde privée d'ici à la rentrée de septembre 1994 ».

« Un effort sans précédent »

Ce courrier, qui assimile l'école maternelle à une garderie et contredit les objectifs de scolarisation accrue des plus jeunes, prônés par le ministère, est aujourd'hui jugé « maladroite » par le rectorat, d'autant plus que les crèches et l'enseignement privé connaissent le même engorgement que l'école publique.

La municipalité du dix-neuvième arrondissement, saisie de ce problème par la FCPE dès le mois de mars, a fait savoir qu'elle disposait de locaux scolaires pour

faire face à cet afflux non prévu. Michel Buhé, maire (RPR) depuis le 15 mars dernier, n'a pas tardé à renvoyer la balle dans le camp de l'académie, menaçant même de descendre dans la rue aux côtés des parents pour réclamer la création de postes supplémentaires. Il souligne, aussi, la présence d'une vingtaine d'enfants du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), venus grossir les rangs d'une des écoles de son arrondissement.

Après une série de concertations, M. Lacroix, au rectorat, a donc décidé de proposer, le 4 juillet prochain, lors de la réunion du conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN, instance paritaire où sont représentés par tiers les représentants du personnel, les élus municipaux et les usagers), treize ouvertures de classes supplémentaires, dont sept pour la maternelle. « Cette demande constitue un effort sans précédent », souligne-t-il. Sur l'ensemble des postes du premier degré parisien (huit mille deux cent cinquante instituteurs) et après équilibrage entre les ouvertures et les fermetures de classes, l'inspecteur ne disposait que de cinq ou six emplois pour les ajustements de dernière heure. Le dix-neuvième arrondissement absorbe donc d'un coup toutes les capacités de réponse de la capitale.

A la direction des affaires scolaires de la ville (DASCO), Patrice Obert, sous-directeur à l'organisation prévisionnelle, admet que certains arrondissements, comme le dix-huitième, le dix-neuvième et le vingtième, échappent aux calculs des statisticiens. Ceux-ci se fondent sur des modèles incluant les programmes d'aménagements immobiliers (la taille des appartements, les aides sociales éventuelles sont autant d'indices du nombre d'enfants attendus), mais aussi sur les statistiques des années antérieures et le nombre d'enfants dans les crèches. « Les modèles statistiques ne prennent pas en compte les familles immigrées », indique-t-il. « Bien que ce ne soit pas l'explication majeure », prévient-il, le taux de natalité de ces populations, mais aussi la polygamie, peuvent égarer les prévisionnistes. Les squatters brouillent les pistes également.

Les objectifs de M. Bayrou

« Il est possible qu'on ait anticipé sur les propositions du ministre de l'éducation nationale, qui n'interviendront qu'à partir de la rentrée 1995 », avance, en outre, M. Lacroix. François Bayrou a en effet proposé d'amener les effectifs des classes maternelles classées en zone d'éducation prioritaire (ZEP) à vingt-cinq enfants (1). Il pourrait également s'agir d'un simple rattrapage : l'arrondissement souffrait jusqu'alors d'un taux de scolarisation inférieur aux autres, et la crise a pu pousser les parents à choisir l'école gratuite.

Ces hypothèses ne suffisent pourtant pas à expliquer une erreur de prévision, maintenant reconnue par le rectorat, portant sur près de 200 élèves. Les statisticiens se replient donc sur l'excuse fournie chaque fois qu'ils sont pris en défaut : la mobilité de la population. « Dans l'arrondissement, un tiers des habitants est remplacé tous les cinq ans », observe, à leur décharge, le maire de l'arrondissement, mais si les parents continuent à réclamer des postes supplémentaires, M. Lacroix persiste à penser qu'on ne tiendra l'explication, et les comptes exacts, que le jour de la rentrée.

HERVÉ MORIN

(1) Selon le rectorat, la mise en œuvre de cette proposition se traduira, dans la capitale, par la création de près de cent cinquante postes et nécessitera la construction par la Ville de plusieurs dizaines d'écoles.

Le Monde présente

La série parue à l'occasion du 50^e anniversaire du débarquement

Les vétérans du jour J

Dix-huit témoins racontent le débarquement.

Avec la chronologie, les cartes panoramiques, les photos, les musées du débarquement.

HORS SÉRIE LE MONDE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

52 pages

26 F

صك: احن الأصل

CULTURE

LA TÉTRALOGIE de Wagner au Châtelet à Paris

Les moments-clés, la discographie idéale

Une nouvelle *Tétralogie* voit le jour à Paris. Ses quatre volets seront répartis par moitié entre cette fin de saison (*l'Or du Rhin*, la *Walkyrie*) et la rentrée d'octobre (*Siegfried*, le *Crépuscule des dieux*). L'entreprise est titanique : mettre sur pied quelque douze heures de spectacle, réparties en un prologue et trois « journées », mobilisant près de trente chanteurs et des chœurs, nécessitant plus de cent cinquante heures de répétition d'un orchestre (le national de Radio-France) qui n'a jamais affronté cette œuvre, sous la direction de Jeffrey Tate, qui fut l'assistant de Pierre Boulez à Bayreuth. Le dernier *Ring* vu à Paris était une production nippone, accueillie au Théâtre des Champs-Élysées en 1988 (direction Klobucar, mise en scène Mesguich). La dernière grande réincarnation européenne du monument wagnérien était en 1981 celle de la Monnaie de Bruxelles (mise en scène Wernicke, direction Cambréling), l'Opéra de Francfort la reprend en octobre.

■ **TÉNACITÉ.** – Il faut à Wagner un quart de siècle pour venir à bout – livret et musique – de son grand œuvre. Personne ne l'afronte, depuis, sans efforts. Trouver ses repères dans la vieille mythologie germanique ; discerner les dieux « blancs » (les enfants de Wotan, au *Waldhalla*) des dieux noirs (la descendance d'Alberich, cachés dans les entrailles de la terre) ; passer par la triviale des jeux de pouvoirs humains pour assister à la faillite des manœuvres divines en leur *Crépuscule*... le « wagnéromanie » ne doit pas manquer de ténacité.

■ **KIT.** – Nous avons pensé au profane, à l'exclu potentiel. Suivre une *Tétralogie* coûte cher. Trouver des places suppose qu'on s'y soit pris à temps. Et elles ont été prises, d'assaut, depuis des mois, au Châtelet. L'amateur désargenté se branchera sur France-Musique, qui retransmet les quatre épisodes en direct ou en différé. Nous avons voulu le faire rêver en lui signalant sur quels enregistrements il pourrait trouver chaque grand moment de la *Tétralogie* à son sommet. Un *Ring* idéal, en quelque sorte. Toutes les versions ici conseillées sont accessibles sur disques compacts (et parfois, également, sur disques vidéo). Les rares exécutions figurant dans cette sélection qui n'ont pas encore été rééditées sur disques argentés vont être dans un avenir proche. Un fouilleur un peu acharné peut les trouver en mono chez les disquaires spécialisés.

A. Ry.

Cinq cycles deux séries

La distribution de la *Tétralogie* au Châtelet devrait être dominée par le Wotan de Robert Hale, la Brünnhilde de Sabine Haas, à laquelle succédera Gabriela Schnaut, le Siegmund de Jyrki Niskanen et la Sieglinde de Karen Hufstodt (deux prises de rôle). L'Orchestre national de Radio-France est dirigé par Jeffrey Tate, la mise en scène signée par Pierre Strosser, les costumes étant de Pierre Cauchetier. Entre cette fin de saison et le début de la saison suivante, le cycle wagnérien complet verra cinq exécutions successives. Les 25 et 26 juin, les 14 et 16 octobre. Les 29 et 30 juin, les 21 et 23 octobre. Les 2 et 3 juillet, les 27 et 28 octobre. Le 31 octobre, les 1^{er}, 4 et 6 novembre. Les 8, 9, 11 et 30 novembre, à 19 heures (*l'Or du Rhin*), 18 heures (*la Walkyrie*) et 17 heures (*Siegfried*) et le *Crépuscule des dieux*. (La première exécution de *l'Or du Rhin* est diffusée en direct sur France-Musique. Des conférences, animées par Jean-Pierre Derrien, sont prévues au théâtre les 7, 9, 14 et 16 juin, à 19 heures. Places : de 120 F à 1 000 F. Théâtre du Châtelet, M^o Châtelet, tél. : 40-28-28-40.

l'OR DU RHIN (Prologue)

Apparition de l'Or

Les Filles du Rhin folâtraient gaiement dans l'eau. Soudain, au fond du fleuve, brille une lueur. Enivré par leur propre chant, les trois gardiennes de l'Or révèlent le secret pouvoir de leur trésor. Sa possession assurera à son propriétaire la puissance sur le monde, à condition de renoncer auparavant à l'Amour, seule chose que l'Or ne saurait acheter. Les figures fluides de l'orchestre, les arpeges et les gammes de cordes, donnent l'impression infiniment sensorielle et érotique de la liquidité, de la transparence. Tel un rayon de soleil, la fanfare de l'Or retentit, doucement, rêveusement, au cor.

► A écouter : la soirée de la réouverture du Festival de Bayreuth en 1951. L'un des plus remarquables rôles des Filles : Schwertlebe, L. Wiesmann, H. Töpper, dir. Karajan (Melodram, CD).

Malédiction de l'Amour

Alberich entend devenir maître de l'Or. Il clame son refus de l'Amour et dérobe l'Or du Rhin. C'est la chute vers l'abîme, le rire du gnome, la vaine poursuite des Filles qui se lamentent sur la perte du trésor. Leur chant se décompose dans la peur, dans les spasmes de l'orchestre qui déchaine des flots de tempête. La nuit, symbolique, tombe. La mélodie de l'Amour s'est perdue dans les ténébreux.

► A écouter : Gustav Neidlinger, Immense, inoubliable Alberich, dans le premier *Or du Rhin* enregistré en studio, dirigé par Solti en 1958 (Decca, CD).

Arrivée des Géants

Voici l'heure des comptes rendus. Fasolt et Fafner ont construit pour les dieux un splendide château, Walhalla, et viennent réclamer leur dû. Wotan a promis de leur livrer en paiement la belle déesse Freia, symbole de jeunesse. Les brutes exigent le respect du contrat, Wotan finasse et rusé. Car Freia, en cueillant les Pommes sacrées, assure aux dieux une éternelle jeunesse. Cuites et timbales pour les statues lourdes et carrées des Géants, sources lignes du hant-bois pour la femme, objet d'un marché malhonnête. A chaque mesure, l'imprévisible surgit.

► A écouter : Josef Groll et Ludwig Weber, effrayants, inoubliables en Fafner et Fasolt à Bayreuth en 1953, dir. Clemens Kraus (Lauda ou Foyer, CD).

Arrivée de Loge

Dieu de l'artifice et de la ruse, Loge apparaît, nimbé de musique fascinante et fuyante. Son récit est subtil comme une flamme crépitante. Il a parcouru le monde pour trouver ce qui pourrait bien remplacer la présence d'une femme. Il n'a trouvé personne d'assez fou pour renoncer à l'amour, sauf Alberich, détenteur d'un anneau forgé avec l'Or. Loge, personnage ambigu, est pareil à Ulysse, qui malgré sa fourberie attire la sympathie vouée aux esprits subtils, aux errants, aux aventuriers. Son motif se plie à mille contextes, versatile comme le personnage, que l'orchestre suit pas à pas, épousant la sinuosité du texte avec une souveraine liberté.

► A écouter : Wolfgang Windgassen, Loge impressionnant, demi-dieu humain, avec Theo Adam en Wotan, dir. Karl Böhm, 1953 (Philips, CD).

Démonstration du Tarnhelm

C'est l'histoire du Chat botté - merci Perrault. Mime a forgé pour son frère, Alberich, un Heaume magique qui rend invisible mais omni-présente celui qui le porte. Appelé Tarnhelm, sa puissance est liée à la possession de l'Anneau. Loge, par un habile jeu de provocations, conduit Alberich à en faire la démonstration. Dans une colonne de fumée apparaît sur scène un serpent, infiniment grand. Et infiniment petit, c'est possible aussi ? Qui ! Victime de sa vantardise, Alberich se transforme en petit crapaud... Alors le piège se referme sur lui et le propriétaire de l'Anneau devient prisonnier de

Wotan. L'orchestre se transforme à vue : harmonies étranges, suspenses, cors bouchés *planissimo*, dans un halo sonore, inquiétant, immobile. Nuit et brouillard, dit le gnome. Magie sonore répond la fosse.

► A écouter : Zoltan Kelemen, Alberich déchiré, épuisé, humilia. Avec Dietrich Fischer-Dieskau en Wotan, *l'Or du Rhin*, dir. Karajan, 1967 (DG, CD).

Malédiction de l'Anneau

La scène est intense. Alberich est dépouillé de tout. Le dieu noir est pillé par le dieu blanc. Wotan lui prend l'Or et le Heaume. Puis se jette sur le gnome et lui arrache l'Anneau du doigt. Ivre de colère et de désespoir, le Nibelung lance une malédiction sur l'Anneau et

wagnérienne, une rareté absolue, avec l'Orchestre du Met de New-York, dir. Erich Leinsdorf, 1940 (Walhall Records, CD). 2. Jon Vickers, Siegmund visionnaire (magnifique son secour), et Leonie Rysanek, Sieglinde éblouissante, rêvée par Wieland Wagner, dir. Hans Knappebush, Bayreuth 1958 (Haut, CD). 3. Régine Crespin et James King, étonnés dans une chorégraphie de voix et une chorégraphie de timbre qu'ils transforment en torche, dir. G. Solti, 1966 (Decca, CD).

Confession de Wotan à Brünnhilde

Grande scène narrative, monument de sincérité divine, devant sa fille très aimée. Le destin des personnages du *Ring* se dévoile ici par de fréquents retours en arrière, aux temps de *l'Or du Rhin* et avant ceux de la *Walkyrie*. Wagner considérait cette longue confession de Wotan, statique et tournée



WAGNER D'ANDRÉ TURÉVÉD, DU CHÂTELET

La première tuerie du « Ring ». Pour un anneau, Fafner abat Fasolt. Les dieux observent.

celui qui le portera, ce qui éternellement entraînera la mort de son possesseur. Présenté à nu par la voix seule, c'est l'un des motifs les plus obsédants de la *Tétralogie*.

► A écouter : Oskar Kuss, magnétique et scintillant Alberich, dir. Rudolf Kempe, Bayreuth 1960 (Melodram, mono).

Apparition de Walhalla

Un moment de paix. Wotan et les dieux sont perdus dans la contemplation muette d'un spectacle splendide. Après l'orage, le château si chèrement acquis respire dans un arc-en-ciel éblouissant de lumière. Comme « saisi d'une grande idée » (Wagner dixit), Wotan baptise et salue la demeure dans un monologue où la voix chante pour la beauté... du chant !

► A écouter : Hans Hotter, pour sa profondeur, sa splendeur vocale, son mépris du personnage de Wotan, dir. Hans Knappebush, Bayreuth 1958 (Haut, CD).

LA WALKYRIE (Première journée)

La nuit de printemps

Le célèbre Lied de Siegmund, long et beau chant pur, si rare chez Wagner, si attendu aussi, si désiré. Sieglinde sait maintenant qu'elle a un frère jumeau. C'est lui le héros libérateur qu'elle attendait. La réponse de Siegmund, passionnée, triomphante, est l'un de plus beaux moments de l'œuvre : le portail s'ouvre soudain – pour laisser entrer le printemps... Lorsque la tension érotique atteint son point culminant éclate le thème héroïque et tendre, lié à l'épée. Siegmund s'empare de la lame, le frère et la sœur se reconnaissent une ultime fois et s'éteignent dans la nuit de printemps, tandis que l'orchestre poursuit sa folle course.

► A écouter : trois couples inoubliables. 1. La vision la plus humaine, avec Lauritz Melchior, Siegmund au chant naïf, étonnant, puissant, et Lene Lehmann, Sieglinde au timbre charnel. Un monument de l'histoire du chant dans la plus étonnante scène

vers l'intérieur, comme l'épisode le plus important de toute la *Tétralogie*. Musicalement tout est comme ancré dans le grave, ponctué des pulsations sourdes de timbales. Par-delà le silence des mots, les thèmes parlent.

► A écouter : Hans Hotter, intense, ex-corté, presque amoureux, face à Astrid Varnay, Brünnhilde inspirée et vaillante, dir. Clemens Kraus, Bayreuth 1953 (Lauda ou Foyer, CD).

L'annonce de la mort à Siegmund

Brünnhilde vient annoncer à Siegmund sa condamnation à mort. Mais cette messagère au cœur froid, face à la révolte de Siegmund, décide de changer l'issue du combat, de transgresser l'ordre de son père, de sauver le frère et la sœur ! De sauver aussi l'enfant que Sieglinde porte en son sein. La compassion de Brünnhilde retentit à l'orchestre, en vagues déferlantes.

► A écouter : Régine Crespin, Brünnhilde lumineuse, féminine et chaleureuse, avec Jon Vickers en Siegmund poétique, exténué, dir. Karajan, 1966 (DG, CD).

La chevauchée des Walkyries

Brünnhilde est en fuite devant Wotan. Joué à rideau fermé, le célèbre prélude, dit la *Chevauchée*, fait éclater ses fusées orchestrales dans un déploiement somptueux de couleurs et de fanfares. Une seule formule rythmique, obsédante, répétitive, nourrit le morceau entier, bruyant et tourmentant sur lui-même jusqu'à saturation, mais d'une efficacité légendaire.

► A écouter : sous la baguette d'Arturo Toscanini, la NBC Symphony Orchestra (RCA, Toscanini Edition, vol 52, CD).

Stances de Brünnhilde

Le père seul face à sa fille. A l'heure même où il va la châtier (elle sera abandonnée sur le rocher et privée de sa condition divine), son amour pour elle est tendre et grave. Fier et fille sont comme fascinés par leur attraction ambiguë, aux résonances d'amour et de

mort. C'est la plus émouvante scène du *Ring*, ample mélodie de couleurs sensuelles ponctuée de silences.

► A écouter : Kirsten Flagstad, pour son absolue maturité vocale, le rayonnement, face à Wotan, de Ferdinand Franz, sous la direction de Furtwängler à Milan, en 1950 (Venus, CD).

Les adieux de Wotan à Brünnhilde

C'est la longue étroite muette du père et de la fille, que le thème de l'Amour de Wotan colore de sa nostalgie, de sa force irrésistible. Le rocher de Brünnhilde sera entouré d'un anneau protecteur de flammes. Le baiser sur les yeux plongera la Walkyrie dans sa longue nuit, aux sons arpegés du sommeil magique.

► A écouter : Rudolf Sackmaier, en 1930, à Berlin, malgré le brouillard sonore, un Wotan immense, classique, inoubliable... sauf dans « Les introvables du chant wagnérien » (EMI, CD).

SIEGFRIED (Deuxième journée)

Hallucinations de Mime

Affolement et délire : un grand moment de peinture musicale wagnérienne, une formidable progression chromatique au service d'une représentation psychologique presque réaliste, aspect le plus romantique de Wagner, proche du symphonisme de Liszt, de Berlioz.

► A écouter et à voir : Heinz Zedlitz, l'inoubliable Mime de Châtelet, sous la direction de Pierre Boulez (Philips, live de Bayreuth 1980, CD, en DVD, Philips Vidéo).

Murmures de la Forêt

Une métamorphose magique. Siegfried s'interroge sur la figure de son père et de sa mère. La Forêt autour de lui murmure de façon affectueuse et complaisante. Une sorte de *Symphonie pastorale*.

► A écouter : Siegfried Jerusalem, le meilleur rôle actuel du rôle, sous la direction raffinée de Bernard Haitink, en 1990 (EMI, CD).

Jeu avec l'Oiseau

Suite pastorale de murmures de la Forêt, et première voix de femme depuis le début de l'épisode ! Qui apprendra au jeune homme tant de choses merveilleuses sur la vie. Heureuse travail théâtrale aussi, car aux instruments chantants succède la voix humaine, celle d'une soprano colorature.

► A écouter : I. Une merveille d'Oiseau : Rita Strach, à Rome en 1953, sous la direction de Furtwängler (EMI, live, CD). 2. L'historique et indispensable Siegfried de Lauritz Melchior, en 1937, au Metropolitan Opera, dir. A. Bodansky. (Music & Arts, live, CD).

Éveil de Brünnhilde

Un instant splendide, une reconnaissance amoureuse immédiate, avec une triple invocation : au soleil, à la lumière, au jour. Comme projetés dans l'espace et le temps, les héros se jettent dans un duo éperdu, soutenu par les déchirements de l'orchestre.

► A écouter : une Brünnhilde radieuse, monumentale, d'Astrid Varnay, face à Wolfgang Windgassen à son absolu zénith, à Bayreuth en 1953, dir. Clemens Kraus (Lauda ou Foyer, live, CD).

LE CRÉPUSCULE DES DIEUX (Troisième journée)

Adieux de Brünnhilde à Siegfried

Leur amour n'est ni contemplation ni oubli du monde : ce ne sont pas Tristan et Isolde ! C'est elle qui prend la parole pour inviter son amant à de nouveaux exploits. Elle lui a transmis tout son savoir, lui donne son bien le plus précieux : cet Anneau qui lui a permis de la conquérir. Les voici désormais au seuil de la mort. Siegfried s'en va.

► A écouter : Kirsten Flagstad, grandes de son, lumineuse du visage et de voix, avec Max Lorenz, Siegfried, exténué, avec cette participation joyeuse à l'amour comme à la mort qui le rend irrésistible. Direction Furtwängler, Scala de Milan 1950 (Venus, live, CD).

Voyage de Siegfried sur le Rhin (Interlude instrumental)

Page évocatrice plutôt que descriptive. Jouée à rideau fermé,

c'est le passage entre le monde de la nature mythique et celui de la civilisation. Après les grands déchirements, l'orchestre retrouve sa clarté tonale, le thème majestueux du Rhin, ses vagues montantes. Mais la fin du voyage est sombre, les trois trompettes annoncent les périls : pièges, viol et meurtres.

► A écouter : l'un des trois K : Kram, Keilberth ou Karajan.

L'ambassade de Waltraute

C'est l'ultime message de Wotan : par la voix de Waltraute il supplie Brünnhilde de rendre l'Anneau au Rhin. Sinon, la fin des dieux est inéluctable. Dans un chant sobre, angoissé, Waltraute raconte le désespoir de Wotan. Brünnhilde la chasse, aux sons de l'orchestre zébré d'éclairs.

► A écouter : Christa Ludwig, une Waltraute gigantesque d'émotion, face à Birgit Nilsson, tragédienne impérieuse, toutes deux mises en valeur par Solti (Decca, CD).

Viol psychique de Brünnhilde

Le cor lointain annonce Siegfried. La joie de Brünnhilde d'abord. Puis le cri terrible, à nu : Trahison ! Car elle voit un autre homme ! Deux amants sont face à face, sans se reconnaître. Siegfried, enveloppé par le philtre que lui ont fait boire ses ennemis, a changé de voix, ses phrases sont hachées, hésitantes, trouées de silences. Brünnhilde hurle son horreur, sa peine, sa honte.

► A écouter : Fritz Lehner, profondément déchiré, face à Lauritz Melchior : deux rayonnements jamais égalés, avec Thomas Beecham au pupitre, en direct de Covent Garden, 1936 (Legato).

La révélation de la trahison

La scène capitale, l'une de plus fortes des quatre volets. Brünnhilde cherche désespérément à comprendre la cause de son échec. On perçoit à travers le rythme syncope le battement d'un cœur. Et tout à coup, elle sait. La tension éclate, le motif de la déresse explose vers l'aigu et se termine sur un cri.

► A voir et entendre : Gwyneth Jones, au grand oiseau blanc bleuté, inoubliable dans sa confrontation avec le Siegfried de Manfred Jung, dir. P. Boulez (Philips, DVD).

La mort de Siegfried

A l'instant suprême, le salut au monde. Siegfried meurt dans l'extase, son regard intérieur a retrouvé enfin Brünnhilde. C'est la musique du Réveil de Brünnhilde à la vie qui accompagne le délire de Siegfried. Un lourd silence suit la mort du héros. Les timbales funèbres préparent le cortège de la Marche. Elle éclate alors dans un brutal défilé de grands thèmes, obédants et solennels.

► A écouter : Wolfgang Windgassen au plus haut de l'inspiration, à Bayreuth en 1956, dir. Hans Knappebush (Melodram, live, mono).

La fin du monde des dieux

Brünnhilde a retrouvé sa stature divine. Son grand monologue de soprano dramatique est un dernier salut à ce monde qui disparaît dans un immense brasier. Les flots du Rhin envahissent l'espace, les Filles du Rhin retrouvent enfin leur trésor. La musique, symbole de la rédemption par l'amour, conclut cette histoire circulaire, et suggère son éternel recommencement.

► A écouter : la très serene Brünnhilde de Martha Mödl, soumise quand même à Bayreuth en 1953, sous la direction de J. Keilberth. (Melodram, live, mono).

Ce dossier a été réalisé par Michel Pazzaro à partir de la nouvelle édition du *Ring* par l'*Avant-Scène Opéra*. Y ont contribué en particulier André Boucourechliev, Pierre Filinois et Dominique Jarnaux.

► **L'Avant-Scène Opéra**, livrets bilingues commentés et illustrés, études, discographie et vidéographie comparée, analyses musicologiques, historiques, politiques, sociologiques, des entrées avec les interprètes des diverses époques, les grandes productions du passé, toutes les mises en scènes et les distributions à travers le monde. Quatre volumes reliés en un coffret cartonné, 750 pages, 550 F.

MUSIQUES

DIALOGUES DES CARMÉLITES au Palais Garnier

Pendant les travaux, le talent s'affirme

Depuis trois mois, l'Ecole d'art lyrique de l'Opéra national de Paris s'est consacrée à Francis Poulenc, disparu voilà trente ans. *Dialogues des carmélites*, le chef-d'œuvre du compositeur, vient d'être représenté dans le cadre des travaux d'élèves de fin d'année.

Trois parois murales dépouillées vert-de-gris, tantôt grand salon d'un hôtel particulier (celui du Marquis de la Force), tantôt sacristie, cellule ou chapelle. Le rideau reste constamment levé, les interludes se jouent à découvert : rien ne bouge, hormis quelques mouvements significatifs et mineurs. Seul « accessoire », le fauteuil du Marquis, aux pieds duquel sa fille Blanche de la Force, agnoulée, annonce sa décision de retraite. Il devient, au tableau suivant, celui de la Prieure. Mais celle-ci ne s'y assiera point, et pour sa scène d'agonie, à la fin du premier acte, il n'y aura point de lit. L'assistance murmure un peu lorsque la Prieure, debout et hallucinée, demande qu'on ait « la bonté de relever » son oreiller. C'est dire que le metteur en scène, Alain Garichot, frôle la gageure – et le gag. Mais, comme au début de *Pelléas et Mélisande* de Pierre Strasser pour l'Opéra de Lyon, où Golaud monologue en robe de chambre dans un fauteuil, l'on comprend vite que Garichot a eu l'idée risquée, mais magnifique, de concevoir cette scène capitale comme une « scène de folie », où la Prieure blasphème, dit l'absence de Dieu et crie sa peur de la mort.

Sylvie Brunet, « artiste invitée », elle-même ancienne élève de l'Ecole de chant de l'Opéra, y est incroyablement force scénique : elle meurt debout et, dans la scène où son corps est exposé dans la

chapelle (au début du second acte, que l'on a accolé au tableau précédent afin de reprendre l'ouvrage sur l'« air » de la seconde Prieure : idée surprenante mais convaincante), elle se tient les yeux rivés au ciel, gisant dressée du plus glaçant effet. Dans un rôle que l'on distribue d'habitude aux carrières finissantes, Sylvie Brunet, comme elle fut dans *Armide* de Lully (*le Monde* du 28 novembre 1992), se révèle magistrale : audible, jouant du registre de poitrine à la perfection, elle est une Prieure moins expressionniste mais aussi bouleversante que celle de Felicity Palmer, entendue à Genève la saison passée.

Une production juste et essentielle

Autour d'elle, les élèves de l'Ecole d'art lyrique font bonne impression et donnent à croire en un renouveau de l'école de chant française, même si le travail d'acteur mérite d'être poursuivi pour la plupart d'entre eux. Les hommes sont scéniquement et vocalement assez plats, à l'exception du Marquis de la Force (Frédéric Goncalves), belle voix timbrée, et de l'Aumônier (Rémi Garin), voix moins belle mais émouvante et très clairement audible.

Du côté des dames, autrement essentielles en ce cadre, l'on remarque de belles natures vocales, mais rarement intelligentes : la Blanche de Lucienne Deval est souvent émouvante, mais, au fil du spectacle, elle perd de sa projection vocale. On la comprend peu dans l'aigu et on l'entend mal dans le grave (le rôle fut écrit pour Denise Duval, qui avait un bas médium naturellement timbré). La seconde Prieure

(Anne-Marguerite Werster) est de grande classe : la voix est large, et le timbre parfois un peu métallisé mais superbe. Reste à la jeune chanteuse à stabiliser la justesse et à améliorer sa diction. Anne Parvul assume un rôle difficile : Mère Marie demande une voix longue et puissante de mezzo-soprano. Avec un visage qui n'est pas sans rappeler Barbara, elle est l'une de celles qui habitent le mieux l'espace au vu de Garichot et le décorateur Denis Fruchaud. Son talent est très prometteur, et l'on souhaite l'entendre dans un rôle moins difficile. Constance, autre rôle clé de l'ouvrage, est interprétée par Aviva Many Lacterman, jeune et charmant soprano léger : le timbre est joli, la diction exige encore quelques progrès.

A entendre les quelques phrases *a capella* des protagonistes, soudainement parfaitement intelligibles, on se rappelle que l'orchestration assez épaisse de Poulenc demande les plus grands soins de la part du chef, sinon il couvre les voix les plus aguerries. Cyril Diederich, s'il a « tenu » fermement l'ouvrage de bout en bout, n'y a pas été assez attentif. L'orchestre manquait de raffinement et jouait constamment fort.

Cette production, exemplairement économique, juste et essentielle, est l'une des plus belles qui aient été données de cet ouvrage. Hugues Gall se doit de nous la redonner lors des prochaines saisons de l'Opéra : rendu à une distribution intérieurement professionnelle, elle devrait pouvoir rendre justice à ce chef-d'œuvre lyrique du vingtième siècle, trop absent de la scène parisienne.

RENAUD MACHART

► Ecole d'art lyrique de l'Opéra de Paris, 120, rue de Lyon, 75012 Paris, tél. : 40-01-17-39, fax : 40-01-16-16.

ARTS

JAUME PLENSA à Valence

Un sculpteur, une ville

VALENCE

de notre envoyée spéciale

La Poésie est à la gare ; le Pays au cimetière ; le Douce derrière la cathédrale ; la Religion dans une impasse, et la Lumière dans la semi-pénombre de la rue des Repenties. La Haine à les pieds dans l'eau polluée du Rhône, au port industriel de l'Epervière. Pour l'Amour, il faut grimper sur la colline et remonter le temps, jusqu'aux ruines du château de Crussol.

Le sculpteur catalan Jaume Plensa a choisi ces lieux et quatre autres pour y installer les vingt et une portes de fonte où sont gravés ces mots-là : une œuvre unique, en fait, en vingt et un fragments, sculpture-littéraire et texte éclairé, pour inviter à lire la ville. Avant lui, en 1990 et 1992, Mark Di Suvero et Etienne-Martin avaient plutôt utilisé l'espace urbain comme un vaste musée ouvert, et leurs sculptures, parfois monumentales, transformaient le décor quotidien. Les portes de Plensa, elles, exigent une recherche pour apparaître. Elles ne dilatent pas le musée mais le font oublier.

Le passant non prévenu peut très bien ne pas les remarquer, ou croire qu'elles sont là depuis des siècles. Seuls les plus attentifs enregistrent les détails insolites : une hauteur inhabituelle, des gonds disposés comme ils le sont d'ordinaire à l'intérieur d'une pièce, et ces mots gravés, trop universels pour servir d'enseignes. Le matériau, qu'il ait gardé sa couleur sombre d'origine ou se soit oxydé jusqu'à l'orange le plus vif, peut être confondu avec un bois peint ou patiné. A peine distingue-t-on la trace de la chaîne utilisée pour le transport du bloc de métal. Jaume Plensa a voulu ce « trompe-l'œil », pour que chaque porte garde sa fonction d'ouverture sur un au-delà ou un en-deça imaginé. Plutôt que d'installer des

phares, des repères ostentatoires, il a disposé des machines à rêverie.

Avant de choisir les emplacements, le sculpteur a beaucoup marché dans la ville, compulsant les grimoires locaux entre deux promenades exploratoires. Il a découvert une cité marquée jadis par les cultes de Cybèle et Janus, vouée aux rituels d'échange, de passage : une mémoire particulièrement sensible dans les lieux historiques comme la cathédrale, mais aussi sur les pentes reliant le fleuve aux remparts, dans le réseau de ruelles et jardins qui est un des charmes de Valence.

Vingt et un « miroirs noirs »

La première qualité de son œuvre valentinoise est d'entraîner les visiteurs vers des lieux magiques comme le square Saint-Ruff, ancienne propriété abbatiale, ou l'étonnante impasse de la Cascade des Moulins, au-dessus d'un canal qu'on aperçoit par un trou dans le sol. Entre un mur lépreux et l'escalier peint en bleu d'un club de karaté, cette porte-là pourrait passer pour l'entrée d'un débris ; elle a pourtant une aura troublante, comme si elle donnait accès aux dessous les plus secrets, les plus sacrés de la ville.

Jaume Plensa, qui depuis une quinzaine d'années utilise la sculpture non pour produire des objets mais pour raconter des histoires en activant des émotions, dit avoir voulu tendre aux habitants

de Valence vingt et un « miroirs noirs ». Des songes multiples ainsi reflets, quelques traces se sont inscrites sous forme de graffiti. Il a accepté d'avancer les cœurs fiéchés et les déclarations rivales (qui n'ont pas tardé à apparaître ici ou là) : une façon de démocratiser l'œuvre en admettant tous les modes de dialogue.

L'autre dimension populaire de son intervention urbaine a consisté à installer de petites sculptures dans vingt et un magasins du centre ville – des bronzes ou pièces de fonte réalisés au cours des dernières années. Plensa y combine des motifs récurrents comme la corne ou la conque avec des objets quotidiens poétiquement détournés. Le pouvoir de suggestion de ces petites pièces est souligné, avec une résonance humoristique ou tragique, par le lieu choisi pour leur présentation. Un coquillage cohobait érotiquement avec des dessous féminins, une corne d'abondance voisine avec des urnes funéraires, un crâne grimace au-dessus des postiches d'un perruquier. Pendant ce temps, le Musée de Valence est vide, momentanément inutile. N'y demeure, dans la cour d'entrée, qu'une haute porte de fonte où est gravé le mot « Hasard ».

BERNADETTE BOST

► Biennale Un sculpteur, une ville, jusqu'au 4 septembre à Valence. Le 25 juin à 19 h 30, rencontre sur « l'œuvre et l'espace public », autour de Jaume Plensa, au Musée de Valence. Tél. : 75-73-20-80.

THÉÂTRE

RAINER MARIA RILKE à la Maison de la poésie

Une île enchantée sur le toit des Halles

Les habitants de Paris et ceux des régions de la France et des pays étrangers qui escalent ou qui s'attardent à Paris se retrouvent désormais nombreux, le soir, dans l'île enchantée, perchée sur le toit des Halles, qu'est la Maison de la poésie.

C'est avec une présence d'esprit et une touche sensible très rares qu'Ophélie Orechia et Michel de Maulne ont conduit, année par année, ce théâtre à son étonnante dimension. Ils accueillent les plus grands écrivains, du monde entier, du vingtième siècle, mais aussi du dix-neuvième comme Melville ou Baudelaire. Chaque fois, ils ont su convaincre les responsables des bibliothèques, des musées, comme les ayants droit privés, de leur confier les photos, les objets, les papiers des poètes. Et les acteurs les plus aimés viennent dire, jouer les textes.

Ce qui est tout à fait singulier, dans cette maison, c'est l'alliance de la dimension de culture et de création, de la part des animateurs, des metteurs en scène, des décorateurs, et évidemment des acteurs, et d'autre part le climat de simplicité, d'accueil amical, de ces soirées. Un accès on ne peut plus raffiné et souriant est offert aux œuvres les plus élevées des

poètes du monde entier. Actuellement, le climat est plus agité, car les fans de Laurent Terzieff, fiévreux à point, « fêtent », comme s'ils étaient au Zénith, chacun des poèmes de Rainer Maria Rilke que leur idole module rêveusement, nostalgiquement, en grand chanteur ténébreux des steppes d'Asie centrale. Il est relayé par Pascale de Boysson, un peu plus comtesse de Ségur, et Claude Aufaure, qui sait dire les pages des *Cahiers de Malte Laurids Brigge* comme s'il était Rilke lui-même. C'est poignant.

La Maison de la poésie est située sur la terrasse qui domine la grande cour du Forum des Halles, mais Ophélie Orechia et Michel de Maulne ont littéralement exhumé, en vrais archéologues, à 150 mètres de là, une salle de théâtre qu'avait utilisée Molière, et qui était restée scellée depuis des centaines d'années. Si les travaux de restauration ne prennent pas de retard, ce théâtre ouvrira en 1995.

M. C.

► Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001, Paris. Tél. : 42-36-27-53. Métre Les Halles-Châtelet ou Rambuteau. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Places 100 F.

Table ronde pour le TNP

« Rien de fondamentalement nouveau n'a été décidé, mais un dialogue s'est ouvert », a indiqué Michel Bataillon, conseiller de la direction du TNP, après la table ronde du 22 juin qui s'est tenue avec les représentants du théâtre, de l'Etat, de la région, du département et de la commune. Elle était consacrée aux graves difficultés financières que traverse le théâtre (*le Monde* du 15 juin). Si l'Etat a redemandé au TNP « l'application stricte du plan d'économies et de maîtrise des dépenses », en revanche, pour la première fois, le conseil général du Rhône a promis d'aider ponctuellement à la production d'un spectacle, en l'occurrence la nouvelle mise en scène pour la Comédie-Française d'*Occupe-toi d'Amélie* de Feydeau. Il devrait apporter 1 million de francs pour cette création. Les différents partenaires ont réaf-

firmé leurs engagements. L'Etat augmentera de 2 millions de francs sa subvention au théâtre en 1995, qui passera ainsi à 25,5 millions de francs. La municipalité de Villeurbanne portera la sienne à 1,9 million de francs en 1994 (1,9 million de francs actuellement) et serait disposée à la porter à 4 millions de francs si l'Etat fait, de son côté, un effort. — (AFP)

RECTIFICATIF : la venue du théâtre palestinien El Kasaba à Lille. — Brigitte Delannoy, directrice générale du Festival de Lille, nous fait savoir que, contrairement à ce qui était indiqué dans l'article consacré à *Roméo et Juliette* à Jérusalem (*le Monde* du 22 juin), c'est le festival qui a versé directement 600 000 francs au théâtre palestinien El Kasaba, et qui prend en charge le séjour des artistes à Lille.

PATRIMOINE

POINT DE VUE

Les semi-remorques contre la démocratie

L'association Défense des Tuileries avait demandé l'annulation du cahier des charges rédigé par le ministère de la culture définissant les modalités d'occupation de l'esplanade des Feuillants, notamment par les forains. Le 22 juin, ce recours a été examiné par le tribunal administratif de Paris. Le commissaire du gouvernement a conclu au bien-fondé du recours en proposant au tribunal d'annuler la décision du ministre au motif que le cahier des charges « ne protège pas suffisamment le domaine public des Tuileries ». Jugement dans quelques semaines. Paul Virilio donne ici son point de vue sur l'affectation temporaire d'une partie du jardin public.

par Paul Virilio

L place devant l'édifice monumental fait partie de l'édifice autant que sa façade. Il n'y a pas de cathédrales sans parvis, il n'y a pas de palais sans dégagement paysager. Le Grand Louvre a besoin de sa perspective végétale et de sa façade égrèste pour exister. On ne peut pas à la fois développer le Grand Louvre du côté de la pyramide, aménager ses abords et, simultanément, venir saturer la façade horizontale des Tuileries par des équipements qui n'ont rien à faire à cet endroit-là. Pourquoi, alors qu'on investit des sommes colossales dans le vieux palais, vouloir contribuer à dégrader sa perspective végétale ? Pourquoi autoriser, dans ce paysage préservé au cœur de la ville, des engins de traction et des métiers forains trop lourds ?

J'aime beaucoup les forains, et je trouve légitime leur demande d'être en ville. Il faut de l'animation dans un jardin, mais de l'animation humaine et non de l'animation mécanique. Les autorités, qui prétendent qu'interdire le jardin aux forains, c'est interdire le jardin au bon peuple, font de la démagogie. Le peuple a besoin d'un jardin d'agrément, et non d'un jardin abîmé par des semi-remorques. Il faut dégager des

espaces ludiques dans la ville, c'est évident, mais d'autres pourraient s'y prêter infiniment mieux que les Tuileries.

En autorisant une profession à s'installer aux Tuileries pendant dix ans, les autorités ont pris une non-décision. Une fois de plus, devant les tergiversations (de la gauche comme de la droite) sur l'occupation du site, les forains ont décidé de mettre les autorités devant le fait accompli – quand on sent l'indécision, on force le passage. Beaucoup de gens sont aujourd'hui tentés par ce type d'action, au mépris de la démocratie.

ÉDITION

Avec un chiffre d'affaires en progression de 4,5 %

Le secteur du livre a connu une faible reprise en 1993

Au cours de l'assemblée générale du Syndicat national de l'édition (SNE), mercredi 22 juin, les résultats économiques définitifs de l'édition pour 1993 ont été rendus publics. Par ailleurs, Serge Eyrolles a été réélu, sans difficulté – il était le seul candidat –, à la présidence pour un mandat de trois ans.

Avec un chiffre d'affaires global en progression de 4,5 % en francs courants, soit 1 % en francs constants, l'édition française a connu l'année dernière une faible reprise. Une tendance positive qui apparaît plus nettement si l'on compare cette évolution à celle des deux années précédentes : en 1991, le même chiffre d'affaires global marquait un recul de 3,7 % par rapport à 1990.

Cette dynamique positive ne doit pas masquer, cependant, que l'édition demeure un secteur fragile. Moins importante que la prévision communiquée par le SNE en mars dernier (*le Monde* du 4 mars), l'amélioration globale du chiffre d'affaires recouvre, par ailleurs, d'importantes disparités selon les secteurs. Elle reflète en

Si la confusion règne sur cet espace, c'est parce que tout le monde veut profiter de son prestige. Quand il y a une perte de symbole et de symbolique dans la ville, les lieux qui en sont fort chargés – parvis de Notre-Dame, île de la Cité, ou les Tuileries – sont alors recherchés parce qu'ils constituent un patrimoine, une sorte de musée des symboles. Tout ce qui s'y passe reçoit l'aura du site. En particulier, les manifestations commerciales qui en sont dénuées. Ainsi un salon de la mode, un parc d'attractions, une kermesse, une exposition de matériel militaire, viennent cher-

cher un surcroît de sens dans un lieu prestigieux.

Il serait peut-être bon que nos hommes politiques se préoccupent désormais de manifestations qui seraient symboliques de la démocratie. Par exemple, comme le propose Daniel Cohn-Bendit, une fête de la démocratie européenne – avant qu'il ne soit trop tard – et, dans ce cas, la place de la Concorde ou les Tuileries pourraient être ce lieu hautement symbolique qui réunirait des hommes et non pas des semi-remorques.

► Paul Virilio est philosophe et urbaniste.

Reprographie et droit de prêt

Cette assemblée a aussi été l'occasion de faire le point sur plusieurs dossiers, parmi lesquels la reprographie et le droit de prêt. Sur le premier point, Serge Eyrolles a notamment signalé l'élaboration récente d'un projet de loi modifiant le code de la propriété intellectuelle et permettant la création d'une ou de plusieurs sociétés de gestion collective, chargées de signer des conventions avec les organismes pratiquant des photocopies à usage collectif, et de répartir les fonds collectés. Ce texte a été discuté, mercredi 22 juin, en réunion interministérielle. S'agissant du droit

de prêt, Serge Eyrolles a exprimé les interrogations des éditeurs face à l'entrée en vigueur – prévue le 1^{er} juillet –, de la directive européenne de novembre 1992. Cette directive fait obligation aux Etats membres de rendre payant le prêt dans les bibliothèques publiques. Dans son allocution de clôture de l'assemblée générale, le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a précisé que « le droit français reconnaissait bien le principe d'un tel droit ». Quant à la mise en œuvre concrète du droit de prêt, elle dépendra des résultats d'une étude sur les bibliothèques, dont les résultats devraient être connus dans le courant de l'été.

F. N.

RECTIFICATIF. — Dans son article « Bibliothèques et librairies » (*le Monde* du 23 juin), Jérôme Lindon écrit : « Une directive de la Commission de Bruxelles fait obligation aux Douze d'appliquer le 1^{er} février 1994 au plus tard un droit de prêt... » L'entrée en vigueur de cette directive – de novembre 1992 – est prévue le 1^{er} juillet 1994.

مكتبات الأصل

COMMUNICATION

Alors qu'un plan social prévoit 80 départs « négociés »

Les salariés de « l'Express » protestent contre l'annonce de neuf licenciements

Les salariés de l'Express ont menacé, à l'issue d'une assemblée générale réunie mercredi 22 juin, de s'opposer, « par tous les moyens, à tout nouveau licenciement ». Ils « exigent le retrait du plan de la direction ». Lors d'un comité d'entreprise, le 16 juin, la direction avait annoncé le licenciement de neuf personnes en juillet, principalement des journalistes. Cette mesure est jugée par les salariés « aussi brutale qu'injustifiable et paradoxale ». Un plan social est en effet en cours d'application. Il devrait aboutir au départ de quatre-vingt personnes d'ici à la fin de l'année. Cent personnes ont quitté l'entreprise depuis l'arrivée de Françoise Sampermans, PDG de la Générale occidentale (GO, filiale d'Alcatel-Alsthom chargée, des activités de communication) à la tête de l'Express en mars 1992. Jusque-là, il s'agissait toujours de départs négociés. Un gel des salaires avait été accepté en mars 1993, afin d'éviter tout licenciement sec.

Cette barrière est désormais franchie, pour la première fois depuis 1991. Le chiffre de neuf effraie les salariés. En effet, à partir de dix personnes, les contraintes administratives sont plus fortes et nécessitent un plan social. Cette mesure « souple » peut être appliquée tous les trois mois, et les salariés redoutent d'être entraînés dans « une spirale infernale », sous la forme de trois « charrettes » de neuf personnes, en neuf mois. Françoise Sampermans conteste cette interprétation. Elle nous a précisé, jeudi 23 dans la matinée qu'il n'y aurait pas d'autres licenciements d'ici à la fin de l'année 1994. « Il s'agit de

l'aboutissement d'un long plan de restructuration. On n'arrive pas totalement à l'équilibre économique, il faut donc ajuster les effectifs », a-t-elle ajouté.

Les salariés ont été toutefois surpris car les premiers résultats semblent annoncer un déficit inférieur de 3 à 6 millions de francs au déficit inscrit dans le budget prévisionnel 1994. Le plan social avait dépassé les espérances de la direction, le chiffre de quatre-vingt étant supérieur aux prévisions.

La crise intervient dans une entreprise plutôt malménagée. L'arrivée du Point dans le giron de la GO, déjà propriétaire de l'Express, n'a jamais été vraiment acceptée par le personnel de ce dernier. La relance du Point, en début d'année, accompagnée d'une baisse du prix de vente, n'a pas non plus été très bien perçue, donnant à la rédaction le sentiment d'être abandonnée et « mal aimée » par le groupe. L'annonce de la préparation d'une nouvelle formule avait pourtant rassuré : « On discernait un vent de reprise », selon un rédacteur. Ce frémissement est aujourd'hui annihilé par cette mesure de licenciements qui vient contester, selon le communiqué des salariés, « la mobilisation et la motivation » du personnel, nécessaire au développement rédactionnel de l'Express.

L'assemblée générale « demande à Françoise Sampermans de répondre au plus tard lundi 27 juin, aux questions des élus ». Une nouvelle assemblée est prévue ce même lundi, qui est celui du bouclage de l'hebdomadaire.

A. S.

Après « The Times »

Deux nouveaux quotidiens britanniques réduisent leur prix

La bataille de la diffusion fait à nouveau rage en Grande-Bretagne. Le « quotidien de qualité » The Daily Telegraph a réduit son prix de vente, jeudi 23 juin, de 48 pence à 30 pence (de 4,03 francs à 2,52 francs), afin de pouvoir rivaliser avec The Times. Ce quotidien contrôlé par Rupert Murdoch avait entamé cette « guerre des prix » il y a six mois, en baissant son prix de vente de 45 à 30 pence (le Monde du 3 septembre 1993).

The Daily Telegraph s'est résigné à prendre cette décision à la lecture des derniers chiffres de diffusion : en mai, The Times a gagné 158 000 exemplaires par rapport à mai 1993, et atteint désormais une diffusion de 517 575 exemplaires en moyenne pendant la semaine, alors que The Daily Telegraph, tout en restant en tête des « quality papers » avec 40 % de part de marché, a vu sa diffusion reculer de 1,60 %. Sur-tout, en vendant 993 395 exemplaires diffusés en moyenne, The Daily Telegraph est passé en dessous du seuil symbolique d'un million d'exemplaires.

Les accusations de « The Independent »

La baisse de son prix de vente devrait faire perdre au quotidien déteu par le canadien Conrad Black plus de 20 millions de livres de revenu en 1994. Toutefois, ses finances devraient l'aider à résister à ce choc (il a déposé 60,2 millions de livres de bénéfice en 1993) (1) et cette baisse de prix

devrait lui permettre d'enregistrer davantage de recettes publicitaires et de séduire des lecteurs d'autres quotidiens, comme The Daily Mail ou The Daily Express.

Cette décision a fait monter d'un cran la tension entre les « quotidiens de qualité » londoniens. The Independent a annoncé, quelques heures après le Daily Telegraph, qu'il baisait lui aussi son prix de vente, de 50 à 20 pence, mais uniquement pour un jour. Toutefois, le quotidien, passé récemment dans le giron du groupe Mirror (le Monde daté 20-21 mars), a précisé que cette initiative pourrait être prolongée.

Selon Colin Hughes, rédacteur en chef adjoint, elle a été prise « afin de faire comprendre aux lecteurs de The Independent ce que nous pensons de ce qui arrive ». The Independent demeure persuadé que la « guerre des prix » menée par M. Murdoch, et maintenant par M. Black, vise à le faire disparaître. « Nous sommes confrontés à deux « barons » qui vivent hors de ce pays, qui gagnent de l'argent en dehors des journaux, et qui abaissent leur prix afin de faire sortir The Independent du marché », a assuré M. Hughes. Le journal avait procédé à des améliorations de maquette et à des efforts rédactionnels pour contrer la « guerre des prix », mais depuis la fin des années 80, il a vu sa diffusion reculer de 400 000 à 300 000 exemplaires.

Y.-M. L.

(1) Une livre sterling vaut environ 8,70 francs.

DANS LA PRESSE

L'intervention française au Rwanda

The Times : « La politique française en Afrique est fortement motivée par son obsession de préserver l'étendue de la francophonie. Dans le passé, les officiels français ont justifié leur soutien au président Habyarimana en termes d'aide à la « famille franco-africaine » contre l'empêchement anglophone. (...) Longtemps exilés en Ouganda, les dirigeants du FPR (Front patriotique rwandais) utilisent l'anglais comme première langue européenne. »

La Croix (Noël Copin) : « La communauté internationale a donné des réponses diverses (face à des situations elles-mêmes très diverses) dont aucune ne fut vraiment satisfaisante : de la guerre massive dans le Golfe dont personne n'a même osé dresser le bilan, aux maladroites américaines en Somalie, à la lâcheté collective dans l'ex-Yougoslavie. (...) Combien faudra-t-il encore de guerres et de massacres avant que le monde se dote enfin des moyens d'y faire face ? »

Libération (Dominique Garraud) : « On conçoit difficilement comment les forces françaises pourraient protéger des réfugiés menacés, dont elles n'envoient pas par ailleurs l'évacuation massive vers le Zaïre, sans prendre pied de manière permanente dans les zones frontalières orientales du Rwanda. Il risque d'être très difficile de ne pas franchir la ligne rouge qui assimilerait l'intervention humanitaire française à un soutien aux forces gouvernementales face à la progression du FPR. »

Le Figaro (Jean-Louis Turlin) : « En fixant une date butoir à son intervention, Paris a joué sur deux tableaux : il s'agissait, d'une part, de répondre aux soupçons sur la nature et les buts de son initiative ; de l'autre, d'accélérer la mise en place de la MINUAR, dont on avait dit qu'elle ne serait pas prête à prendre le relais avant quatre mois au plus tôt. D'une certaine façon, le projet de résolution français pousse les pays africains à prendre leurs responsabilités. »

RTL (Philippe Alexandre) : « MM. Mitterrand et Balladur sont facilement tombés d'accord, le premier pour faire oublier ses responsabilités passées, le second en espérant faire vibrer la fibre patriotique. L'un et l'autre sont tout disposés à maintenir la chape de silence sur notre politique africaine, qui trop souvent allie l'affairisme au déshonneur et aux extorsions. »

Europe 1 (Alain Duhamel) : « Quand on proclame des principes humanitaires, les applique-t-on dans une partie du monde et pas dans l'autre, en Europe et pas en Afrique ? La France doit-elle avoir ou non une politique africaine, et si oui, doit-elle prendre des risques pour la mettre en œuvre ? (...) Je ne crois pas que l'intervention soit une mauvaise décision. Que, depuis trois ans, tout n'ait pas été parfait dans les décisions qui ont été prises, cela va de soi. »

France-Inter (Pierre Le Marc) : « Les interrogations qui subsistent sur les raisons du revirement dont cette opération est le fruit, sur le passif de la politique africaine de la France (...) appellent un peu plus d'informations, un peu plus de transparence. (...) C'est été prolonger la pratique institutionnelle vertueuse observée lors de la guerre du Golfe. »

MONDIAL 94

Tous les matchs sur votre Minitel

3615 LE MONDE Tapez FOOT !

GEORGES FILLIOUT : retour au Conseil d'Etat. - Sur proposition de Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, le Conseil des ministres a décidé, mercredi 22 juin, de réintégrer Georges Filliout au Conseil d'Etat. Il avait été nommé conseiller d'Etat en 1986 par le président de la République, François Mitterrand. Président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) depuis 1990, Georges Filliout doit quitter ses fonctions à la fin du mois de juin (le Monde du 9 juin).

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. *Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P. : 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 27 JUIN

S. 4 - Monnaies. - M^e PICARD. Expert : M^e Sabine Bourgey.
S. 10 - 15 h. Tapis d'Orient. - M^e BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

MERCREDI 29 JUIN

S. 1 et 7 - Tableaux. Objets d'art. Meubles. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 4 - Beau mobilier XIX^e. - M^e RENAUD.
S. 5 et 6 - 16 h et 20 h 30. Importants tableaux abstraits et contemporains. Sculptures. - M^e LOUDMER.
S. 15 - Art d'Extrême-Orient. - M^e PICARD. Expert : M. Thierry Portier.

JEUDI 30 JUIN

S. 9 - 14 h 15. ARTS PRIMITIFS. Asie. Amérique préhispanique. - M^e LOUDMER.
S. 15 - Suite de la vente du 29 juin. - M^e PICARD.

VENREDI 1^{er} JUILLET

S. 1 - Tableaux anciens et modernes. Verreries 1900. Meubles et objets d'art. Tapis. Tapisseries. - M^e BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 6 - Livres. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 7 - Tableaux anciens. Objets d'art et d'ameublement. - M^e PICARD.
S. 9 - ARTS PRIMITIFS. 11 h 15. Amérique préhispanique. 14 h 15. Amérique du Nord. Afrique. Océanie. Indonésie. - M^e LOUDMER.
S. 14 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^e AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-65.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-72.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-93.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 13^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 14 décembre 1993 rendu contradictoirement, M. MAOUSSEAU, KRAMANSKY Sayed, né le 20 mai 1953 à ISPAHAN (IRAN), demeurant 109, rue Saint-Dominique 75007 Paris, a été condamné à 25 000 F d'amende pour publicité mensongère ou de nature à induire en erreur (les réclames annoncées de 40 et 50 % ne devaient être pratiquées qu'en fin de période de soldes soit plusieurs jours après), faits commis le 11 juillet 1991 à Paris. La cour a en outre ordonné, aux fins du condamner la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. PLE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e Chambre, section B de la Cour d'appel de Paris, en date du 16 décembre 1993, M. AUGÉ Jacques, né le 13 juillet 1943 à Paris-14^e, actuellement détenu à la maison d'arrêt de CASABIANCA, CORSE, demeurant 10, allée des Daines 91800 Brunoy, a été condamné à une peine de UN AN d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende pour fraude fiscale, par soustraction frauduleuse de l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration pour les années 1985 et 1986, faits prévus et réprimés par les articles 1741 et 1743 du code général des impôts. La Cour a, en outre, ordonné la publication de cet arrêt, par extraits au Journal officiel ainsi que dans le Figaro et le Monde, et son affichage, également par extraits et pendant trois mois, ce dans les conditions fixées par l'article 1741 du code général des impôts, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications de la commune de son domicile. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. LE GREFFIER.

Un arrêt contradictoire rendu par la Chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Metz du 2 décembre 1992 a condamné : - M. LACOUR Norbert, 18, rue Carnaux MERLEBACH (57) à 6 mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende.

- M. ADAM Righbert, 45, rue du Village FARSCHWILLER (57) à 6 mois de prison avec sursis et 6 000 F d'amende.

- M. JOCHUM Théodore, 6636 UBERHERN LINCKEWEG (RFA) à 10 mois de prison avec sursis et 20 000 F d'amende.

Pour délit de contrefaçon. A ordonné la confiscation des pièces contrefaites saisies et leur remise à la Régie nationale des Usines REAULT. Pour extrait certifié conforme. Le Greffier.

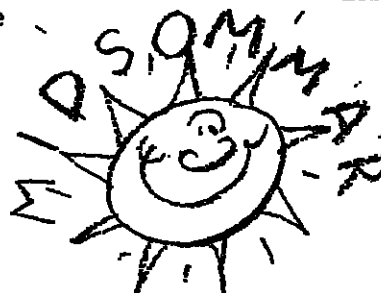
Juin 94. Après le jour le plus long, la nuit la plus courte : Midsommar. IKEA fête l'été toute la semaine.

IKEA fête Midsommar, la fête traditionnelle suédoise qui marque la nuit la plus courte de l'année, avec :

- Des prix incroyables toute la semaine dans une ambiance de musique champêtre suédoise.
- Des promenades en charrettes fleuries gratuites pour les enfants.

• La grande fête du vendredi soir sous le mât de la Midsommar où tous les couples se présentent en habit de mariés seront invités au restaurant et recevront des cadeaux à minuit.

• Des plats traditionnels suédois au restaurant et un menu enfant à un prix exceptionnel.



6 JOURS DE FETE ! QUEL PRIX POURRAIT RÉSISTER ?



Tout un état d'esprit.

• RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUTS NOS MAGASINS
ADRESSES DES MAGASINS, JOURS ET HEURES D'OUVERTURE : MINTEL 3615 IKEA.

ÉCONOMIE

Les conséquences économiques des remous monétaires

Le gouvernement japonais demande « des mesures draconiennes » pour enrayer la chute du dollar

TOKYO

de notre correspondant

Une certaine accalmie était perceptible le 23 juin sur les marchés boursiers. Et, dans une moindre mesure, sur les devises. Appuyés par la Maison Blanche, MM. Greenspan et Bentsen, respectivement président de la Réserve fédérale et secrétaire au Trésor américain, se sont dits « préoccupés » par la crise qui perdure sur les marchés des changes. Les autorités monétaires américaines n'ont toutefois pas précisé comment elles comptaient l'enrayer. A New-York, le dollar s'est légèrement redressé le 21 juin, entraînant avec lui les marchés d'actions et d'obligations.

■ YEN. Les industriels japonais considèrent que l'économie japonaise ne peut pas accepter l'appréciation actuelle du yen (la monnaie japonaise a atteint le 21 juin son plus haut niveau historique de 100 yens pour 1 dollar). A l'issue d'une réunion interministérielle, le gouvernement nippon a déclaré que, pour mettre un terme aux « mouvements spéculatifs », il fallait adopter « des mesures draconiennes visant à enrayer la chute du dollar ».

La valorisation de la monnaie japonaise, dont le taux de change frôle le record historique des 100 yens pour un dollar, a eu l'effet d'une douche froide sur les milieux industriels, précisement au moment où ils tendaient à retrouver un certain optimisme : le bilan des comptes de la nation pour le premier trimestre, annoncé la veille de cette nouvelle flambée du yen, indiquait en effet une croissance en volume de 3,9 % du produit intérieur brut (PIB) nippon, confirmant les frémissements de reprise enregistrés ces dernières semaines (le Monde du jeudi 23 juin). Dans un éditorial, le quotidien *Yomiuri* compare le Japon à un piéton qui, ayant longtemps attendu le feu vert, s'apprête à traverser lorsqu'il passe à l'orange quand survient un bolide qui le contraint à un saut en arrière.

A la suite d'une forte intervention de la Banque du Japon (qui depuis deux jours a acheté l'équivalent de 2 à 3 milliards de dollars en devise américaine pour enrayer la montée du yen), la monnaie japonaise a légèrement baissé pour coter, jeudi, 101,30 yens pour 1 dollar à la clôture du marché des changes de Tokyo. L'action de la Banque du Japon s'est répercutée sur les cours de la Bourse, qui, après avoir baissé, ont regagné 459 points, en fin de séance, pour repasser au-dessus du seuil des 21 000 yens au vu de l'indice Nikkei.

Bien que la monnaie japonaise flirte depuis un moment avec le seuil psychologique des 100 yens pour un dollar (100,40 yens le 17 août 1993), le franchissement momentané de ce niveau sur le marché de New-York a électrisé l'atmosphère, et les industriels nippons font sursauter de propos alarmistes : « L'industrie japonaise ne peut supporter une nouvelle appréciation du yen », estime le président de Toyota, Tetsuro Toyota. « Une nouvelle appréciation étouffe la reprise et risque de ruiner l'industrie japonaise », a déclaré pour sa part le président de la chambre de commerce, Takeshi Nagano. Au ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), on qualifie la situation de « préoccupante ». Selon le centre de recherches du quotidien *Nihon Keizai*, dans l'hypothèse d'un taux de change de 100 yens pour 1 dollar, la croissance du PIB en volume ne dépassera pas 0,8 % au cours de l'année fiscale 1994 et 1,8 % l'année suivante (contre 1,1 et 2,2 % dans le cas d'un cours de 105 yens pour 1 dollar).

Questions sur l'immobilisme américain

Le gouvernement japonais a tenu, mercredi, un conseil interministériel pour examiner la situation. Il a été décidé de demander aux principaux pays industrialisés d'intervenir de concert sur le marché afin d'enrayer ce qu'il estime être d'« évidents mouvements spéculatifs ». Il faut « des mesures draconiennes pour enrayer la chute du dollar », a déclaré le ministre des finances, M. Fujii. Celui-ci cherche cependant à calmer les esprits en soulignant le caractère, à son avis temporaire, de l'appréciation de la monnaie

nippone et il a exprimé le souhait que les milieux industriels n'attachent pas une importance excessive au seuil fatidique des 100 yens pour 1 dollar.

Bien que les analystes notent que le phénomène est moins dû à une valorisation du yen qu'à une baisse généralisée du dollar, lequel se déprécie face à toutes les principales monnaies, ils s'interrogent sur les raisons de l'apparent immobilisme des autorités américaines face à la baisse du cours du billet vert. Cette passivité pourrait s'expliquer, estiment certains, par l'irritation que suscite à Washington le peu d'empressement des Japonais à prendre des mesures pour ouvrir leur marché aux produits étrangers.

Le maintien du fort excédent commercial nippon, dégagé en particulier à l'égard des États-Unis, constitue un facteur de pression spécifique sur le yen. Au cours d'un entretien avec les constructeurs automobiles, le ministre du MITI, Eiichi Hata, a rappelé qu'une réduction de l'excédent favoriserait une stabilisation du marché des changes.

Les commentateurs s'accordent pour penser que Tokyo dispose de peu de moyens pour enrayer cette nouvelle hausse du yen et les effets négatifs qu'elle peut avoir sur la reprise de l'activité économique. De l'avis unanime, le seuil atteint par la monnaie japonaise « dépasse désormais le potentiel de l'économie » et risque d'accroître une délocalisation qui pourrait se traduire par une désindustrialisation. Déjà, avant cette nouvelle hausse du yen, Sony se proposait de porter de 36 à 50 % la part de sa production à l'étranger.

A la fin de l'exercice 1993, les principaux fabricants du secteur électronique faisaient état de pertes supérieures à 100 milliards de yens provoquées par la hausse du yen. Chez Toyota, on estime que toute hausse d'un point du yen par rapport au dollar se traduit par une réduction du chiffre d'affaires de 10 milliards de yens. La plupart des experts estiment que pour les constructeurs automobiles et les fabricants de matériel électrique le seuil de rentabilité pour l'exercice en cours est un cours de 105 yens pour 1 dollar. En deçà, ils enregistrent des pertes.

PHILIPPE PONS

Les autorités américaines se disent « préoccupées » par la crise sur les marchés des changes

NEW YORK

de notre correspondant

Elles ont parlé. Elles n'ont pas encore agi. Mercredi 22 juin, après deux semaines de dégringolade du dollar, les autorités monétaires américaines se sont enfin décidées à donner signe de vie. Et à faire savoir qu'elles étaient « préoccupées » par ce qui se passe sur les marchés des changes. Elles n'ont cependant annoncé aucune disposition pour arrêter la chute du billet vert : ni achats massifs par les banques centrales ni hausse des taux d'intérêt américains. Les déclarations de MM. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, et Lloyd Bentsen, secrétaire américain au Trésor, ont un peu rassuré les marchés : le dollar s'est légèrement repris dans la journée, et les actions ainsi que les obligations ont regagné quelques points. Mais il en faudra sans doute davantage pour mettre fin à la déprime du dollar, des actions et des obligations.

« Nous restons prêts à agir »

C'est le président Bill Clinton lui-même qui a annoncé, tôt dans la matinée, que son secrétaire au Trésor allait publier une déclaration sur le dollar. Elle est tombée en milieu de journée. Brève et sèche. « Je suis préoccupé par les mouvements récents sur les marchés des changes », y indique M. Bentsen, qui ajoute : « Nous suivons attentivement les moindres développements. Nous continuons à être en relation étroite avec nos partenaires du G7, et nous restons prêts à agir d'une manière appropriée. »

Quelques instants auparavant, Alan Greenspan avait indiqué, devant une commission du Congrès, qu'il suivait lui aussi, en liaison directe avec M. Bentsen, les évolutions sur les marchés des changes. Plus éloquent encore, il a expliqué aux législateurs que la Fed n'est pas « indifférente » à la chute du dollar. Il refusera d'être plus précis,

s'appesantissant en revanche sur la conjoncture économique américaine, « une situation qui n'a jamais été aussi bonne depuis plusieurs décennies ».

« La bonne santé de l'économie »

Affirmant que la Réserve fédérale restait en alerte, il a cependant jugé que les taux d'intérêt à long terme étaient, aux États-Unis, « plus élevés qu'ils ne devraient l'être » compte tenu de ce que « l'inflation reste contenue, la croissance se maintient et le chômage recule ». Dans la seconde partie de son communiqué, M. Bentsen insiste lui aussi sur la bonne santé de l'économie américaine. Il s'agit, selon lui, de « la première reprise tirée par l'investissement dans un climat d'inflation faible depuis trente ans ».

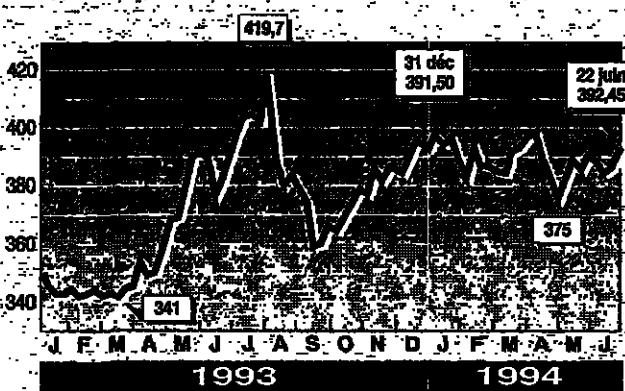
Alors que la Banque du Japon était intervenue dans la matinée à Tokyo pour acheter du dollar, à New-York les opérateurs n'ont constaté sur le marché aucune intervention de la Fed ou d'une autre banque centrale. Le dollar s'est finalement très légèrement redressé. Après avoir atteint un minimum historique mardi, à 99,85 yens, il a terminé la journée de mercredi à 100,95 yens. Il a aussi repris quelques couleurs vis-à-vis des devises européennes, terminant à 1,6053 deutschemark et 5,49 francs français.

L'arrêt de la dégringolade du dollar s'est immédiatement traduit par un petit rebond sur les actions et les obligations. L'indice Dow Jones, qui avait perdu 97 points au cours des trois séances précédentes, en a regagné 17 mercredi, terminant la séance à 3 725. Les obligations ont aussi un peu monté, contribuant à une baisse des taux d'intérêt à long terme. Les taux sur les bons du trésor à trente ans — l'une des références du marché — sont passés de 7,50 % mardi soir à 7,40 % mercredi.

ERIK IZRAELEWICZ

L'or, à nouveau valeur-refuge

L'once d'or à Londres



Dans le contexte de turbulence des marchés financiers qui prévaut actuellement, l'or « joue pleinement son rôle de valeur refuge même si les fluctuations sont limitées et ne sont pas aussi fortes que les gens le souhaitent », estime Jean-Bernard Goyon, directeur à la Banque Bruxelles Lambert (BBL) au vu de la relative stabilité des cours depuis le début de l'année. « Il offre une très bonne résistance à la baisse générale », estime ce spécialiste des valeurs aurifères. Mercredi 22 juin, en cours de séance l'once (31,1 grammes d'or) a atteint son plus haut niveau depuis janvier dernier (392,2 dollars). Le métal jaune a terminé la séance de mercredi à 392,45 dollars, à un cours légèrement supérieur à celui enregistré en fin d'année dernière (391,50 dollars). L'or, qui était descendu momentanément jusqu'à 375 dollars en avril, s'est rapidement réapprécié depuis (il a gagné 5 % en un mois et demi), certains investisseurs délaissant le dollar pour se porter vers les métaux précieux.

Le CNPF demande des mesures de soutien de l'activité

La reprise est certes au rendez-vous, le produit intérieur brut (PIB) français a augmenté de 0,5 % au premier trimestre 1994 par rapport au trimestre précédent, mais pour, Ernest-Antoine Seillière, président de la commission économique du CNPF, la perception du redressement au niveau des entreprises est plus « nuancée ». Une enquête du patronat français auprès de ses membres, publiée jeudi 23 juin, révèle, en effet, que la reprise est lente, particulière et fragile.

Plus de la moitié des entreprises interrogées (56 %) ont « ressenti » une amélioration de la production au cours des six premiers mois de l'année. Et elles sont 81 % à penser que ce mouvement se poursuivra lors du second semestre. Mais pour 71 % d'entre elles la croissance restera faible. Comme l'ont déjà confirmé d'autres enquêtes de conjoncture, ce redressement est dû pour une large part à la demande extérieure et à la fin du déstockage.

Les différents secteurs n'évoluent pas tous dans le même sens. Si les industries de base (chimie, papier-carton, sidérurgie) « marquent un certain redressement », celles de consommation, hors automobile, « souffrent de l'absence d'amélioration des comportements d'achat des

ménages ». Les résultats du secteur des travaux publics sont, de leur côté, « inquiétants ». Quant aux industries de biens d'équipement, elles se caractérisent par une « faiblesse persistante ».

L'enquête montre également que 65 % des entreprises sont dans une phase de reprise fragile. Et l'évolution actuelle des taux d'intérêt à long terme n'incite pas à l'optimisme. Pour M. Seillière, donc, nous ne sommes pas encore dans une période de « vraie croissance ». S'il y a une amélioration du côté des exportations, elle n'est pas encore très prononcée ; l'investissement n'a pas encore repris et la consommation reste faible. Le ministère de l'économie ne table d'ailleurs que sur une hausse de 0,8 % de la consommation totale en 1994.

Selon le CNPF, il faut « favoriser la séquence exportation, investissement, restockage, distribution de revenus et consommation ». Le patronat français réclame un renforcement du dispositif public de soutien à l'exportation, une aide pour les PME qui connaissent des difficultés de trésorerie (elles sont 25 % dans ce cas-là) ainsi qu'un plan de soutien à l'investissement sous la forme d'un crédit d'impôt ou d'un amortissement accéléré.

A. P.U.

Jacques Calvet craint

un « engouement passager »

Jacques Calvet, pdg de PSA Peugeot-Citroën, redoute que la reprise constatée dans l'industrie automobile ne soit pas durable. Elle est due pour une large part aux mesures Balladur en faveur de l'automobile, et « il est à craindre que ces mesures n'aient entraîné un véritable mouvement de reprise de la consommation mais simplement suscité un engouement passager et, pour une large part, de simples anticipations d'achat », a précisé M. Calvet mercredi 22 juin, lors de l'assemblée générale des actionnaires du groupe. Après le bon début d'année (+16 % sur cinq mois), il anticipe un affaiblissement se traduisant par une hausse de 12 % du marché automobile français en 1994.

L'économie française serait devenue plus cyclique

La France a-t-elle épousé les évolutions anglo-saxonnes et son économie connaît-elle désormais des cycles marqués ? L'INSEE répond avec prudence dans une étude livrée avec les comptes de la nation. Une forte récession a bien suivi une reprise marquée, à l'instar des États-Unis, mais ce cycle s'explique d'abord par des transformations internes.

Cycle ou pas ? La question est fondamentale. Si la France modifie sa courbe de croissance, qui était traditionnellement peu fluctuante par rapport aux pays anglo-saxons ou même à l'Allemagne, les agents économiques vont devoir adapter leur comportement. Prévoir les dates de retournement, calculer les capacités et faire évoluer les effectifs en fonction des hauts et des bas : toute une série de modifications devraient intervenir, entraînant de profonds changements dans les relations sociales françaises.

Est-ce le cas ? L'INSEE souligne, qu'en effet, la croissance a subi des évolutions marquées ces dernières années. En 1988, on a relevé un taux de croissance de 4,5 %, le plus élevé depuis 1973, puis, en 1993, la récession a provoqué le creux le plus bas depuis vingt ans. On peut y voir une phase de cycle en relation avec les évolutions des autres pays. Mais

l'INSEE infirme cette hypothèse d'un « choc exogène ». Ni la baisse du prix du pétrole dans les années 80 ni, ensuite, la réunification allemande ne peuvent expliquer la forte croissance puis la chute. Les économistes estiment que les évolutions sont « plus complexes » et tiennent à des changements dans le comportement et dans les politiques suivies par les pouvoirs publics en France.

On retiendra tout de même que la réunification allemande, après avoir provoqué un surcroît de demande en 1991, a poussé par la suite à une hausse des taux en Allemagne et, par contagion, en France, qui serait responsable d'un « effet récessif » de 0,4 % du PIB en 1993, selon les modèles de l'INSEE. Les ménages auraient réduit leur investissement logement et les entreprises leur investissement productif. En outre, les taux allemands ont induit un afflux de capitaux en Europe qui ont poussé les monnaies de la zone mark vers le haut. Ces taux de change ont en des effets récessifs de 0,3 % en 1990 et 1991 qui disparaissent ensuite.

Amplification financière

Si l'origine des fortes fluctuations se trouve en France même, l'INSEE évoque un « cycle de demande » qui a concerné l'Europe tout entière. L'intégration européenne est désormais une réalité structurelle et les demandes internes des Douze sont

synchrones, s'amplifiant les unes les autres par le jeu des exportations-importations. En France même, la forte croissance de la fin des années 80 s'explique par la poussée des investissements des entreprises, puis la récession vient, à l'inverse, d'un ralentissement à partir de 1991, du fait de l'érosion des marges à la fin de la décennie. On observe un même effet « pro-cyclique » pour les ménages, quoique un peu décalé, avec une progression des revenus, donc des consommations, entre 1984 et 1986, puis à un repli de plus en plus marqué. Les finances publiques ont joué dans le même sens au début, le contre-choc pétrolier ayant donné les moyens d'un allègement des fiscaux et d'une relance de la dépense publique. Dans la partie récessif, la politique budgétaire a, au contraire, eu un effet contra-cyclique en soutenant la demande et en baissant filer les déficits.

Ces évolutions ne suffisent pas à expliquer le profil accentué de la croissance française. Il faut ajouter des facteurs complémentaires, dont les évolutions de la sphère financière. L'INSEE avance, avec prudence, que les déréglementations financières auraient modifié les conditions de financement de l'économie en favorisant l'endettement. Le coût élevé de l'argent sur la période aurait renforcé un mouvement d'endettement-désendettement dont l'effet a été nettement procyclique.

E. L. B.

حكايات الأصل

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Un entretien avec le président de la compagnie allemande

Jürgen Weber : Lufthansa veut desservir Orly

Lufthansa a connu un redressement spectaculaire en 1993 en ramenant ses pertes de 1,2 milliard de francs à 320 millions de francs (après impôts). La compagnie allemande a fait l'objet d'un plan de restructuration impliquant notamment une suppression de 8 000 emplois en deux ans. Après trois années de pertes, Lufthansa prévoit de renouer avec les bénéfices en 1994.

Grâce à un accord récent sur le financement des retraites, la compagnie allemande sera privatisée par augmentation de capital avant la fin de l'année. Aujourd'hui, elle amorce une seconde phase de restructuration, se concentrant sur le transport aérien. Son président, Jürgen Weber, qui ne souhaite pas de participation croisée avec Air France, demande à avoir accès à l'aéroport d'Orly, comme l'a obtenu British Airways pour Londres, et réclame la fin des monopoles dans les services aéroportuaires.

point de notre restructuration vise à nous recentrer sur nos activités propres, le transport aérien.

— Est-ce à dire que vous allez abandonner certaines des activités annexes comme vous l'avez fait en réduisant votre participation dans la chaîne d'hôtels Kempinski ?

— Nous allons nous dégager, totalement ou en partie, des activités qui ne sont pas du transport aérien proprement dit, comme l'entretien des bâtiments ou encore l'informatique. Parallèlement, nous nous concentrons sur notre métier de base, l'activité de transport, en créant, dès le début de l'année prochaine, des filiales pour le transport de marchandises, l'électronique ou encore le service au sol.

« Changer les mentalités »

« Lufthansa a fait des efforts de productivité importants qui contribuent à son redressement. Quelles sont les prochaines étapes de la restructuration avant la privatisation de la compagnie ?

— Nos pertes sont tombées à 8 millions de marks avant impôts, en 1993, ce qui montre que nos efforts ont porté leurs fruits. Maintenant que nous avons résolu notre problème de retraite, la seconde phase d'assainissement peut commencer. Les 500 millions de marks que l'État apportera à Lufthansa pour assurer le financement de ses retraites futures n'ont rien à voir avec une subvention. Je vous rappelle, à ce titre, que nous n'avons jamais bénéficié de telles aides. La compagnie et ses salariés ont déjà payé 2,5 milliards de marks pour la caisse de retraite par le passé.

La seconde phase de restructuration s'articule autour de trois axes essentiels. Premièrement, l'augmentation de capital. Elle est nécessaire car nos fonds propres — 2,9 milliards de marks — sont insuffisants par rapport à notre taille et à notre chiffre d'affaires (17,4 milliards de marks). Deuxièmement, la privatisation. En dehors des aspects financiers, elle a un impact psychologique important. La République fédérale va réduire sa participation en dessous de 50 %. L'objectif clairement formulé étant de se retirer totalement d'ici la fin 1995. L'effet psychologique sera important. Lufthansa n'aura plus l'image d'un transporteur étatique que nous n'avons d'ailleurs jamais été. Le troisième

— Les dirigeants d'Air France ont pris Lufthansa comme modèle dans leurs efforts de redressement. Pensez-vous que le plan de sauvetage de la compagnie française aille dans le bon sens ?

— Je ne veux pas juger les efforts de nos amis d'Air France qui nous emboîtent le pas deux ou trois ans après. La vérité que nous nous devons de rappeler à tout le monde, c'est qu'il faut travailler plus pour moins d'argent. Nos efforts peuvent porter leurs fruits si le personnel accepte ce principe. Il importe avant tout de changer les mentalités.

— Le seul conseil que je me permettrais de donner à Air France c'est, non seulement de réduire les coûts, mais aussi de ne pas faire cadeau des billets. Cela ne semble un des principaux problèmes au sein de la compagnie française qui essaie de résoudre ses difficultés en faisant du volume à des prix réduits. Vendre des produits en dessous des coûts de fabrication ne semble le chemin le plus sûr pour aller à la faillite.

— Dans l'hypothèse d'un retour d'Air France aux bénéfices, êtes-vous intéressé à prendre une participation dans son capital et avez-vous des projets d'alliance avec d'autres compagnies ?

— Nous ne sommes pas favorables à un échange d'actions en général. Notre objectif premier, je vous le répète, se résume à relever les ventes et réduire les coûts. Je ne pense pas, par ailleurs, qu'une

alliance très étroite entre Air France et Lufthansa soit possible. Bruxelles n'autoriserait pas une participation croisée d'une telle importance en Europe. Nous pourrions coopérer, en revanche, dans des domaines où nous ne sommes pas concurrents comme c'est le cas, par exemple, avec le système de réservation Amadeus, ou dans le domaine de la maintenance, comme par le passé, avec Atlas.

— Nous avons une alliance commerciale avec la compagnie américaine, United Airlines, depuis le 1^{er} juin. A nous deux, nous effectuons 3 000 vols par jour et offrons un réseau, le plus grand du monde, complétement. Mais nous avons beaucoup d'autres projets dont nous préférons ne pas parler, rien en Europe de l'Est où nous comptons sur nos propres forces, mais dans la région Pacifique.

« Pourquoi avoir peur ? »

— Vous devez faire face sur votre territoire à la concurrence de la filiale allemande de British Airways, Deutsche BA. Que pensez-vous de la libéralisation du ciel ?

— Il faut s'habituer à affronter la concurrence et simplement chercher à être les meilleurs. Deutsche BA dispose d'un réseau très

important en Allemagne aussi bien sur les lignes intérieures, comme Cologne-Berlin ou Berlin-Munich, que sur l'international avec Munich-Paris ou Francfort-Londres. Nous sommes dans une Europe ouverte à la concurrence. Les règles doivent être suivies par tout le monde. Notre marché intérieur aujourd'hui, c'est l'Europe. Pourquoi avoir peur si on n'a pas l'impression d'être moins bons que les autres ? En 1997, on pourra faire des vols sans limites à l'intérieur des États membres avec une seule question : est-ce économiquement valable ?

— Il faut maintenant ouvrir aussi les aéroports à la concurrence, et nous le réclamons vivement à Bruxelles. Les charges aéroportuaires sont 30 à 40 % moins chères dans les aéroports « libéralisés », comme à Londres ou Copenhague.

— British Airways et sa filiale TAT se sont battus pour lancer une liaison Orly-Londres. Êtes-vous candidat, vous-mêmes à desservir l'aéroport d'Orly ?

— Nous sommes sur le point de faire une demande aux autorités aériennes françaises pour desservir Orly en direction de Francfort, voire de Munich ou d'autres destinations. Ce serait étonnant que les Français refusent aux Allemands ce qu'ils permettent à leurs amis anglais.

Propos recueillis par MARTINE LARONCHE

INDUSTRIE

Pour se renforcer sur le marché américain

Sanofi rachète la division pharmaceutique de Kodak pour 9,2 milliards de francs

La cotation des actions Sanofi a été suspendue à la Bourse de Paris jeudi 23 juin en début de séance avant l'annonce quelques heures plus tard du rachat par cette filiale d'Elf-Aquitaine de Sterling Winthrop, branche pharmaceutique américaine d'Eastman Kodak pour 1,675 milliard de dollars (9,2 milliards de francs). Au terme de l'accord, Sanofi « rachète la totalité des activités de pharmacie éthique de Sterling Winthrop et lui cède sa participation minoritaire dans l'activité Sterling Health (OTC) en Europe ».

Dans le cadre du recentrage de ses activités sur son métier de base, l'image, l'américain Kodak a annoncé jeudi près de deux mois la cession de son activité pharmaceutique (Le Monde du 5 mai). Immédiatement, la Sanofi se déclarait intéressée par la reprise d'une partie de Sterling Winthrop avec lequel elle est associée depuis 1991 au travers de l'Alliance Sanofi Winthrop, entité qui commercialise de part le monde les médicaments vendus sur ordonnance.

Pour le groupe français, ce rachat lui permet « de renforcer sa position internationale et d'entrer en direct sur le marché américain ». De plus, il se fait « dans de bonnes conditions » puisque le prix payé représente moins d'une

année et demie de chiffre d'affaires. Reste cependant à financer cette opération, sachant que la maison mère Elf-Aquitaine a demandé à sa filiale de trouver seuls les fonds nécessaires pour ne pas alourdir l'endettement du

groupe. Dans ce contexte, Sanofi a décidé de se séparer de l'une de ses trois branches : les biotechnologies qui représentent plus de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires.

D. G.

monde. Boeing, dans ses prévisions annuelles du marché aéronautique en 1994, rappelle que l'Asie-Pacifique est le secteur le plus prometteur.

Le constructeur prévoit une progression de 23,5 % par an du trafic intérieur de cette région du monde alors que le trafic intracommunautaire ne progresserait que de 11,2 % (en passagers-kilomètre transportés). Dans ce contexte, les compagnies asiatiques ont affiché ces dernières années des résultats enviables qui tendent toutefois à s'éroder légèrement compte tenu de l'accroissement des coûts salariaux. Avec un coefficient de remplissage qui avoisine les 70 %, Singapore Airlines a également un peu souffert de la guerre tarifaire qui n'épargne pas l'Asie.

Singapore Airlines espère autofinancer sa commande de 10,3 milliards de dollars, comme cela a toujours été le cas. Elle n'exclut pas cependant de faire appel au marché. Ces avions vont aider la compagnie à réaliser une croissance moyenne de 8 % à 10 % par an durant les dix prochaines années, a précisé mercredi 22 juin, son président Joseph Y. Pillay. La compagnie asiatique s'intéresse particulièrement au marché intérieur chinois et indien.

Singapore Airlines a une flotte d'avions particulièrement jeune. Avec cette nouvelle commande, son âge moyen s'élève à quatre ans et dix mois. La compagnie devient avec ce contrat un des principaux clients d'Airbus Industrie à l'étranger. Une belle carte de visite dans la région.

M. L.

française

La consommation des ménages s'est affaiblie en mai

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 0,9 % en mai après un bon mois d'avril (+1,8 %). Cette faiblesse s'explique par le fléchissement des achats de biens durables (-4,1 %), dû à la fois à la baisse des achats d'automobiles (les immatriculations ont reculé de 4,9 % par rapport à avril) et à celle de 4,4 % des achats d'équipements ménager et de meubles. La consommation d'articles de textile-cuir se redresse légèrement (+2 %) tout en restant à un bas niveau, les achats d'autres produits manufacturés diminuant de 0,2 %.

Ces chiffres appellent plusieurs commentaires de nature à tempérer tout pessimisme ou optimisme : d'une part, s'ils sont corrigés des variations saisonnières, ils ne sont pas du nombre de jours ouvrables. La distribution attache une grande importance au nombre de samedis de chaque

mois ; or, mai n'en comptait que 4 contre 5 en avril.

D'autre part, la reprise des derniers mois était largement due au coup de pouce donné à l'automobile qui « dopait » les résultats. Si l'on s'en tient à ce que l'INSEE appelle le « champ commerce » — hors automobile (véhicules neufs et pièces détachées, pneumatiques) et pharmacie —, l'évolution de ces derniers mois restait très hésitante : +1,3 % en janvier, -0,6 % en février, -0,5 % en mars, +0,6 % en avril et -0,9 % en mai. Plus que l'accès de faiblesse du niveau général de la consommation en mai, c'est la médiocrité de ces achats dans le « champ commerce » qui est préoccupante ; en mai, le niveau de janvier n'était pas atteint.

Enfin, les consommateurs, friands de « petits prix », avaient tout intérêt à attendre les soldes de juin qui débutent déjà en milieu de mois à Paris.

F. V.

Le Monde 20 JOURS

1981, pays : URSS... capitale : Moscou

1991, pays : CEI... capitales : 15...

Pour suivre un monde dialogue

— CONSULTEZ —

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Le Monde HEURES LOCALES

UN BOL D'AIR
FRAIS CHAQUE
WEEK-END,
AVEC LA VIE
DES RÉGIONS ET
DES VILLES
DE PROVINCE

Chaque samedi dans le
Monde daté dimanche-lundi

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil de Surveillance de SOVAC, réuni le 22 juin 1994 sous la présidence de M. Michel DAVID-WEILL, a pris connaissance de l'évolution de l'activité au cours des cinq premiers mois de l'année et des résultats (provisoire) au 31 mars 1994.

Activité commerciale du Groupe

Les financements nouveaux distribués par le groupe au cours des cinq premiers mois de l'année se sont élevés à 8 027 millions de francs, en augmentation de 21 % par rapport à la période correspondante de 1993.

	Financements nouveaux		Recours global au 30.04.94 en MF
	5 mois 94 en MF	% d'évolution 5 mois 94/93	
SOVAC et filiales en participations directes			
• Participations	2 738	+ 11	26 817
• Participations	1 017	+ 3	7 271
• Participations	844	-	3 177
• Immobilier	1 059	+ 27	16 369
CREDITAT et filiales			
• Prêts	3 722	+ 23	35 306
• Prêts	2 047	+ 53	6 875
• Crédit direct et divers	1 503	+ 18	6 351
Participations France	656	+ 16	3 152
Etranger	437	+ 15	1 394
Outre-mer	421	+ 8	1 098
TOTAL GÉNÉRAL	8 027	+ 21	68 494

Cette progression, qui doit être relativisée en fonction du niveau de la référence, concerne en premier lieu le secteur automobile, incontestablement influencé par les mesures gouvernementales, complétées par les constructeurs et que les sociétés de financement ont su accompagner.

Elle s'étend toutefois, à des degrés divers, à l'ensemble des activités du groupe, particulièrement l'immobilier pour lequel le niveau de la production dépasse celui de 1993 de 27 % (37 % pour les seuls crédits aux acquéreurs de logements).

Cette évolution confirme un redressement de la demande, déjà perceptible au cours du dernier trimestre de 1993, et devrait progressivement engendrer une influence stabilisatrice sur les encours consolidés.

Résultats consolidés provisoires

La baisse des encours lors des exercices antérieurs a eu pour conséquence une baisse parallèle du produit global d'exploitation. Celle-ci a été compensée par la réduction des provisions pour créances douteuses résultant de la politique de sélection des risques poursuivie depuis plusieurs années.

Le tableau ci-dessous fait ressortir les principales évolutions du compte de résultat net consolidé (non audité) du 1^{er} trimestre 1994.

(en millions de francs)	1 ^{er} trim. 1994	3/1 ^{er} 1993	Evolution
Produit global d'exploitation	663	680	(4 %)
Charges générales d'exploitation et décharges aux amortissements	(372)	(357)	4 %
Résultat brut d'exploitation	291	323	(10 %)
Dotations nettes aux provisions sur créances douteuses et hors bilan	(119)	(161)	(26 %)
Autres dotations	(6)	(18)	
Impôt sur les sociétés	(55)	(50)	
Quota-part dans les résultats des entreprises prises en équivalence	18	18	
Résultat net d'exploitation	129	122	6 %
dont part SOVAC	125	119	5 %
Résultat net hors exploitation	5	1	
Résultat net consolidé	134	123	
dont part SOVAC	130	120	

Les évolutions des principaux postes du compte d'exploitation constatées sur le premier trimestre ont été confirmées sur les deux mois suivants.

M. Yves RAPILLY, précédemment membre du directoire et directeur général de PSA Peugeot Citroën, a manifesté le souhait de mettre fin à ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance de SOVAC. Le Conseil a enregistré avec regret sa décision et lui a exprimé toute sa reconnaissance pour les services rendus au groupe. Le conseil a coopté, en remplacement de M. Yves RAPILLY, M. Jean BLONDEAU, membre du directoire et directeur général de PSA Peugeot Citroën.

VIE DES ENTREPRISES

Après l'adoption d'une directive à Luxembourg

Des comités d'entreprise européens
devront être créés dans les groupes transnationaux

Au plus tard dans cinq ans, les entreprises transnationales installées sur le territoire de l'Union européenne, à l'exception de la Grande-Bretagne, seront tenues d'informer et de consulter leurs salariés à l'échelon communautaire. Tel est l'objet d'une directive qu'ont approuvée, mercredi 22 juin, les ministres du travail de onze pays de l'Union. Cependant, la directive ne sera définitivement adoptée qu'après avis du Parlement européen.

LUXEMBOURG
(Union européenne)

de notre correspondant

C'est la première fois, depuis l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, le 1^{er} novembre 1993, que joue la clause d'exemption qui permet aux Onze d'aller de l'avant en dépit de l'opposition de la Grande-Bretagne. La première initiative de la Commission (la directive « Vredling », du nom du commissaire néerlandais chargé à l'époque de la politique sociale) pour faire reconnaître le droit à l'information des salariés des multinationales opérant dans la Communauté date de 1980. Qua-

torze ans pour aboutir ! Un délai qui témoigne des difficultés rencontrées pour vaincre les préventions des organisations patronales.

En 1993, une tentative pour parvenir à un arrangement entre l'UNICE (Union des industries de la Communauté) et la CES (Confédération européenne des syndicats) avait échoué de peu, principalement en raison de l'intransigeance de la CBI (la Confédération des industries britanniques). La CES s'est immédiatement félicitée de l'accord intervenu devant le Conseil, y voyant un témoignage de la volonté des Onze « de mettre en application le protocole social du traité de Maastricht et de donner ainsi une nouvelle impulsion à la politique sociale de l'Union ».

Comment sera organisé ce dialogue d'un nouveau type entre la direction de l'entreprise et les salariés ? Le texte adopté, qui tient largement compte des avis exprimés par les partenaires sociaux, donne la priorité à la négociation. La seule obligation faite aux entreprises comptant plus de mille

salariés et des établissements d'au moins cent cinquante salariés dans deux États membres consiste précisément à engager la négociation avec les représentants du personnel. Il reviendra aux deux parties de décider l'installation d'un comité d'entreprise au niveau européen et de définir son mandat ou bien de préférer d'autres procédures.

Opérationnel
en 1999

Cependant, en cas de désaccord, la directive impose, comme régime minimal, la création d'un comité d'entreprise de trois à trente membres qui devra être réuni une fois par an pour être informé des questions concernant l'activité transnationale du groupe. Dans l'hypothèse de circonstances exceptionnelles affectant gravement les intérêts des salariés (délocalisation, fermeture d'établissement...), le comité pourra être réuni à sa demande pour obtenir des éclaircissements de la direction.

Le nouveau dispositif devrait devenir pleinement opérationnel en 1999 : un délai de deux ans est prévu pour la transposition de la directive dans les législations nationales, puis un second délai de trois ans afin de mener à bien la négociation entre partenaires sociaux sur les modalités à retenir. Toutefois, dans l'hypothèse où

l'entreprise concernée refuserait la négociation, le dispositif minimal devrait être mis en place six mois après la transposition de la directive.

Rien n'empêche, bien sûr, les entreprises transnationales de procéder plus rapidement. Réalisant sans doute que le marché unique, la multiplication des liens transnationaux, rend plus nécessaire pour les salariés une information à l'échelon européen, une trentaine de groupes de dimension communautaire ont déjà mis en place des structures européennes d'information ou sont en train de le faire. La majorité sont français ou allemands : en France : AGF, Bouygues, Bull, BSN, Crédit lyonnais, Compagnie générale des eaux, Elf-Aquitaine, Moulinex, Pechiney, Renault, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Thomson CE et Thomson CSF ; en Allemagne : Allianz, Bayer, Continental, Continental Can, Grundig, Hoechst, Mercedes-Benz, Thyssen, Volkswagen, sans oublier les consortiums Airbus Industrie et Eurocopter.

Les ministres ont aussi adopté définitivement la directive sur « la protection des jeunes au travail ». Certaines de ses dispositions sont plus protectrices pour les enfants et les adolescents que la législation française actuelle, qui devra donc être ajustée.

Ph. L.

Après avoir obtenu la démission
du PDG de Kidder PeabodyGeneral Electric tente
de reprendre en main sa banque d'affaires

NEW-YORK

de notre correspondant

Le groupe industriel General Electric (GE) a décidé de bien du mal à reprendre en main sa banque d'affaires Kidder Peabody, l'un des principaux brokers de Wall Street. Mercredi 22 juin, Michael Carpenter, le PDG de Kidder Peabody, a annoncé brutalement sa démission. Dans la foulée, Jack Welch, le patron de General Electric (GE), a décidé de nommer, pour le remplacer, et à titre provisoire, le directeur financier du groupe, Dennis Dammerman. Il sera aidé de Denis Nayden, l'un des diri-

geants de la filiale financière du groupe industriel. GE Capital Services.

Etablissement très connu et très rentable sur la place financière, Kidder Peabody souffre depuis quelques mois d'une profonde dégradation de son image, liée au licenciement en avril de l'un de ses principaux cadres, Joseph Jett. Directeur du département chargé de négocier les titres du Trésor américain, celui-ci avait en fait procédé l'an dernier à des « opérations fantômes » de l'ordre de 350 millions de dollars. Tout en gonflant les résultats de la banque, celles-ci lui avaient permis d'améliorer considérablement sa performance, et donc sa rémunération personnelle. La découverte de ces opérations frauduleuses avait conduit General Electric à réviser en baisse les profits de Kidder Peabody et à injecter quelque 200 millions de dollars dans sa filiale de Wall Street.

Inquiétudes
et démenti

Ce scandale a affecté la crédibilité de la banque. Clients et partenaires se sont interrogés sur les mécanismes de contrôle mis en place à l'intérieur de l'établissement. Certains collaborateurs de haut niveau commencent à quitter l'entreprise. Volontaire ou forcée, la démission surprise du PDG mercredi permet à GE de reprendre en main la banque. Pour quoi faire ? De nombreux analystes estiment que l'équipe de transition a été mise en place uniquement pour organiser la vente, dans les meilleures conditions, de cette filiale.

General Electric dément catégoriquement une telle perspective. Son PDG a réaffirmé, mercredi à l'occasion d'une conférence de presse, l'engagement de son groupe dans cette société, « une entreprise dont la situation est fondamentalement forte ». M. Welch s'est déclaré prêt à « fournir tous les moyens financiers et humains nécessaires pour que Kidder puisse réaliser son potentiel ». La Bourse de New-York a accueilli ces nouvelles avec prudence : l'action GE a légèrement baissé mercredi à Wall Street.

E. L.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 juin • Reprise

Après cinq séances de baisse brutale, la Bourse de Paris, comme la plupart des places financières, s'est redressée mercredi 22 juin à la suite de divers événements ou déclarations qui laissent supposer aux milieux financiers une action concertée des banques centrales pour calmer les marchés. En hausse de 0,27 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 après avoir subi un petit accès de faiblesse en début d'après-midi avant de terminer la séance sur un gain de 1,38 % à 1917,04 points. Le montant des échanges a atteint près de 4,2 milliards de francs. Cette reprise a entraîné le pas à celle constatée sur les marchés obligataires dès le début de la journée. Le MATIF a retrouvé la barre des 113 points, pour terminer à 113,42 soit une hausse de 1,12 %.

Outre les rachats de vendeurs à

découvert, plusieurs facteurs expliquant ce renversement de tendance : les interventions des mardi soir de plusieurs banques centrales, la baisse de taux court terme en Europe et des déclarations du gouverneur de la Banque de France à une radio périphérique.

M. Trichet estime que le dollar est « potentiellement plus fort qu'il n'y paraît », précisant que les banques centrales sont vigilantes et sont capables d'assurer le cadre de stabilité nécessaire.

Du côté des valeurs, les échanges ont été très importants sur Eurotunnel et Euro Disney, deux sociétés qui réalisent des augmentations de capital. 2,2 % du capital d'Eurotunnel ont été négociés et 2,1 % du capital d'Euro Disney.

NEW-YORK, 22 juin • Regain

Wall Street est repartie à la hausse, mercredi 22 juin, après trois séances consécutives de baisse, grâce à un redressement du dollar et un recul des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs cotées a clôturé à 3 724,77 points, en hausse de 16,80 points, soit une avance de 0,45 %. Près de 251 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de trois contre deux : 1 258 contre 859 tandis que 694 actions sont restées inchangées.

Wall Street semble avoir été rassurée par les commentaires d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (Fed), qui témoignait devant une commission du Congrès. M. Greenspan a souligné que lui-même et Lloyd Bentsen, secrétaire au Trésor, avaient « eu droit de très près d'évolution du dollar parce que nous ne pouvons rester indifférents à des fluctuations importantes de notre monnaie ».

Le président de la Fed a également cherché à rassurer les marchés sur les risques inflationnistes. Les investis-

sours craignent que la chute du dollar n'augmente la facture des importations, ce qui provoquerait une accélération de l'inflation.

VALEURS	Cours du 21 juin	Cours du 22 juin
Alcoa	74 3/8	74 1/2
Alfred Signal Inc.	25 1/4	25 1/4
American Express	26 3/4	26 3/4
AT&T	56 1/4	56 1/2
Banque de France	19 5/8	19 5/8
Bearing	47 7/8	48 1/4
Comptroller Inc.	102 1/2	102 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
Coca-Cola	40 1/8	40 7/8
DuPont	42 7/8	42 3/8
DuPont de Nemours	66 5/8	66 1/4
Eastman Kodak	46 3/8	46 3/4
Exxon	58 1/4	58 1/4
General Electric	46 7/8	46 3/4
General Motors	51 7/8	52 3/8
Goodyear	27 1/2	27 7/8
IBM	61	62
International Paper	69 7/8	69 5/8
Morgan (J.P.)	62 3/8	62 3/8
McDonald Douglas	121	119 5/8
Merck and Co.	31 1/2	30 1/2
Minerals	90 3/4	90 3/4
Philip Morris	51 3/4	52 3/8
Procter & Gamble	55 7/8	55 3/4
Sloan	42 3/8	42 1/8
Tesoro	62 7/8	62 3/4
United Carbide	28 7/8	27 1/4
United Tech.	65 3/8	65 7/8
Westinghouse El.	12 1/4	12 3/8
Woolworth	16 1/8	16 1/4

LONDRES, 22 juin • Rebond

Après quatre séances consécutives de baisse, le Stock Exchange a rebondi, mercredi 22 juin, encouragé en fin de séance par les gains initiaux de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 20,2 points à 2 960,4 points, soit une avance de 0,88 %. La réduction de cinq centimes de point du taux marginal de prise en pension de la Bundesbank, à 5 %, a apporté du soutien dans la matinée. Le Footsie avait ensuite momentanément réduit ses gains, mais il s'est reparti à la hausse sous l'influence de Wall Street. Le volume d'activité a été faible, avec 461,3 millions de titres échangés contre 540,5 millions la veille.

Du côté des valeurs, Imperial Chemical Industries (ICI) a gagné 18 pence à 756 en réaction à des commentaires positifs de courtiers après une réunion d'analystes la veille.

VALEURS	Cours du 21 juin	Cours du 22 juin
Alfred Lyons	5,67	5,68
BP	3,39	4,02
BT	1,25	1,02
Cadbury	4,22	4,25
Glan	5,24	5,29
ICI	7,38	7,57
Imperial	7,42	7,50
ITC	6,35	6,42
Shell	6,82	6,94
Unilever	5,72	5,74

TOKYO, 23 juin • Forte progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en forte hausse jeudi 23 juin, le Nikkei progressant de 458,89 points, soit 2,2 %, pour terminer la séance à 21 040,21 points. Des achats d'arbitrage ainsi que des achats massifs des fonds d'investissement ont dopé les cours. De plus, la meilleure tenue du dollar a soutenu la tendance qui a permis à l'indice Nikkei de revenir au-delà des 21 000 points. Toutefois, selon les intervenants, la prudence est de mise dans l'attente d'une stabilisation du

marché des changes. Le volume des transactions a été modeste. Il a porté sur 400 millions de titres contre 500 millions la veille.

VALEURS	Cours du 22 juin	Cours du 23 juin
Bridgestone	1 620	1 650
Canon	1 740	1 780
Fuji Bank	2 280	2 300
Honda Motor	1 850	1 870
Hitachi	1 850	1 850
Industrial Bank	774	778
Sony Corp.	6 070	6 120
Toyota Motor	2 170	2 200

CHANGES

Dollar : 5,5070 •

Jeudi 23 juin, le deutschemark restait ferme à 3,4203 francs à l'ouverture du marché des changes parisiens, contre 3,4198 francs la veille en fin de journée (cours indicatif Banque de France). Le dollar se redressait à 5,5070 francs, contre 5,4750 francs mercredi soir (cours Banque de France).

	22 juin	23 juin
FRANCFORT		
Dollar (en DM)	1,9990	1,9985
TOKYO		
Dollar (en yen)	100,65	101,31

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (23 juin) : 5 516 % - 5 716 %
New-York (22 juin) : 4 1/8 %

BOURSES

	21 juin	22 juin
PARIS		
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 890,78	1 917,04
(SBF, base 1000 : 31-12-90)		
Indice SBF 120	1 307,51	1 307,51
Indice SBF 250	1 270,51	1 281,81

	21 juin	22 juin
NEW-YORK (indice Dow Jones)		
Industriel	3 708,29	3 724,77

	21 juin	22 juin
LONDRES (indice Financial Times)		
100 valeurs	2 940,28	2 960,40
30 valeurs	2 314,28	2 399,10

	21 juin	22 juin
FRANCFORT		
Dax	1 983,37	1 994,42

	22 juin	23 juin
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	20 581,32	21 040,21
Indice général	1 645,39	1 671,98

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,4985	5,5005	5,5197	5,5142
Yen (100)	5,4204	5,4251	5,4658	5,4737
Deutschemark	3,4173	3,4197	3,4157	3,4157
Franc suisse	4,0579	4,0625	4,0705	4,0769
Livre (1000)	3,4823	3,4859	3,4655	3,4621
Livre sterling	8,4182	8,4241	8,4258	8,4357
Peseta (100)	4,1212	4,1243	4,0965	4,1014

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	4 1/4	4 3/8	4 1/2	4 5/8	4 7/8	5
Yen (100)	2	2 1/8	2 1/16	2 3/16	2 1/8	2 1/4
Deutschemark	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16	5 15/16	6 1/16
Franc suisse	4	4 1/8	4 1/8	4 1/4	4 1/4	4 3/8
Livre (1000)	7 15/16	8 3/16	8 1/8	8 3/8	8 1/4	8 1/2
Livre sterling	4 7/8	5	5 1/16	5 3/16	5 3/8	5 1/2
Peseta (100)	7 5/8	7 7/8	7 3/4	8	7 15/16	8 3/16
Franc français	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 9/16	5 11/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

(Publicité)

ZIMBABWE

RESSOURCES FORESTIÈRES, PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET DE MANAGEMENT

PROJET DE SCIERIE A CHIMANIMANI

APPEL D'OFFRES

ÉQUIPEMENT POUR SCIERIE

Date de l'avis d'appel d'offres : 16 mai 1994
Date de l'ouverture des offres : 23 avril 1994
Référence de l'appel d'offres : Package 10

La « Forestry Commission » a reçu par l'intermédiaire du gouvernement zimbabwéen un prêt de la Banque Arabe de Développement Économique en Afrique (BADEA), en différentes devises, pour financer le Projet de Scierie à Chimanimani et il est convenu qu'une partie de ces fonds soit consacrée à l'achat d'équipements de scierie.

La « Forestry Commission » du Zimbabwe lance un appel d'offres pour la fourniture des équipements de scierie suivants :

- Scie jumelée à ruban (Twin bandsaw) ;
- Scie jumelée à ruban à refendre (Twin band resaw) ;
- Double arbre portant plusieurs scies à fendre (Double arbor multi-ripsaw) ;
- Machines à couper des planches (Board edgers) et
- Autres équipements connexes.

Les entreprises intéressées par cet appel d'offres peuvent obtenir de plus amples informations et consulter le cahier des charges au bureau du « Project Co-ordinator » (première adresse ci-dessous). L'ensemble du cahier des charges peut être acheté par toute entreprise intéressée par l'appel d'offres en en faisant la demande écrite à la première adresse ci-dessous et en contrepartie du paiement de la somme non remboursable de 50 US\$ (cinquante dollars américains) ou l'équivalent en une devise librement convertible ou en dollars zimbabwéens.

Toutes les offres doivent être accompagnées d'une caution de soumission égale à 5 % du montant de l'offre, dans une devise librement convertible ou en dollars zimbabwéens, et doivent parvenir au « Secretary, Zimbabwe Government Tender Board » (seconde adresse ci-dessous) au plus tard le 21 juillet 1994 à 10 heures. L'ouverture des plis aura lieu immédiatement après, en présence des représentants des candidats qui auront décidé de participer.

(1) The Project Co-ordinator
Forestry Commission, P.O. Box 139, Highlands, Harare, Zimbabwe.
Tel.: (263-14) 48436/9. Fax: (263-14) 47065

(2) The Secretary
Zimbabwe Government Tender Board, Fourth Floor, Atlas House,
62 Robert Mugabe Road, Harare, Zimbabwe.

René
Benchmoul
HABILLEUR

HOMMES FORTS

17, boulevard Saint-Martin Paris 3^e
M^{étro} République, Tel. 48-87-69-95

صكزا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 23 JUIN

Liquidation : 23 juin
Taux de report : 5,63

Cours relevés à 11 h 15
CAC 40 : +1,41 % (1944,00)

Company (1)	VALUES	Costs priced	Revenue costs	% + -	Company (1)	VALUES	Costs priced	Revenue costs	% + -	Company (1)	VALUES	Costs priced	Revenue costs	% + -	Company (1)	VALUES	Costs priced	Revenue costs	% + -	
EUR-GDF 5%	0.96				DAEWOO-Australia	400	488	+0.50	DAEWOO-Australia	400	488	+0.50	DAEWOO-Australia	400	488	+0.50	DAEWOO-Australia	400	488	+0.50
BALP (T.F.)	1046	1054		+0.77	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
CLYDENAL (T.F.)	1026	1030		+0.37	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
SHAN (T.F.)	2140	2208		+0.70	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
SAINT-EDOUARD (T.F.)	1225				DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
THOMSON S.A. (T.F.)	1110				DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 1	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 2	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 3	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 4	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 5	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 6	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 7	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 8	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 9	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 10	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 11	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 12	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 13	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 14	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 15	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 16	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 17	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 18	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 19	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 20	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 21	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 22	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 23	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 24	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 25	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 26	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 27	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 28	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 29	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 30	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 31	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 32	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 33	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 34	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 35	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 36	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 37	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 38	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 39	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 40	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 41	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 42	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 43	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 44	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 45	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 46	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 47	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 48	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 49	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 50	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 51	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 52	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 53	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 54	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 55	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 56	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 57	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 58	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 59	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 60	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 61	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370	380	+0.29
Access 62	640	640			DAEWOO-Electra	370	380	+0.29	DAEWOO-Electra	370										

Comptant (sélection)

Comptance (selection)						Comptance (selection)						Comptance (selection)						Comptance (selection)					
VALEURS	% du total	% du secteur	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rachet net			
Obligations						Étrangères						Actions						Actions					
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis I	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008	Edis 1	703	709	A.E.R. Als.	580	—	Moravia Mines	98	—	Accommodement C.	3984,94	3984,94	Edis 1	7014,27	7231,61	Ph/Associations	3491,46	3491,46			
CFCE 5% 01-02	100	5,008</																					

Sicav (reflection) **22 juin**

[illegible]

Hors-cote (sélection)

[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 22/06	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 22/06
			achat	vente			
Etats Unis (1 USD)	5,4945	5,4750	5,20	5,80	Dr fin Bâle en barrel.	85500	85500
Ecu	6,5525	6,5530			Dr fin (en Regor)	86750	86150
Allemagne (100 DM)	341,5100	341,3800	328	352	Napoleon (1000)	398	398
Belgique (100 F)	16,5590	16,6710	18	17,10	Pièce fin (10 f)	320	
Payas-Bas (100 fl.)	304,0000	305,1530	328	315	Pièce fin (10 f)	320	
Italie (1000 lire)	5,4600	5,4745	5,25	5,75	Pièce fin (10 f)	320	
Danemark (100 kr.)	57,0500	57,1300	82,50	91	Pièce Latone (10 f)	337	395
Irlande (1 Irp)	5,2785	5,2940	5,25	5,70	Sovereign	510	500
Gde-Bretagne (1 L)	6,4225	6,4055	6	6,05	Pièce 20 dollars	2450	2520
Grèce (100 drachmes)	2,2530	2,2550	2,10	2,25	Pièce 10 dollars	1252,50	1252,50
Indes (100 roupies)	404,0000	405,1000	382	415	Pièce 5 dollars	625	625
Suède (100 kr.)	71,0500	71	60	70	Pièce 50 pesetas	214	214
Norvège (100 kr.)	76,5900	76,6500	74	83	Pièce 10 florins	414	414
Autriche (100 sch)	46,5570	46,5100	46,50	50			
Espagne (100 pes)	41,1110	4,1080	3,35	4,45			
Portugal (100 esc)	20,5250	20,525	1,95	2,75			
Canada (1 \$ can.)	3,5542	3,5577	3,15	3,75			
Japon (100 yen)	5,3744	5,4251	5,15	5,25			

RÈGLEMENT

Lundi des mardi : 5 % de variation
 coupon - Mercredi des jeudi :
 vendredi : non-couverture - Vendredi

Marché libre de l'or

36-15
TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
☎ 44-43-76-26

MENSUEL (1)
12 - Mardi et mercredi : montant du
ement dernier coupon - Jeudi et
été samedi : quotités de négociation

LA BOURSE SUR MINTEL

Matière (Marché à terme international de France) 22 juin 1994							
NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 274 623				CAC 40 A TERME Volume : 32 472			
Cours	Mars 95	Sept. 94	Déc. 94	Cours	Jun 94	Juillet 94	Août 94
Dernier.....	111	113,42	112,42	Dernier.....	1909	1902	—
Précédent...	110,80	112,30	111,40	Précédent...	1874	1869,50	1879

Matif (Marché à terme international de France)

Matière (Marché à terme international de France) 22 juin 1994							
NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 274 623				CAC 40 A TERME Volume : 32 472			
Cours	Mars 95	Sept. 94	Déc. 94	Cours	Jun 94	Juillet 94	Août 94
Dernier.....	111	113,42	112,42	Dernier.....	1909	1902	—
Précédent...	110,80	112,30	111,40	Précédent...	1874	1869,50	1879

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quantités de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux L = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 23 JUIN

TF 1	
13.35	Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25	Série : Côte Ouest.
16.15	Jeu : Une famille en or.
16.35	Club Dorothée.
17.50	Série : La Miel et les Abeilles.
18.20	Série : Les Filles d'à côté.
18.50	Magazine : Coucou, c'est nous !
19.50	Divertissement : La Bébête Show (et à 0.55).
20.00	Journal, Journal de la Coupe du monde de football, Tiro, La Minute hippique et Météo.
20.55	Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
21.55	Coupe du monde : Italie-Norvège, en direct de New-York : A 22.50, Mi-temps ; A 23.05, 2 ^e mi-temps.
0.50	Magazine : L'Europe en route.
FRANCE 2	
13.45	Série : Matt Houston.
14.35	Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.25	Tiro, en direct de Longchamp.
15.40	Variétés : La Chance aux chansons.
16.35	Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.05	Série : Goli.
17.40	Série : Génération musique.
18.00	Jeu : Un pour tous.
18.40	Divertissement : Rien à crier.
19.15	Jeu : Que le meilleur gagne.
19.55	Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.55	Magazine : Envoyé spécial.
22.30	Expression directe. CGT.
22.35	Cinéma : La Séta de guerre, o. Film américain de Kevin Reynolds (1988).
0.25	Journal et Météo.
0.45	Magazine : La Cécilia de minuit.
0.48	Magazine : Les adieux de Michel Field.
FRANCE 3	
13.35	Sport : Football. Coupe du monde : Etats-Unis-Colombie, en direct de Los Angeles.

FRANCE 2	
15.20	Série : La croisière s'amuse.
16.10	Magazine : La Fèvre de l'après-midi.
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20	3 000 scénarios contre un virus (et à 23.00).
18.25	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour.
19.00	Les meilleurs livres de l'année.
19.20	De 19.20 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Dessin animé : Les Aventures de Tintin.
20.25	Tout le sport.
20.45	Spécial Coupe du monde de football.
20.55	Cinéma : Bonjour l'angoisse, o. Film français de Pierre Tcherny (1988).
22.30	Journal et Météo.
23.05	Magazine : Nimbus.
0.00	Magazine : Le Divan.
CANAL PLUS	
13.35	Cinéma : L'Odeur de la papaye verte, o. Film vietnamien de Tran Anh Hung (1992).
15.15	Documentaire : Une, l'enfant de la rivière.
16.05	Cinéma : Fire Birds, o. Film américain de David Green (1988).
17.30	Sport : Basket-ball. Diffusion du match n° 7, New-York-Houston.
18.00	Cinéma : Canaille peluche.
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Antonio et Jane, o. Film britannique de Booben Kidron (1991).
21.40	Flash d'informations.
21.50	Cinéma : Une équipe hors du commun, o. Film américain de Penny Marshall (1992) (v.o.).

ARTE	
23.52	3 000 scénarios contre un virus.
23.55	Cinéma : Le Balais empoisonnés, o. Film américain de Norman René (1952) (v.o.).
1.35	La Nuit de la provocation, 2 ^e partie, rediff.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Fiction. Mal en voix, d'Yves Hughes.
21.30	Profil perdu.
22.40	Les Nuits magnétiques.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (en direct de l'église de Notre-Dame-du-Travail à Paris) : Vespres (extraits), de Tchaïkovski ; La Semaine sainte (extraits), de Górecki ; Deux concertos pour soliste et orchestre, de Tchaïkovski ; Concert pour soliste et orchestre, d'Arkhangel'ski ; Trois chœurs de la trilogie de Tchaïkovski ; Chœur et solistes, de Scriabine ; Chœur de Radio-France, dir. Vladimir Tchoumoukhov.
22.15	Soliste, Sviatoslav Richter.
23.07	Alors la nuit.
0.00	L'Heure bleue.

FRANCE 2	
17.25	3 000 scénarios contre un virus.
17.30	Série : Les deux font la loi.
18.00	Série : Un fil dans la main.
19.00	Série : Pour l'amour du risque.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Madame est servie.
20.35	Magazine : Zoo 6.
20.50	Cinéma : Holocaust 2000, o. Film italo-américain d'Alberto De Martino (1978).
22.40	Téléfilm : La Maison sur la falaise.
0.20	Six minutes première heure.
0.30	3 000 scénarios contre un virus.
0.35	Magazine : Ciné 6.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Fiction. Mal en voix, d'Yves Hughes.
21.30	Profil perdu.
22.40	Les Nuits magnétiques.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (en direct de l'église de Notre-Dame-du-Travail à Paris) : Vespres (extraits), de Tchaïkovski ; La Semaine sainte (extraits), de Górecki ; Deux concertos pour soliste et orchestre, de Tchaïkovski ; Concert pour soliste et orchestre, d'Arkhangel'ski ; Trois chœurs de la trilogie de Tchaïkovski ; Chœur et solistes, de Scriabine ; Chœur de Radio-France, dir. Vladimir Tchoumoukhov.
22.15	Soliste, Sviatoslav Richter.
23.07	Alors la nuit.
0.00	L'Heure bleue.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Lucidités

En attendant Giscard sur TF 1, on tombe sur les dernières minutes de l'ultime émission en direct de « Sacré Soirée ». Pour la dernière fois, sur son ordinateur, Laurence tirait au sort le date de naissance des téléspectateurs admis à concourir pour gagner 100 000 francs. Etait-ce la proximité de la « quille » ? L'heureux événement attendu par la jeune femme ? Laurence et Foucault étaient d'humeur badine, jusqu'à faire du mauvais esprit. « Laurence, on va vous en faire cadeau, de l'ordinateur », promet Foucault. Comme cela vous pourriez dire à votre enfant : « Tu vois, maman, avant que tu naisses, elle appuyait sur la flèche, là. » « Et j'ajoutai : « Monsieur Foucault, il ne voulait pas qu'elle parle », ricanait Laurence, grisée par la magie de l'instant. L'espace d'une seconde, on entrevit que Foucault, sept ans durant, s'était toujours vu comme nous le voyions. Pendant tout leur septennat, Laurence avait fait le potiche, Foucault avait fait le Foucault en toute lucidité. Et les souhaits que nous le sachions, que nous admirions cette clairvoyance, si tardivement révélée.

Arrivèrent enfin Guillaume Durand, Valéry Giscard d'Estaing, et la question centrale de l'émission : « La politique est-elle en danger ? » Comme terrifiée d'avance du risque insensé de programmer près de deux heures de Giscard, même autour de minuit, TF 1 avait branché sur la politique en péril de multiples perfusions : diélogues avec Stéphane Collaro et Jean-Louis Borloo (représentants du « parier vrai »), duplex avec Bernard Tapie, stratégiquement situé en fin d'émission et annoncé par l'animateur avant chaque coupure de publicité, extraits du « Bébête Show » et des « Guignols de l'Info ». Lui aussi invité par Durand, l'ex-empereur Bokassa était excusé : il avait demandé un cachet de 100 000 francs, ce qui témoignait, là encore, d'une certaine lucidité.

Ces perfusions se révélèrent inutiles. Aussi inexplicable que ce soit, le phénomène est là : Giscard intéressé. Est-ce la sincérité ? la vulnérabilité ? Il accroche l'attention. Même à minuit, même chez Guillaume Durand. Une obsession si méticuleuse de se délivrer de l'échec de 1981, de remonter le temps, ne peut pas ne pas attirer la compassion. On sent, dans ce cadavre politique, une lucidité fascinante et intacte, même si elle est partielle. Extra lucide lorsqu'il évoque le passé ou croque tout autre que lui-même — Mitterrand, Chirac, Balladur —, Giscard plonge dans les brumes d'un rêve prend les contours de l'Elysée. Entraîné par Durand, il assure que le principe politique attendu du futur président était... l'expérience. On crut un instant que Durand aurait la cruauté de lui tendre un crayon, et de lui demander d'esquisser le portrait-robot du président idéal. Alors, inconsciemment, poussé par une force invincible, n'eût-il pas dessiné son propre profil ?

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * Signalés dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; n On peut voir ; m Ne pas manquer ; a a Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 24 JUIN

TF 1	
6.00	Série : Mémoires (et à 4.10).
6.28	Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30	Club mini Zig-Zag.
7.00	Journal.
7.15	Club Dorothée avant l'école.
8.30	Télé-shopping.
8.00	Série : Passions.
9.30	Feuilleton : Haine et passions.
10.15	Feuilleton : Hôpital central.
10.55	Série : Tribunal.
11.30	Feuilleton : Santa Barbara.
11.55	Jeu : La Roue de la fortune.
12.25	Jeu : La Juste Prix.
13.00	Magazine : A vrai dire.
13.00	Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35	Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25	Série : Côte Ouest.
16.15	Jeu : Une famille en or.
16.35	Club Dorothée.
17.50	Série : La Miel et les Abeilles.
18.20	Série : Les Filles d'à côté.
18.50	Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.10).
19.50	Divertissement : La Bébête Show (et à 1.05).
20.00	Journal, Journal de la Coupe du monde de football, La Minute hippique et Météo.
20.55	Magazine : Perdu de vue.
23.05	Magazine : Ushuaia.
1.00	3 000 scénarios contre un virus.
1.10	Journal et Météo.
1.15	Jeu : Millionnaire.
1.45	Concert : Orchestre national Bordeaux-Aquitaine.
3.00	TF 1 nuit (et à 4.00, 4.35).
3.10	Documentaire : Histoire naturelle.
4.40	Musique : Tronçons l'arbre et la forêt.
5.05	Documentaire : L'Equipe Cousteau en Amazonie.

FRANCE 2	
5.45	Dessin animé.
5.50	Divertissement : Rien à crier (rediff.).
6.30	Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.35	Feuilleton : Amourusement vôtre.
8.55	Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.20	Magazine : Martin bonheur.
11.10	Flash d'informations.
11.15	Jeu : Motus.
11.50	Jeu : Pyramide (et à 4.25).
12.20	Magazine : C'est tout Coffe.
12.55	Météo (et à 13.35).
12.59	Journal, Bourse et Point route.
13.45	INC.
14.35	Série : Matt Houston.
15.25	Dans la chaleur de la nuit.
15.40	La Chance aux chansons (et à 4.50).
16.35	Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.10).
17.00	Série : Goli.
17.20	Clip : 3 000 scénarios contre un virus (et à 23.55).
17.30	Série : Génération musique.
18.10	Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.10).
18.35	Sport : Football. Coupe du monde : Mexique-République d'Irlande, en direct d'Orlando : A 19.35, 2 ^e mi-temps ; A 19.55, 2 ^e mi-temps.
20.30	Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
21.05	Le Bâtisseur.
21.40	Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.10).
22.05	Sport : Football. Coupe du monde : Brésil-Cameroun, en direct de San-Francisco : A 22.50, mi-temps ; A 23.05, 2 ^e mi-temps.
0.00	Journal et Météo.
0.20	Série : Un privé sous les tropiques.

FRANCE 3	
1.25	Sport : Football. Coupe du monde : Suède-Russie, en direct de Detroit ; A 1.35, Coup d'envoi.
3.30	Documentaire : Indeslance.
3.55	Dessin animé (et à 4.20).
4.05	24 heures d'Info.
CANAL PLUS	
6.00	Euronews.
7.00	Premier service.
7.15	Bonjour les petits loups.
8.15	Magazine : Emplois du temps.
8.45	Continental.
9.35	Magazine : Génération 3.
11.05	Magazine : France 3.
11.45	La Cuisine.
12.00	Flash d'informations.
12.05	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.00	Série : Happy Days.
13.35	Sport : Football. Coupe du monde : meilleurs moments des matchs Italie-Norvège, en direct de New-York, et Corée du Sud-Bolivie, en direct de Boston.
15.18	Série : La croisière s'amuse.
16.05	Clip : 3 000 scénarios contre un virus (et à 23.15).
16.10	Magazine : La Fèvre de l'après-midi.
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour.
19.00	De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Dessin animé : Les Aventures de Tintin.
20.25	Tout le sport.
20.45	INC.
20.50	Magazine : Thalassa.
21.50	Magazine : Faut pas rêver.
22.50	Surprises.
23.00	Cinéma : Boomerang, o. Film américain de Reginald Hudlin (1992). Avec Eddie Murphy, Robin Williams, Halle Berry.
0.53	3 000 scénarios contre un virus.
0.55	Cinéma : Antonio et Jane, o. Film britannique de Booben Kidron (1991) (v.o.).

CANAL PLUS	
6.59	Pin-up (et à 12.29, 0.52).
7.00	CBS Evening News.
7.23	Le Journal de l'emploi.
7.25	Canaille peluche.
7.50	Ca cartoon.
8.08	Court métrage : Zoo Cup (et à 17.58).
8.10	Magazine : 24 heures (rediff.).
9.00	Le Journal du cinéma.
9.05	Cinéma : Histoire de fantômes chinois 2, o. Film chinois (Hongkong) de Ching Si-Tung (1990).
10.45	Flash d'informations.
10.47	3 000 scénarios contre un virus.
10.55	Téléfilm : Interceptor.
12.30	Magazine : La Grande Famille.
13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : La Case, o. Film français de Coline Sarreau (1992).
15.05	Spécial : Prince.
16.10	Surprises.
16.20	Cinéma : Uncle Buck, o. Film américain de John Hughes (1989).
18.00	Canaille peluche.
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Téléfilm : La Stratégie de l'infidélité.
22.20	Documentaire : Les Grands Crimes du XX ^e siècle.
22.45	Ted Bundy, meurtrier en série.
22.50	Surprises.
23.00	Cinéma : Boomerang, o. Film américain de Reginald Hudlin (1992). Avec Eddie Murphy, Robin Williams, Halle Berry.
0.53	3 000 scénarios contre un virus.
0.55	Cinéma : Antonio et Jane, o. Film britannique de Booben Kidron (1991) (v.o.).

FRANCE 2	
2.05	Cinéma : Toux Affair, o. Film français de Philomène Esposto (1992).
3.30	Surprises.
3.55	Cinéma : Fanny et Alexandre, o. Film suédois-franco-allemand d'Ingmar Bergman (1983).
ARTE	
17.00	Documentaire : Histoire parallèle.
17.55	Magazine : Macedon.
19.00	Série : Fast Forward.
19.30	Documentaire : La Far West.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Téléfilm : On est à l'envers.
22.15	Documentaire : Rites de passage.
23.05	Les Nuits magnétiques.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (à la radio) : Le Chevalier à la rose, de R. Strauss ; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel ; Le Sacre du printemps, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique des MDR, dir. Daniel Nazareth.
23.07	Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du jazz-club Lionel Hampton à Paris.

FRANCE 2	
20.00	Série : Madame est servie.
20.35	Magazine : Capital.
20.45	Téléfilm : Déflagrations.
22.35	Série : Mission impossible.
23.35	Magazine : Les Enquêtes de Capital (et à 6.40).
0.05	Magazine : Sexy Zap.
0.40	Six minutes première heure.
0.50	3 000 scénarios contre un virus.
0.55	Magazine : Culture rock (et à 6.05). La saga de ZZ Top.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Radio archives.
21.32	Musique : Black and Blue.
22.40	Les Nuits magnétiques.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (à la radio) : Le Chevalier à la rose, de R. Strauss ; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel ; Le Sacre du printemps, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique des MDR, dir. Daniel Nazareth.
23.07	Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du jazz-club Lionel Hampton à Paris.

Les interventions à la radio
France-Inter, 8 h 40 : Etienne Mougeotte (Radio Com).
RMC, 19 h 15 : François Bayrou (Le Forum RMC-Express).

NOMADE MONTAGNES, DESERTS
Dix points de vue sur les montagnes et les déserts.
47, rue Montparnasse, 75006 Paris. 46 33 71 71

Le mal du siècle, c'est le mal de dos !
MOBECO vous propose une literie adaptée à votre morphologie, au plus bas prix.
SOMMIERS-MATELAS
toutes dimensions fixes ou relevables.
Tréca, Epéda, Simmons, Dunlopillo, Merinos, Bultex...
Garantie 5 ans.

PIERRE GEORGES

Arsenic et vieux potage

NAPOLÉON est mort à Sainte-Hélène. Son fils Léon lui a crevé le bide. On l'a retrouvé assis sur une baignoire. En train de bouillir des arêtes de poisson. Hélas, même les plus jolies complices ont une fin. Et celle-ci, qui fit les défilés de générations d'écoblés, vient de mourir une seconde fois.

Un professeur de sciences économiques de Montpellier, M. René Maury, affirme en effet avoir trouvé la clef de l'horrible crime de Sainte-Hélène. Napoléon le grand, le seul, le vrai, aurait bel et bien été assassiné. Mais pas à la manière anglaise, surnoise et insulaire, du thé de 5 heures. Non, feson Marie Besnard, arsenic et vieux potage, le bouillon du soir, jour après jour, pendant quatre ans.

Et par qui ? Par un Français, un proche, le sieur comte Charles Tristan de Montholon, aristocrate qui fut chambellan et ministre plénipotentiaire à Wurzburg avant que de nourrir son funeste projet. C'est M. Maury qui le dit. Et il n'y a pas de raison d'en douter. Non plus que de le croire.

Se non è vero, l'histoire est tellement plaisante. Dans le *Midi libre*, mardi, le professeur Maury, fin linier de la faculté, a publié une immense tartine. D'où il ressort qu'il tient tout et que tout se tient : l'assassin, sa complice, les mobiles, l'arme du crime, les examens médico-légaux, et même l'aveu de l'assassin.

L'assassin donc et sa complice, la belle Albine, née de

Vassal, qu'il épouse en 1808. Le mariage ne fut pas à l'empereur. La mariée, elle, plaisait un peu plus. Bref, lorsque le couple suivit Napoléon en son exil, le souverain fit de l'un son exécuteur testamentaire et de l'autre sa maîtresse. C'était vivre dangereusement, ajoutant au coquillage la tentation. Car, dit le bon professeur, l'empereur était riche à millions, cent cinquante d'aujourd'hui. Cocu, cupide, on rumènerait son affaire pour moins que cela. Et comme M. Maury y ajoute un zeste de psychanalyse, la vengeance d'un aristocrate contre « le parvenu » qui le domine, l'affaire semble entendue.

L'arme : le poison, l'arsenic, à doses infimes, dans le vin réservé à Napoléon. La preuve d'empoisonnement est présentée « tréante et un des trente-trois signes cliniques de l'intoxication arsenicale chronique ». Et, ajoute M. Maury, les analyses faites en 1980 à Glasgow sur les cheveux impériaux prélevés par le fidèle valet Noverraz au lendemain de la mort ont conclu à une présence « treize fois supérieure à la dose normale d'arsenic dans le tissu capillaire ».

Le FBI, qui travaille sur ces cheveux historiques, devrait confirmer. Reste l'aveu. M. Maury n'en dit rien, sauf qu'il affirme « avoir découvert l'aveu de l'assassin par une chance exceptionnelle ». Mais il en réserve la prime aux futurs lecteurs de son livre. Il en a déjà le titre : *L'Assassin de Napoléon*. Ne lui manque plus que l'éditeur.

Avis favorable à la levée de l'immunité parlementaire de M. Tapie

Par 13 voix sur 15, les membres de la commission des immunités ont donné, mercredi 22 juin, un avis favorable aux deux demandes de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône, l'une pour abus de biens sociaux, l'autre pour fraude fiscale, dans l'affaire du Phocée. Georges Sarré (RI, Paris), proche de Jean-Pierre Chevènement, n'a pas pris part au vote, et le représentant communiste, Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne), était absent au moment du scrutin.

Daniel Vaillant (Paris), seul député socialiste membre de la commission, s'est prononcé en faveur de la levée de l'immunité de M. Tapie, comme l'ensemble des membres RPR et UDF. Dans la soirée, on précisait toutefois, au groupe socialiste de l'Assemblée nationale, que M. Vaillant s'était exprimé à titre personnel et que le groupe n'adhère pas à la position que la semaine prochaine, avant le vote en séance publique, et toutefois la procédure est menée à son terme.

Dans ses deux rapports, rendus publics mercredi, Dominique Bussereau (UDF-PR) rappelle que la commission des immunités n'a pas

à se prononcer sur le fond du dossier, mais doit apprécier « le caractère sérieux, loyal et sincère » de la demande. A propos de l'abus de biens sociaux, M. Bussereau relève qu'« il ressort nettement que les conditions d'exploitation du Phocée par la société ACT sont inhabituelles de la part d'une société à vocation commerciale » et que « au cours de la période considérée, se sont produits entre la société ACT (Alain-Coles-Tahiti), chargée de l'exploitation du voilier » et sa mère FIBT (Société financière et immobilière Bernard Tapie, détenue en totalité par M. Tapie et son épouse), des mouvements de fonds, peu usuels, portant sur des montants non négligeables et dont la justification n'apparaît pas clairement ».

« L'ensemble de ces données, observe M. Bussereau, démontre l'existence d'un problème juridique sérieux », sur lequel il appartient à la justice, et à elle seule, de se prononcer, sans que le cours de son fonctionnement puisse en quel que ce soit être entravé. Sur la seconde demande de levée de l'immunité, motivée par une présomption de fraude fiscale, le rapport indique que « s'agissant du caractère inten-

tionnel de cette insuffisance de déclaration, élément constitutif du délit de fraude fiscale, [la commission] ne peut que se borner à faire état de l'application des pénalités pour mauvaise foi, motivées dans la notification de redressement remise le 16 décembre 1992 » à M. Tapie.

Evoquant, enfin, le calendrier de la procédure, M. Bussereau souligne que tant le magistrat chargé d'instruire le dossier sur l'abus de biens sociaux que le parquet jugent « aujourd'hui indispensables » de permettre la mise en examen du député des Bouches-du-Rhône et que, en conséquence, « la non-levée de [son] immunité parlementaire constituerait une entrave au bon fonctionnement de la justice ». Ces arguments incitent donc la commission à soumettre à l'Assemblée nationale deux propositions de résolution tendant à lever l'immunité parlementaire de M. Tapie.

Le député des Bouches-du-Rhône qui, depuis son élection au Parlement européen, doit abandonner un de ses mandats en raison de la loi sur les cumul, a indiqué à plusieurs reprises qu'il avait l'intention de démissionner de l'Assemblée nationale. M. Tapie devait mettre cette intention à exécution avant la séance publique de levée de son immunité, fixée au mardi 28 juin. En démissionnant, M. Tapie perd immédiatement le bénéfice de son immunité et peut donc être mis en examen, mais ses conseillers et lui-même espèrent encore gagner du temps en bénéficiant du flot juridique qui entoure la date exacte à partir de laquelle court l'immunité de parlementaire européen (le *Monde* des 16 et 23 juin). Pour M. Tapie, la course continue.

PASCALE ROBERT-DIARD

H. G.

Pyongyang acceptant de « geler » son programme nucléaire

Détente dans la crise coréenne

WASHINGTON

de notre correspondant

« Ce n'est pas la solution au problème, mais une nouvelle occasion de trouver une solution », a observé, prudent, le président Clinton, mercredi 22 juin, en indiquant que les Etats-Unis et la Corée du Nord allaient entamer le 8 juillet à Genève, une troisième série de pourparlers pour obliger Pyongyang à respecter son engagement à ne pas se doter de l'arme atomique.

Amorcé sous le président Bush, ce processus s'était, jusqu'à présent, soldé par un échec, le Nord ayant tout fait pour empêcher les enquêtes de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'AIEA entend s'assurer que le centre de retraitement de Yongbyon n'est pas au cœur du programme nucléaire militaire du régime de Kim Il-sung.

A court d'arguments, l'administration Clinton, appuyée par ses alliés européens, s'était résolue au début du mois à solliciter du Conseil de sécurité des Nations unies l'examen d'une procédure de sanctions contre la Corée du Nord pour manquement à ses obligations de membre non-nucléaire du traité de non-prolifération (TNP). Celle-ci ayant alors tonné que l'imposition de sanctions « équivalait à une déclaration de guerre », la tension était montée d'un cran. Et Washington avait utilisé les bons offices de Jimmy Carter pour sonder les intentions de Kim Il-sung.

De retour de Pyongyang, l'ancien président démocrate avait assuré que son interlocuteur était disposé à accepter les trois conditions posées par Washington pour la reprise d'un dialogue éminemment souhaité par le régime nord-coréen. Méfiants, les Etats-Unis avaient demandé aux Nord-Coréens de confirmer par écrit ce qu'ils avaient dit à M. Carter.

Ils ont reçu mercredi une lettre dont le texte - obtenu par le *Monde* - confirme les intentions du Nord : en échange de la reprise du dialogue, « nous sommes prêts à ne pas recharger le réacteur expérimental de 5 MW (de Yongbyon), à ne pas retraiter le combustible, et à permettre (...) la présence et les inspections des hommes de l'AIEA ». C'est ce que les Etats-Unis appellent le « gel » du programme nord-coréen, qu'ils avaient exigé avant d'envisager une reprise des conversations entre Robert Galucci, secrétaire d'Etat adjoint chargé du dossier, et son homologue nord-coréen, Kang Sok-ju, signataire de la lettre.

M. Clinton a rendu hommage à la mission Carter, déclarant : « C'est un important pas en avant, un développement très posi-

tif ». De fait, les Nord-Coréens ont immédiatement renouvelé le vœu des inspecteurs de l'AIEA, qu'ils s'apprêtaient à chasser. En « suspendant » la procédure des sanctions, Washington se voit soulagé d'une tâche impossible : assembler au Conseil de sécurité une coalition anti-nord-coréenne. Face à l'opposition de la Chine, aux réserves de la Russie et aux hésitations de la plupart de ses alliés asiatiques (à commencer par le Japon et la Corée du Sud), elle n'y arrivait pas.

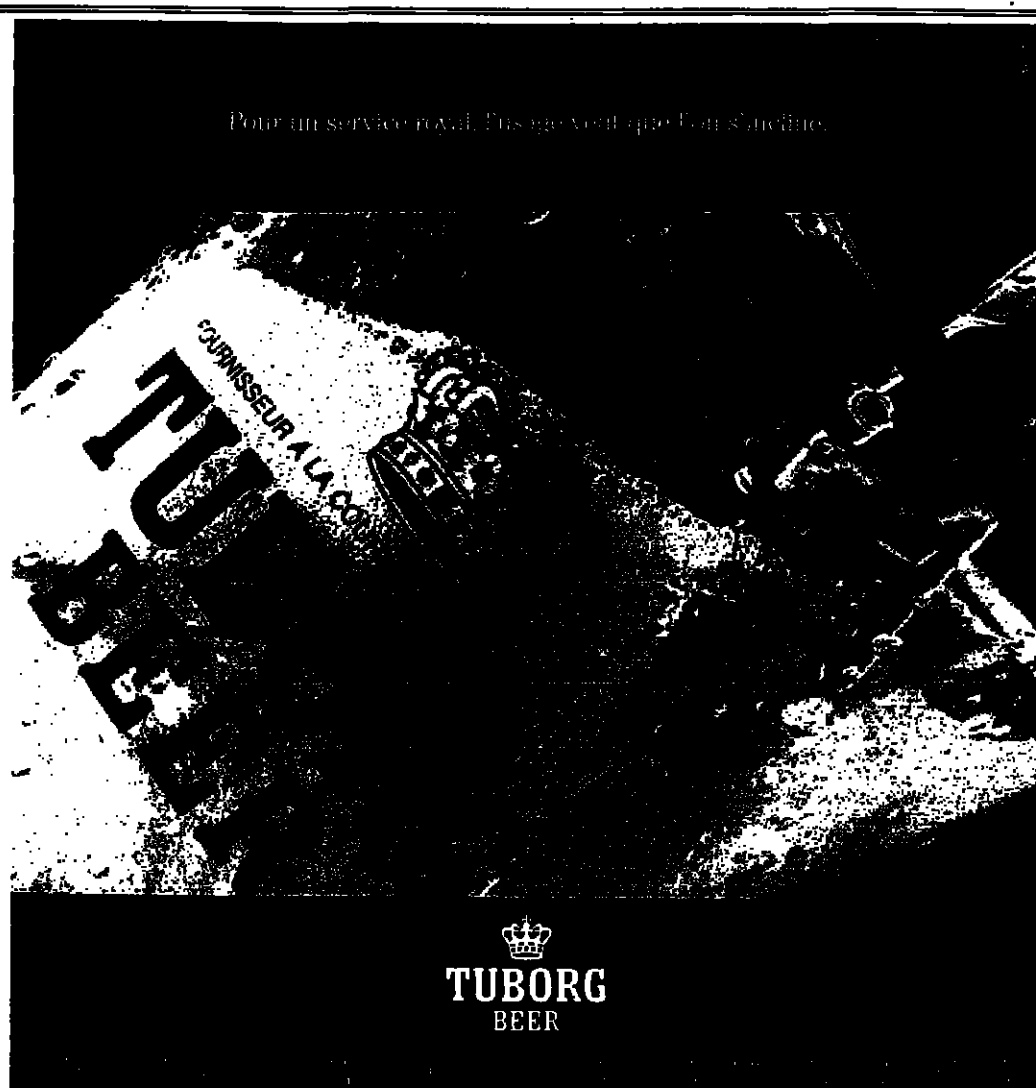
Washington reste prudent. Si la lettre des Nord-Coréens assure qu'ils entendent « pleinement respecter » leurs engagements au titre du TNP, les Etats-Unis les soupçonnent d'avoir voulu gagner du temps. A chaque fois, Kim Il-sung n'a semblé faire des concessions que lorsqu'il était au bord de la rupture avec les Etats-Unis ; à chaque fois, il n'a semblé momentanément reculer que pour aller ensuite de l'avant dans son programme nucléaire.

ALAIN FRACHON

Les négociations pour la reprise de l'OM sont suspendues

A la veille de la décision du tribunal de commerce de Marseille qui devait se prononcer, jeudi 23 juin, sur un éventuel dépôt de bilan de l'Olympique de Marseille, Bernard Tapie aura encore, mercredi 22 juin, une journée à la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) et restera sur ses positions, sa commission d'appel confirmant son jugement du 31 mai, à savoir l'interdiction de recrutement et la rétrogradation du club en deuxième division. Une révision de ce jugement pourrait être décidée en cas de reprise de l'OM.

Les négociations entre l'OM et le holding financier britannique ISI, reprenant potentiellement le club, ont été suspendues. « La situation est gelée », affirme Bernard Dalmon, président de l'ISI, dans un entretien au quotidien *le Méridien*, daté jeudi 23 juin. Son désaccord avec Bernard Tapie est total. Dans un premier temps, le holding britannique avait proposé d'injecter 20 millions de dollars (plus de 110 millions de francs) dans le club phocéen. Bernard Dalmon exprime aujourd'hui sa crainte que « le passif de 100 millions de francs, avancé par l'OM, soit en réalité à multiplier par trois ».



TUBORG BEER

DÉBATS

Libre-échange : « Cher Philippe, cher Jimmy... », par Alain Madelin ; PS : « Défense de Michel Rocard », par Frédéric Martel (page 2).

INTERNATIONAL

Nigeria : vainqueur de l'élection présidentielle Moshood Abiola a été arrêté

Moshood Abiola, qui s'était proclamé le 11 juin « président et commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigeria », a été arrêté, dans la nuit de mercredi à jeudi, à son domicile dans la banlieue de Lagos, où il était revenu attendre la police après avoir bravé une nouvelle fois le régime du général Abacha (page 6).

Colombie : le président élu est soupçonné d'avoir reçu de l'argent du cartel de Cali

La publication, mercredi, de plusieurs entretiens enregistrés sur cassettes entre les frères Gilberto et Miguel Rodríguez - patrons de l'une des principales « familles » du cartel de Cali - et un journaliste de télévision, Alberto Giraldo, met gravement en cause le libéral Ernesto Samper, vainqueur de l'élection présidentielle du 19 juin (page 7).

Yémen : Ryad fait du « lobbying » en faveur d'Aden

Pour Ryad, les choses sont claires : ce sont les « nordistes » qui poursuivent les hostilités en dépit de leurs multiples acceptations verbales de la trêve (page 7).

SOCIÉTÉ

M. Fillon veut réorganiser en douceur les formations technologiques supérieures

En prévision de la prochaine rentrée, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a présenté, mercredi en conseil des ministres, la nouvelle organisation des formations technologiques de

l'enseignement supérieur (page 7).

COMMUNICATION

Engagée par le « Times » la guerre des prix fait rage en Grande-Bretagne

La bataille de la diffusion fait à nouveau rage en Grande-Bretagne, où le *Daily Telegraph* a réduit son prix de vente approximativement de 4 F à 2,50 F afin de pouvoir rivaliser avec le *Times* (page 19).

ÉCONOMIE

La Lufthansa demande à desservir Orly

La Lufthansa a connu un redressement spectaculaire en 1993 en ramenant ses pertes de 1,2 milliard de francs à 220 millions de francs (après impôts). Après trois années de pertes, Lufthansa prévoit de renouer avec les bénéfices en 1994. Son président, Jürgen Weber, demande à avoir accès à l'aéroport d'Orly, comme l'a obtenu British Airways pour Londres, et réclame la fin des monopoles dans les services aéroportuaires (page 21).

SERVICES

Abonnements : 11
Cartes : 24
Dans la presse : 19
Loto : 15
Marchés financiers : 22-23
Météorologie, Météo croisée : 24
Radio-télévision : 25

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3617 LMDOC et 36-29-04-56

DEMAIN

Temps libre

En Acadie, en haut à droite de l'Amérique du Nord, persiste le souvenir des hostilités entre la France et l'Angleterre et de l'exil-martyre des habitants contraints par les Anglais à quitter le pays, en 1755, lors du « Grand Dérangement ».

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » (pages 1 à 11)

Le numéro du « Monde » daté jeudi 23 juin 1994 a été tiré à 447 366 exemplaires

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde TEMPS LIBRE

صك: احن الأصل

Le Monde DES LIVRES

Stendhal l'Italien

L'exercice d'admiration d'un certain M. Beyle pour Michel-Ange et Léonard de Vinci

HISTOIRE DE LA PEINTURE EN ITALIE
I. - Autour de Léonard de Vinci
II. - Autour de Michel-Ange
de Stendhal.
Seuil, coll. « L'Ecole des lettres »
312 p. et 430 p., 44 F et 58 F.

En juillet 1817 paraît à Paris, en deux volumes, une étrange *Histoire de la peinture en Italie*. Elle est signée des initiales M.B.A.A., qu'il faut déchiffrer : M. Beyle, ancien auditeur. En septembre de la même année, voici un autre livre du même auteur : *Rome, Naples, Florence*. Mais, cette fois, la signature a changé : c'est Stendhal.

Où en est Stendhal en 1817 ? Politiquement, après l'épopée napoléonienne, c'est pour lui l'exil, ou presque. Le souvenir de l'Empereur prisonnier à Sainte-Hélène s'éloigne (mais la courtoisie dédicace ne le trahit pas : « Vos plus ennemis ne seront connus que par le bonheur qu'ils auront eu d'être vos ennemis »). La Restauration est partout, c'est-à-dire l'argent, l'hypocrisie, les intrigues, les places. L'*Histoire* n'est rien d'autre que Stendhal se fait suspect, socialement mais aussi personnellement. Il sent autrement, il raisonne autrement, il aime d'une façon qui n'appartient qu'à lui, il a besoin d'admirer, il veut devenir admirable. Il a trente-quatre ans. Il ne va pas bien. Il est entre Angela (qui le trompe) et Métilde (qui sera la grande passion de sa vie). L'Italie ? Ah oui, plus que jamais, la France est invivable, déginge de soupçons, de petites gens, de règlements de comptes fustigés provinciaux. L'art ? De plus en plus, puisque c'est la même chose que l'amour. Mais quel art maintenant ? Pour dire quoi ? Et avec quel corps ? Retour aux Grecs, comme d'habitude, après les grands effondrements ? Sans doute, mais les Italiens (on les connaît encore si mal) ont fait autre chose que le mauvais goût néoclassique révolutionnaire ou impérial. On ne doit pas imiter l'antique, on ne doit pas vouloir autre chose que ce qu'on est. Alors ?

Stendhal a un faible pour la physiologie. Au commencement est le tempérament, le reste en découle. Voyons, il y a le sangin, le bilieux, le flegmatique, l'athlétique, le nerveux, le mélancolique. Stendhal est déjà romancier, il observe, il note, il classe, il trace des portraits, il s'amuse. Le sanguin-bilieux est le tempérament le plus heureux (c'est celui des Français, tant mieux). En revanche, le « bilieux-mélancolique, varié



Un nu de Michel-Ange au plafond de la Sixtine

si commune en Espagne, en Portugal, au Japon, me semble (...) le tempérament du malheur sous toutes ses formes ». La situation historique est mélancolique ? On va donc la rappeler à l'ordre par l'esprit logique et mathématique (c'est celui que Stendhal se veut), mais capable en même temps d'aller au fond du sentiment (c'est ainsi que Stendhal se rêve). Un mot résume cette synthèse originale qui risque de disparaître dans l'apathie et la recherche d'intérêts médiocres : *énergie*. Ainsi, on fera l'apologie sinon de Napoléon (après tout, trop de morts pour rien et trop d'administration), du moins de François I^{er} (« L'énergie de la

Ligue sème des grands hommes »). François I^{er}, contre Louis XIV qui ne comprend pas Bernin, est « italien ». La preuve ? Léonard de Vinci. Louis XIV, et la suite, c'est peut-être une erreur par rapport à Rome. Quoi ? Rome ? Les papes ? Eh oui ! Jules II, par exemple, mais il n'y a pas que lui. Et puis, bien sûr, la Florence de Laurent de Médicis.

Mais voici le grand héros de ces deux volumes : éblouissant de netteté, de jugement et de sensation (Non, non, personne ne les a lus, inutile de dire le contraire) : Michel-Ange. Le goût pour Michel-Ange ressassait, dit Stendhal (qui ne pouvait pas

imaginer l'existence, un jour, de Rodin). Il faut voir comment il tente de comprendre les lignes de forces qui ambroient un tel résultat humain, concentré, unique. Stendhal n'a pourtant pas la fibre biblique, il « lisait Voltaire à douze ans ». Mais la Sixtine le prend, le fascine, l'inquiète. « Un sot paraît dans la chapelle Sixtine, et sa petite voix en trouble le silence auguste par le son de ses vaines paroles ; où seront ces paroles ? où sera-t-il lui-même dans cent ans ? Il passe comme la poussière, et les chefs-d'œuvre immortels s'avancent en silence au travers des siècles à venir ».

Il s'agit bien ici de Stendhal, pas de Chateaubriand. Prophète ? Non : des faits physiques. Stendhal est à 5 heures du matin dans Saint-Pierre de Rome (« On prévient le portier la veille »). Il essaie d'analyser pourquoi cette histoire (avec ses débordements, ses effusions de sang, sa mysticité, ses blasphèmes) a pu engendrer ces œuvres-là. Stendhal et le culte des grands hommes ? Bien entendu, et comme il a raison. Comme matérialisation d'énergie, il faut dire que Léonard et Michel-Ange sont à mesure à part : « Michel-Ange employa plusieurs mois à dessiner la chapelle de Massaccio. Là, comme partout, il fut supérieur, ce dont, comme de juste, il fut récompensé par un sentiment général de haine ».

Ce qui passionne Stendhal, qui est tout sauf un amateur ou un critique d'art, c'est la lutte entre pouvoirs temporels et spirituels : le jeu, ici, est bizarre, puisque le pape incarne le temporel et Michel-Ange le spirituel. Or, dans ce cas, le spirituel s'impose. « Dès cet instant, Jules III l'aima presque autant que Jules II autrefois... S'il lui survivait, comme l'ordre de la nature semblait l'annoncer, il voulait le faire embaumer, afin que son corps fut aussi immortel que ses ouvrages ». Drôle de projet pour un artiste de la part d'un pape, n'est-ce pas ?

Voilà Stendhal en train de naître en Italie. Cela le conduira assez loin, on le sait. « L'essentiel, pendant que nous y sommes, est de fuir les sots et de nous maintenir en joie ». Et ceci, stendhalissime : « L'Amour est en Italie, non aux États-Unis d'Amérique ou à Londres... En Angleterre, faire une partie de piquet le dimanche ou jouer du violon est une impudicité révoltante. Le capitaine de vaisseau qui portait Bonaparte à Sainte-Hélène lui fit cette burlesque notification ».

Philippe Sollers

L'été en livres



Comme chaque année à cette saison, « le Monde des livres » consacre une partie de ses pages à un guide pour vos lectures de vacances. Vous y trouverez notamment un bilan de la saison éditoriale et une sélection de près de cent cinquante ouvrages que nous avons aimés depuis l'automne dernier.

Pages III à IX

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Aventuriers de l'esprit

Denis Diderot, Ange Goudar, Robert Challe : trois hommes du XVIII^e siècle, trois empêcheurs de penser en rond. Le premier est connu, du moins le croit-on communément. Mais, hors la *Lettre sur les aveugles* et le *Rêve de d'Alembert*, on ignore généralement son œuvre philosophique. A tort. Comme le montre le bon millier de pages qui constituent le premier d'un ensemble de cinq volumes, qui paraît dans la collection « Bouquins », le Diderot philosophe ne cesse jamais d'être un écrivain. Quant aux deux autres, ils sont longtemps restés dans l'ombre. A leur manière – satires et violents pamphlets pour Goudar, romanesque du quotidien pour Challe –, ils annoncent pourtant, eux aussi, que les temps doivent changer.

Page XII

Voyageurs avec bagages

Pourquoi les écrivains voyagent-ils ? Réponse – dans la diversité – avec Goffredo Parise, Giorgio Manganelli, Mary McCarthy et Giuseppe Conte

ODEUR D'AMÉRIQUE
(*Odors d'America*)
de Goffredo Parise.
Traduit de l'italien
par Sibylle Tiberioli,
Gallimard, « L'Arpenteur »,
160 p., 95 F.

ITINÉRAIRE INDIEN
(*Esperimento con l'India*)
de Giorgio Manganelli.
Traduit de l'italien
par Christian Paolini,
Gallimard, « Le Promeneur »,
130 p., 80 F.

EN OBSERVANT VENISE
(*Venice Observed*)
de Mary McCarthy.
Traduit de l'anglais
par Alain Defossé,
Editions Saby, 190 p., 100 F.

TERRES DU MYTHE
(*Terre del Mito*)
de Giuseppe Conte.
Traduit de l'italien
par Nathalie Campodonico,
Arcane 17, 190 p., 175 F.

Il y a peu d'écrivains qui ne rêvent d'ailleurs. Les romanciers changent de peau et, l'espace d'un rêve contrôlé qu'on appelle roman, ils deviennent femmes s'ils sont hommes, vieux s'ils sont jeunes, enfants s'ils sont vieillards. Ils se propulsent dans

d'autres temps, se familiarisent avec d'autres mœurs. L'autre est, au fond, la garantie de leur identité littéraire : c'est en renonçant à une identité civile qu'ils acquièrent le droit d'être citoyens des lettres. Reste le « vrai » voyage, celui qui conduit leur personne corporelle dans des lieux qui ne leur sont pas naturels. Répondent-ils à un simple appel de curiosité salutaire ? A un banal besoin de dépaysement ? Veulent-ils renouveler leur paysage ? Ils veulent, en général, davantage : ils espèrent que le monde entier perdra tout repère à leurs yeux. Tout pays doit devenir étranger. Alors seulement l'écrivain peut regarder autour de lui.

Goffredo Parise, bien que traduit presque intégralement en France où son théâtre même est joué, n'est pas parvenu à imposer de son œuvre une image très cohérente, en dépit de son grand prestige en Italie. Romans naturalistes, courtes proses poétiques, textes satiriques : il n'est jamais où on l'attend. Nul ne s'émoussera que ce fut un grand voyageur. Guère un rêveur pourtant. Véritable reporter, il ne craignait pas de mettre ses jours en danger au cours des années 60 en regardant

de près le champ de bataille des « guerres politiques », celles qui entre-déchiraient les peuples du Vietnam, du Biafra, du Chili, du Laos (1). Il tenta lui-même d'expliquer ce mouvement irrésistible qui l'attirait vers le sang. « Lorsqu'un écrivain décide de se rendre dans un pays bouleversé par des événements politiques et des faits militaires, ce n'est pas la passion politique ou militaire qui l'y pousse, c'est la passion humaine. Sorte de fringale physique et mentale, la passion humaine vous pousse à confondre votre propre sang avec celui des autres dans un lieu ou un pays différent du vôtre ». Il s'agit de reconnaître l'autre en soi et de se reconnaître dans l'autre.

Ce principe n'est toutefois pas appliqué à la lettre par Parise qui reste, malgré son souci constant de réflexion, très impersonnel. Dans le petit essai qu'il consacre aux États-Unis, on a de la peine à cerner une véritable personnalité qui s'affirme. Imitant ouvertement Roland Barthes, il propose quelques analyses très conceptuelles (notamment sur la pornographie et sur les premiers « tags » du métro de New-York) où on le sent embarrassé parce

qu'aucun point de vue ne se dessine. Il hésite entre plusieurs langages. On regrette qu'il n'ait pas choisi entre le froid intellectualisme de Moravia (certes, souvent, plus simpliste que lui dans des récits de voyage) et le subjectivisme obsessionnel de Pasolini (qui, on le voit, puisait dans ses voyages bien plus que des reportages, la matière vivante de ses poèmes et de ses films). Mais, ça et là, quelques pages admirables d'intelligence révèlent une envergure littéraire qui, probablement, ne fut pas entièrement exploitée (2).

Comme Antonioni le fit dans son film *Professione : reporter*, Parise est amené à méditer sur le spectacle de la violence et les différentes strates d'honneur que la sensibilité humaine peut accepter et dont, parfois, elle se nourrit, hélas. Ainsi explique-t-il la « sorte de joie et d'excitation paillard » qu'il ressent devant la ville de New-York.

René de Ceccatty
Lire la suite page IX

(1) *Guerres politiques* (Guerre politique), traduit de l'italien par Alex Tardieu, Gallimard, « L'Arpenteur », 280 p., 150 F.
(2) Parise est également allé en Chine (Carré Cinq) et au Japon (*L'élégance à frigidité*).

PHILIPPE DJIAN

ASSASSINS

ROMAN

« Djian ouvre une fenêtre sur le large...
il reste un goût de sel, une apreté,
une franchise qui ressemble à une délivrance. »
Jacques-Pierre Amette/Le Point

« Assassins a un ton, une couleur,
une musique. De combien de romans
peut-on en dire autant ? »
François Giroud/Le Journal du Dimanche

Philippe Djian a réussi un livre simple, violent,
modeste, tendre et efficace.
Jean-Baptiste Émile/Le Monde

GALLIMARD

LE MONDE DES LIVRES

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Délit de fuite



Bernard Clève

LE VOYAGE
de Paul Morand.
Préface de Jean-Luc Coatalem,
Ed. du Rocher, 148 p., 89 F.

LE voyage encore, avec le maître du genre, Paul Morand, champion des courtes distances dans le style et des longs trajets dans la vie, qui représente le cosmopolitisme de l'entre-deux-guerres et enseigna l'art de flâner sur la planète, entre deux tueries... Il avait publié son « discours de la méthode » en 1927. Cela s'intitulait *Le Voyage*, et c'est juste après la parution de cet ouvrage qu'il se mit en congé de la diplomatie, pour vivre et partir à sa guise. Traitant le « sujet » qui lui vaudrait tous les prix d'excellence, il avait employé, selon son humeur, la forme de l'essai, du carnet de bord ou de la maxime. Il reprit et compléta ces textes dans les années 60 à l'époque du tourisme de masse, avec le désenchantement que l'on devine...

Morand fit notamment ses « adieux à l'Orient-Express ». Jadis, à bord de ce train, « le jeune Français qui traversait les plaines neigeuses de Hongrie ou les précipices des Carpates, tout en dinant à la lueur d'abat-jour de série rose, ne pouvait s'empêcher de sourire : il pensait aux premiers chemins de fer, que venait de chanter Zola, avec leur arrêt de vingt minutes à Rouen, pour donner aux voyageurs le temps de diner ». L'Orient-Express, qui vous emmenait des rives de la Seine à celles du Bosphore, était fréquenté par l'humanité la plus « bigarrée » : de « vieux seigneurs ottomans », des « Américains sortis d'un roman de Henry James », des « courtiers diplomatiques toujours par deux », comme « les pigeons », des « placeurs d'emprunts russes », des « négociants en zibelines »,

des « magnats hongrois » et des « boyards roumains ». Sans oublier le fantôme de Barnabooth... A présent, dans « les trains internationaux », disait Paul Morand, vous rencontrez des « fonctionnaires » ou des « hommes d'affaires » qui se ressemblent tous. Il ajoutait que, « si les anciens millionnaires de l'Orient-Express se réveillaient dans notre Europe, ils se retrouveraient de nos jours au milieu d'un roman de Graham Greene », parmi des gens soucieux, apeurés ou désolés. « Après notre frivolité, leur angoisse », écrivait l'auteur de *L'Homme pressé*.

Il faisait ressortir le rôle des guerres dans le développement du tourisme. Elles sont elles-mêmes des « voyages de nations », disait-il. Et, une fois qu'elles sont terminées, elles aiguisent ou réveillent l'envie de se déplacer. La deuxième guerre mondiale a engendré, entre autres, le tourisme de masse. Et la conjonction de celui-ci et des moyens de transport modernes a rétréci la planète. Le « mythe du bout du monde » s'est détraîché... Paul Morand le regrettait, on s'en doute. Il regrettait aussi de voir les aînés se démoder si vite, et de constater que Vidal de la Blache rejoignait l'état de des vieilleries. Mélancoles géographiques. Mais qu'aurait dit Morand en 1994, avec ces frontières qui bougent toutes

les semaines comme si elles voulaient accroître le désarroi des cartographes, des lycéens ou des diplomates ?

POURQUOI partir ? La raison principale des voyages, selon Morand, c'est de se retrouver « loin de... ».

« Loin des brumes », pour les Anglais. « Loin de l'ennui du Middle West », pour les Américains. Loin de la grisaille et de l'âpreté quotidiennes, pour les Parisiens. Loin de tout et loin de soi...

Parce qu'il essayait de « distancer son ombre » ou

de « semer son double ». Paul Morand avait l'appétit des records et la passion de la vitesse. « Ce que je lui demande, écrivait-il, c'est de m'envoyer en avant de moi-même ». Le cogito de « l'homme pressé », c'était : « Je me déplace, donc je suis ». Persuadé que l'immobilité pouvait entraîner la mort ou finirait par lui ressembler, Morand courait le monde pour aller « s'assurer » de sa propre existence sous toutes les latitudes...

Cependant, est-ce que l'on se trouve jamais bien quelque part ? Nous connaissons trop de gens qui vont en Norvège pour y faire des rêves d'Italie et qui regrettent le climat de Levallois-Perret dès qu'ils débarquent dans les îles de la Sonde. Aussi, Paul Morand faisait savoir furtivement, au détour d'une phrase, que les plus beaux voyages sont « ceux dont on rêve ». J'ignore s'il le pensait vraiment, mais il a parlé très bien de l'excitation qui précède les départs, lorsqu'on est déjà pris, par ses amis, en flagrant délit de fuite. Le moment des « préparatifs » était celui que préférait Morand. Cela revêtait, pour lui, le même charme que « les commencements » de l'amour. L'homme en train de faire sa valise, et d'y mettre les cartes et les livres nécessaires, éprouvait une sorte d'état de grâce ou de légèreté. Il n'était déjà plus à Paris. C'étaient l'apparence

ou le souvenir de cet homme qui traversaient encore la place de la Concorde ou se promenaient une dernière fois aux Tuileries. Paul Morand parlait de « la mystique des voyages ». Elle nous fait subir les plus mystérieux décalages horaires. Comme les coups de foudre...

MORAND s'irritait quand des journalistes venaient le voir pour lui demander quel était « le plus beau paysage de l'univers ». « On ne peut que ressentir de l'agacement », disait-il, « à l'idée d'être pris pour un collectionneur de bibelots géographiques, pour un thésauriseur de couchers de soleil ». D'après lui, c'étaient les états d'âme qui faisaient apparaître les séductions du paysage : devant le temple de Ségeste ou devant celui de Borobudur, « une âme vulgaire n'en resterait pas moins occupée de pensées vulgaires ». Peut-être... Mais l'inverse est également vrai, car les paysages modèlent et modifient l'âme des gens. On ne rêve pas de la même manière en Sicile et sur les bords de l'océan Glaciel arctique, même s'il suffit de descendre tout droit pour aller du cap Nord à Syracuse.

Faute de s'éteindre en Italie, Stendhal était « tombé devant le ministère des Affaires étrangères », à Paris. Et Gobineau rendit l'âme « dans l'omnibus de l'Hôtel Ligurie, qui le conduisait à la gare de Turin ». Paul Morand admirait ces façons de prendre congé. Il aurait voulu mourir en voyage, mais il eut un malaise durant une séance de gymnastique et termina son existence à l'hôpital Necker, dans le quinzième arrondissement. La mort ne demande l'avis de personne.

► François Bott interrompra sa chronique. Il la reprendra dans « Le Monde des livres » du vendredi 26 août.

La ville revisitée

En géographie urbaine, le temps des certitudes est révolu. En témoignent trois beaux livres de Guy Burgel, Jérôme Monnet et Jean-Bernard Racine

LA VILLE AUJOURD'HUI
de Guy Burgel,
Hachette-Pluriel, 220 p., 98 F.
LA VILLE ET SON DOUBLE
La parabole de Mexico
de Jérôme Monnet,
Nathan, 224 p., 135 F.
LA VILLE
ENTRE DIEU ET LES HOMMES
de Jean-Bernard Racine,
Anthropos, 354 p., 128 F.

Les plus grands écrivains n'ont cessé de prendre la ville comme décor, voire comme thème ou même comme objet. On se souvient, par exemple, du Paris de Victor Hugo ou de Zola, de Rouen vu par Flaubert ou Maupassant, de Nantes revisitée par Julien Gracq ou de Barcelone fait corps avec l'œuvre de Montalban ou de Mendoza... Depuis le début du siècle, et plus particulièrement depuis la deuxième guerre mondiale, les sciences humaines et sociales apportent une contribution de plus en plus dense à la connaissance de la ville, à la mesure d'une urbanisation croissante, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les tiers-monde. De multiples disciplines y concourent. Parmi celles-ci, la géographie.

En ce domaine, l'heure est actuellement aux interrogations, aux remises en cause, dans une floraison de recherches, de colloques, d'articles, et pas toujours dans la plus grande clarté (1). Les années 60 et 70 avaient été marquées par de belles certitudes — le marxisme triomphant chez quelques-uns, l'économisme non moins satisfaisant chez les autres — et le fonctionnalisme des grandes réalisations urbaines, froides comme des concepts sans vie. De beaux traités de géographie urbaine, à la Pierre George ou à la Jacqueline Beaujeu-Garnier, pouvaient couronner l'édifice intellectuel, aussi ordonnés que des avenues de grands ensembles. La production récente, à la mesure d'un monde

qui vacille, aussi bien dans la réalité que dans les interprétations qui en sont données, révèle les troubles de la ville et ceux de la pensée sur la ville.

Guy Burgel est de ceux qui auraient pu écrire un nouveau traité sur la géographie des villes. Il en possède toutes les connaissances, et son marxisme bien assumé de naguère pouvait l'y aider. Mais le marxisme se porte mal, et les connaissances s'embrouillent de plus en plus dans la complexité des facteurs enchevêtrés. Voici donc un court essai, mais très éclairant, une revue de questions multiples, faites, sur les villes et les sociétés, sur les économies et les territoires, les volontés et les pouvoirs. Burgel, après avoir souligné l'explosion urbaine du XX^e siècle, conclut sur le temps des exigences, le nôtre, sur la nécessité d'une approche globale du problème des villes, sur les illusions de la forme — contre l'architecte ou l'urbaniste « totalitaire » — et pour le changement des idées, pour mieux changer la ville : « Les images des lieux, les conduites des décideurs, les idéologies, les comportements civiques ou syndicaux, les cultures comptent autant, pour l'efficacité de l'action, que les rationalités ou les fonctionnalismes techniques. La ville est redevenue sociale. N'est-ce pas, en creux, un traité de modestie ? »

Jérôme Monnet, dans un très beau livre sur *La ville et son double*, étudie moins Mexico que l'image de Mexico... Cas absolulement exemplaire. La capitale du Mexique fut, en effet, depuis sa fondation coloniale jusqu'au XVIII^e siècle, une sorte d'idéal urbain, une ville parée de toutes les connotations positives aux yeux de ceux qui la décrivent, une utopie de la Renaissance dans le Nouveau Monde, le pro-

totype de la ville moderne, américaine... Tout au contraire, en cette fin de XX^e siècle, elle apparaît dans la littérature — la petite et la grande — non seulement comme la plus grande agglomération du monde (20 à 30 millions d'habitants), mais comme le type même de la mégaloforme monstrueuse, cancéreuse, dévoreuse, polluée, dangereuse, délinquante, corrompue, meurtrière...

La Bible en référence

Or, comme le montre bien Jérôme Monnet, une dialectique aux rapports subtils s'établit entre la réalité et l'image de la réalité, l'une produisant l'autre et réciproquement, le pouvoir établissant par ces biais son emprise sur un territoire, à partir d'un centre emblématique, en opposition avec des usages qu'il vaut mieux rejeter vers la périphérie, ou bien masquer ou dénoncer, lorsqu'ils ne correspondent pas à l'image qu'il convient d'imposer. Ainsi, se superposent, s'opposent ou se juxtaposent la ville et son double. La « parabole de Mexico » traite de la ville comme d'un objet qui est signe autant qu'usage et produit.

Jean-Bernard Racine, dans un livre un peu plus ancien, va beaucoup plus loin. Il traite de la ville, des hommes, et de Dieu, ni plus ni moins. Qui aurait cru cela possible dans les années 60 ou 70, lorsque l'auteur écrivait, par exemple, une thèse sur la périphérie du grand Montréal et se préoccupait beaucoup plus de quantification des données ou de problématique sociale que de religieux ? La thèse maintenant est très explicite et résumée dès les premières pages : « En effet, l'homme vise la ville de l'homme à travers l'idée qu'il se fait de la ville de Dieu, tandis que la prophétie biblique enseigne que

Dieu donnera aux hommes, en fin de compte, cette ville qu'ils attendent et n'ont jamais réussi à réaliser. » D'où une bonne analyse de tous les échecs de la pensée et des pratiques sur la ville : l'utopie et la ville sacrée, la pensée architecturale et urbanistique, le « bréviaire marxiste », maintenant la pensée écologique...

D'où, aussi, une longue méditation et exégèse sur les significations bibliques de la ville, entre les ambitions ruinées de la trop humaine Babylone et les leçons et espérances de la Jérusalem céleste... La prophétie biblique place, en effet, le destin collectif des hommes entre deux villes, celle qu'ils fondent et celle qui leur est donnée par Dieu à la fin des temps. Jean-Bernard Racine a voulu restituer complètement sa profonde connaissance scientifique des villes à la lumière de cette méditation. Après Marx, vieux prophète déchu, voici donc la Bible promise nouvelle référence de géographie urbaine.

Les trois auteurs, chacun à sa manière, traitent de l'idée de ville, de l'idée confrontée à la réalité, alors que la génération précédente s'en tenait strictement à la réalité matérielle. D'où une épaisseur d'analyse plus substantielle, mais aussi moins d'évidence rationnelle. La ville n'a pas fini de fasciner...

Armand Frémont

(1) Parmi les nombreux ouvrages collectifs de ces dernières années, signalons *Métropoles en déséquilibre* ? (Plan urbain, DATAR, Commission générale du Plan, Economica, 1993, 617 p., 330 F) ; *Mutation économique et urbanisation, cinq ans de recherche et d'expérimentation* (Plan urbain, DATAR, Commission générale du Plan, la Documentation française, 1993, 470 p., 150 F) ; *Villes et territoires, Restructurations urbaines* (Centre Interdisciplinaire d'études urbaines de Toulouse, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 1993, 361 p., 160 F) ; *Mobilités* (Les Annales de la recherche urbaine, Plan urbain, n° 59-60, 1993, 224 p., 150 F) ; *Planification urbaine ? Réponses des métropoles* (Chaires de l'Institut d'urbanisme et d'urbanisme de la région Île-de-France, n° 104-105, 1993, 250 p., 450 F).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-50-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
630 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
Jean-Marie Colombani, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gambourg
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-46-41.
Microfilms : (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	Autres pays Vente normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 095 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$ 8.92 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. (US) and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.
For the advertisement rates and conditions, see the separate insert.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2883 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

401 MD 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

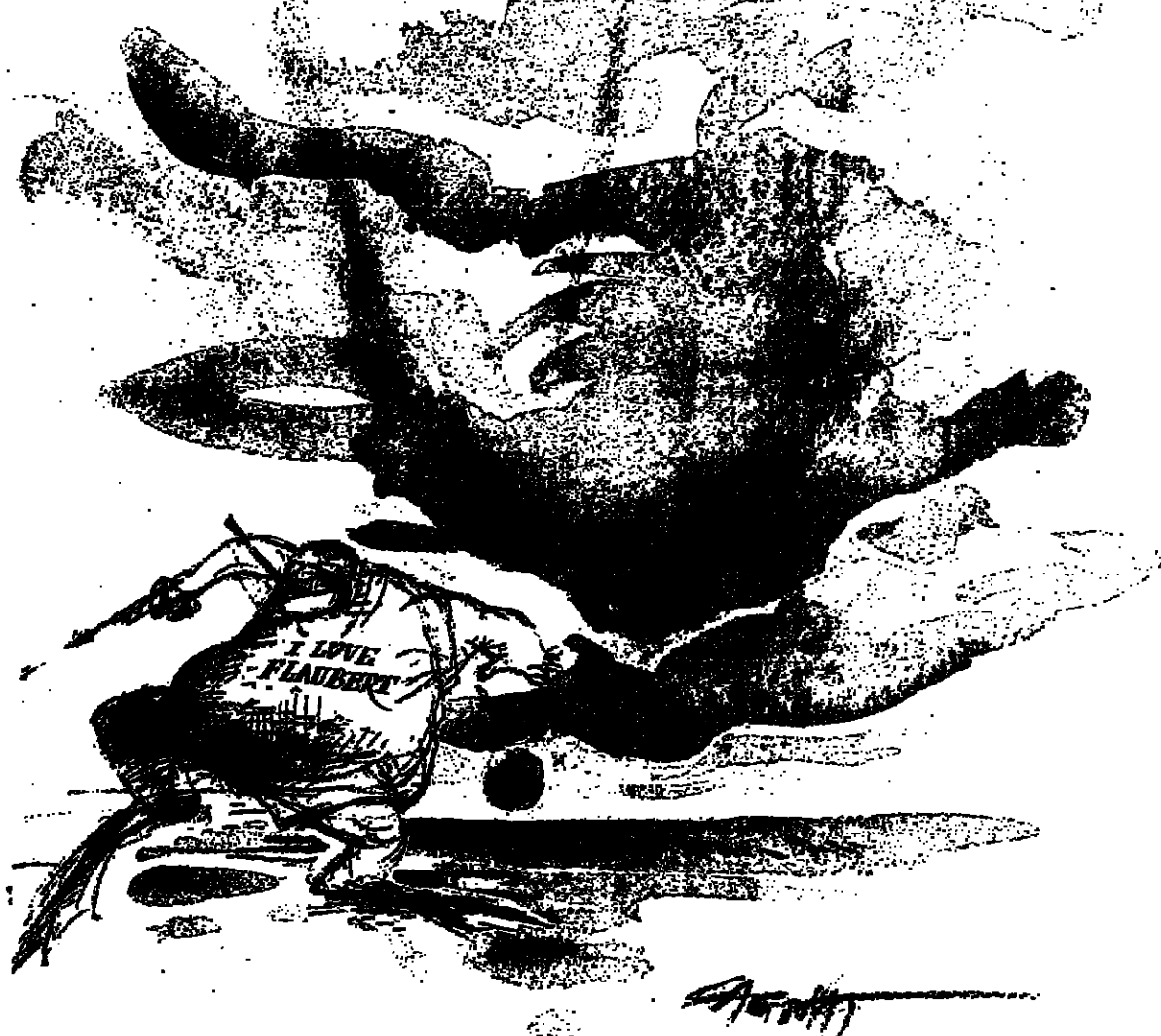
صكنا من الأصل



L'ÉTÉ EN LIVRES

Une saison « correcte » et même... « plutôt bonne ». Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas entendu pareilles éphémères dans la bouche des éditeurs. Chez Albin Michel, on va même jusqu'à affirmer n'avoir « jamais fait une année comme ça ». Tous ne partagent pas, bien sûr, un tel enthousiasme, mais bon nombre affichent une certaine satisfaction, font état d'importantes progressions des ventes, et d'une « baisse sensible des retours ». L'édition verrait-elle s'éloigner peu à peu la récession dans laquelle elle s'était enlisée depuis quelques années ?

« Tout cela n'est pas forcément lié à une reprise significative du marché », précise prudemment Claude Cherk, PDG du Seuil, mais peut-être, au sein des grandes maisons, à « une politique de sélection plus exigeante ». Bien qu'exclu, cette année, du trio qui se partage habituellement les grands prix littéraires — Gallimard et Grasset ayant empoché une bonne part de la mise —, Le Seuil tient à souligner qu'« un ensemble de nouveautés ont été tirées par les livres qui se vendaient bien ». De « bonnes surprises » que constatent



aussi un certain nombre de ses confrères.

Bien entendu, tous les genres ne bénéficient pas de cette embellie. Pour les best-sellers, par exemple, Henry Marcellin, PDG de Denoël, note un net « tassement des ventes », une diminution importante des « achats d'impulsion » au profit des « achats réfléchis », et une propension plus grande des lecteurs à attendre la parution des livres au format de poche.

Les chiffres pris en compte ici sont ceux des ventes de nouveautés en librairie — communiqués par les éditeurs, avec ce que cela suppose de flou (tous les retours ne sont pas encore pris en compte) et d'erreurs plus ou moins volontaires (« vers le haut », évidemment). Ils n'incluent ni les ventes effectuées par les clubs de livres ni celles liées aux « poches ». Ce palmarès de la saison n'est donc ni exhaustif ni tout à fait précis. Il vise surtout à donner des ordres de grandeur et des tendances. Ainsi qu'à faire revivre brièvement, des livres qui risquent d'être trop vite chassés de nos mémoires par les livraisons de la rentrée prochaine.

Ce que les Français ont lu cette année

Pour la première fois depuis de longues années, les éditeurs n'entonnent pas le grand air de la récession. Tout en restant prudents...

DES grands prix littéraires d'automne, on retiendra d'abord ce que Grasset, satisfait, considère comme « un bon Goncourt ». Loin d'attendre les scores des années fastes, mais confirmant tout de même la tendance positive, le *Rocher de Tanios*, d'Amin Maalouf, s'est mieux vendu en effet, avec 350 000 exemplaires, que les Goncourts des années précédentes (*Texaco*, de Patrick Chamoiseau, et *Les Filles du calvaire*, de Pierre Combescot, tous deux autour de 300 000). Bon score également pour le prix Femina décerné à *l'Œil du silence*, de Marc Lambron (Flammarion, 120 000), ainsi que pour le Médicis, *La femme*, d'Emmanuelle Bernheim (Gallimard, 90 000). Le prix Renaudot, attribué à Nicolas Bréhal pour les *Corps célestes* (Gallimard), atteint 60 000 exemplaires, tandis que *l'Interrallié*, de Jean-Pierre Dufrenoy, chez Grasset, se situe entre 40 000 et 50 000, et le Médicis essai, *Sculpture de soi*, de Michel Onfray, également chez Grasset, autour de 25 000. Chez Actes Sud, le prix Médicis étranger, attribué à Paul Auster pour *Leviathan* (90 000), a certainement accéléré les ventes de *Mr Vertigo*, paru en avril et déjà à 30 000 exemplaires, ainsi que de *la Musique du hasard* (40 000). Enfin, le prix Femina étranger a permis à *l'Enfant volé* (Gallimard), méditation sur l'enfance et le temps de l'Anglais Ian McEwan, de dépasser les 15 000 exemplaires.

Plus généralement, le roman français, « grand public » ou plus « intime », se porte plutôt bien : *Rue de la soie*, de Régine Deforges (Fayard, déjà 320 000) et *Grand Amour*, d'Erik Orsenna (Le Seuil, 205 000), resteront deux succès marquants en librairie. Derrière eux, viennent *la Douane de mer*, de Jean d'Ormesson (Gallimard, 175 000), le roman historique de Catherine Clément, *Pour*

l'amour de l'Inde (Flammarion, 140 000) et celui de Christian Jacq, *la Justice du vizir* (Pion, 100 000), le *Roman de Rabelais*, de Michel Ragon (Albin Michel, également 100 000), et le deuxième livre de l'acteur Richard Bohringer, *le Bord intime des rivières* (Denoël, 98 000). Plus populaires que jamais, grâce au cinéma, Zola et Dumas sont les best-sellers des éditions du Rocher avec 180 000 exemplaires vendus pour *Germinal* et 80 000 pour *la Reine Margot*. Mais, s'agissant de classiques, c'est le « phénomène » Camus qui marque ce printemps : bien qu'inachevé, *le Premier Homme* (Gallimard), roman autobiographique sur l'enfance en Algérie d'Albert Camus, aura tenté plus de 170 000 acheteurs.

Sous la barre des 100 000, on trouve plusieurs écrivains groupés en peloton serré autour des 80 000 exemplaires. Parmi eux, Jean Rouaud, avec son deuxième roman, *Des hommes illustres* (Minuit), Philippe Djian avec *Assassins* (Gallimard), Thierry Pfister avec *le Nègre du palais* (Albin Michel), Bernard Weber et ses *Tanathonautes*, qui ne rencontrent pas cependant le succès des *Fourmis* (Albin Michel), et trois auteurs à fort tirage, Paul-Loup Sulitzer (*Soleil rouge*, Stock), Claude Michelet (*la Nuit de Calama*, Robert Laffont) et Maurice Dezuire (*Rive-Reine*, Denoël).

Viennent ensuite, entre 50 000 et 70 000 exemplaires, le beau roman de Yann Queffelec, *Disparue dans la nuit* (prix Évasion des Relais H. Grasset, 65 000), *la Malédiction*, de Rachid Mimouni (prix Liberté littéraire, Stock, 60 000), *l'Inespérée*, de Christian Bobin (Gallimard, autour de 50 000), *les Larmes*, de Françoise Mallet-Joris (Flammarion, autour de 50 000), *l'Inventaire*, de Madeleine Chapsal (Fayard, 60 000), *les Enfants d'ailleurs*, grande saga de l'exil de la Québécoise Arlette Cousture (Albin Michel, 60 000), et *l'Homme*

rompu, de notre collaborateur Tahar Ben Jelloun (*Le Seuil*, 52 000). A cela, il faut ajouter deux essais littéraires : *les Testaments trahis*, de Milan Kundera (Gallimard, autour de 55 000) et *Ecrire*, de Marguerite Duras (Gallimard, autour de 50 000) ; en outre le *Monde extérieur*, recueil de textes de Duras publié chez POL, est à 11 000.

La tranche 30 000-50 000 est la plus importante en nombre, avec *Les jours ne s'en vont pas longtemps*, d'Angelo Rinaldi — qui vient de recevoir le prix de la Fondation Prince-Pierre-de-Monaco pour l'ensemble de son œuvre — (Grasset), *Chien de printemps*, de Patrick Modiano (Seuil), *les Paradis lointains*, d'Ysabelle Lacamp et Jean-Marie Galland (Lattès), *l'Exilé*, de Juliette Benzoni, quatrième tome de la série « Les Treize Vents » (Julliard), *Symphonie Grubbe*, de Jean Vautrin, et *le Dernier des Médicis*, de Dominique Fernandez, tous deux chez Grasset, *Martin cet été*, l'émuvent récit de Bernard Chambaz (Julliard), *le Sabotage amoureux*, de la jeune Amélie Nothomb, découverte il y a deux ans avec *Hygiène de l'assassin* (Albin Michel), *Nitchevo*, d'Isabelle Hausser (Prix des libraires, De Fallois), et *l'Interdite*, troisième roman de la prometteuse Malika Mokkeddem (prix Méditerranée jeune et mention spéciale du jury Femina, Grasset). *Héloïse*, de Philippe Beaussant (Grand Prix du roman de l'Académie française), *Rue des Archives*, de Michel del Castillo (tous deux chez Gallimard), *le Sémaphore d'Alexandrie*, de notre collaborateur Robert Solé (Seuil), et *les Noces de Guernica*, de Dan Franck et Jean Vautrin, se situent également dans cet ordre de grandeur.

Viennent ensuite des titres qui oscillent entre 10 000 et 30 000 exemplaires, dont certains ont été plus particulièrement remarqués, comme *Exobiographie*, de René de Obaldia (Prix novembre, Grasset, autour de 25 000), *Quoi*

de neuf sur la guerre ? le très beau roman de Robert Bober (Prix du livre inter, POL, 23 000), *Histoires d'une femme sans histoire*, de Michèle Gazier (Julliard, 20 000), ou *Jacob Jacobi*, de Jack-Alain Léger (prix Renaudot junior, Julliard, 18 000), *Le Gout du malheur*, de Jean-Marie Rouart, *Canines*, d'Anne Wiazemsky (prix Goncourt des lycéens), et *Immensités*, de Sylvie Germain (tous trois chez Gallimard), se situent également autour de 20 000. Entre 10 000 et 15 000, on trouve notamment *l'Amour de l'humanité*, le roman de notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech (Gallimard, sorti en avril), *Chez Ballard*, le roman grand public de Philippe Adler, *Du moment qu'elle me laisse le chat*, est autour de 15 000 exemplaires.

Dans le domaine étranger, citons tout d'abord les habitués du succès. En particulier Mary Higgins Clark, qui, avec 220 000 exemplaires vendus pour un roman qui vient de paraître (*Souviens-toi*, Albin Michel), caracole déjà loin en tête des ventes (le même phénomène s'était produit, l'année dernière, avec *Un jour tu verras*, qui atteint désormais plus d'un million d'exemplaires). Avec *Dolores Claiborne*, également chez Albin Michel, et vendu « seulement » à 160 000, Stephen King fait presque pâle figure. Autour de 40 000 exemplaires, on trouve deux romans grand public, *Angel mon amour*, de Barbara Taylor Bradford, et *les Immortels*, de Michael Korda, puis le thriller d'Allan Folsom, *l'Empire du mal* (30 000), tous chez Belfond.

Pour le reste de la production, c'est l'Anglais William Boyd qui se détache avec *l'Après-midi bleu* (Le Seuil, 68 000), devant Jazz, de Toni Morrison — prix Nobel de littérature 1993 — (Christian Bourgois, 55 000). *Où il n'est pas question d'amour*, de Nina Berberova, chez Actes Sud, a trouvé 26 000 acheteurs, c'est-à-dire à peu près autant que *Jeux*

de maux, de David Lodge (Rivages, 25 000), et *Tierra del fuego*, un recueil de nouvelles du Chilien Francisco Coloane (Phébus, 24 000). Sans doute aidé par le film homonyme de James Ivory, *les Vestiges du jour*, de Kazuo Ishiguro (Belfond, Booker Prize en Angleterre), est à 18 000 exemplaires. En revanche, d'autres livres de grande qualité, comme *Tromperie*, de Philip Roth, ou *le Brigand*, de Robert Walser (tous deux chez Gallimard), se situent seulement entre 5 000 et 7 500 exemplaires. Si *Écrits*, un recueil de chansons de Jim Morrison (Christian Bourgois), atteint 10 000 exemplaires, la jeune Japonaise Banana Yoshimoto, qui, avec 2,5 millions d'exemplaires vendus pour *Kitchen*, pulvérise les records de vente dans son pays, ne dépasse pas en France 6 000 exemplaires (Gallimard).

Du côté des journaux, souvenirs et témoignages, on remarquera le succès du livre de Catherine Allégret, *les Souvenirs et les regrets aussi* (Fixot, 145 000), suivi du *Journal d'une Parisienne*, de Françoise Giroud (Le Seuil, 86 000), de *l'Ange sauvage* de Cyril Collard (Flammarion, 70 000), du livre d'Anny Duperey, *Je vous écris*, qui fait suite au *Voile noir* (Le Seuil, 63 000), et de *Dieu n'a pas fait la mort*, de Françoise Verry (Grasset, 40 000). *Le Journal de Zlata*, de la jeune Croate Zlata Filipovic (Fixot/Robert Laffont), atteint, lui, 70 000 exemplaires.

Parmi les biographies ou essais biographiques, relevons, en premier lieu, *l'Impératrice*, de Nicole Avril (Grasset, 95 000), *Diego et Frida*, de J.-M. G. Le Clézio (Stock, 80 000), *Verlaine d'Henri Troyat* (Flammarion, 50 000), le *Liane de Pougy* de Jean Chalon (Flammarion, 50 000). Viennent ensuite, et « en vrac », l'autobiographie du navigateur récemment disparu Bernard Moitessier, *Tamata et l'Alliance* (Arthaud, 75 000), *Black Boli*, du footballeur Basile

Boli, en collaboration avec Claude Askolovitch (Grasset, 50 000), et le *Depardieu* de Paul Chutkow (Belfond, 28 000). Mais le succès des vedettes de football ou de cinéma ne doit pas masquer la bonne tenue du *Jacques Lacan* d'Elizabeth Roudinesco (Fayard, 30 000). Mentionnons aussi *Geronimo l'Apache*, d'Angie Debo (Le Rocher, 15 000), *Jean Genet*, d'Edmund White (Gallimard, 11 000), *Alphonse Allais*, de François Caradec (Belfond, 8 000), ou *Pour Jean Prévert*, de Jérôme Garcin, hommage au « capitaine Goderville », tombé il y a cinquante ans au pied du Vercors (Gallimard, entre 10 000 et 15 000).

Les essais et documents empoignent, également, quelques belles réussites, surtout lorsqu'ils touchent à la vie politique. Parmi eux, *la Lettre ouverte d'un « chien » à François Mitterrand* ou *nom de la liberté d'aboyer*, de Jean Montaldo, se taille la part du lion avec plus de 300 000 exemplaires, devançant même *l'Agenda secret* de Jacques Chirac par les Guignols de l'Info (218 000, tous deux chez Albin Michel), et l'enquête de Charles Villeneuve sur le suicide de l'ancien premier ministre, *les Liaisons dangereuses de Pierre Bérégovoy* (Pion, 180 000). En quelques semaines, le roman de politique fiction de Patrick Poivre d'Arvor, *les Loups et la Bergerie* (Albin Michel), atteint déjà 90 000 exemplaires, à peu près autant que *le Nouveau Moyen Âge*, d'Alain Minc (Gallimard), ou *la Fin d'une époque*, de Franz-Olivier Giesbert (Fayard-Le Seuil). Viennent ensuite les *Mémoires* de Margaret Thatcher (75 000), *Jacques, Edouard, Charles, Philippe et les autres*, de Christine Clerc (70 000), *le Choix d'agir*, de Martine Aubry (51 000), trois ouvrages publiés chez Albin Michel, ainsi que *Edith Cresson, la femme piégée*, d'Elizabeth

Lire la suite page IV

L'ÉTÉ EN

LIVRES



Le printemps des petits éditeurs

1993 avait été une rude saison. 1994 pourrait annoncer des jours meilleurs

Suite de la page III

Schemla, (Flammarion, 60 000), et *J'allais vous dire, journal apocryphe d'un président*, publié de façon anonyme par Philippe Barret (Lattès, 45 000). Parus plus récemment, *Un temps de chien*, de notre collaborateur Edwy Plenel (Stock), et *la Gauche survivra-t-elle aux socialistes ?*, de Jean-Marie Colombani (Flammarion), directeur du *Monde*, atteignent chacun quelque 40 000 exemplaires.

Du côté des essais scientifiques, on note les bons résultats, chez Odile Jacob, des *Nourritures affectives*, du psychiatre et ethnologue Boris Cyrulnik (90 000), ainsi que du livre à deux voix de Georges Charpak et Dominique Saudinos, *la Vie à fil tendu* (80 000), qui retrace le parcours du prix Nobel de physique. En philosophie, la réflexion d'André Glucksmann sur le sida, *la Fêlure du monde* (Flammarion), a rencontré 35 000 acheteurs.

Les sujets de société ne sont pas en reste. On relève notamment, dans des registres fort différents, le « portrait » de la France de Philippe Meyer, *Dans mon pays lui-même* (Flammarion, 70 000), *Questions d'adolescents*, de Christian Spitz, le « Doc » de Fun radio (Odile Jacob, 60 000), les *Bâtards de Voltaire*, de John Saul (Payot, 15 000), ou la *Disparition*, de Geneviève Jurgensen (Calmann-Lévy, 15 000). Trois « lettres ouvertes », celle de Jacqueline de Romilly, *Lettre aux parents sur les choix scolaires* (De Fallois), le livre de Jean Guillon, *Lettres ouvertes aux culs bénis* (Albin Michel), sont autour de 50 000.

Parmi les ouvrages d'histoire et ce qu'il est convenu d'appeler « documents », il faut signaler le succès du livre d'Henri Amouroux, la *Page n'est pas encore tournée*, dixième et dernier volume de la série « Les Français sous l'Occupation », commencée il y a dix-sept ans (Robert Laffont, 73 000).

Il faut croire que cette période historique attire davantage que celle de l'affaire Dreyfus, puisque les tirages des livres publiés à l'occasion du centenaire demeurent modestes (Citons *l'Affaire Dreyfus*, de Vincent Duclert, réédité à La Découverte, 7 000). Pour l'histoire « à chaud », le document de Mireille Duteil et Pierre Devouly, la *Poudrière algérienne*, chronique des événements des deux dernières années en Algérie, aura, pour sa part, intéressé 12 000 acheteurs (Calmann-Lévy). Destiné aux nostalgiques des métiers d'autrefois, les *Outils de nos ancêtres*, de Jean-Noël Mouget, que l'on pourrait aussi classer dans les « beaux livres », atteint 20 000 exemplaires (Hatier). La Découverte signale par ailleurs le bon résultat de son annuaire économique et géopolitique *l'Etat du monde* (40 000), ainsi que de *l'Etat de toutes les Russies*, dirigé par Marc Ferro (12 000).

Enfin, pour terminer cette longue énumération, on est tenté de s'élever vers... la *Splendeur de la vérité* (Veritas splendor), lettre encyclopédique de Jean-Paul II sur quelques questions fondamentales de l'enseignement moral de l'Eglise, et qui fournit à Plon l'un de ses « best-sellers » de l'année (200 000). Le *Testament*... de l'abbé Pierre atteint, quant à lui, quelque 155 000 exemplaires chez Bayard éditions. Mais, en matière de religion ou de spiritualité, on trouve aussi de nombreux lecteurs sur les chemins de la sagesse bouddhiste, avec le *Livre tibétain de la vie et de la mort*, de Sogyal Rimpoché, présenté par le dalaï-lama (La Table ronde, 75 000).

F. N.

Il ne s'agit sans doute pas d'un miracle, mais d'une légère embellie qui pourrait annoncer des jours meilleurs : après des années de vaches maigres, 1994 a commencé sous de plus paisibles auspices pour un certain nombre de petits éditeurs. Habités aux fins de mois difficiles, une partie de ces maisons voient revenir des lecteurs et s'ouvrir de nouvelles perspectives. Ainsi de L'Arpenteur, collection autonome de Gallimard, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 16 % durant les premiers mois de 1994. Chez Viviane Hamy, l'horizon s'est éclairci depuis septembre, grâce au lancement d'une collection policière. De leur côté, les éditions La Différence vont « franchement mieux, avec une production légèrement réduite et des ventes plus importantes », comme l'explique Joaquin Vital, responsable de la maison.

Cette amélioration ne se traduit pas forcément par de très gros « coups » sur un seul livre, mais par une meilleure répartition entre les différents titres. Ce qui n'exclut pas quelques bonnes ventes, comme le montre *Annam*, de Christophe Bataille. Paru chez Arléa en septembre et doté du Prix du premier roman, le livre s'est vendu à 40 000 exemplaires. En littérature française, toujours, le *Journal d'Hannah*, de Louise Lambrechts (meilleur livre de l'année 1993 pour le magazine *Lire*), paru à La Différence, a trouvé 24 000 acheteurs. Signalement aussi *Petite*, l'excellent récit de Geneviève Brisac, publié par les éditions de l'Olivier (13 000) et *Meurtre chez tante Léonie*, d'Estelle Monbrun, roman policier publié en mars par Viviane Hamy (9 000). *Quelques minutes de bonheur absolu*, d'Agnès Desarthe, a recueilli d'assez honorables suffrages pour un premier roman (L'Olivier, 7 000), de même que *Yasmina*, autre livre d'un débutant, Georges Grenetier (Célibat, 8 000). Dans la catégorie des premiers romans, encore, les éditions du Griot ont vendu 1 500 exemplaires du *Contre-temps*, de Nathalie Kuperman.

Chez Joëlle Losfeld, Albert Cosseray a rencontré le même nombre de lecteurs qu'à l'habitude avec *Un complot de salimbanques* (4 500), des ventes équivalentes à celles qu'ont obtenues les nouvelles de Didier Daeninckx, parues en janvier, chez Verdier, sous le titre *Main courante*. Chez Verdier, toujours, le *Grand Sylvain*, de Pierre Bergounioux, s'est vendu à 3 000 exemplaires. Un score qui rejoint celui du *Mon-sieur Mouton*, d'André Pieyre de Mandiargues (Fata Morgana), et du *Sel sur la plaie*, de Jean Prévoost, paru en janvier chez Zulma (3 500). Ajoutons, enfin, *Derniers voyages en France*, de Dominique Noguez (Champ Vallon, 2 000), les *Camps volants*, de Françoise Beucler, paru chez Lieu Commun en mars (3 500), *Augias*, de Claude-Louis Combet (Corti, 2 000), la *Serveuse*, deuxième roman de Cyrille Caban (Castor Astral, 1 800), le *Livre de l'ange*, de Mario Mercier, et les *Aubes sauvages*, un ensemble de légendes sur la création du monde — de Jean-Pierre Ote (tous deux chez Seghers, autour de 1 800), et, pour les micro-structures, *Adieu Fombonne*, d'Emmanuel Bove, paru tout récemment aux éditions nantaises du Passer (900).

En matière de littérature étrangère, seules deux maisons obtiennent des ventes vraiment significatives. L'Olivier se dis-

tingue avec deux Américains : *Neuf Histoires et un poème*, le recueil de nouvelles de Raymond Carver qui a fourni la matière du film *Short Cuts* à Robert Altman (20 000), et *Trente Ans et des poussières*, de Jay McInerney (16 000). Anne Carrière, de son côté, a obtenu de bonnes ventes pour *l'Alchimiste*, du Brésilien Paulo Coelho (15 000). Chez Philippe Piquier, ce sont deux romans japonais qui ont remporté les plus grandes faveurs du public : *Mémoires d'une geisha*, de Yuki Inoue (6 000), et *Cent vies du mont Fuji*, de Osamu Dazai (5 000).

L'île de Malans, recueil de nouvelles du Catalan Quim Monzó, a trouvé 2 300 acheteurs chez Jacqueline Chambon, tandis que *Pardons et problèmes*, de John Donne, traduit de l'anglais et paru aux éditions Allia, s'est vendu à 2 900 exemplaires depuis février, et *Tous les chiens de ma vie*, d'Elizabeth von Arnim, chez Salvy, à 4 500. Traduit du persan, les *Chants d'Omar Khayyam* a fait l'objet d'un tirage chez Corti (3 000), tandis que le *Stradivarius perdu*, de J.M. Fallner, traduit de l'anglais (Eds-Unis) et paru chez Joëlle Losfeld, a tenté

4 700 acquéreurs. Le Promeneur, enfin, a vendu 1 800 exemplaires de *Un héritage*, de l'Anglaise Sybille Bedford, et 1 500 de *Rêves d'hiver*, de l'Italienne Rosetta Loy.

Du côté des essais, la moisson est abondante et les chiffres très variables. La maison la mieux lotie est Nil, avec *l'Histoire de la philosophie occidentale*, de Jean-François Revel (12 000). *Océanographie*, de Mircea Eliade, a connu un assez vif succès aux éditions de L'Hermès (9 500), tandis qu'un essai sur le *Virtual*, de Philippe Quéau, faisait de même chez Champ Vallon (8 000). Dans l'ordre du visuel, les éditions Folle Avoine ont publié, en novembre, *l'Œil nomade*, de Michel Onfray (850).

Les sujets austères ont été à l'honneur avec la *Souffrance à distance*, de Luc Boltanski (Métailié, 3 000). *Penser la mort*, de Vladimir Jankélévitch (Liana Lévi, 3 000) et *Sur la douleur*, d'Ernst Jünger (Le Passer, 900). Chez Anatolia, la *Leçon de ce siècle*, de Karl Popper, a connu un destin plutôt heureux (3 400), de même qu'un livre du pianiste Alfred Brendel intitulé *Musique côté cour, côté jardin*, dont l'édi-

teur (Buchet Chastel) se dit satisfait sans pour autant vouloir communiquer de chiffres. A noter encore la *Magie du livre*, de Hermann Hesse, chez José Corti (2 000), les *Imprévus de l'histoire*, d'Emmanuel Levinas (Fata Morgana, 800), et *Délire*, du philosophe Ludwig Binswanger, chez Jérôme Millon (800).

Au carrefour entre l'essai et le récit, signalons *Sur la route des croisades*, de Jean-Claude Guillebaud, paru en feuilleton dans le *Monde* durant l'été 1993 (Arléa, 6 000), et, parmi les récits autobiographiques, *J'ai débarqué le 6 juin 1944*, de Gwen-Aël Bolloré (Cherche-Midi, 14 000), ainsi que *C'est la guerre*, de Louis Calaferte, à L'Arpenteur (4 000). Parmi les documents, on trouve le *Mittérand par Mittérand*, de Roger Gouze, au Cherche-Midi (11 000), et, chez Dagorno, le *Sida, combien de divisions ?*, par Act Up Paris (6 000). En matière de biographies, le *Jim Hendrix* de Charles Shaar Murray a trouvé des adeptes (Lieu Commun, 7 000), de même que les deux *Saint-Exupéry*, parus l'un chez Viviane Hamy (4 000) et l'autre aux éditions du Félin (tiré à 20 000 en octobre) : « Le Francis Bacon,

aspects d'une vie », de Daniel Farson (Le Promeneur), s'est vendu à plus de 2 000 exemplaires, deux mois après sa sortie, tandis que *l'Albion Simenon*, de Pierre Assouline, publié par les éditions Complexe, n'a pas manqué de public (16 000).

Les mémoires et chroniques sont bien représentées, notamment chez Quai Voltaire avec *Mon siècle*, de Bernard Frank, tiré à 4 000 exemplaires, et les *Mémoires* de Bernard Tricot, tirés à 6 000. Sans oublier les *Mémoires d'Europe*, entretiens de Otto de Habsbourg avec Jean-Claude Picaper, publiés par Critérion (35 000), les *Mémoires d'un Indien du Sud*, de Rasipuram Krishnaswami Narayan, chez Anatolia (2 300), et *Une enfance à la campagne*, de Gaston Chevreau (Cénothane, 5 500). L'histoire, enfin, a été marquée par le *Septième Million*, de Tom Segev, chez Liana Lévi (3 500), et, malgré une diffusion modeste, par le *Traité de Luis Frois sur les contradictions de mœurs entre Européens et Japonais*, récit historique du XVI^e siècle, avec un appareil critique, paru chez Michel Chandeigne (780).

R. R.

Les collaborateurs du « Monde »

ROMANS
RÉCITS, POÉSIE

Tahar Ben Jelloun : *l'Homme rompu*. — Le roman de la corruption au Maroc, en même temps qu'un hommage à l'indonésien Pramoedya Ananta Toer (Seuil, 223 p., 95 F). Et aussi la *Soudure fraternelle*, témoignage sur l'amitié (Arléa, 130 p., 85 F).

François Bott : *les Démoniaques des Abbeses*. — La suite des aventures d'un singulier détective, le « dévot F.B. » (Flammarion, 128 p., 85 F) ; et aussi *Gina*, qui vient de paraître (voir la critique de Georges-Olivier Chateaufort dans ce même numéro).

Michel Braudeau : *Mon ami Pierrot*. — Le mort d'un père conduit son fils à découvrir comment leur relation s'est nouée, s'est parfois manquée, comment l'essentiel s'est transmis de façon invisible, à leur insu (Seuil, 189 p., 90 F).

Geneviève Brisac : *Petite*. — Comment une « volonté de fille de fer » peut conduire à se mettre en danger de mort. Le récit, souvent drôle, d'une adolescence périlleuse (Ed. de l'Olivier, 120 p., 89 F).

René de Ceccatty : *l'Accompagnement*. — Deux hommes, écrivains, face à leur ami, écrivain lui aussi, qui va mourir trop jeune. Le narrateur témoigne, avec pudeur et sans complaisance morbide (Gallimard, 134 p., 75 F).

Ramon Chao : *Un train de glace et de feu*. — La Mano Negra en voyage (Ed. La Différence, 262 p., 98 F).

Michel Cournot : *Histoire de vivre* (voir l'article d'Hector Bianchi dans ce même numéro).

Roland Jaccard : *le Rire du diable*. — Le récit désenchanté d'un jeune homme de cinquante ans (Ed. Zulma, 84 p., 75 F).

Pierre-Robert Leclercq : *Do Mi-bérni sol*, poèmes (La Bartavelle, 70 p., 70 F), et *Versailles songe royal*, promenades dans

le temps et l'espace au hasard d'un château (photos de Maryvonne Rocher-Gillette, Paris-gramme, 90 p., 160 F).

Hugo Marsan : *le Corps du soldat*. — Trente ans après, un comédien raté se souvient de ses vingt ans en Algérie, acteur malgré lui d'une guerre absurde, en proie à une passion unique. Mais la mémoire n'est-elle pas déjà tricherie et mise en scène ? (Verdier, 138 p., 85 F).

Jean-Noël Pancrazi : *le Silence des passions*. — L'histoire, sur fond de nuit et de cabarets, de quelques amours, à Paris, un été (Gallimard, 244 p., 95 F).

Bertrand Poirot-Delpech : *l'Amour de l'humanité*. — En une semaine d'un convoi humanitaire en Bosnie, un jeune enseignant découvre l'horreur de la guerre, l'amour, et une fraternité insoupçonnable (Gallimard, 192 p., 90 F).

Robert Solé : *le Séraphore d'Alexandrie*. — Une chronique familiale, où passion amoureuse et cocasseries s'entremêlent, dans l'Égypte des années 1860-1880, marquée par le percement du canal de Suez et le début de l'occupation anglaise (Seuil, 348 p., 120 F).

Philippe Sollers : *Vénise éternelle*. — Des photographies du siècle dernier et « l'autre Venise », celle de Sollers, promeneur heureux, aussi loin du tourisme que du pathos (J.-C. Lattès, 142 p., 235 F).

Michel Tatu, en collaboration avec Michel Meyer : *le Réveil du poisson-chat*. — Un « thriller » mêlant exploration sous-marine et politique, nationalistes et milliardaires, terrorisme et services de renseignement (Odile Jacob, 315 p., 130 F).

André Velter : *Du Gange à Zanzibar*, poèmes (Gallimard, 160 p., 80 F). Et aussi *Passage en force*, qui rassemble les premiers livres d'André Velter, accompagnés d'inédits, ainsi que *Ouvrir le chant*, célébration de l'oralité (Le Castor Astral, 345 p., 140 F et 140 p., 85 F).

Nicolas Weill : *Meurtre à*

Aurora. — Qui a tué Zola ? Un roman policier historique à l'époque de l'affaire Dreyfus, avec, en appendice, le texte intégral du fameux *J'accuse* ! (Calmann-Lévy, 237 p., 92 F).

ESSAIS, DOCUMENTS

Jean-Louis Andréani : *le Mystère Rocard*. — Un travail de référence sur l'ancien premier ministre. Une masse d'informations, d'analyses, d'anecdotes et un regard sans complaisance ni animosité sur la personnalité et l'itinéraire de Michel Rocard (Robert Laffont, 732 p., 189 F).

Georges Balandier : *le Dédale*. — Pour en finir avec le XX^e siècle. — Le mythe du dédale inspire les explorations de l'« Inédit » où l'époque entraîne. Ce livre présente un état de nos sociétés, dont il fait une reconnaissance commentée, qui conduit Georges Balandier à interroger une démocratie confuse (Fayard, 236 p., 120 F).

Catherine Bédarida : *SOS Université*. — Une enquête sur l'université d'aujourd'hui, qui accueille un quart de la jeunesse française, et sur les tentatives pour qu'elle devienne un lieu de réussite et de culture au service des étudiants (Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 232 p., 120 F).

Philippe Bernard : *l'Immigration*. — Instrument politique, réalité humaine, phénomène international, l'immigration alimente les controverses. Un éclairage historique, des faits et des chiffres récents pour comprendre et agir (Le Monde Éditions-Marabout, 182 p., 37 F).

Laurence Benaim : *Yves Saint Laurent*. — La première biographie de l'« enfant-roi », qui, depuis 1961, domine le monde de la haute couture (Grasset, 475 p., 148 F).

Philippe Boggio : *Boris Vian*. — Au-delà de la légende et de Saint-Germain-des-Près, la biographie précise et chaleureuse d'un écrivain (Flammarion, 413 p., 145 F).

Françoise Chirot et Anne Galey : *Guide des métiers verts : travailler pour l'environnement*. — Pour mieux comprendre les vocations toujours plus nombreuses que suscite l'écologie (Sang de la terre, 250 p., 100 F).

Jean-Marie Colombani : *La gauche survivra-t-elle aux socialistes ?* — Comment faire face à un double défi : se redéfinir, retrouver une légitimité et renouer avec les origines du mouvement socialiste ? Le diagnostic sans complaisance du directeur du *Monde* (Flammarion, 212 p., 105 F).

Pierre Drachine : *Dictionnaire humoristique de A à Z de Tristan Bernard*. — Le meilleur de l'humour de Tristan Bernard dans un ouvrage conçu comme un glossaire (Le Cherche-Midi, 143 p., 78 F). Et aussi *Jirnovski, le Russe qui fait trembler le monde*, en collaboration avec Didier Daeninckx (Le Cherche-Midi, 150 p., 80 F).

Roger-Pol Droit (sous la direction de) : *L'art est-il une connaissance ?* — Vingt-cinq regards (philosophes, psychologues, artistes, historiens, sociologues, artistes) réunis à l'occasion du quatrième Forum Le Monde Le Mans (Le Monde-Éditions, 336 p., 140 F). Roger-Pol Droit a également publié, avec Stéphane Douailler et Patrice Vermeren, *Philosophie, France, XIX^e siècle. Écrits et opuscules* (Le Livre de poche, « Classiques de la philosophie », 1 016 p., 70 F).

Alain Faujas : *Trigano, l'aventure du Club*. — Marchand de lingerie et de quatre-saisons, comédien, résistant, journaliste communiste, fabricant de tentes, Gilbert Trigano n'a pas créé le Club Méditerranée, mais il en a fait un mythe (Flammarion, 262 p., 95 F).

Bernard Féron : *Yugoslavie, origine d'un conflit*. — Un ouvrage qui tente de faire comprendre, aussi clairement que possible, la complexité politique, économique, culturelle de l'ancienne Yougoslavie. Un petit livre pour établir un diagnostic de l'actuel

L'ÉTÉ EN

LIVRES



La société des plages

Vacances obligent, Georges Balandier a choisi de consacrer sa chronique à un précis d'ethnologie balnéaire

SUR LA PLAGE
Mœurs et coutumes balnéaires
de Jean-Didier Urbain.
Fayard, 375 p., 135 F.

Le temps des loisirs a permis l'invention de la plage. Il y a produit massivement de multiples sociétés éphémères, effaçables comme des traces sur le sable, une fois passée la période des vacances. Auparavant, en longue durée, la rencontre se transformait en confrontation avec le grand « territoire du vide », la mer, ses pièges et ses violences. Générateur d'horreur, elle est associée à la mort, à la nuit et à l'abîme, jusqu'au XIX^e siècle. Michelet, publiant en 1861 son essai consacré à la Mer, révèle bien cet approvisionnement tardif : « Vivre à la terre, c'est un repos ; vivre à la mer, c'est un combat, un combat vivifiant pour qui peut le supporter. »

En moins d'un siècle, la situation s'inverse complètement, la « collectivisation vacancière » accélère la création des « sites artificialisés », et les rivages deviennent des marchandises destinées à la grande consommation. Le droit à l'« amitié du

vide » et aux « plages oubliées », alors revendiqué par Paul Morand, exprime une exigence de luxe (1). Jean-Didier Urbain retrace brièvement l'histoire de ce mouvement, avant de se constituer ethnologue des mœurs et coutumes balnéaires. Il montre comment la société des vacanciers marginalise, puis transforme progressivement l'autre, celle des gens de la mer et de la pêche. Le moment fondateur est d'abord mondain et esthétique. L'aristocrate éclairé, le bourgeois à sa suite, s'intéressent à la mer : le littoral est un spectacle, la vie locale, un monde exotique, et l'arrière-pays immédiat, le lieu d'implantation des divertissements propices à la distinction. Les peintres et les écrivains accomplissent une autre conquête, ils proposent une nouvelle représentation de l'univers maritime par les moyens de l'esthétisme, et - ce qui est plus rare et d'une portée incomparable - par un autre exercice du regard.

Jean-Didier Urbain souligne la rupture : « Picturale ou romanesque, cette socialisation mondaine de la plage, comme « nettoyée » de ses indigènes, est un signe qui présuppose une inversion historique fondamentale. »

Plus ordinairement, ce qui commence à s'imposer, en engendrant une sociabilité particulière, c'est la figure de la mer en tant que guérisseuse. Le phénomène balnéaire apparaît au XVIII^e siècle, il se propage sous l'impulsion de l'hygiénisme au cours du siècle suivant, il est encouragé par une sorte de « noblesse balnéocratique ». Mais les craintes anciennes ne sont pas effacées. Le baigneur est protégé de la violence des vagues, il se soumet à la discipline thérapeutique, il se situe dans les relations sociales organisées autour de la maladie et de l'usage curatif des éléments, il est tenu à distance de ce qui pourrait « exciter les vices », en exaspérant la sensualité. Le temps de la jouissance hédonique et de la libre expression des corps n'est pas encore venu.

Tout concourt d'abord à la sectorisation de l'espace balnéaire et du corps du baigneur, à la réglementation des contacts et à la stricte séparation du visible et du caché. Les territoires de plage sont partagés, selon les sexes - avec la tolérance de la mixité familiale - et les conditions sociales, selon que la « protection visuelle », garante de la

pudeur, ou la plus libre circulation du regard y prévalent. Le code du costume règle une sorte de camouflage du corps, il le rend peu lisible en imposant l'effacement des formes. Il définit ce qui doit être masqué, jusqu'à la proscription des couleurs propices à la transparence au moment de la sortie du bain. La révélation de la nudité reste un spectacle d'une rareté inouïe.

C'est la « classe de loisir », puis la « foule des vacanciers » qui inversent définitivement les

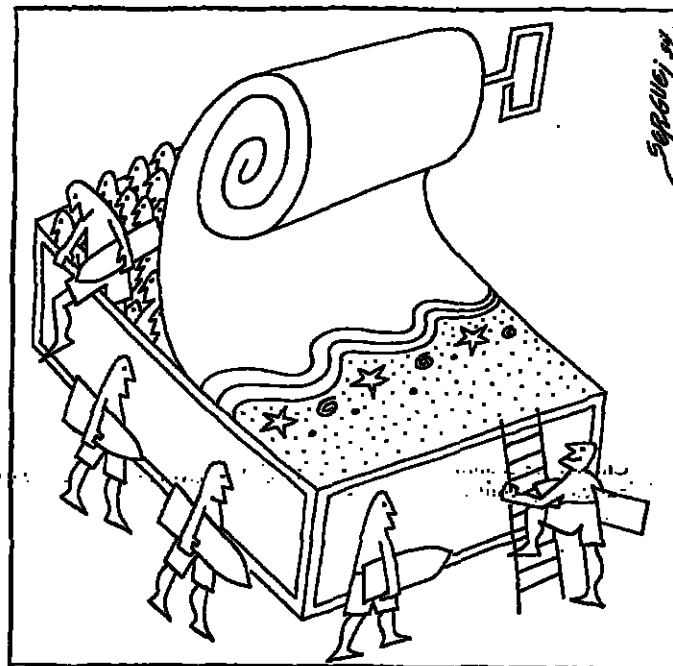
vales. Mais la rumeur et la publicité racoleuse sont en partie trompeuses. Les libertés relèvent du rêve plus que de la réalisation, l'exosexualité reste réduite, et la formation des couples nouveaux résulte peu des conjugaisons vacancières. L'« instabilité sentimentale et la légèreté sexuelle » sont moins effectives qu'entretenues sous les aspects de la possibilité. Le charme dangereux de l'attraction se libère difficilement du « désir sécuritaire d'y échapper ».

Elle se propose comme un « ailleurs », ce qui a incité Jean-Didier Urbain à en effectuer l'ethnologie, à y retrouver des formes propres aux sociabilités primitives. Mais il concède trop aux commodités de l'analogie lorsqu'il recourt de façon systématique à la métaphore (à multiples usages, désormais, et à pertinence souvent nulle) de la « tribu » ou du « clan ». Il voit plus juste lorsqu'il décrit les stratégies d'occupation des « territoires » et identifie le rythme des jours, lorsqu'il révèle une sorte de communautarisme factice, lorsqu'il dénonce une « confusion » limitée n'établissant qu'un élitisme de surface.

Le désir de rivages se transforme-t-il en « sagesse concrète », réalisée ? La contradiction et le paradoxe le faussent. La foule contrarie la fuite de l'événement, des traces et des maux, la recherche de l'oubli. La tentative d'accéder à une vie plus naturelle s'égare dans le simulacre, s'affaît dans d'autres routines. Les « conduites de vertige » et le rêve ne parviennent pas à effacer l'angoisse. Mais il reste l'acquis d'une double (re)découverte : celle d'un corps plus libre et de la richesse de sensations moins entravées.

Georges Balandier

(1) Paul Morand, *Bains de mer, bains de rêves*, réédition, Actes, 1990.



comportements, qui effectuent le passage de l'habillé au dénudé. Ce qui est d'abord vécu sur le mode de la transgression et fait au commencement scandale. Peu à peu, la « morale hédoniste se substitue à la norme médicale » ; si l'hygiénisme ne disparaît pas, il se place sous le signe du soleil, il réconcilie l'homme avec la nature, il accomplit la rupture avec le moralisme du XIX^e siècle. La mer devient propice au « bain de jouvence », et celui-ci libère l'accès au plaisir. Le naturisme permet l'apparition de l'homme nu, avec lenteur et ambiguïté, il évoque l'idéologie suspecte de la race forte ; il se prête à l'indiscrétion minable du voyeurisme.

Le « culte du corps » se situe, progressivement, au cœur des manières de vivre au sein de cet autre monde que constitue la société de plage. Le corps s'expose, il est « construit », il « parle », il est l'acteur principal de la théâtralisation balnéaire, il entre en jeu dans les rites qui régissent la présentation de soi. Libéré, il jouit pourtant d'une liberté conditionnelle. Il est astreint à une discipline qui le définit selon l'esthétique prévalente, qui régit son apparence avec le secours de la cosmétique. Et le nu lui-même se donne à voir sous « un autre costume ». Le bronzage - dont Michelet a écrit qu'il donne « le plus beau teint africain » - l'habille, la « pilosité » féminine en modifie les aspects par le lissage de la peau, et les ornements à la mode du moment y portent leur inscription. Le naturel est pour une part en trompe-l'œil.

Dans l'univers de la plage, tout est sensualisé, à commencer par les éléments : le sable, la vague, le vent, et même l'écume blanche, qui a pu être qualifiée de « suc érotique ». La plage est le lieu des rencontres et des séductions, des croisements de regards, des incitations aux amours esti-

La plage soumet le social à deux épreuves, celles du nombre et de l'éphémère. La première nourrit le rejet des décadents - Paul Morand n'a vu là que des « colonies madréporiques » - ou le repli de l'entre-soi. Elle donne aussi des arguments aux dénonciateurs de la dénaturation, de la

ont publié

conflit (Le Monde Editions-Marabout, 178 p., 37 F.).

Erie Fottorino : *L'Homme de terre*. - Tous les bouleversements que connaît l'agriculture après des siècles d'immobilité (Fayard, 331 p., 120 F.).

Bruno Frappat : *Si les mots ont un sens...* - Une sélection des chroniques hebdomadaires publiées dans le supplément radio-télévision du Monde, pour les années 1987 à 1993. Préface de Claude Roy, dessins de Sergueï (Le Monde Editions, 368 p., 95 F.).

Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann : *Un certain Monsieur Paul*. - Une édition actualisée de l'essai sur l'affaire Touvier paru en 1989 (Fayard, 260 p., 110 F.).

Christine Joris : *Le Paysage et l'Amour*. - Le paysage et l'amour ont des pouvoirs qui se rejoignent : l'énergie fondamentale qui régit dans l'enfance. Cette quête permet un voyage passionnant à travers la littérature anglaise, de William Blake à Kathleen Raine (Seuil, 267 p., 145 F.).

Patrick Kéchichian : *Les Usages de l'éternité. Essai sur Ernest Hello*. - Une tentative d'approche personnelle d'un écrivain catholique oublié de la deuxième moitié du XIX^e siècle (Seuil, « Fiction et Cie », 277 p., 130 F.).

Jean de La Guérinière : *Belgique, la revanche des langues*. - Les ambiguïtés, les contradictions, les rapports de force, le sens du compromis propres à la Belgique (Seuil, 192 p., 110 F.).

Sylvie Kerviel : *Les Mémoires de l'enseignement*. - De l'instituteur au professeur d'université, ce guide dit ce qu'il faut savoir sur ces métiers très divers (Le Monde Editions-Marabout, 135 p., 37 F.).

Francis Marmande : *La Perfection du bonheur*. - « Traité de l'essentiel » qui va à l'essentiel sans emphase. Une lecture de notre temps, de ses misères, de ses défaillances et de ses drôleries, placée sous le signe de la « morale des camps » (Descartes & Cie, 200 p., 203 F.).

Jacques Meunier : *Voyages sans alibi*. - La vérité du bout du

monde et « les malentendus de l'exotisme » (Flammarion, 390 p., 130 F.).

Florence Noiville (entratiens avec Jean Barnard) : *A quoi sert la médecine ?* - Destinée aux jeunes lecteurs, une réflexion sur le rôle du médecin, les avancées de la recherche, et les problèmes de bioéthique posés par les nouveaux pouvoirs de la médecine. Illustrations de Serge Bloch (Seuil, coll. « Petit point des connaissances », 70 p., 36 F. A partir de douze ans).

Roland-Pierre Paringaux et Gilles Gaetner : *Un juge face au pouvoir*. - Un livre consacré aux dossiers qui font l'objet des investigations du juge Renaud Van Rymbeke (Grasset, 263 p., 110 F.).

Edwy Plenel : *Un temps de chien*. - A partir de l'apostrophe de François Mitterrand, lors des obsèques de Pierre Bérégovoy, une réflexion sur le journalisme et l'époque, la politique et la morale, le réel et la fiction, l'information et la communication, le secret et la transparence... (Stock, 190 p., 95 F.).

Jean-Claude Pomonti : *Les Petits Chiffonniers de Phnom-Penh*. - Les « petits boulots » et le Cambodge entre guerre et paix de ces quatre dernières années (Fayard, coll. « Les enfants du fleuve », 212 p., 95 F.). Et, avec Hugues Tertrais : *Vietnam, communistes et dragons*, sur l'ancien avant-poste du socialisme soviétique redevenu un pays asiatique à part entière (Le Monde éditions, 210 p., 120 F.).

Alain Rollat : *Delors*. - La biographie de Jacques Delors. Il rêvait de devenir couturier, journaliste ou cinéaste. Il a naguère refusé de devenir premier ministre. Le destin en a fait le maître artisan de l'Europe unie. Le voilà promu « sauveur » potentiel de la gauche à la prochaine élection présidentielle (Flammarion, 300 p., 120 F.).

Daniel Schneidermann : *Arrêts sur images*. - Un enfant africain squelettique, une colère de l'abbé Pierre, le sourire d'une Miss... Sur quelques-unes de ces images qui

pénètrent en nous chaque jour par la télévision, Daniel Schneidermann s'arrête et tente de faire réfléchir les lecteurs-télespectateurs (Fayard, 234 p., 89 F.).

Michel Sot : *Un historien et son Eglise : Floard de Reims*. - L'historien est d'abord un homme de son temps. Au X^e siècle, lorsqu'il étudie le premier millénaire du christianisme comme l'a fait Floard, ou au XX^e siècle, comme le fait ici l'auteur, dans un jeu de miroirs. « Faire mémoire », ici de la grande église de Reims, avec la passion de la liturgie et la méthode de l'historien (Fayard, 832 p., 260 F.).

Henri Tineq : *L'Etoile et la Croix. Jean-Paul II-Harari : l'explication*. - A travers trois étapes - Rome, Auschwitz et Jérusalem -, le récit des relations tumultueuses entre l'Eglise catholique et la communauté juive, notamment depuis le concile Vatican II de 1965 (J.-C. Lattès, 352 p., 139 F.).

DESSINS

Cagnat, Chenez, Delestra, Margarin, Pessin, Plantu, Sergueï, Tignous et Wolinski : *Impressions japonaises*. - Un recueil de « reportages en dessins » sur le pays du Soleil-Levant, avec la participation de quatre dessinateurs du Monde et une préface de notre correspondant au Japon, Philippe Pons (Denoël, 140 F.).

Francis Marmande (avec un texte de Florence Delay) : *Éclat rouge sur le sable*. - Universitaire, écrivain, contrebassiste de jazz... et aujourd'hui dessinateur, Francis Marmande a illustré ce beau texte de Florence Delay sur les morts tragiques de l'histoire taoumarchique (Ed. Fourbis, 44 p., 75 F.).

Pessin (avec Meryem le Saget) : *Efficace, mais humain quand même et Le bout du tunnel est au coin de la rue* (tous deux aux Ed. Liaisons sociales, 90 p. et 98 F. chaque).

RENÉ
DE CECCATTY

L'ACCOMPAGNEMENT

«René de Ceccatty ne raconte pas, il ne décrit pas, il dit la maladie et la fin... l'effacement de son ami, et ce qu'il a ressenti.»

Suzanne Prou/Le Figaro Littéraire

«Au-delà de la désolation, l'écriture est victorieuse.»

Hugo Marsan/Le Monde

«Jamais le style de René de Ceccatty n'a été plus dépouillé, plus fort.»

Diane de Margerie/La Quinzaine Littéraire

«Une nouvelle façon d'écrire le sida, celle du témoignage direct, en forme de contrechamp.»

Antoine de Caumont/Libération

GALLIMARD

L'ÉTÉ EN

LIVRES



LITTÉRATURE

ROMAN

Jacques-Pierre Amette : *Stendhal, 3 juin 1819*. — Que faisait Stendhal ce jour-là ? Il était amoureux (Lattès, 150 p., 110 F).

Nicole Avril : *L'Impératrice*. — Le meilleur livre d'un romancier qui a trouvé une liberté et un ton nouveaux dans sa fascination pour Elisabeth d'Autriche (Grasset, 364 p., 128 F).

Beatrix Beck : *Moi ou autres*. — Des histoires pleines de choses vues et entendues, et toujours à la frontière du fantastique. Beatrix Beck, avec toute son insolence (Grasset, 169 p., 89 F).

René Belletto : *les Grandes Espérances de Charles Dickens*. — Un ouvrage exceptionnel qui modifie le statut officiel de Dickens : le classique du roman populaire est un immense écrivain (POL, 656 p., 210 F).

Yves Bichet : *la Part animale*. — Un premier roman autour du thème de l'animalité dans lequel la plus surprenante originalité ne se confond jamais avec la vulgarité ou l'incongruité (Gallimard, 167 p., 90 F).

François Bon : *Un fait divers*. — Des voix multiples pour raconter une tragédie de la vie quotidienne (Minuit, 158 p., 75 F).

Alphonse Boudard : *Saint-Frédo*. — Le truant reconverti dans la sainteté. Un des plus beaux personnages de l'auteur, dépeint avec beaucoup d'humour et de mélancolie (Flammarion, 272 p., 98 F).

Jacques Brosse : *Autobiographie d'un enfant*. — Un écrivain fait revivre l'enfant qu'il a été jusqu'à treize ans. L'adulte comble, rectifie, nuance ce qu'il arrache à la mémoire (José Corti, 538 p., 160 F).

Louis Calaferte : *C'est la guerre*. — De la mobilisation générale aux « tondues » de la Libération, la guerre vue par un enfant de onze ans. Un texte halluciné, qui tient plus du cri que du récit, de l'auteur de *Septentrion*, disparu le 1^{er} mai (L'Arpentier/Gallimard, 192 p., 86 F).

Aimé Césaire : *la Poésie*. — Volcanique, animale, percée d'images fortes, torrentielle, lourde d'odeurs et de bruit, toute la poésie d'Aimé Césaire est là, rassemblée, établie par Daniel Maximin et Gilles Carpentier (Seuil, 522 p., 200 F).

Bernard Chambaz : *Martin cet été*. — Dans un magnifique livre de deuil, Bernard Chambaz réussit à nous faire aimer, à notre tour, Martin, son fils, qui vient de mourir (Julliard, 244 p., 110 F).

Yves Charnet : *Proses du fils*. — La révélation d'un jeune auteur qui invente l'écriture de sa propre vie et donne la parole à sa douleur la plus intime (La Table ronde, 173 p., 79 F).

Didier Daeninckx : *En marge*. — Des marges de l'Histoire aux « communs » de la ville, en passant par les anonymes de la rue, Didier Daeninckx arpente des territoires sur lesquels bien peu d'écrivains contemporains s'aventurent (Denoël, 155 p., 78 F).

Catherine David : *la Beauté du geste*. — Comment la pratique et surtout l'apprentissage du piano et des arts martiaux se conjuguent pour conduire à une exceptionnelle perception de soi (Maren Sell-Calmann-Lévy, 220 p., 98 F).

Michel del Castillo : *Rue des Archives*. — L'envers terrible et émouvant d'une autobiographie. Un dialogue déchirant entre l'enfant d'autrefois et l'écrivain d'aujourd'hui (Gallimard, 250 p., 98 F).

Florence Delay : *Catalina*. — A la recherche de Catalina de Erauso, la « nonne militaire » d'Espagne, Florence Delay rencontre ses propres fantômes (Seuil, 146 p., 85 F).

Patrice Delbourg : *le Bureau des latitudes*. — Les tribulations d'un « aquaboniste » sans déleco-

tation morose qui jongle avec les mots (Marsyas, 195 p., 98 F).

Régine Detamhel : *le Vénin*. — Une guerre, un enfant mort-né, une fillette qui furete... (Julliard, 180 p., 89 F).

Mohammed Dib : *l'Infante maure*. — Une petite fille se perd dans le paysage feutré d'un pays scandinave et observe impitoyablement ses parents, en espérant comprendre son père algérien (Albin Michel, 184 p., 89 F).

Françoise Ducout : *Bastingué à Auteuil*. — Une restitution amère et drôle des années 30. La tragédie du couple Piaf-Cerdan commande le dessin d'irrésistibles habitants d'Auteuil (Belfond, 157 p., 92 F).

Yves-Michel Ergal : *l'Offrande musicale*. — Les trente Variations Goldberg de Bach rythment les chapitres de ce roman raffiné. Une pianiste raconte une vie imaginaire (Calmann-Lévy, 260 p., 110 F).

Patrick Gralville : *les Anges et les Faucons*. — A l'ombre de Notre-Dame de Paris, dans les années 70, l'itinéraire amoureux d'un jeune homme tendre et audacieux parmi d'étranges personnages éclatants de liberté intérieure (Seuil, 288 p., 110 F).

Roger Grenier : *la Marche turque*. — La douceur implacable, le ton doux-amer de Roger Grenier qui, dans des nouvelles au charme poignant, excelle à évoquer l'ironie de la vie et l'effacement insidieux des destins (Gallimard, 204 p., 84 F).

Ludovic Janvier : *Brèves d'amour*. — Dans ces vingt-deux brèves nouvelles, des voix nous entraînent dans leurs soliloques. Entre humour féroce et angoisse drolatique (Gallimard, 190 p., 90 F).

Gil Jonnard : *Bonjour, Monsieur Chardin*. — Un poète rend un bel hommage à l'écriture de Jean Follain et à la peinture de Chardin, dont l'exactitude et la simplicité incitent à la rêverie (Deyrolle, 50 p., 60 F). Et aussi l'Éclat de terre (Fata Morgana, 72 p., 63 F), ainsi que le Gout des choses (Verdier, 104 p., 85 F).

Philippe de la Genardière : *Morbidezza*. — Dans le Paris des Halles, les fantômes d'un jeune professeur de philosophie, halluciné, défilent (Actes Sud, 182 p., 98 F).

Hélène Lenoir : *la Brisure*. — Suite de courts récits, petits textes repliés autour d'un événement minuscule qui rompt l'uniformité du quotidien. Un premier livre très mûr (Minuit, 125 p., 69 F).

Mathieu Lindon : *le Cœur de To*. — Le roman le plus secret de cette année littéraire, une histoire d'amour fou, entre réalité et onirisme (POL, 188 p., 95 F).

François Maspero : *le Temps des Italiens*. — Le portrait, au plus juste, d'une femme qui eut douze ans l'hiver 42 « en transit ». Lumineux (Seuil, 140 p., 79 F).

Michel Oreoel : *le Sentiment du fer*. — A la suite d'une ténébreuse affaire, un jeune homme se cache dans une petite ville de Savoie. Un roman égaré, altéré, altusif (Grasset, 190 p., 92 F).

Dominique Pagnier : *les Vies simultanées*. — Le deuxième recueil de poèmes en prose d'un écrivain qui donne au réel son juste poids, sans négliger pour autant son environnement invivable et surnaturel (Gallimard, 70 F).

André Pieyre de Mandiargues : *Monsieur Mouton*. — Un inédit de l'un des grands stylistes de la littérature française, où il est question d'une vieille fille au cœur simple et de son chat (illustré par Pierre Alechinsky, Fata Morgana, 124 p., 90 F).

Jean-Claude Pivrotte : *Il est minuit depuis toujours*. — Les petits riens de la vie où la réalité se fait surréaliste, où la fiction se fait réalité (La Table ronde, 210 p., 89 F).

Dominique Rolin : *le Jardin*

d'agrément et *Train de rêves*. — Un nouveau roman et des récits de rêves, d'une des romancières françaises les plus singulières et les plus méconnues du public, depuis un demi-siècle... (Gallimard, 214 p., 90 F et 126 p., 75 F).

Olivier Rolin : *l'Invention du monde*. — Le roman le plus ambitieux de la rentrée d'automne 1993. Un pari fou, démesuré, magnifique jusque dans ses impasses : rendre compte d'une journée sur la planète... (Seuil, 530 p., 145 F).

Claude Roy : *l'Homme qui venait de l'an mil*. — Le poète français redonne vie à Su Dongpo, poète chinois d'il y a mille ans (Gallimard, 159 p., 95 F).

Jean Vautrin : *Symphonie grabeuse*. — Pour dire le monde comme il va et comme il délire, Jean Vautrin invente une écriture, tendre, barbare, chaude et stridente (Grasset, 352 p., 128 F).

Claude Vigée : *Un panier de houblon, la verte enfance du monde*. — Le poète se souvient de l'Alsace qui l'a vu naître (Lattès, 455 p., 149 F).

Guy Walter : *Un jour en moins*. — Par une photo des camps nazis, l'horreur s'inscrit, indélébile, dans l'esprit d'un enfant. La mémoire par innocence interposée (Verdier, 92 p., 85 F).

Ivo Andrić : *le Pont sur la Drina*. — Le chef-d'œuvre du Prix Nobel de littérature 1961. Traduit du serbo-croate par Pascale Delpech (Belfond, 408 p., 150 F).

Roberto Arlt : *le Jouet enragé*. — Ce premier roman de l'écrivain argentin mort en 1942 fut comme une bombe posée dans une société tournée vers la culture européenne ou figée dans l'exaltation du folklore. Traduit de l'espagnol par Isabelle et Antoine Berman (Ed. Cent Pages, 184 p., 79 F).

Russel Banks : *De beaux lendemains*. — Tout le pessimisme de Banks dans cette fable superbe sur les pièges du rêve américain. Traduit de l'anglais par Christine Le Boef (Actes Sud, 235 p., 128 F).

Isaac Bashevis Singer : *le Certificat*. — Portrait de Singer en jeune homme perdu. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Marie-Pierre Bay (Denoël, 298 p., 120 F).

Lokenath Bhattacharya : *la Descente du Gange*. — Une quête indécise qui se joue sur une scène improvisée où se mêlent les mensonges, les quasi-vérités, les pulsions, les pudeurs, les sarcasmes et les peurs. Traduit du bengali par France Bhattacharya (Christian Bourgois, 262 p., 140 F).

Harold Brodkey : *l'Ame en fuite*. — Dans cette fiction autobiographique au style novateur, Harold Brodkey scrute tout à la fois son enfance d'orphelin, les turbulences de sa vie sentimentale et sexuelle et la complexité de l'acte d'écriture. Traduit de l'anglais par Michel Lederer (Grasset, 800 p., 195 F).

Augustin Buzura : *Chemin de cendres*. — Un écrivain roumain accusé. Traduit du roumain par Jean-Louis Courriel (Noir sur Blanc, 356 p., 178 F).

Antonia S. Byatt : *Possession*. — Byatt se déplace sans effort d'un texte à l'autre, d'un auteur à l'autre, maniant pastiche, parodie et mélange des genres. Traduit de l'anglais par J.-L. Chevalier (Flammarion, 507 p., 145 F).

Maria Jodite de Carvalho : *le Temps de Grâce et Chérie*. — Un roman et des nouvelles d'une romancière portugaise secrète, retenue, minutieusement cruelle. Traduit du portugais par Simone Biberfeld (La Différence, 120 p., 89 F et 180 p., 98 F).

Robin Cook : *Mémoire vive*. — L'autobiographie poignante d'un « écrivain de roman noir », « amant du désespoir » (Rivages/Ecrits noirs, 338 p., 135 F).

Mahmoud Darwich : *Au dernier soir sur cette terre*. — Un chant qui est aussi une déchirure, celle du peuple palestinien. Traduit de l'arabe par Elias Sanbar (Actes Sud, 102 p., 80 F).

Robertson Davies : *la Lyre d'Orphée*. — Dernier volume de la trilogie de Cornish. Le plus enclencheur des romanciers du continent américain satisfait autant notre besoin d'émotions que nos appétits d'intelligence. Traduit de l'anglais par Lisa Rosenbaum (L'Olivier, 446 p., 140 F).

Ossamu Dazai : *Cent vues du mont Fuji*. — Comment saboter vous-même votre vie ? Dazai, ce « vagabond décadent », nous livre la méthode dans ces brèves nouvelles. Traduit du japonais par Didier Chiche (Philippe Picquier, 239 p., 140 F).

Franco Delicado : *Portrait de la gaillarde andalouse*. — Publié à Venise en 1529, ce roman est un document essentiel sur l'occupation de Rome par les Espagnols, la vie des communautés juives et les mœurs dépra-

illustrée de ma vie au goulag. — Le récit, entièrement illustré par elle-même, d'une femme qui a connu, de 1940 à 1957, les prisons soviétiques, les camps, l'exil et qui en restitue de manière remarquable la réalité vécue. Traduit du russe par Sophie Benich (Plon, 254 p., 220 F).

Dezso Kosztolanyi : *le Cerf Volant d'or*. — Un des romans les plus sombres de ce maître hongrois de la pointe perdue et scorbée. Traduit du hongrois par Eva Vingiano de Pina Martins (Viviane Hamy, 380 p., 149 F).

Graig Lesley : *Saison de chasse*. — C'est l'espace qui est l'enjeu de ce magnifique roman, mais un espace que l'histoire a modifié et que l'Indien moderne doit transmettre en l'état aux générations futures. Traduit de l'anglais par Hélène Devaux-Minié (Albin Michel, 250 p., 98 F).

Norman Lewis : *la Nuit du dragon. Voyage en Indochine*. — Chroniqueur pugnace du colonialisme agonisant, le moins subjectif des écrivains-voyageurs se montre à la hauteur de sa réputation : un Graham Greene sans la religion. Traduit de l'anglais par Katherine Feldman-Garcia (Oizane, 320 p., 120 F).

jonglent avec l'étrangeté, la gravité, l'ironie, le rêve... Traduit de l'allemand par Nicole Taubes (Aubier, 224 p., 120 F).

Miguel Torga : *Contes et nouveaux contes de la montagne*. — Tras-os-montes... Un pays de montagnes et de frontières, de troupeaux et de bergers, de contrebandiers et d'aventuriers, qui se dépeuple à cause de la misère. Traduit du portugais par Claire Cayron (José Corti, 350 p., 140 F).

Gonzalo Torrente Ballester : *Fragments d'apocalypse*. — Carnet de notes d'un écrivain en quête de ses thèmes et de ses personnages, journal de bord d'un roman en gestation qui ne sera jamais achevé : le roman le plus expérimental de l'écrivain. Traduit de l'espagnol par Claude Bleton (Actes Sud, 430 p., 148 F).

Robert Walser : *le Brigand*. — Un roman tardif de l'écrivain suisse. Une errance au bord de la folie. Traduit de l'allemand par Jean Launay (Gallimard, 157 p., 85 F).

Jiri Weill : *Mendelssohn est sur le toit*. — Entre farce baroque et réalisme tragique, les souffrances de Prague sous l'occupation nazie. Traduit du tchèque par Erika Abrams (Denoël, 313 p., 145 F).

Une sélection Monde

La période estivale est un temps propice. Pour vous guider parmi tous les livres, l'équipe du « Monde des livres » vous présente :

ves de la ville sainte. Traduit de l'espagnol par Claude Bleton (Payard, 324 p., 140 F).

John Donne : *Poésies*. — Une vision très complète de l'œuvre du poète anglais du XVI^e siècle. Bilingue. Traduit de l'anglais de Robert Ellrod (Imprimerie nationale, 463 p., 250 F).

Amitav Ghosh : *Un infidèle en Égypte*. — L'enquête littéraire d'un anthropologue-romancier bengali pour reconstituer la vie en Inde d'un marchand juif d'Ifrigiyy du XII^e siècle qui retournera finir sa vie en Égypte. Traduit de l'anglais par Christiane Besse (Seuil, 356 p., 140 F).

Lesley Glaister : *Halloween*. — Ironie grinçante et cruauté tapie sous l'apparente banalité des choses. Traduit de l'anglais par Michelle Herpe-Voelinsky (La Découverte, 232 p., 120 F).

Georg Heym : *la Dissection et autres nouvelles*. — Sept récits sur la souffrance qui révèlent les convulsions d'une modernité en brutale gestation jusqu'à l'apocalypse de la première guerre mondiale. Traduit de l'allemand par Marie-Hélène Clément et Silke Hass (Fourbis, 184 p., 90 F).

Sonallah Ibrahim : *les Années de Zeth*. — Le Caire est le personnage central, fabuleux et angoissant, misérable et impitoyable, du nouveau roman de cet écrivain égyptien. Traduit de l'arabe par Richard Jacquemond (Actes Sud, 350 p., 138 F).

John Keats : *lettres*. — Des lettres ardentes qui tiennent du journal intime, rédigées à la hâte, sous un dehors enjoué, aisé, léger, dans le pressentiment de la mort, qui cueillit le poète à l'âge de vingt-six ans. Traduit de l'anglais par Robert Davreu, préface de Claude Mouchard (Belin, 574 p., 220 F).

Euphrosina Kernovskaya : *Coupable de rien*. Chronique

Rosetta Loy : *Rêves d'hiver*. — Un double portrait de femme et la traversée du siècle pendant et après le fascisme. Traduit de l'italien par Françoise Brun (Le Promeneur, 212 p., 140 F).

Alberto Manguel : *Dernières nouvelles d'une terre abandonnée*. — Comment un homme qui écoute en pleurant la musique de Telemann peut-il être, en même temps, un professeur de torture à l'époque de la dictature en Argentine ? Traduit de l'anglais par Charlotte Melançon (Seuil, 212 p., 110 F).

Henry Miller et John Cowper Powys : *Correspondance privée*. — Ces lettres, qui s'échelonnent de 1950 à 1959, sont débordantes d'élégie de vie, brûlantes, ardentes comme un geyser. Traduit de l'anglais par Norine Haddad (Citéo, 214 p., 89 F).

R. K. Narayan : *le Peintre d'enseignes*. — Roman des amours tumultueuses d'un jeune homme d'humour léger et d'une jeune fille dirigeant un bureau de planning familial. Traduit de l'anglais par Anne-Cécile Padoux (Belfond, 205 p., 110 F).

Robert Schneider : *Frère Sommeil*. — Dans un village perdu, un adolescent « différent » aspire à la musique et à l'amour, contre la violence d'un groupe humain sans idéal et sans rêve. Traduit de l'allemand par Claude Porcell (Calmann-Lévy, 204 p., 92 F).

Alice Thomas-Ellis : *la Trilogie du jardin d'hiver*. — Les drames du cœur décrits, en trois volumes, avec intelligence et subtilité : un humour très noir. Traduits de l'anglais par Agnès Desarthe (L'Olivier, 160 p., 89 F ; 189 p., 89 F ; 153 p., 89 F).

Ludwig Tieck : *la Foire et les Choses superflues de la vie*. — Deux contes de l'écrivain romantique, où l'humour et le plaisir enfantin des histoires populaires

James Welsh : *Comme des ombres sur la terre*. — Véritable poétique de la culture indienne, mêlant sans cesse le quotidien au surnaturel. Traduit de l'anglais par Michel Lederer (Albin Michel, 395 p., 140 F).

Patrick White : *Histoires peu ordinaires*. — Le Prix Nobel australien se souvient du temps où il était un petit garçon pim-bêche. Traduit de l'anglais par Jacqueline Délia (Arléa, 91 p., 69 F).

Ludwig Winder : *l'Orgue juif*. — Lorsque le problème de la pureté devient une épouvante sans nom. Traduit de l'allemand par Nicole Casanova (Écriture, 152 p., 98 F).

ESSAIS ET HISTOIRE

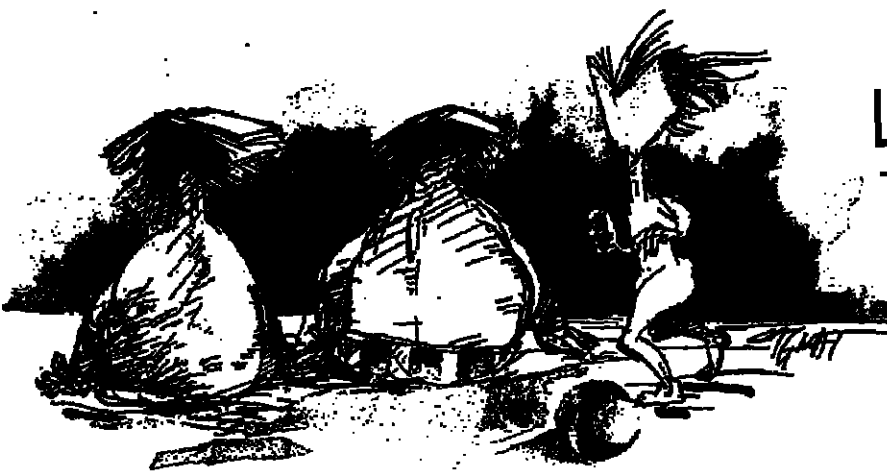
Robert Surac : *Charles Péguy. La révolution et la grâce*. — Une biographie rigoureuse et concentrée sur l'essentiel : retrouver l'unité d'une personnalité qu'on a l'habitude de décomposer, ou même de mettre en contradiction avec elle-même (Laffont, 344 p., 139 F).

François Caradec : *Alphonse Allais*. — Humoriste, mais aussi homme de sciences, mystificateur mais aussi écrivain. Une somme sur un auteur qui est bien plus qu'un faiseur de bons mots. (Belfond, 552 p., 190 F).

Pierre Dax : *Aragon*. — Une nouvelle édition de l'émouvante biographie de Louis Aragon par celui qui fut pendant un quart de siècle son proche collaborateur (Flammarion, 566 p., 160 F). Il faut y ajouter le très brillant inédit d'Aragon, *Projet d'histoire littéraire contemporaine* (Mercure de France, 164 p., 115 F), la correspondance avec Paulhan (Gallimard, 256 p., 120 F) et les *Lettres à Denise* (Maurice Nadeau, 80 p., 70 F).

L'ÉTÉ EN

LIVRES



Jean Dutoit: Domaine public. - Des portraits littéraires qui conjuguent le naturel, la finesse, les coups de gueule et l'érudition discrète (Flammation, 354 p., 135 F).

Umberto Eco: De Superman au surhomme. - Par un sémioticien enjoué et savant, une série d'essais consacrés au roman-feuilleton. Traduit de l'italien par Myriam Bouzahir, (Grasset, 241 p., 120 F).

Jérôme Garcin: Pour Jean Prévert. - Un normalien surdoué, dans la vie comme en littérature, mort en 1944 dans le Vercors les armes à la main, et oublié comme si la Résistance et l'héroïsme manquaient de talent... (Gallimard, 186 p., 92 F).

Milan Kundera: Les Testaments trahis. - Neuf courts essais dans lesquels Kundera reconstruit l'aventure du roman et défend sa culture, avec vigilance, contre l'« esprit du temps ». (Gallimard, 325 p., 110 F).

Julia Kristeva: Le Temps sensible. Proust et l'expérience littéraire. - Une belle synthèse des recherches savantes sur Proust, avec l'apport personnel d'une essayiste qui se situe elle-même au cœur de l'expérience littéraire proustienne. (Gallimard, 451 p., 155 F).

SCIENCES HUMAINES

Nicolas Bouvier: le Hibou et la Baleine. - Guide sentimental sur les chemins de la vie; un joli petit livre, plein de trouvailles iconographiques (Ed. Zoé, 62 p., 110 F).

David Brumble: les Autobiographies d'Indiens d'Amérique. - À travers ces histoires de vie, l'auteur montre comment la différence et le métissage culturels conduisent de la pure oralité à l'œuvre littéraire. Traduit de l'anglais par Pascal Ferrol (PUF, 270 p. et illustrations, 288 F).

Sabine Chalvon-Demazay: Mille scénarios. Une enquête sur l'imagination en temps de crise. - Une sociologue analyse les mille scénarios de nouveaux auteurs répondant à un concours de France Télévision. Ces fictions révèlent surtout le versant sombre de l'individualisme contemporain (A.-M. Métailié, 194 p., 99 F).

Régis Debray: l'Etat séducteur. - De l'Etat-écrit à l'Etat-écran, il y a un monde. La symbolique du pouvoir survit-elle au régime du visuel? Pas sûr. « A trop se couler dans le robinet à images, l'autorité se liquéfie. » (Gallimard, 200 p., 85 F).

Philippe Descola: Les Lances du crépuscule. - Un livre de

nier volume de l'histoire mondiale d'une haine sans équivalent, notre collaborateur Christian Delcampagne signe l'étude consacrée à « L'antisémitisme en France » (Seuil, 420 p., 150 F).

Michael Pollak: Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire. - Un choix des textes les plus significatifs du sociologue-historien mort du sida à quarante-trois ans. On y retrouve ses principaux thèmes de recherche: l'histoire des sciences sociales, la transmission de l'expérience concentrationnaire, l'homosexualité et le sida (A.-M. Métailié, 415 p., 140 F).

John Saul: les Bâtards de Voltaire. - S'il revenait, l'auteur de *Candide* serait horrifié par la dictature de la raison qui a balayé l'humanisme. Face au « totem de l'efficacité », il faut retrouver « esprit, foi, émotion, intuition ». Traduit de l'anglais par Sabine Bouloungne (Payot, 656 p., 150 F).

PHILOSOPHIE

Stanley Cavell: Conditions nobles et ignobles. - Passionné de psychanalyse, de cinéma et de littérature, Stanley Cavell analyse la crise de la culture américaine. Traduit de l'anglais par

Henri Maldiney: l'Art, l'éclair de l'être. - Par un des représentants de la phénoménologie française, une suite d'essais sur l'art et la poésie, considérés comme événements et manifestations plus que comme productions (Ed. Comp'act, 399 p., 180 F).

Pierre Mament: la Cité de l'homme. - Par l'un des meilleurs spécialistes français de philosophie politique, une réflexion originale sur le statut de l'homme et des droits de l'homme. Antimodernisme, anti-consensus (Payard, 300 p., 165 F).

Ray Monk: Wittgenstein: le devoir du génie. - Une biographie qui se lit comme un roman policier philosophique. Traduit de l'anglais par Abel Gerschenfeld (Odile Jacob, 628 p., 220 F).

Pierre-François Moreau: Spinoza. L'expérience et l'éternité. - Le philosophe de l'Éthique n'est pas seulement un rationaliste, il emprunte aussi grandement à l'expérience, ce que la plupart des commentateurs n'avaient pas encore aperçu (PUF, 612 p., 385 F).

Richard Rorty: Conséquences du pragmatisme. - L'enfant terrible de la philosophie américaine s'explique ici sur les raisons de son retour au pragmatisme de Dewey, ainsi que de son intérêt - inattendu - pour Heidegger et Derrida. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Cometti (Seuil, 418 p., 105 F).

ARTS

Michael Burns: Dreyfus, l'intégration, l'affaire, Vichy. - L'auteur suit en amont (depuis la Révolution française) et en aval (jusqu'à l'Occupation) l'itinéraire de cette famille juive de l'est de la France. Traduit de l'anglais par Béatrice Bonne (Payard, 700 p., 190 F).

John Boswell: Au bon cœur des inconnus. Les enfants abandonnés de l'Antiquité à la Renaissance. - Il y a deux siècles, à Paris ou à Toulouse, 20 % à 30 % des enfants étaient abandonnés par leurs parents. En la matière, le secret a couvert des pratiques constantes. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat (Gallimard, 516 p., 230 F).

Alain Boureau: L'Événement sans fin. Récit et christianisme au Moyen Âge. - Le christianisme se fonde sur un récit, celui de l'Incarnation. Tout au long du Moyen Âge, ce récit a été repris dans ces innombrables imitations de Jésus que sont les vies de saints (Les Belles Lettres, 302 p., 140 F).

Christopher Browning: Des hommes ordinaires. - Le terrifiant récit des menées criminelles d'un bataillon de réserve de la police allemande parmi la population juive en Pologne en 1942-1943. Traduit de l'anglais par Élie Barnavie (Les Belles Lettres, 284 p., 130 F).

Caroline Bynum: Jeunes et festins sacrés. Les femmes et la nourriture dans la spiritualité médiévale. - L'importance, pas seulement négative, de la nourriture dans la spiritualité féminine de la fin du Moyen Âge, ou comment s'affirme le pouvoir des femmes sur leur moi et sur leur entourage. Traduit de l'anglais par Claire Forestier Pernigier et Eliane Utudjian Saint-André (Le Cerf, 447 p., 350 F).

Elena Cassin: San Nicandro. Histoire d'une conversion. - Une anthropologie poignante et savante, racontant comment une poignée de paysans du Mezzogiorno découvrirent spontanément la religion juive, à l'heure où Mussolini commençait à lancer les premières lois raciales de l'Italie fasciste (Quai Voltaire, 323 p., 150 F).

Arllette Farge: Défaire l'absence. - Le cours ordinaire des choses dans le Paris du XVIII^e siècle. Utilisant les archives de police et de justice, l'historienne donne la parole à ceux qui ne l'ont jamais, les victimes, les vaincus (Seuil, 156 p., 99 F).

Sarah Farmer: Oradour, arrêt sur mémoire. - Le regard lucide d'une anthropologue américaine sur le massacre d'Oradour-sur-Glane et sa mémoire. Traduit de l'anglais par Pierre Guglielmina (Calmann-Lévy, 283 p., 140 F).

Anthony Grafton: Faussaires et critiques. Créativité et duplicité chez les érudits occidentaux. - La démonstration savante et plaisante des dépendances réciproques qui lient l'habileté des faussaires et les progrès de la critique. Traduit de l'anglais par Marielle Carlier (Les Belles Lettres, 163 p., 100 F).

Raul Hilberg: Exécuteurs, victimes, témoins, la catastrophe juive 1939-1945. - Un bréviaire de la catastrophe juive, construit comme un triptyque, où l'accent est mis sur les personnes plutôt que sur les mécanismes bureaucratiques du massacre de masse. Traduit de l'anglais par Marie-France de Palomé (Gallimard, 363 p., 170 F).

Gerd Krumeich: Jeanne d'Arc à travers l'histoire. - La pucelle d'Orléans dans les combats historiographiques et politiques du XIX^e et du début du XX^e siècle vus par un historien allemand. Traduit de l'allemand par J. Mély, M.-H. Pateau et L. Rosenfeld (A. J. Michel, 348 p., 160 F).

Geoffrey E. R. Lloyd: Pour en finir avec les mentalités. - Opposant aux catégories de l'histoire des mentalités les notions de « style de rationalité » et de « contexte de discours », Lloyd propose une lecture originale de la pensée grecque. Traduit de l'anglais par Franz Régnot (La Découverte, 245 p., 135 F).

Richard Pipes: la Révolution russe. - Une étude magistrale du grand historien sur la révolution qui devait « ébranler le monde ». Traduit de l'anglais par J. M. Luccioni (PUF, 868 p., 278 F).

Steven Shapin et Simon Schaffer: Léviathan et la pompe à air. Hobbes et Boyle entre science et politique. - Une nouvelle manière d'écrire l'histoire de la science, attentive aux techniques de la preuve, aux formes de transmission des savoirs, aux relations entre pratiques scientifiques et modes d'exercice du pouvoir. Traduit par Thierry Pélât avec la collaboration de Sylvie Barjansky (La Découverte, 462 p., 260 F).

Georges Sokoloff: la Puissance pauvre. Histoire de la Russie de 1815 à nos jours. Comment imaginer une superpuissance sous-développée qui dure ? (Payard, 937 p., 220 F).

ARTS

Jules Barbey d'Aurevilly: l'Amour de l'art. - En art pas plus qu'en littérature, Barbey ne pratiquait la charité et le compromis. Il n'en reconstruit pas moins quelques-uns de ses contemporains, à commencer par Manet. Édition établie par J.-F. Delannay (Séguier, 310 p., 178 F).

Yves Bonnefoy: Remarques sur le dessin. - Une féconde méditation sur l'art du dessin dans ses rapports et sa proximité avec celui de la poésie (Mercure de France, 106 p., 89 F).

Jean Hélion: Mémoire de la chambre jaune. - Quelques mois avant de devenir aveugle, Hélion voulut revoir les tableaux d'autrefois qu'il avait gardés dans une réserve. Ce fut pour lui l'occasion de s'interroger sur la peinture (ENSBA, « Écrits d'artistes », 208 p., 140 F).

Barry Paris: Louise Brooks. - Une biographie modèle pour la plus fascinante actrice du cinéma muet, celle dont Henri Langlois disait: « Il n'y a pas de Garbo, il n'y a pas de Dietrich. Il n'y a que Louise Brooks ! » Traduit de l'anglais par Aline Weill (PUF, 650 p., 298 F).

Rainer Rochlitz: Subversion et subvention. Art contemporain et argumentation esthétique. - Peut-on juger l'art contemporain ? Comment ? Que valent les discours qui prolifèrent autour de lui ? L'analyse de Rochlitz n'épargne ni les idées reçues ni les gloires établies (Gallimard, 240 p., 100 F).

Une sélection du « Monde »

découverte de nouveaux horizons littéraires.
rages parus depuis l'automne dernier,
de un choix de près de cent cinquante titres

Jacques Laurent: Du mensonge. - Le type même de l'essai « à la française » (Pion, 110 p., 68 F).

Benoît Lobet: Mon Dieu, je ne vous aime pas. Foi et spiritualité chez Marie Noë. - Livre exemplaire d'un jeune théologien, qui éclaire la figure d'un grand poète, jadis admiré par Aragon, Marmont, Colette. (Stock, 208 p., 98 F).

Louis-Sébastien Mercier: Tableaux de Paris. - Enfin édités dans son intégralité, le livre qui est au Paris des années pré-révolutionnaires ce que les Mémoires de Saint-Simon sont à la cour de Versailles (Édition de Jean-Claude Bonnet, Mercure de France, deux volumes, 212 p. et 1984 p., 530 F le volume).

Natasha Michel et Martine de Rougemont: le Rameau subtil. - Une séduisante promenade avec quelques dames de la littérature française, de Christine de Fism à Colette, et de 1364 à 1954 ! (Hatier, coll. « Brèves », 292 p., 148 F).

Louis Nucera: Mes ports d'attache. - Des évocations de Kessel, Bruns, Cocteau, Vladimir Nabokov et Henry Miller... (Grasset, 320 p., 115 F).

Roger Pierrot: Honoré de Balzac. - L'histoire d'une volonté: la vie de celui qui disait: « J'ai porté une société tout entière dans ma tête » (Payard, 520 p., 180 F).

Marcel Proust: Correspondance, tome XXI, et dernier (1922). - L'ultime année d'un écrivain génial de cinquante et un ans (texte établi par Philip Kolb, Pion, 928 p., 350 F). Ce volume contient l'index général de la correspondance de Proust.

Edmund White: Jean Genet. - Une biographie remarquable, qui atteint son but: ramener à l'œuvre d'un grand écrivain à jamais dérangeant. Traduit de l'anglais par Philippe Delamar (Gallimard, 686 p., 180 F).

science, de patience et d'empathie sur les Indiens Jivaro. Une belle leçon d'ethnologie (Pion, 512 p., 155 F).

Henri F. Ellenberger: Histoire de la découverte de l'inconscient. - Comment le concept d'inconscient plonge ses racines au siècle des Lumières et émerge en 1900. Un modèle d'érudition et de clarté. Traduit de l'anglais par J. Feisthauser, présentation d'E. Rougemont (Payard, 973 p., 295 F).

Pierre Guiraud: Dictionnaire érotique. - Une réédition bienvenue, précédée d'une introduction sur les structures étiologiques du vocabulaire érotique. Préface d'Alain Rey (Payot, 640 p., 115 F).

Françoise Héritier: les Deux sœurs et leur mère. - En étudiant, à travers l'histoire et les sociétés, les interdits frappant les relations sexuelles entre parents par alliance, Françoise Héritier repense la théorie de l'inceste (Odile Jacob, 376 p., 140 F).

Georges Kleiber: Nominale. Essais de sémantique référentielle. - Recueil d'essais rigoureux et alertes qui s'intéressent aux noms propres, au mot chose, aux noms abstraits, à la métaphore et aux proverbes (Armand Colin, 247 p., 170 F).

Patrice Loraux: le Tempo de la pensée. - La révélation d'un grand penseur qui, par des voies tout à fait inédites, analyse les affaires de l'auteur face à la création et celles du philosophe face aux ruses du discours (Seuil, 453 p., 170 F).

Bernard Pailhard: l'Épidémie. Carnets d'un sociologue. - Une suite de témoignages sur le sida et le récit d'une recherche bouleversante (Stock, 418 p., 140 F).

Léon Poliakov (sous la direction de): Histoire de l'antisémitisme (1945-1993). - Dans ce der-

Sandra Laugier et Christian Fournier. (L'Éclat, 240 p., 150 F).

Paul Challemeil-Lacour: Etudes et réflexions d'un pessimiste. - Ministre de la III^e République, Challemeil-Lacour écrit un admirable traité, fortement influencé par Schopenhauer, sur le bon usage du pessimisme. L'ouvrage ne parut qu'après sa mort, en 1901 (Payard, 204 p., 180 F).

Daniel C. Dennett: la Conscience expliquée. - Une approche des phénomènes mentaux qui s'appuie sur la linguistique, la biologie et l'informatique. Traduit de l'anglais par Pascal Engel (Odile Jacob, 630 p., 220 F).

Gilles Deleuze: Critique et clinique. - La littérature vue par l'auteur de *l'Anti-Édipe* comme une série de détours et de plus singuliers dans la langue, à partir de lectures de Kafka, Artaud, Jarry... (Minuit, 192 p., 85 F). Signalons également la réédition de Francis Bacon, *logique de la sensation* (La Différence, 112 p., 97 F, 198 F).

Léger-Marie Deschamps: Œuvres philosophiques. - Moine bénédictin, contemporain de Voltaire et de Diderot, Dom Deschamps aperçoit les philosophes des Lumières par la radicalité de son athéisme et de son égalitarisme (Vrin, 692 p. en 2 vol., 300 F).

André Green: le Travail du négatif. - De Hegel à Freud et au-delà, une exploration des facettes du négatif, entre philosophie et psychanalyse (Minuit, 398 p., 180 F).

Jean-François Lyotard: Moralités postmodernes. - Sous l'affaireisme culturel, que reste-t-il de la relation des artistes au néant, à l'inhumain, à l'innommable ? (Gallée, 214 p., 145 F).

Peter Mayle

a fait rire le monde entier avec

Une année en Provence

enfin traduit en Français.

"Il raconte la Provence avec la cocasserie d'un Jérôme K. Jérôme en vadrouille au pays de Pagnol. Désopilant, s'il n'y a qu'un livre à lire cet été, c'est bien celui-là. Une merveille, fan de pichoune !"

André Clavel

La Découverte

244 p., 130 F



Flambée d'aventures

C'est la coutume. Juin venu, voici que prolifèrent les histoires de passions et de guerres sur fond d'exotisme. Revue de détail

AU poids, le cru romanesque de l'été 1994 se présente bien. Sur la plage, les pavés. Cinq continents et une quarantaine de siècles se partagent à peu près équitablement cette flambée d'aventures qui ont toutes au moins deux points communs : l'exotisme, muni de tous ses pièges et de tous ses mystères, et l'amour – non, pardon, la passion, souvent destructrice, toujours dévorante.

Une absence surprenante : à l'heure du cinquantenaire, pas une ligne sur le débarquement allié en Normandie. On m'objectera que, sur le sujet, tout a été dit. Ce genre de scrupule, pourtant, n'a jamais retenu personne.

C'est l'aventure collective qui rebute les auteurs, à part John Jakes, couturier du fait (il est l'auteur de *Nord et Sud*), avec son dernier roman, *La Terre Promise*, 960 pages très serrées consacrées à l'immigration allemande – pacifique, celle-là – aux États-Unis.

La passion, donc. Certain(e)s affichent clairement en titre le choc des âmes et des épidermes : les *Pièges de la passion*, au cœur du bush australien ; les *Cœurs marins*, triangle amoureux et maritime (sans rapport avec celui des Bermudes), par André Le Gal, auteur de la *Shanghai*, *Un ouragan dans la vie de Maia Rose* – moites émois d'une yuppie new-yorkaise en vacances emportée par sa flamme pour un réfugié guatémaltèque – ; les *Amants*, de Morris West, où il est démontré que même le plus brillant des avocats peut se faire rattraper par son passé aussi bêtement que n'importe qui ; ou encore, sur une note plus intimiste, *Nostalgie d'amour*, sur le rapprochement impossible de deux âmes séparées par la vie, simplement, sans qu'il y ait eu de catastrophe particulière (si du moins on hésite à ranger conjoints et enfants au rang des catastrophes).

Épées pharaoniques

Pour celles et ceux, un rien plus pervers, qui, aux émois maladroits des amoureux transis, préfèrent la froide roquerie des professionnelles, Phébus réédite un grand classique de la littérature populaire, *Ambre*, de Kathleen Winsor : une misérable orpheline y devient par sa seule volonté une grande courtisane, digne de la Moll Flanders de Defoe : 888 pages de cynisme, d'immoralité, d'intrigues, de dépravation (dans les limites de la bienséance britannique). Miam-miam ! S'il vous reste encore une petite faim, vous n'avez plus qu'à vous plonger – c'est une image – dans les *Courtisanes* de Sylvie Dervin et Dominique Marny, apologie documentée des geishas, houris, aventurières et autres demi-mondaines.

Mais peut-être que les amours, même vénales, ne suffisent pas à vous rassasier. Peut-être n'est-ce pas les aventures que vous recherchez, mais l'Aventure. Pas d'été romanesque sans son épique pharaonique. Cette année, deux se détachent du lot : le *Dieu Fleuve*, de Wilbur Smith, roman... fleuve des derniers fidèles du Roi des rois, qui combattent, 2000 ans avant Jésus-Christ, pour chasser d'Égypte l'envahisseur hyksos (puisque, paraît-il, envahisseur hyksos il y eut), une saga que l'éditeur nous promet somptueuse, dense et charnelle ; ou alors le *Scorpion du Nil*, où Pauline Gedge, qui arpente depuis plusieurs années les dédales de l'Égypte ancienne avec l'obstination infatigable d'un bousier, campe l'histoire d'un médecin machiavélique et de sa belle esclavée aimée des princes du temps de Ramsès III.

Avançons dans le temps. Quelques siècles plus tard, un chef de clan au nom imprononçable par ses ennemis fêtera son peuple et flanque une racée aux Romains, avant de subir leur loi. Écrire le roman de *Vercingétorix*, c'est écrire une histoire dont tous connaissent déjà la triste fin, mais à peu près rien d'autre. Le pari de Jean-Michel Thibaut, est de nous

familiariser avec un homme qui fut l'ami de César avant de devenir son pire ennemi et sa victime, de nous familiariser aussi avec une civilisation mythique et totalement méconnue, profondément originale, celle de nos ancêtres les Gaulois.

Il y a des êtres dont le nom reste éternellement lié au tournant d'une ère. C'est le cas de Vercingétorix. Il y a des vies dont le destin tragique, même si leur souvenir disparaît de la mémoire collective, prépare les révolutions : dans les *Deux Vies de Marie Salomon*, Yves Jacob prend le parti de retracer celui d'une petite servante accusée et broyée par la justice de l'Ancien Régime, huit ans avant la prise de la Bastille.

Certains auteurs mettent en pratique le théorème marxiste selon lequel, au-delà d'un certain seuil, le quantitatif se transforme en qualitatif. Avec plus de bonheur, il faut le dire, que les dirigeants communistes. C'est le cas de James Clavell, qui persiste et signe avec *Gai-Jin*, le troisième volet de 1200 pages d'une saga qui comporte cinq autres monuments. Les héros de Clavell sont peut-être mythiques, mais leurs vies sont si formidablement ancrées dans la réalité par le

talent et les recherches historiques de leur créateur qu'on peine à imaginer qu'il ne s'agit pas d'être de chair et de sang. C'est que, reconnaît Clavell sans modestie particulière, « j'ai joué avec l'histoire pour la plier à ma propre réalité, et, peut-être, pour raconter la véritable histoire de ce qui s'est passé ».

Le grand frisson

Profession de foi que pourrait faire aisément sienne Jack-Alain Léger avec ses *Monsieur I et II* (le I réédité avec le II dans le même volume), réjouissante et moderne épopée d'un grand prélat-homme d'affaires vaticans, homme de faste et de plaisirs lié à la Mafia, et débouqué par un humble journaliste.

Que pourrait faire sienne aussi Jean-Yves Provencio avec son *Roi de Thar*, jeune bourgeois de la Belle Époque, embarqué dans la Grande Guerre puis dans un périple tragico-amoureux qui fera de lui, aux confins de l'Asie, le frère de sang de l'homme qui voulut être roi.

Et puis, il y a des auteurs qui réussissent à nous capter, à nous emmener ailleurs, dans leur uni-

vers propre, un monde qui n'a pas nécessairement de liens étroits avec l'histoire lointaine ou récente, et qu'ils arrivent pourtant à rendre tout aussi présent et envoûtant. Loup Durand nous fait partager, dans le *Grand Silence*, belle parabole sur la différence et la solitude, les pensées, les émotions, la vie d'un être affligé d'une terrible maladie, celle de pouvoir lire les pensées de ses semblables, et traqué sans merci à cause de ce don maudit jusqu'aux terres du grand silence, confins les plus reculés des terres boréales.

Après le grand silence, le grand frisson. Philip Kerr poursuit, dans la *Pâte Figure*, le récit des exploits de Bernhard Gunther, détective privé immergé au cœur du III^e Reich, à la poursuite d'un de ces *serial killers*, plus discrets que Hitler peut-être, mais qui réussissent tout de même à défrayer la chronique d'avant guerre.

Le meurtre en série est le sombre et universel héros de notre temps. De toutes les races, de toutes les cultures, sous les prétextes les plus variés, religieux, égalitaires, xénophobes, esthétiques, sexuels, il tue sans relâche, pour une raison et une seule : le plaisir de tuer. Nul mieux que Patricia

Cornwell, ex-employée au bureau du médecin légiste de l'État de Virginie, et nouvelle étoile parvenue au firmament de la littérature policière anglo-saxonne, ne traque cet assassin sans visage et qui les a tous. Dans son quatrième roman, *Une peine d'exception*, aussi complet et terrifiant que les précédents, l'héroïne, l'incomparable médecin expert Kay Scarpetta, en administre une fois de plus la preuve, scalpel en main.

Alexis Lecaye

Œuvres citées

La Terre Promise, de John Jakes, Presses de la Cité, 960 p., 140 F.
Les Pièges de la passion, de Rosalind Miles, Belfond, 334 p., 120 F.
Les Cœurs marins, d'André Le Gal, Plon, 376 p., 125 F.
Un ouragan dans la vie de Maia Rose, d'Elizabeth Dunne, Belfond, 324 p., 120 F.
Les Amants, de Morris West, Albin Michel, 361 p., 120 F.
Nostalgie d'amour, d'Anita Shreve, Belfond, 223 p., 98 F.
Amour, de Kathleen Winsor, Phébus, 889 p., 169 F.
Les Courtisanes, de Sylvie Dervin et Dominique Marny, Lattès, 337 p., 159 F.
Le Dieu Fleuve, de Wilbur Smith, Presses de la Cité, 640 p., 140 F.
Le Scorpion du Nil, de Pauline Gedge, Stock, 427 p., 130 F.
Vercingétorix, de Jean-Michel Thibaut, Plon, 355 p., 120 F.
Les Deux Vies de Marie Salomon, d'Yves Jacob, Belfond, 326 p., 125 F.
Gai-Jin, de James Clavell, Presses de la Cité, 1191 p., 150 F.
Monsieur I et II, de Jack-Alain Léger, Julliard, 720 p., 145 F.
Le Roi de Thar, de Jean-Yves Provencio, J. C. Lattes, 322 p., 129 F.
Le Grand Silence, de Loup Durand, Plon, 361 p., 125 F.
La Pâte Figure, de Philip Kerr, Le Masque, 304 p., 73 F.
Une peine d'exception, de Patricia Cornwell, Le Masque, 360 p., 73 F.
A signaler aussi :
Hong-Kong, de James Clavell, Omnibus, 145 F. 1407 pages de Clavell en plus, pour les châtiments inconditionnels, et aussi pour les autres.
Les romans qui ont inspiré Hitchcock, six romans en un seul volume (*Un étrange locataire*, le *Numéro 17*, *Une femme disparaît*, *Mr. Xanthopoulos agent secret*, etc.), présentés par Claude Chabrol et édités au Masque, 1382 pages de frissons rétro, 149 F.
Captain Blood, de Rafael Sabatini, Phébus, 239 p., 128 F. Livre mythique recherché depuis trente ans, paraît-il, par tous les amateurs et par tous ceux (ou celles), marins ou non, qui ont vu Errol Flynn, flamboyant au vent, batailler dans le film du même nom.
Israël, de Hermann Wouk, Plon, 644 p., 148 F. Le roman d'Israël, de 1948 à aujourd'hui. Amour, guerre, etc.
L'Investiture, de Madeleine Chapsal, Fayard, 338 p., 120 F. Une femme se penche sur son passé. Amour, guerre, etc.
Plus petits que la vie, de Daniel Saint-Hamon, Ramsay, 365 p., 129 F. Toujours l'amour, dans un décor moins tumultueux que la révolution russe, mais plus sulfureux (genre 20, celui du cinéma).
L'Enfant de l'abandon, de Thierry Jonquet, illustré par Tardi, commenté par J. Testard, génétique et spécialiste de la réconciliation. Collection *Dirivert*, Seuil, 123 p., 110 F. Un récit étonnant sur les frontières de plusieurs genres... Polar, anticipation (mais si peu), essai sur la science et ses pièges.
Une année en Provence, de Peter Mayle, Nil éditions, 245 p., 120 F. Ou la chronique d'un rosbif au pays de la lavande. Anti-Foucault anglais et Provençal d'adoption. Mayle aime avec un égal amour l'observation des autres et de lui-même.
Année de Lubéron, de Nicole Descombes, Albin Michel, 208 p., 39 F. Autre chronique provençale, plus vieille de trois siècles, et beaucoup plus tourmentée.
Cœur de Chêne, les Coyotes, de Raymond Leclerc, Pygmalion/Général Wanda, 324 p., 119 F. Autres tourments pour un enfant de la République. Révolution, guerres (naziflâmes), amours et terroir.
Moi, Marina la Malinche, de Kim Lefèvre, Stock, 289 p., 120 F. Toutes les passions et toutes les déceptions pour Marina l'indienne, amante du soldat Cortés. Amour, guerre et colonisation.
Le Transsaharien, de Tito Topin, Grasset, 279 p., 115 F. On passe des Indes aux Tonkinois. Délaissant un instant le bon Navaro et ses unités, Topin nous embarque pour le Sahara et ses chameaux, en pleine conquête coloniale. Affrontement sans merci dans le sable chaud.
Rive-Reine, de Maurice Denzère, Denzère, 667 p., 149 F. Très loin du Sahara, le pays de Vaud. Mais belle, plus étonnée, mais en apparence seulement. Heine ne disait-il pas que les Suisses, s'ils ont parfois les idées aussi étroites que leurs vallées, ont les sentiments aussi élevés que leurs montagnes ?

Impériale supercherie

L'« Histoire Auguste » ressemble à la « Vie des Douze Césars » de Suétone. Mais ce n'est pas de Suétone. Et son origine comme son auteur demeurent un mystère

HISTOIRE AUGUSTE
Les empereurs romains
des II^e et III^e siècles
Traduction du latin
et introduction
d'André Chastagnol,
Laffont, coll. « Bouquins »,
1440 p., 179 F.

L'histoire littéraire a fait ses délices de quelques supercheries de bon aloi : Ossian et ses *Poèmes*, Byllis et ses *Chansons*, au siècle dernier ou, plus près de nous, ce *Roncier* dont la biographie imaginaire marqua le centième numéro d'une collection consacrée aux « Écrivains de toujours ». Mais si le talent n'a pas manqué à Louys et à ses malicieux confrères, c'est du génie que devait posséder l'auteur anonyme de l'*Histoire Auguste*. Longtemps, il a réussi, en empruntant six identités différentes, à bernier philologues et historiens. A la fin du XIX^e siècle, un chercheur allemand, Hermann Dessau, établit qu'il ne pouvait s'agir que d'une seule et même personne. Depuis, de colloques en colloques, de controverses en publications, les plus grands spécialistes de l'Antiquité romaine, Theodor Mommsen, pour l'Allemagne, Arnoldo Momigliano, pour l'Italie, Ronald Syme, pour l'Angleterre, et, en France, André Chastagnol, ont tenté de cerner au plus près l'identité du mystérieux auteur, la date de composition de son recueil, ses sources et ses intentions.

Mais le texte même était inaccessible pour le simple lecteur cultivé : il fallait le lire dans la traduction de Théophile Baudemart, publiée en 1845, chez Firmin Didot, en annexe logique à l'œuvre de Suétone. Depuis 1992, les éditions des Belles Lettres ont commencé une publication qui s'annonce longue. Saluons donc



la parution, dans la collection « Bouquins », d'une édition bilingue – texte latin en regard du texte français – établie, présentée et traduite par André Chastagnol. Spécialiste incontesté du Bas-Empire, il travaillait depuis longtemps sur le sujet et avait fait paraître en 1970 (chez R. Habelt, à Bonn) des *Recherches sur l'Histoire Auguste*. C'est cette expérience qu'il fait partager au lecteur, avec autant d'érudition que de clarté.

Et de fait, tout est terriblement obscur dans cette *Histoire*. Son nom même – attribué, en 1603, par Isaac de Casaubon, bibliothécaire d'Henri IV – est pure commodité. On a proposé, avec assez d'incertitude, *Vie des divers princes et tyrans du divin Hadrien à Numérien*, d'après une formule qui figure sur le meilleur manuscrit qui date du IX^e siècle. Contentons-nous de savoir que, sous le terme d'*Histoire Auguste*, se trouve un recueil de biographies d'empereurs romains.

Recueil qui commence avec la vie d'Hadrien et s'achève avec la mort de Numérien, couvrant une période qui va de 117 à 285 après Jésus-Christ.

Composé de trente *Vies*, à la façon de la *Vie des Douze Césars* de Suétone, l'*Histoire Auguste* a puisé sans doute aux meilleures sources antiques comme aux plus médiocres, Ammien Marcellin, Marius Maximus, Dion Cassius, Hérodien. Le texte, truffé d'allusions littéraires, emprunte aussi aux écrivains chrétiens, saint Jérôme en tête. Mais, faute de pouvoir vérifier, on est parfois porté à supposer que les sources citées sont purement imaginaires. Souvent de faux documents sont invoqués. Quelquefois – cas limite –, celui dont on raconte la vie n'a existé que dans l'imagination de l'auteur !

Sur celui-ci, on est fondé à faire quelques hypothèses, si l'on suit André Chastagnol : aristocrate romain de la fin du IV^e siècle, il a sans doute vécu dans l'entourage

du préfet de l'*urbis*. Est-ce un sénateur ? Quelques indices le laissent croire. Peut-on aller plus loin ? Proposé, comme l'ont fait certains, le nom de Nicomache Flavian, le fils, tombé en disgrâce, puis nommé préfet de Rome en 399, la date la plus plausible pour notre recueil ? Quoi qu'il en soit, on peut déceler une tonalité légèrement antichrétienne qui laisse penser à l'un de ces derniers patiens cultivés qui voyaient avec tristesse la fin d'un monde et cherchaient dans un nostalgique pastiche des temps glorieux de l'Empire un dérivatif à leur angoisse.

On lira donc cette *Histoire* à la fois comme un précieux témoignage historique – qu'elle est par moments – et comme un jeu de lettré. Message dont l'ironie cache peut-être le désespoir, l'*Histoire Auguste* est enfin accessible et il faut en remercier son savant exégète.

Claude Aziza

Où trouver un livre épuisé ?
service de recherches gratuit
LE MONDE DU LIVRE
50, rue Buret, 75019 Paris
Formulez votre demande :
PAR ÉCRIT adresse ci-dessus
PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 66
PAR MINTEL : 36 15 MDL
Merci de joindre cette annonce à votre demande

صكزا من الأصل

L'ÉTÉ EN

LIVRES



Paysages sentimentaux

De la Sérénissime à la capitale britannique, deux itinéraires d'une fervente familiarité

DEVENIR VENISE
d'Alain Vircondelet.
Jean-Claude Lattès, 200 p., 129 F.
LONDRES
de Pierre-Jean Remy.
Jean-Claude Lattès, 400 p., 179 F.

La passion est au rendez-vous lorsque Alain Vircondelet découvre Venise. Une femme mûrissante, écrivain et peintre, Léa, l'a entraîné dans son palais de la Giudecca. Il a vingt ans, l'âge de son fils. Leurs étreintes ardentes semblent symboliser les arabesques de la Sérénissime, leurs corps célébrer son mystère, rendre hommage à l'emprise qu'elle exerce. Ces fièvres sensuelles, qui avaient « quelque chose de destructeur et de désespéré à la fois », incitent à un abandon plus profond du jeune homme à la ville : « J'étais ouvert, livré à Léa, à Venise, comme une femme. » Comment s'étonner après cela que le premier roman publié par

Vircondelet s'intitule *Amore Veneziano* ?

S'éloignant d'une femme vampirique qui a été son initiatrice, il va, au fil des années, consentir à un émoi d'une tout autre ampleur en devenant amoureux fou de la cité des Doges et de son ambigu pouvoir : « *Satété de beauté* » et « *envie d'ansanissement* ». Ainsi possédé, il nous livre dans cette biographie secrète, frémissante, exaltée, sa reconnaissance d'une ville-labyrinthe, de ses climats, humeurs, contrastes, saisons.

Le voyageur sait être un observateur aigu, dresser des constats pour ne rien cacher de tout ce qui menace ce joyau architectural : enlèvement, corrosion chimique, pollution des usines de Marghera ou de Mestre, prolifération des algues, surpeuplement touristique. Mais là n'est pas l'essentiel qui reste un chant d'amour, proche du poème en prose, où l'auteur renoue par-

fois, dans ses humeurs, avec l'inspiration baroque d'une cité qui accorde si bien rites de vie et ombres mortifères et où « *l'être et le paraître se conjuguent ensemble* ». Lyrique, foisonnant d'images et de sensations, fougueux et diapré, avec excès parfois, ce carnet de bord d'un enchantement tire pourtant judicieusement la leçon essentielle qu'impose Venise : « *Chaque vision, chaque parcelle observée de la ville renvoie à un regard de soi, à des mythes personnels, qui n'affleurent en masse qu'ici* ». Se retrouver, c'est, pour Alain Vircondelet, « *devenir Venise* ».

L'amour n'est pas non plus absent du livre que Pierre-Jean Remy consacre à Londres. Amours de jeunesse, quête de « *petites Anglaises* » au charme énigmatique, mais aussi foyer conjugal et familial d'un homme qui exerce dans cette ville les fonctions de secrétaire d'ambas-

sade, puis de conseiller culturel. Ce livre ne prétend pas être un guide mais, ainsi que l'indique le sous-titre, « *un ABC romanesque et sentimental* ». Théâtres, parcs, pubs, architectures, maisons, salons et lieux élus : l'auteur restitue les décors familiers qui ont présidé à bien des rencontres, parfois amoureuses. Mondanités et bonnes — ou moins bonnes — fortunes alternent avec quelques croquis révélateurs des mœurs et des mentalités britanniques. Le ton est à la légèreté, ombrée parfois d'une nuance mélancolique, la touche est badine, volontiers frivole. Cette façon aisée d'un semi-provincial en goguette qui feuillette son agenda, d'un Persan qui joue au Candide, restreint la portée de l'ouvrage qui reste un plaisant vagabondage privilégiant l'anecdote, assez évocateur cependant pour inciter à prendre le *shuttle*.

Pierre Kyria

Un rêve américain

ASTORIA
de Washington Irving.
Traduit de l'anglais
(États-Unis)
par P. N. Grolier.
Phébus, 420 p., 148 F.

Il était une fois, dans l'Amérique des débuts du XIX^e siècle, un petit immigré allemand du nom de John Jacob Astor qui, en même temps qu'il découvrait l'Amérique, eut la révélation que ce pays immense méritait des rêves à sa mesure. Juché devant ce continent quasi inexploré, il décida bien sûr de devenir riche, mais de le faire en laissant son nom dans l'Histoire, en rêvant si fort et si loin que, pour les générations futures, la seule évocation de sa fortune serait impuissante à rendre compte de son passage sur terre.

A cette époque, la jeune démocratie américaine vivait frileusement à l'est, et l'Ouest commençait où la civilisation s'arrêtait. Astor comprit vite que le commerce des fourrures était l'armature économique du pays et, avec l'aide du président Jefferson, il le réorganisa jusqu'à en faire un quasi-monopole, le sien. Mais les fourrures sont dans les forêts et les forêts sont à l'ouest et Astor se prit à rêver d'étendre le trafic des peaux jusqu'au Pacifique et d'instaurer de l'autre côté des Rocheuses un vaste empire qui porterait son nom, Astoria.

Le rêve prit la forme d'une formidable expédition et, porté à bras d'homme à travers les terres vierges du continent américain, s'en

alla mourir sur les rives du Pacifique, victime d'une mauvaise plaisanterie de l'Histoire. Astor ne devint jamais le roi d'Astoria mais termina sa vie dans la peau du premier multimillionnaire d'Amérique.

Le souffle
d'Irving

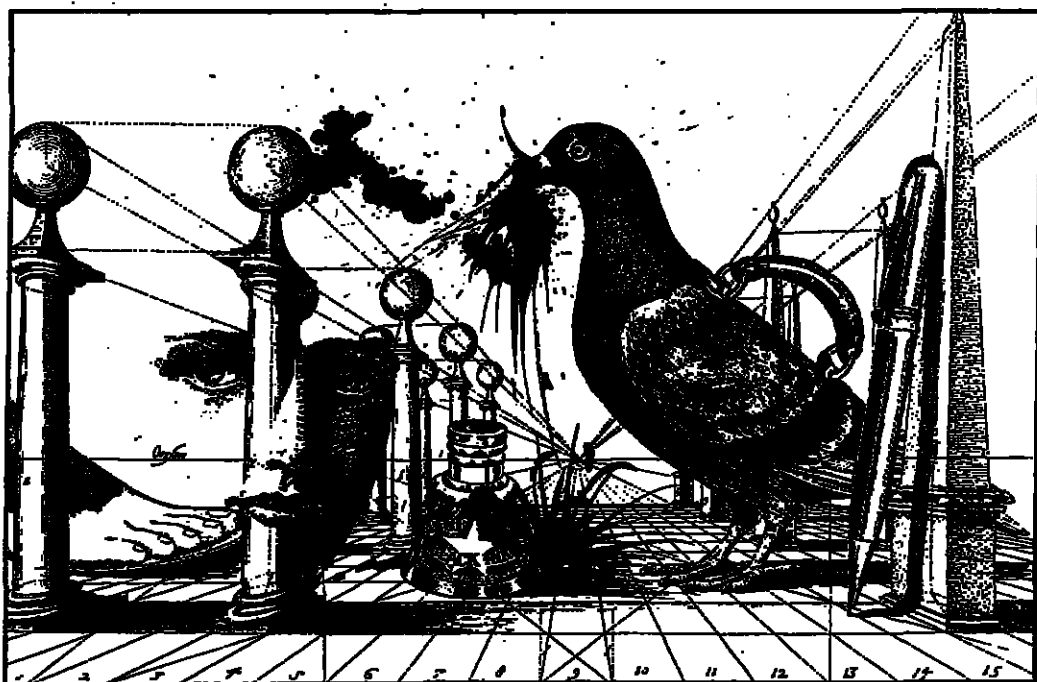
Astor se montra néanmoins digne de son rêve, et pour que son échec ne fasse pas oublier le courage et les souffrances des gens qui avaient cru en lui, il décida de confier la rédaction de leur épopée à l'un des plus grands écrivains de l'époque. C'est Washington Irving qui fut choisi, et l'un des grands mérites de la nouvelle édition, publiée par Phébus et dirigée par Michel Le Bris, est de rendre justice au souffle d'un écrivain que l'histoire de la littérature a classé hâtivement dans la rubrique des conteurs folkloriques.

Manifestement porté par l'ampleur de son sujet, Irving a transformé les milliers de pages de notes et de rapports qu'on lui avait confiées en un récit tendu et passionnant, une œuvre de journaliste où l'information est traitée comme un moteur de l'action.

En publiant *Astoria* après les deux tomes du récit de l'expédition Lewis et Clark, Phébus confirme la logique de sa ligne éditoriale et, avec l'histoire de cet « homme qui voulait être roi », fait un superbe cadeau aux amoureux de la littérature et de l'histoire américaines.

Patrick Raynal

Voyageurs avec bagages



Carthy rend, bien sûr, hommage à Michel-Ange et à la sculpture. « *art qui, selon lui, supprime toute matière superflue* », alors que la peinture « *atteint son but par l'accumulation des couches* ».

Mais l'essai tout entier peut être considéré comme un livre sur la peinture, « *art du faux-semblant, [pouvant] traiter toute une somme de sujets interdits à la sculpture, c'est-à-dire les rêves, les visions — la réalité dans ce qu'elle peut avoir d'halluciné, d'impalpable* » (3). En se détachant d'une représentation réaliste du réel pour définir des lois de perspective, c'est-à-dire des effets d'optique reproduisant l'illusion de la perception, la peinture florentine chante, consciemment ou non, explicitement ou non, l'éloge de la dissimulation. « *Tous les rapports entre apparence et réalité se voyaient déstabilisés* ».

Les dieux
sont partout

Giuseppe Conte, lui, se dit « *mythologue* », conscient de la perplexité qu'une définition pareille peut susciter. Et, pourtant, il n'y a pas de doute : il ne voyage que pour percer le mystère de forces occultes incarnées dans des architectures ou des êtres humains. Le très beau portrait qu'il trace de Bobby Sands — lors d'un voyage en Irlande — rapproche le ton du livre de celui des textes politiques de Jean Genet : « *Je me trouvais pour la première fois face à un langage où passion politique et passion poétique se mêlaient* ». De même, les Indiens d'Amérique lui inspirent de belles pages de fraternité, sur les traces de D. H. Lawrence. Mais il n'y a, chez Conte, aucune distance culturelle. Les dieux sont partout. En Grèce, devant Aphrodite, il réécrit sans transition à l'effet de la lecture de Sade sur sa jeunesse. Il s'avoue « *esclave de l'amour* ». A la lire, on penserait plus exact de dire « *esclave de la beauté* ». Défait qui se convertit en qualité et incite au voyage.

René de Ceccatty

(3) *Les Pierres de Florence* (The Stones of Florence), traduit de l'anglais par Alain Desfontès, Ed. Salvy, 260 p., 120 F.

Suite de la page 1

En partant pour l'Inde, Giorgio Manganelli, cet écrivain encore plus insaisissable, ne cache pas qu'il emporte dans ses bagages l'attirail de sorcellerie intime, indispensable à sa littérature. C'est hypocondriaque cherche les signes de la maladie et de la mort : « *La première bouffée d'air me parle de décomposition et d'immortalité, de lèpre et d'idolâtres* ». De saint François Xavier, l'apôtre des Indes et du Japon, il se demande : « *Est-il le gardien de l'Arcadie ou sa maladie secrète ?* » Bombay, Goa, Madras sont des allégories d'un mal intérieur. En visitant l'Inde, Manganelli se visite lui-même. Analysant la crise d'angoisse qui le saisit à Madras, il constate que son âme souffre plus que son corps : « *Mon âme, écrit-il, mon intérieur, ma douleur* ». La ville est le révélateur de ce trouble. Forster n'écrivait-il pas *A Passage to India* sur ce principe ? Tousjours à l'affût de sensations inédites ou du moins jamais décrites avant lui, Manganelli note : « *J'ai le sentiment que le temps se transforme en un mur dans lequel je dois m'enfoncer pour vieillir* ». Ou encore : « *Le souvenir de l'éclair qui nous a atteints jadis suffit à produire un fantôme*

d'ombre. » Un lecteur abordant cette œuvre considérable par cet aspect mineur comprendrait vite sa singularité.

Mary Mc Carthy, dont le côté didactique a fait, aux yeux de certains, un double américain de Simone de Beauvoir — ce qui les mettait hors d'elles, l'une et l'autre — est, disons, beaucoup plus objective dans les deux livres qu'elle consacre à Venise et à Florence.

Le paradoxe
de Venise

Le résultat ? On peut utiliser ces ouvrages comme d'authentiques guides de voyage. Traquant les stéréotypes, Mary Mc Carthy remarque qu'à Venise « *aucune parole ne peut être prononcée qui ne soit l'écho d'une parole déjà prononcée* ». Aussi, avant d'écrire son propre essai, relit-elle attentivement James, Stendhal et Rousseau, le plus souvent déçu. Toute visite ou plutôt tout séjour à Venise vise aisément à la méditation métaphysique : « *Les choses de ce monde révèlent leur profonde absurdité, transposées dans le contexte vénitien. Dans le dédale bréel des canaux, comme dans le Lilliput de Swift, le monde matériel, avec son ordonnance,*

apparaît comme une immense folie. » Le paradoxe de Venise tient à cette cohabitation de valeurs matérialistes triomphantes — une ville de marchands — et de leur sublimation. Curieusement, la littérature, malgré les innombrables fictions qu'elle inspire, ne fut jamais à l'exacte mesure de ce mystère, tandis que la peinture y régna. La peinture vénitienne, selon Mary Mc Carthy, se reconnaît non pas seulement à ses sujets, à ses couleurs ou à sa lumière, mais « *à la mise en valeur de la réalité, à la vénération du monde dans ce qu'il a de plus concret* ».

On ne peut pas évoquer Venise sans convoquer la musique. Mary Mc Carthy, à propos de Jean-Jacques Rousseau, la met sur le même plan que le sexe, autre inévitable gardien de ce temple : « *La musique qui flottait dans l'air de Venise, tout comme la sexualité qui semble toujours le savoir, ne devait jamais atteindre à la passion exprimée à pleine voix, mais conserver sa virtuosité arachnéenne* ». A vrai dire, on voudrait citer chaque phrase de ce petit livre extrêmement stimulant et érudit, sans autre prétention que celle d'une culture définitivement interiorisée et appropriée. Arrivant à Florence, Mary Mc

FRANÇOIS-RÉGIS
BASTIDE

L'HOMME AU DÉSIR D'AMOUR LOINTAIN

roman



« *Il y a le chatme. Une prose fluide, familière, oisive. Une érudition joueuse. La fidélité à des bons maîtres... - amour enthousiaste des dames. Du lyrisme, une naïveté savante. Le goût irrépressible de la vie... Un roman de fort tonnage et de grand style* »

François Nourissier/Le Figaro Magazine

« *Un récit frémissant de tendresse et de cocasserie.* »

Jean-Louis Raine/Le Nouvel Observateur

« *Il y avait longtemps que l'on attendait ce genre de gros livre sur notre époque. Entre séduction et lyrisme, le Bastide sera sans aucun doute le roman de votre été.* »

Eric Neuhoff/Madame Figaro

« *Un grand roman aux personnages paresseux, aux gestes sonnants capricieux, à la prose galvaudée.* »

Jérôme Kerviel/Le Monde

« *Ce livre est riche, nerveux et d'une fière allure.* »

Alain Bosquet/Le Figaro Littéraire

GALLIMARD



Elzbieta ou l'enfance inguérissable

Elle est née en Pologne, a grandi en Alsace. La guerre l'a marquée à jamais.
Portrait d'une grande créatrice qui vient d'être distinguée par l'Association des libraires de jeunesse

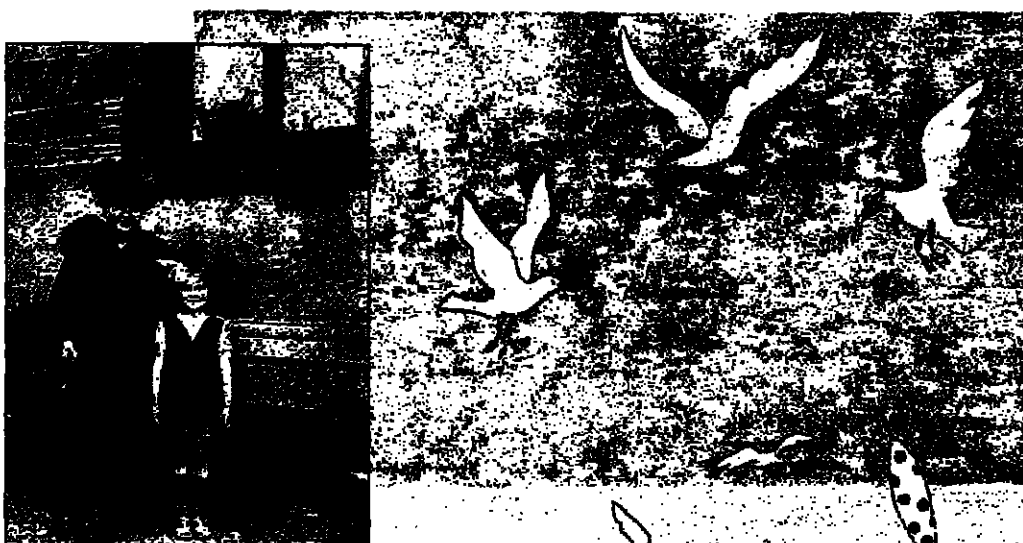


Si vous allez au jardin du Luxembourg, vous les apercevrez peut-être. Qui ? Larrette, la souricette devenue dompteuse de matous. Catimini, l'horrible monstre qui volait des escalopes chez le boucher de la rue Vavin, et aussi Gratte-Paillette, le petit clown qui, un jour, détacha un poney, pour s'en aller voir la mer... Ce sont les personnages d'Elzbieta. On les quitte au Luxembourg pour les retrouver à la tour Eiffel. Ils appartiennent à une série d'histoires en demi-teintes, mi-tristes mi-gaies, nostalgiques, poétiques, humoristiques et tendres. Dans d'autres livres, ils ont des cousins qui ne leur ressemblent pas du tout : des polichinelles tyranniques et gouailleuses, des vaches folles qui transgressent tous les interdits. On passe du pastel au fluo, de la poésie à la truculence. Elzbieta est toujours là où on ne l'attend pas. Son talent émeut, surprend, amuse, déconcerte. Mais, dans tous les cas — une vingtaine d'albums publiés en dix ans —, il est la marque d'une grande créatrice de livres pour enfants.

Elzbieta... En polonais, son nom signifie Elisabeth. Née près de la frontière russo-lituanienne, peu de temps avant la seconde guerre mondiale, Elzbieta fuit la Pologne au moment de l'invasion allemande. Un long périple à travers la Lituanie, l'Estonie, la Suède, la Norvège... la conduit jusqu'en France où elle s'arrête en 1939. C'est là, en Alsace, que sa mère l'abandonnera, à l'âge de trois ans, aux bons soins d'une maraine qu'elle ne connaît pas. Aujourd'hui, dans son atelier de la rue d'Alésia, Elzbieta

fouille dans ses tiroirs et sort une photo d'elle, enfant. Une petite fille avec un gros nœud dans les cheveux se tient toute droite à côté d'une dame en noir avec un drôle de chapeau pointu. « C'est grâce à cette femme que j'ai pu renaitre en Alsace », explique-t-elle. Le soir, pendant que nous regardions le crépuscule se changer en nuit, elle m'apprenait des histoires, et nous chantions des chansons dans une langue que je ne sais plus. Sur la photo, « on voit le soupirel de la cave où nous nous cachions pendant les bombardements, et aussi des arbres, les sureaux de mon école ». « La guerre, ma maraine et les sureaux ont tous quelque chose à voir avec le fait que je dessine des livres pour les enfants. Mais je ne sais pas exactement pourquoi, ni comment. »

Comment ? Pourquoi ? Comme Michel del Castillo, Elzbieta pense que l'on écrit pour « consoler et enchanter l'enfant qui est en soi ». Pour apaiser les blessures laissées par la guerre, elle a signé l'année dernière l'un de ses plus beaux livres, *Flon-Flon et Musette*, un petit chef-d'œuvre de profondeur et de simplicité, qui vient de recevoir le prix Sorcières de l'Association des libraires de jeunesse. C'est un texte où tout est dit sans être écrit : la violence, la séparation, le sentiment d'impuissance et même de culpabilité des petits devant une chose qu'ils ne comprennent pas, mais qu'ils perçoivent comme « fondamentalement déraisonnable ». « J'ai voulu réactualiser la question des enfants : Qu'est-ce que la guerre ? », explique Elzbieta,



Elzbieta et sa maraine : « Consoler et enchanter l'enfant qui est en soi ».

tout en sachant que nous, adultes, sommes incapables d'y répondre.

Few d'albums allient une telle qualité de texte et d'illustration. A cet égard, *Flon-Flon et Musette* est certainement exemplaire de l'art d'Elzbieta : une histoire simple, toujours accessible, mais riche de silences, de non-dit, d'implicite. Une atmosphère douce et onéreuse, dans les tonalités raffinées qu'elle affecte

souvent : des gris, des blancs, des beiges, des noirs. Avec des collages, des découpages, des jeux de superpositions et d'ombres chinoises. Avec, surtout, ce papier artisanal sur lequel elle aime tellement travailler : un très fin parchemin, où apparaissent les fibres du bois, et qui donne à ses dessins une profondeur et une transparence particulières.

Dans un registre plus léger,

destiné aux plus petits, paraissent aujourd'hui deux nouveaux albums, *Clown et Saperli et Popette*. Le premier, l'histoire d'un petit clown qui se croit victime de tous les malheurs du monde, se lit comme une comptine, une turlurette sans mièvrerie dont le texte est fait de demi-alexandrins qui se répondent, d'une page à l'autre. Le second est une suite de variations malicieuses sur le motif de

Jean-qui-pleure et Jean-qui-rit. Dedicacé à des jumelles, il peut se lire nez à nez, dans un sens ou dans un autre, comme pour initier les enfants à la subjectivité, ou les encourager à l'optimisme : lorsqu'on tourne le livre, pfluit, les larmes s'effacent, et les sourires reviennent.

Bien sûr, il faudrait pouvoir citer beaucoup d'autres titres. Du *Grimoire de sorcière à Dikou et le Tristounet*, de *Perle et Pimpin à la Pêche à la sirène* ou au *Petit Navigateur illustré*... Sans oublier *Cornefolle ou Polichinelle et moi*, l'un des albums un peu iconoclastes « très mal vus des parents », mais qui font hurler de rire les enfants. « Encore », suppliait à bout de souffle une petite fille de quatre ans. C'est trop drôle pour s'arrêter !

Seuls les artistes dont l'enfance est à fleur de peau, inguérissable, atteignent d'instinct ce degré de connivence avec leur public. Elzbieta nous attire irrésistiblement dans son univers paillard de cirque et de carnaval, de sorcières et de marionnettes — qui ressemblent beaucoup à celles du Luxembourg. Petits lecteurs, approchez ! Cela fait dix ans que le spectacle a commencé. Mais il ne cesse de se renouveler.

Florence Noiville

Les livres d'Elzbieta sont publiés chez Pastel, Hachette et Duroloy. *Flon-Flon et Musette* (Pastel) est disponible en collection « Lutin poche » à l'Ecole des loisirs (56 F. A partir de 5 ans), de même que les deux albums de *Grimoire de sorcière*, *Larrette et Catimini* et *Rendez-vous à la tour Eiffel*. *Clown et Saperli et Popette* ont paru également chez Pastel (respectivement 49 F et 72 F. A partir de 2 ans).

Donnez des livres à vos bébés

LES LIVRES, C'EST BON POUR LES BÉBÉS

de Marie Bonnafé
Préface de René Diatkine,
Calmann-Lévy, 208 p., 89 F.

La scène se passe dans la salle d'attente d'une consultation de prévention maternelle infantile (PMI). Une jeune femme qui n'est là ni pour examiner les enfants, ni pour les vacciner, et qui semble ne rien avoir à vendre, sort des livres d'un panier et les dispose consciencieusement sur un tapis. Des bébés s'approchent à quatre pattes, saisissent ces étranges choses, les secouent, les mordent, les ouvrent, les ferment, les explorent dans tous les sens. Une mère s'indigne : « A quoi ça sert ? Ils vont tout déchirer ! »

Cette réaction d'adulte, rapportée par Marie Bonnafé, est moins rare qu'on ne pense. Il y a encore une réticence réelle à mettre à la portée des tout-petits un « objet sacré » — le livre — qui risque d'être froissé, sali, abîmé. Et surtout, pour quel faire ? Selon l'étymologie même, l'enfant, « infans », est celui qui ne parle pas. Quel intérêt y aurait-il à lui lire, à six mois, une histoire construite et structurée, dont

on a l'impression qu'il ne la comprend pas ?

Marie Bonnafé, psychiatre et fondatrice de l'association ACCES (1), s'élève contre ces idées. Elle affirme qu'« un bébé ne vit pas des seuls soins maternels », mais qu'il a, très tôt, « besoin de jeux avec l'imaginaire, sans lesquels il ne saurait accéder pleinement au langage et à la vie de l'esprit ». Elle montre par ailleurs que « l'intérêt pour l'écrit est général chez les tout-petits », bien avant le début des apprentissages, et « même s'il n'existe aucune stimulation de l'environnement ».

S'appuyant sur une longue pratique de « lecture » avec de jeunes enfants — de trois mois à trois ans —, elle explique par exemple que, pour les plus âgés d'entre eux, les signes ont du sens. « Lorsqu'on les interroge, on découvre qu'ils ont leurs propres « théories » sur la langue écrite (...). Ainsi croient-ils que ce qui est petit devrait s'écrire avec moins de lettres que ce qui est grand : (...) « pou », « puce » s'opposent à « éléphant » ou à « hippopotame ». Plus tard, vers six-sept ans, cette curiosité se perd. « Ce n'est pas la capacité d'apprendre qui est altérée, c'est l'intérêt pour la

chose écrite qui s'est tarie. » D'où l'importance de stimuler cet intérêt, de le faire grandir, dès les premiers mois de la vie, par un contact précoce avec les textes imprimés.

Pour Marie Bonnafé, l'âge des premiers mots est le moment idéal pour s'initier à l'écrit. L'enfant bouge, parle, semble ne pas écouter ? Nul besoin d'importance. L'adulte doit « maîtriser son désir de récit ». L'idéal est qu'il parvienne à raconter de façon naturelle, sans exiger forcément l'attention — un peu comme s'il chantait, pour lui-même —, qu'il sache improviser, mélanger les livres aux jouets, perdre son temps avec l'enfant.

Il y a derrière le titre de Marie Bonnafé, *Les livres, c'est bon pour les bébés*, où perçent une pointe de gourmandise, une invitation à savourer la « lecture pour rien », à mille lieues de toute préoccupation d'apprentissage accéléré.

Fl. N.

(1) Actions culturelles contre les exilés et les déprivations. Association présidée par René Diatkine, 59, avenue Dauterive, 75012 Paris. Tél. : 43-43-44-24. Marie Bonnafé anime actuellement, en Seine-Saint-Denis, une série de séminaires destinés aux professionnels de la petite enfance. Renseignements : (1) 43-93-75-19.

Prix. — Le prix Lecture-Jeunesse, présidé par Martine Lafon, revient cette année, pour le jury adulte, à *Cher inconnu*, de Bertie Doherty (Gallimard Jeunesse, coll. « Page blanche »), ex-aequo avec *A fleur de peau*, de

Tsitsi Dangaremba (Ecole des loisirs, coll. « Médium Poche »). Le jury jeunesse a lui aussi sélectionné *Cher inconnu*, ainsi que *La Belle est dans ton camp*, de Robert Cormier (Ecole des loisirs, coll. « Médium »). Stéphane Daniel a reçu le prix Bobignies 94 pour *Un tag pour Lisa* (Casterman, coll. « Mystères »). Enfin, le Salon du livre de jeunesse de Valenciennes a décerné son « Livre d'or des jeunes lecteurs » qui récompense, dans la catégorie junior, *Classe de lune*, de François Sautereau (Rageot, coll. « Cascade ») et, pour la catégorie senior, *Lambda pour l'enfer*, de Hector Hugo (Syros).

Concours. — Le Musée en herbe et la Fondation Jérôme Main — qui, sous l'égide de la

Fondation de France, vise à promouvoir la découverte de l'art par les jeunes — lance un concours en vue de l'attribution d'un nouveau prix graphique, ouvert aux illustrateurs de dix-huit à trente ans. Ceux-ci sont invités à proposer cinq œuvres libres et un projet d'édition autour des *Fables* de La Fontaine, dont le tricentenaire sera célébré en 1995. Les dossiers doivent être déposés au Musée en herbe entre le 5 et le 16 septembre. Un jury composé de personnalités du monde de l'art, de l'édition et de la pédagogie décernera le prix Jérôme Main, doté de 25 000 F. La proclamation aura lieu en décembre, dans le cadre du Salon du livre de jeunesse de Montreuil. Renseignements : (1) 40-67-97-66.

A petits pas...

Pour les « 3 mois - 3 ans », une sélection de mini-livres pour devenir grand

Les « bébés lecteurs » ont leur salon. Pour eux, les éditeurs rivalisent de créativité. L'Ecole des loisirs annonce, pour l'automne, la création d'un nouveau département, « Loulou et compagnie », animé par Grégoire Solotareff et destiné aux 6 mois-2 ans. En attendant, et pour se repérer dans cette abondante production, voici un choix, non exhaustif, de quelques nouveautés marquantes.

Destinée aux enfants à partir de 3 mois, la collection « Bébé s'éveille », chez Gründ, se veut « scientifique mais simple à utiliser et amusante ». Dirigée par Béatrice Millière, spécialiste des sciences cognitives et docteur en psychologie, elle s'appuie sur le résultat de savantes recherches sur l'éveil et la perception des bébés. Trois coffrets, contenant chacun quatre petits livres et un manuel à l'usage des parents, proposent de découvrir les couleurs, les formes, les reliefs, les objets cachés... de façon progressive, adaptée à chaque étape de la première année. (*Le Vrai Premier Livre de bébé*, 3-6 mois, 6-9 mois, 9-12 mois. Le coffret : 79 F).

Dès les premiers mois, l'enfant distingue les contrastes : les formes blanches sur fond noir, ou vice versa. C'est sur ce constat que s'appuie ce petit livre en mousse et tissu. Accroché au berceau, il invite à suivre de l'œil, en toute quiétude, les courbes des spirales, des coeurs, des cercles, les branches des étoiles ou les cases d'un damier (*Les Formes*, coll. « Noir et Blanc », Albin Michel Jeunesse, 34 F. A partir de 3 mois).

Même principe avec *Blanc sur noir* et *Noir sur blanc*, deux petits livres indissociables de Tana Hoban, où des objets familiers — un biberon, une pomme, une banane — se détachent, en positif ou en négatif, sur des cartons laqués de toute beauté

(Kaliéscope, 35 F. A partir de 6 mois). Du même auteur, signalons que le célèbre imagier *Des couleurs et des choses*, avec ses photographies d'art à la portée des petits, est disponible en « Lutin poche » (L'Ecole des loisirs, 38 F. A partir de 12 mois).

En matière d'imagier, celui du Père Castor reste une référence « obligée ». Compagnon fidèle de la petite enfance, avec ses 488 mots-images, il existait déjà en anglais et en allemand. Le voici désormais en version espagnole : une première sensibilisation à la langue qui favorisera l'acquisition d'un vocabulaire élémentaire (Flammarion, 258 p., 74 F. A partir de 12-15 mois). Paraît simultanément, chez le même éditeur, *Mes premiers mots*, un imagier à base de 300 photographies simples et colorées (photographies de Geoff Dana, 160 p., 68 F. Dès 12 mois).

La fourmi aux yeux rouges, la mouche transparente, l'araignée chrysonelle et le joli papillon... Une première faune pour reconnaître dix animaux, communs ou non, de son jardin. Le choix judicieux des couleurs et une petite frise en gommettes rendent cet album thématique clair et vivant. Dans la même collection : *A la ferme*, *Dans la mer*, *Au zoo* (Au jardin, d'Amanda Wallwork, Editions du Sorbier, 38 F. A partir de 18 mois).

nard, Nathan, 21 F. A partir de 12 mois).

Un texte frais, pétillant, de grands à-plats de couleurs éclatantes : c'est le talent conjugué d'Antoon Krings et de Grégoire Solotareff que l'on retrouve dans la série des Kiko. Avec ses regards en coin malicieux, cette attachante petite souris est en passe de devenir l'un des héros favoris des petits. Deux nouveaux titres : *Le Papa et la Maman de Kiko* (Gallimard Jeunesse/Giboules, 32 F. A partir de 12 mois).

Le gros éléphant est tout gris. Les souris aussi, en plus petit ! Et le zèbre, est-il plus noir que blanc ? Sur chaque double page, un animal présente une couleur. C'est drôle et facile à mémoriser. Ensuite, on s'initie aux mélanges : en plongeant dans l'eau (bleue) avec le canard (jaune), on découvre le vert... Un album astucieux et plein de bonne humeur (*A la découverte des couleurs*, de Marie-Agnès Gaudrat et Thierry Courtin, Bayard Editions, coll. « Histoire de savoir », 60 p., 95 F. A partir de 3 ans).

Maxou idiot, Maxou gentil, Maxou perdu, Maxou pilote, Maxou mignon, Maxou fou : six mini-livres à peine plus grands qu'un petit LU, adaptés aux petites mains et aux petites poches. Une série guillerote et taquine, fondée sur un principe de rimes farfelues qui donnent envie de jouer avec les mots et les sons (Maxou, de Nadja, l'Ecole des loisirs, 24 F. chaque. A partir de 3 ans).

Pour retrouver les classiques des tout-petits, les bibliothécaires de la Ville de Paris proposent une sélection intitulée « Des livres quand on a pas 3 ans ». Renseignements : Agence culturelle de Paris, 6, rue François-Miron, 75004 Paris. Tél. : (1) 44-78-50-50. ARPLE, l'Association de recherche et de pratique sur le livre pour enfants, publie également un Mini-guide pour mini-lecteurs. Renseignements : 8, rue de Lille, 92000 Nanterre. Tél. : (1) 47-60-25-10.

16, place de la République X

Church's

sangriff

PARIS

Le Cuir dans toutes ses formes au meilleur prix !

2, rue Charas IX

au coin de la rue de la République

صكزامن الاصل

La vie absente

Un écrivain, dit Jean-Michel Maulpoix, accepte de n'être pas un individu comme les autres. Cessant d'écrire, il n'existe plus

L'ÉCRIVAIN IMAGINAIRE
de Jean-Michel Maulpoix.
Métier de France, 176 p., 98 F.

Dans un livre très intime, *L'écrivain imaginaire*, Jean-Michel Maulpoix affronte le thème inépuisable de la création littéraire. Sous l'apparence polissée d'un essai délicat et métaphorique, il creuse au plus secret d'un métier ténu et, à force d'humilité, en souligne l'acide magnificence. Écrire, pour lui, est un sacerdoce. L'écrivain doit se fonder dans l'écriture, du langage afin de recueillir les prodiges accidentés d'une suite d'événements : « Qui désire chanter doit se contenter de faire signe. Qui croit inventer se résigne à reconnaître. »

L'écrivain est d'autant plus fertile qu'il est transparent, médium, imaginaire, « un homme mort », qui regarde les personnages exister : « Les quelques livres que j'ai écrits ont plus de réalité que moi. Et peut-être la vie d'un homme n'est-elle, après tout, que cela : une succession mal définie de notations et de trépas imaginaires. » Les premières phrases du texte nous égarent à bon escient. Dans de naissance et de décès mêlés, Flaubert, Baudelaire et Rimbaud se sont donné rendez-vous et se glissent furtivement dans la biographie fictive de Jean-Michel Maulpoix. Un écrivain accepte de ne pas être un individu comme les autres. Dans le temps où il n'écrit pas, il se fait, dans l'existence, en perpétuelle alerte, aux aguets. Du monde, il vole une deuxième réalité. À ce que nous croyons voir, il greffe ce qu'il est sûr de voir, qui est une traduction plus vraie que l'original. Il puise dans cette fiction sans cesse secrète une connaissance de soi mystérieuse, une révélation fondamentale, sans preuves immédiates.

En ce sens, l'écrivain est bien moins que généreux, et les larmes qu'il verse sur le malheur de l'humanité sont des larmes de solitude depuis longtemps acclimatées. L'écrivain s'oublie pour mieux se retrouver : « J'ai appris à mourir dans le regard des femmes, à vieillir sur leur visage lisse, à parcourir dans leur clarté mes propres rides. Je me suis découvert mortel à la seule pensée de les aimer, et j'ai su que je le serais toujours davantage. »

Filiation magique

Jean-Michel Maulpoix interroge cette folie particulière qui consiste à perdre sa vie dans une « longue phrase ». Il le fait de façon exemplaire, époustouflante, enroulante : son écriture belle, lustrée — parfois un peu trop elliptique — met en évidence le miracle très simple des mots choisis et agencés, cette chambre d'écho où la banalité se métamorphose :

« Je m'efforce de retenir ce qui s'écrit aussi bien que de chanter juste. J'aime à m'attarder avec des phrases sur le visage d'autrui et les aspects des choses. Les mots que j'écris font des gestes de loin. » Un mouvement vers le lecteur qui suggère que « c'est d'amour sans doute que je parle, quoi que je dise. Je ne puis guère parler d'autre chose, je prends note de l'amour. »

L'écrivain n'exige pas d'amour en retour, ni de compassion. Il écrit parce que lui-même a très tôt fait sa propre investigation et s'est heurté déjà aux écueils du désir. L'écrivain se contente de ne plus espérer : « On le sait : un écrivain n'est pas un rêveur, plutôt un homme qui regarde en lui tomber le soir. » L'écrivain lit son avenir à rebours. Il est Baudelaire, Rimbaud, Flaubert, Proust... Il respecte cette filiation magique. Il construit la même pyramide et partage la même inconvenance d'écrire : « Ce très vieux geste vu par son inutilité. Il trace, comme notre vie, de la merveille au néant. »



J.-M. Maulpoix : un sacerdoce.

Maulpoix rend hommage au rôle de l'écrivain. Son petit livre est essentiel parce qu'il révèle le fin mot de l'histoire : « Les mots qu'il écrit le préparent à mourir : ils le dépouillent de ses désirs, ils lui enseignent sa vanité. » Dans le silence se trament encore des

sacrifices qui sentent fort la jouissance. Une femme, un homme s'absentent de la vie et recommencent, une fois de plus, ce « geste anxieux d'amour, immense et sans objet ».

Hugo Marsan

Cournot l'oiseau

HISTOIRE DE VIVRE
de Michel Cournot.
Macgilt éditeur, 116 p., 95 F.

par Hector Bianciotti

comme une vitre qui condense l'haleine ; il ravient au lecteur d'y laisser sa trace.

Délicat et grave, tendre et mordant, faisant des allers et retours entre les « faits de société » et la rêverie mélancolique, voici, d'abord, les misères ; les enfants d'une institution publique d'éducation surveillée, ou cette mère sans domicile fixe à qui l'Assistance enlève, l'un après l'autre, ses enfants. Des gens qui n'ont plus la force de se défendre, ni même de penser ; des gens qui luttent mais qui, d'avance, se soumettent aux lois de la société.

« Il ouvre la fenêtre »

Il leur arrive encore, par instants, d'éprouver un sentiment de révolte, de manifester une faible réaction face aux obstacles que la civilisation dresse devant eux — mais ce sont des sursauts brefs, sporadiques et, somme toute, inefficaces. C'est lui, l'écrivain, qui profite de leur opacité, de leur mutisme, pour nous laisser entendre, sans rien expliciter, avec des raccourcis d'une subtilité poignante, leur drame, réussissant à nous intéresser à des existences que, la douleur exceptée, rien ne retient au bord du néant.

Il y a des événements énormes qui se produisent entre parenthèses, sur fond de vide, et qui prennent place,

sinon dans notre cœur, du moins dans notre tête, éveillant notre conscience aux horreurs du monde, voilées par cette forme d'oubli que la nature secrète afin, sans doute, de préserver l'avenir de l'espèce, laquelle n'admet pas les atterrissements de la compassion — et qui, au fond, n'est que de l'indifférence.

Or, le beauté étant une chose commune que par distraction on néglige, elle surgit — c'est son style — tout à coup, à la fin d'un texte pour ainsi dire prosaïque : « La fanfare des douaniers — un gendarme tenait le violon — s'entraînait sur l'estacade, et des marins en tenue, deux à deux, valseaient déjà. » Ou bien, alors que nous avons oublié le titre du récit — *Roma per sempre* — et que, après avoir survolé la Villa éternelle, ses palais, ses couloirs, ses ruines comme seuls les oiseaux ou un dieu pourraient le faire, une femme « qui, du coude, serre contre sa poitrine le moulin à café, vous ouvre sans vous regarder », on aperçoit, « barrant la ligne d'horizon, mais un peu au-dessus de la terre, une raie blanche qui blesse les yeux. La voisine à qui l'on ne pensait plus. La mer. »

Cournot ? Il rappelle le mot que Michaux appliquait à l'un de ses impalpables personnages : « Il ouvre la fenêtre. Un instant après, il revient de plusieurs heures de vol. Tel est le temps pour lui. Telle est la vie. » On ne saurait parler, en son propos, d'art, mais de grâce.

Enquête sur l'irréparable

« Gina », de François Bott, est un livre de deuil, mais aussi de reconquête de soi

Notre collaborateur François Bott vient de publier un court récit autour de la mort de sa mère. Nous avons demandé à Georges-Olivier Chateaufort d'en rendre compte.

Gina
de François Bott.
Flammarion, 90 p., 80 F.

À 17 heures, le samedi 15 mai 1993, la mère de François Bott s'est éteinte. « Parce qu'elles détiennent des secrets sur notre naissance et sur notre préhistoire, écrit-il dans *Gina*, le livre à la fois déchiré et serein qu'il lui consacre, le métier des mères c'est de nous rendre légitimes. »

Ostende en pointillé

LE DOCUMENTARISTE
de Jean-Pierre Ostende.
Gallimard, coll. « L'arpenant », 138 p., 78 F.

Comment appréhender une ville ? Quel aspect suggérer dans un documentaire ? « Dois-je prouver l'existence de cette ville ? Cette ville existe-t-elle ? » Ce sont quelques-uns des problèmes que se pose David Strehler, le « documentariste », en mission depuis le début de l'automne à La Guardia, près de Toulon. Un homme — mettons qu'il s'appelle Romanov — lui sert de « passeur », de guide dans le panorama secret que résume une « boîte », Le Caramba. Là se trouve la ville hors saison, l'irrégulière, avec ses lumières souterraines et son billard : on y boit du gin, on y écoute une zarzuela, la *Rosa del Azahar*.

Mais, à part Le Caramba, rien dans la ville n'est familier. Rien n'attire l'attention de Strehler jusqu'à ce qu'il rencontre Gerald Matin, « l'homme en blanc », qui cherche son frère disparu.

Tous les auteurs n'écrivent pas « sur » la mort de leur mère, mais on ne saurait douter de l'absolue sincérité de ceux qui s'y résolvent. Ces écrits-là émanent du plus profond et du plus nu de l'homme. Voilà qui explique la place à part de tels ouvrages dans les Lettres, comme leur nécessité. Livres de deuil, livres de perte bien sûr mais aussi de reconquête de soi et du monde après l'ébranlement que constitue la disparition des garantes de notre légitimité. Cette légitimité compromise, rien ne paraît plus urgent à la conscience blessée que de la restaurer.

Qui était Gina, alias Marie-Jeanne Toussaint Alessandri,

née à l'orée de la première guerre mondiale, à Sartène, en Corse ? Un être n'est jamais d'une pièce. Entre toutes les facettes de cette personnalité, on en privilégiera une. Celle, sans doute, qui aura le plus influé sur celle de son fils. Gina était une littéraire. La veille de sa mort, « sous morphine », elle s'entretenait encore avec ses enfants des épistolaires françaises. « Quel de plus rassurant » qu'une conversation sur *Mme de Sévigné* et *Mme du Defand* ? Ma mère était passionnée de littérature... Plus loin, une pensée de Gina, confiée à un petit carnet, nous laisse penser qu'elle aurait pu, elle aussi, devenir écrivain : « La naissance nous a arrachés à une longue navigation et la mort nous la fait reprendre. »

De Gina à François, beaucoup a passé : la passion de la littérature d'abord, un certain sens du mystère de la vie ensuite, comme un vacillement du sentiment de la présence au monde. Et puis on dirait que l'allure même de la phrase de l'auteur du *Boulevard des sentiments* doit à la manière d'être de sa mère, telle qu'il nous la restitue par petites touches précises, quelque chose de sa sobriété expressive et de sa tenue.

Gina ne s'ouvre pas par hasard sur une citation d'Albert Cohen. L'auteur du *Livre de ma mère* est, avec notamment le Jacques Borel de la *Dépossession*, de ceux qui ont illustré le genre dans lequel vient s'inscrire cet ouvrage. Car il pourrait bien s'agir d'un genre en soi, ni apologie ni panégyrique, ni lamentation, mais méditation sur l'absence et le souvenir, « enquête sur l'irréparable », selon François Bott qui dit encore : « Je redécouvrais que seul le chagrin donnait la connaissance, et que l'unique vérité de l'espèce humaine était cette façon qu'elle avait de partir en voyage, sans laisser d'adresse. »

G.-O. Chateaufort



Jean DANIEL L'Ami anglais PRIX ALBERT CAMUS

« Des phrases « traçantes », ainsi qu'on le dit de certaines balles. »

Angelo Rinaldi

« Il émane du livre de Jean Daniel une tristesse racée, une musique feutrée, un art de l'ellipse, qui doivent émouvoir toute une génération. »

Alain Bosquet

« Jean Daniel, dont nous avons aimé les risques qu'il prenait, les scrupules et la probité, et qui fut vraiment notre contemporain, nous parle d'une voix qui semble monter du passé... Et soudain la nostalgie nous chauffe et nous serre le cœur. »

François Nourissier, de l'Académie Goncourt

252 p., 100 F.

Grasset

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

QUAND on disait « le Philosophe » en 1780, on parlait de Diderot et de son personnage d'autre. Le surnom lui avait été donné par Voltaire – qui l'appela aussi « Socrate ». Un nom de baptême choisi par Voltaire ne se refusait pas : il restait à la mesure. Diderot a joué toute sa vie le personnage du philosophe, ce qui n'implique pas qu'il l'était mais pas davantage qu'il ne l'était pas. Comme il arrive souvent, les siècles suivants se sont empressés d'inscrire les jugements des contemporains : si Diderot était philosophe, c'est à la manière dont Voltaire était poète, par défaut. La rage glorieuse et méthodique du XIX^e siècle contre les Lumières a été efficace. Chargée du bon ordre intellectuel, l'Université a facilement délogé l'auteur de la Lettre sur les aveugles de son piédestal ; ce danser étourdissant n'était décidément pas sérieux : aucun système, des sincérités d'autant plus violentes qu'elles sont passagères, un jeu d'esthète qui s'enchantait des miroitements du réel plutôt que de s'astreindre à réduire et à ordonner la diversité. Une jolie tête, mais bien légère. Un artiste.

Une seule exception à ce mépris indulgent, l'école marxiste. Elle recrute Diderot post mortem parmi les ancêtres encore bien maladroits et englués de contradictions qui ont ouvert le chemin à la vérité vraie, le matérialisme historique. L'enrôlement a eu du bon ; il a permis de bien fructueuses études sur l'inscription de Diderot dans l'histoire sociale et intellectuelle de son temps ; mais Diderot, souvent fourré dans le même sac que d'Holbach, Helvétius et La Mettrie, y perdait l'éclat de son originalité. Il était comme une chenille dont des entomologistes cherchaient à savoir par quel miracle de la nature historique elle donnerait naissance, un siècle plus tard, au papillon marxiste.

Le baromètre éditorial nous indique que les temps changent. Lorsque la « Bibliothèque de la Pléiade » s'ouvre (pour un seul petit volume) à Diderot, elle réduit l'œuvre philosophique à deux titres, la Lettre sur les aveugles et le Rêve de d'Alembert. « Parmi les œuvres diverses et les essais », écrit André Billy dans sa préface, nous nous sommes décidés pour celles dont la chaleur, la vivacité, la verve assurent, de l'avis unanime, la préminence. C'est dire le cas que l'on faisait de la pensée. Aujourd'hui, entamant enfin la publication, en cinq gros volumes, des principaux ouvrages de Diderot, Laurent Versini l'inaugure par un bon millier de pages de philo-

CEUVRES DE DENIS DIDEROT
Tome 1 : Philosophie
Édition établie par Laurent Versini.
Laffont, coll. « Bouquins », 1600 p., 169 F.
ANGE GOUДАР
CONTRE L'ANCIEN RÉGIME
de Gianfranco Dioguardi.
Traduit de l'italien par Annie Oliver, suivi du Testament politique de Louis Mandrin d'Ange Goudar.
Climats, 128 p., 60 F.
CONTINUATION DE L'HISTOIRE DE LA MANCHE DE DON QUICHOTTE
de Robert Challe.
Édition critique par Jacques Cormier et Michèle Weil.
Droz, 306 p., 405 F.

losophie. Une manière d'inviter les lecteurs à commencer par le début, par les bases et par la structure de l'édifice plutôt que par la beauté des détails.

Le choix est courageux, même s'il n'est pas aussi risqué qu'il y paraît. Quand il s'exerce à la philosophie, Diderot ne cesse pas un instant d'être écrivain. Il travaille le concept comme le romancier travaille ses personnages. Avec lui, la rigueur n'est pas absconse, la profondeur n'est pas hermétique et la gravité s'accroît de l'humour. Comment ne rendrait-il pas malades de jalousie tous les abstraits de quintessence ? Il conçoit l'exercice de la pensée comme une aventure, qui plus est une aventure gaie. Et comme souvent l'erreur est plus féconde que l'idée juste et plate, il nous dit tout : ses hésitations, ses volte-face, ses impasses, ses bourdes aussi bien que ses certitudes provisoirement variables, son matérialisme biologique, son déterminisme auquel il cherche à adapter une loi morale. La pensée se défait et se reconstruit devant nous dans la vive dramaturgie des dialogues et, souvent, quand le poète intervient, c'est simplement que la science de son époque n'est pas allée assez vite pour lui et qu'il a permis à son imagination de prendre quelques longueurs d'avance. Quand la raison achoppe et que la vérité se dérobe, il reste à dérober la vérité en faisant rêver d'Alembert.

Sous l'effervescence du style, sous les mille questionnements d'une curiosité aussi inépuisable que le réel, sous l'éloquence irrésistible, il y a bien une philosophie de Diderot, une métaphysique et une éthique qui se situent à des années-lumière des courtes constructions mécaniques de ses amis d'Holbach et Helvétius, du côté de chez Nietzsche plutôt que dans les dépendances de la maison Marx. Pas un système clos, pas un catéchisme doctrinal, mais un champ de forces, solidement orientées par une volonté de « désaliénation ». L'édition Versini permet de lire un texte tardif et mal connu de Diderot, le couronnement de sa réflexion philosophique et politique, l'Essai sur les règnes de Claude et de Néron, la dernière confrontation avec Rousseau, l'autre philosophe. Diderot, le dispersé, l'hétéroclite, le dilettante, y plaide pour l'indispensable unité : « Un moyen sûr d'ignorer l'heure, c'est d'être entouré de pendules ; [...] il n'en faut avoir qu'une réglée par le bon goût et le juge-

ment, et on n'en peut interroger une autre sans répéter toutes sortes de décisions contradictoires, et n'avoir point d'avis à soi. »

MAIS comment connaître l'heure exacte quand l'Europe entière résonne des prédictions frénétiques d'horlogers contradictoires ? « Depuis dix lustres », écrit Ange Goudar en 1789, il a paru plus de livres sur la population, l'agriculture, les arts et le commerce, qu'il s'en était publié depuis la décadence de l'Empire romain. J'ai lu tous ces livres ou presque tous ; je n'y ai trouvé que des mots, j'ai appliqué les mots aux choses, et la tout a disparu. La plupart de ces livres sont trop livres ; on y raisonne d'un bout à l'autre. Les matières essentielles y sont noyées dans une mer de paroles. En toute logique, Goudar ajoute donc son verre d'eau à la marée ; cela s'intitule Naples, ce qu'il faut faire pour rendre ce royaume florissant. Qui est Goudar ? Un homme de son temps, aventurier et polygraphe, excentrique puisque son siècle n'a plus de centre. Il est né à Montpellier en 1708 et mort à Londres en 1791. Entre les deux, il a parcouru le continent dans l'espoir d'y trouver un prince qui le prendrait comme conseiller en réformes. Pour subvenir à ses besoins, il savait utiliser sa femme, Sarah, une ancienne cabaretière d'Irlande, qui était fort belle. Il était aussi expert en jeux de hasard et ses tripots de luxe étaient réputés. Un patron de casino philosophe, seul le XVIII^e siècle pouvait inventer cela (1). Goudar estimait que la société de son temps était mal faite. Quand il ne glissait pas son épouse dans

voleurs et des affameurs, les voleurs devenaient des héros. La popularité de Mandrin en dit plus long que les plus savants traités sur les vices du régime et la misère du peuple. Si l'on ne réforme pas le système fiscal, annonce Goudar, il ne restera aux pauvres que la haine et la violence : « Parce que trois cents mâtôtiers regorgent de choses superflues, trois millions de sujets manquent des choses nécessaires. » Homme équivoque, un pied dans le beau monde et l'autre dans le ruisseau, Goudar sent mieux que quiconque le trouble d'une époque dont les valeurs vacillent à un point tel qu'un bandit peut être déclaré plus utile à l'État qu'un ministre.

AVENTURIER de l'esprit, Robert Challe l'était aussi, à une époque – la fin du règne de Louis XIV – où il était plus risqué de l'être qu'à celle de Diderot et de Goudar. C'est pourquoi cet ancien marin, lorsqu'il se décida à écrire, après bien des campagnes, des expéditions et des déboires en tout genre, le fit sous le plus strict des anonymats. Il a fallu près de trois siècles et des trésors d'érudition pour qu'à la fin de nos années 50, Jean Mesnard et Frédéric Deloffre le débussent de sa cachette. Le nom d'un grand romancier s'est inscrit dans nos nouvelles histoires littéraires, celui de l'auteur des Illustres françaises, d'un précurseur et d'un égal de Lesage, de Marivaux et de l'abbé Prévost (3). Anticlérical en diable, observateur minutieux de la société, conteur magnifique, véritable inventeur du roman moderne.

Avant de faire imprimer ses Illustres françaises en 1713, Challe avait fait ses gammes en écrivant une Continuation de Don Quichotte. C'est une merveille d'invention. Challe s'approprie Cervantes, mais pour mieux en troubler la leçon ; il ne parodie pas, il ne pastiche pas comme le faisaient volontiers ses contemporains, il jette un pont entre Quichotte et Balzac, entre le royaume de l'imagination et les territoires du réel. Parfaitement conscient de son audace et de l'obscurité à laquelle elle le condamne, à jamais, croyait-il : « Je n'ai point fait ce préambule dans le vœu de m'élever une gloire inutile après ma mort, puisque je l'ai méprisée, et que je la méprise encore, mais je l'ai fait pour me servir de preuve que la qualité d'auteur ne m'a jamais tenté, et que j'y suis encore à présent moins sensible, que jamais. »

(1) Gianfranco Dioguardi, économiste italien et bibliophile, a consacré un premier livre à Goudar : Un aventurier à Naples au XVIII^e siècle (Climats, 1993, 124 p., 80 F.).

(2) Publié en 1990 par L'Histoire chimérique (99 p., 95 F.).

(3) Les Illustres françaises, dans l'édition de Frédéric Deloffre et Jacques Cormier, paraît chez Grasset en 1991. D'autres éditions importantes de Challe sont également disponibles : Les Difficultés sur la religion proposées au Père Malebranch, chez Universalia ; le Journal de voyage aux Indes, au Mercure de France.

Aventuriers de l'esprit

Sous le signe d'Icare

Paul Auster et William Boyd signent deux romans dont les héros ont en commun la passion de voler

MR. VERTIGO
de Paul Auster.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Christine Le Bœuf.
Actes Sud, 317 p., 135 F.
L'APRÈS-MIDI BLEU
(The Blue Afternoon)
de William Boyd.
Traduit de l'anglais par Christiane Besse.
Seuil, 358 p., 130 F.

Voler ! S'affranchir, enfin, de la pesanteur et palper pour de bon la douce étoffe de l'air ! Puis regarder d'en haut le spectacle du sol et se prendre, un instant, pour le créateur de cet univers dominant. Si le rêve insensé d'Icare a de quoi fasciner les écrivains, n'est-ce pas qu'il matérialise, de façon naïve, la posture idéale de l'observateur et même du démiurge ? C'est ce rêve, en tout cas, qui traverse, sous des formes distinctes, deux romans récemment parus. Des ouvrages fort différents, mais reliés par l'obsédant désir de scruter le monde, par la passion, toujours déçue, de s'élever d'un pied au-dessus de la condition d'homme.

LIBRAIRIE POLONAISE

123, bd St-Germain 75006 PARIS
Tél. 43 26 04 42 Fax 40 51 08 82

Littérature de l'Est, CD, cassettes vidéo et audio, affiches, artisanat, catalogues expéditions

Faisant fi des tristes lois de la physique, Paul Auster a donc décidé que les héros de romans pouvaient bel et bien flotter entre deux airs. Walter Rawley, dit « Walt le prodige », est l'incarnation de cette convention nouvelle. Passé au moulin d'une terrible initiation par l'étrange maître Yehudi, le gamin du Missouri parvient un jour à s'arracher du sol, pour le plus grand bonheur des foules. Il devient alors l'enfant-oiseau que l'on produit en public, le prince cocasse de l'Amérique en crise, le roi de multiples « grands soirs », avant de retomber brutalement sur ses pieds au moment de la puberté. Une histoire de fous, donc, au carrefour de la farce – le livre est plein de charme, de verve –, de la fable, du conte philosophique et du roman d'aventures. Les lecteurs de la Trilogie new-yorkaise ou de l'Invention de la solitude, pourront trouver bizarre une fiction si détachée des préoccupations traditionnelles de l'auteur. Mais les romanciers ne muent jamais tout à fait d'un livre à l'autre et il se pourrait bien que ce texte s'insère, de manière déguisée, dans l'exacte lignée des précédents écrits de Paul Auster.

Le fantastique dont se teintait imperceptiblement un univers urbain labyrinthique dans Cité de verre – le premier tome de la Trilogie new-yorkaise – devient simplement explicite dans Mr. Vertigo. Et, par un malicieux contrepoint, le décor semble largement plus réel dans le conte de l'enfant-oiseau que dans certaines pérégrinations new-yorkaises adossées à un principe de



Paul Auster (à gauche) et William Boyd : la posture du démiurge.



vraisemblance. Comme si l'onirisme et le réalisme social se mélangeaient, dans des proportions variables, pour aboutir à une forme d'équilibre reconnaissable d'un roman à l'autre.

Les héros, enfin, sont progressivement campés en témoins de la folie environnante, puis de leurs propres transformations. Car c'est, au sens kafkaïen du terme, l'étude de la métamorphose qui semble guider l'auteur. Dans Mr. Vertigo, Paul Auster décrit un individu passant de la « fange », de l'eau croupie, des « harlements furieux et inarticulés », de la créature à peine tirée de l'argile originelle, en somme, à cet être qui explique : « Mon âme avait commencé à s'échapper de mon corps. » Simple étape qui finit par tourner court, l'élevation physique est l'antichambre de la véri-

table élévation de l'âme, celle qui s'obtient par l'écriture... et par la mort.

Si le fait de voler est aussi associé à la mort dans le livre de William Boyd, c'est sur un ton rien moins qu'onirique et, en définitive, sûrement plus pessimiste. L'homme-oiseau de l'Après-midi bleu se nomme Pantaleon Quirga. Il n'a pas rang de personnage principal, mais sa fièvre d'altitude fait pendant à celle qui manifeste le héros pour les profondeurs : tous deux désirent compulsivement voir au-delà de ce qui est normalement permis à l'homme. Tous deux sont des « explorateurs ». Tout deux paient le prix de cette curiosité. Dans la Manille des premières années de ce siècle, Salvador Carriscant est un brillant chirurgien qui sonde les entrailles

humaines, tandis que Pantaleon, son adjoint, bâit en secret la machine qui doit lui permettre de survoler l'île.

La trame de l'Après-midi bleu est faite de deux histoires emboîtées, un procédé bien dans la manière de William Boyd qui l'a déjà employé pour Comme neige au soleil ou Brazzaville plage. Car les aventures haletantes de Salvador Carriscant, cette énigmatique promenade à travers les continents et les décennies, s'enchâssent dans le récit qui en fait sa fille Kay, l'architecte. En auteur habile, William Boyd crée des passerelles entre les deux narrations. L'une des plus visibles est justement l'œil aigu des narrateurs, capable d'instaurer une démarcation entre ce que distingue la masse et ce que peuvent apercevoir quelques élus.

De ce fait, les deux récits se correspondent presque structurellement. À l'architecture des corps répond celle des lieux, Kay parlant des priorités de son métier en affirmant que « l'espace enclous devenait plus important que ce qui le contenait ». Une fois arrivé au dedans des choses, c'est le paradis de l'ordre éternel : « Calme et ordre. Absence de fouillis, un monde tranquille de lignes strictes », dit l'architecte d'un intérieur réussi. « Tout est tenu, emballé. (...) Tout est en place et en état de marche », explique le médecin qui vient d'ouvrir le tronc d'un soldat mort.

De ce sens aigu de l'ordre, William Boyd a tiré un roman à la fois sensuel, agréable de lecture et bien mené, mais presque trop proprement cousu, en dépit d'une intrigue assez compliquée. Qu'importe, au fond, à ceux qui veulent seulement s'évader un moment, faute de pouvoir vraiment s'envoler.

Raphaële Réroline

★ De Paul Auster, signalons également la parution d'un beau recueil de poèmes, Disparitions. Œuvre des commémorations, la poésie n'a pas pour seule vocation d'éclaircir d'un jour nouveau la texture des romans qui ont fait la célébrité de leur auteur. Disparitions est riche d'une humilité qui lui est tout à fait propre. L'écrivain y sculpte une matière constamment en mouvement, où dominent le « souffle » et le « journalisme » de ce qui émerge à peine du néant originel, de ce qui commence et ne suit que finit, de ce qui tourmente l'absence et le manque, le « blanc ». Comme pour dire que la société d'aujourd'hui est une « (Cité de verre) ». États-Unis – par Danielle Rabert, Éditions Ues/Actes Sud, 160 p., 120 F.

صحنه من الأصل